

Université de Montréal

**LE NIVEAU D'AUTONOMIE DU BRÉSIL DURANT L'ADMINISTRATION LULA (2003-2010) :
ÉTUDE DU CONTEXTE POUR L'ACTION ET DES STRATÉGIES DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE**

Par
Bruno Lavallée-Montambault

Département de science politique
Faculté des études supérieures

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maîtrise ès sciences (M.Sc)
en science politique

Décembre 2011

© Bruno Lavallée-Montambault, 2011

IDENTIFICATION DU JURY

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

*Le niveau d'autonomie du Brésil durant l'administration Lula (2003-2010) :
Étude du contexte pour l'action et des stratégies de politique étrangère*

présenté par :

Bruno Lavallée-Montambault

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Guillermo Aureano
président-rapporteur

Graciela Ducatzenzeiler
directeur de recherche

Françoise Montambeault
membre du jury

Sommaire

Ce mémoire a pour objet le niveau d'autonomie du Brésil par rapport à la première puissance hémisphérique, les États-Unis. La problématique est de comprendre quels sont les facteurs qui ont déterminé le niveau d'autonomie du Brésil durant les années où le président Luiz Inácio Lula da Silva a été au pouvoir (2003-2010). Les hypothèses avancées sont les suivantes : le contexte pour l'action a fortement favorisé l'accroissement du niveau d'autonomie du Brésil; les stratégies de politique étrangère ont permis une augmentation du niveau d'autonomie du Brésil.

La première hypothèse, celle portant sur l'influence du contexte pour l'action, sera analysée en deux parties principales. D'une part, le contexte international qui est caractérisé par l'environnement international post-11 septembre 2001 et par l'émergence de nouvelles puissances sur la scène internationale. D'autre part, le contexte continental sera analysé en fonction des relations actuelles entre les États-Unis et l'Amérique latine, sous-continent longtemps considéré comme la cour-arrière américaine.

L'évaluation de la seconde hypothèse consistera à faire l'analyse de trois stratégies de politique étrangère mises en place durant l'administration Lula. La première est le développement de relations Sud-Sud ou l'horizontalisation des relations. La seconde est la stratégie régionale du Brésil, soit celle de jouer un rôle de leader et de favoriser l'intégration politique et économique dans la région sud-américaine. La troisième stratégie consiste en une distanciation relative vis-à-vis des États-Unis en s'opposant de façon ponctuelle à la puissance américaine.

Nous concluons, sur la base de l'étude du contexte pour l'action et des stratégies brésiliennes de politique étrangère, que le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis a augmenté durant la période de l'administration Lula.

Mots clefs : Autonomie; Contexte pour l'action; Puissance; Puissances émergentes; Politique étrangère; Relations Sud-Sud; Leadership régional; Brésil; États-Unis.

Abstract

The purpose of this thesis is to examine Brazil's level of autonomy in relation to the United States of America, which is the most powerful country in the western hemisphere. The problematic lies in determining the factors that influenced the level of Brazil's autonomy during Lula's administration (2003-2010). These are the proposed hypotheses: first, the context for action may have greatly contributed to an increase in Brazil's level of autonomy; and second, Brazil's foreign policy strategies may have positively influenced the level of autonomy of the country.

The first hypothesis, that concerns the impact of the context for action, will be analyzed in two main parts. First, the international context, which is characterized by the post-9/11 international environment and the emergence of new powers on the international stage, will be studied. Second, the continental context will be analyzed based on the current relationships between the U.S. and Latin America, the latter sub-continent being considered as America's backyard for a long time.

The evaluation of the second hypothesis will be based on three foreign policy strategies established during the Lula administration. The first is the development of South-South relations or, in others words, the horizontalization of relations. The second is the regional strategy of Brazil, which consists of playing a leadership role and promoting political and economic integration in the South American region. The third strategy is to distance itself from the United States by occasionally opposing this powerful nation.

We conclude, based on the analysis of our hypotheses, that the level of autonomy of Brazil in relation to the United States increased significantly during the Lula administration.

Keywords: Autonomy; Context for action; Power; Emerging powers; Foreign policy; South-South relations; Regional Leadership; Brazil; United States.

Table des matières

| | |
|--------------------------------------------------------------------|-----|
| Tableaux | v |
| Figures | vi |
| Sigles et abréviations | vii |
| Introduction | 1 |
| Chapitre 1 : Le cadre d'analyse..... | 11 |
| 1.1 Revue de la littérature | 11 |
| 1.1.1 La notion de puissance | 11 |
| 1.1.2 Autonomie..... | 17 |
| 1.2 Aspects retenus et adaptés..... | 26 |
| Chapitre 2 : Le contexte pour l'action..... | 29 |
| 2.1 Contexte international | 29 |
| 2.1.1 Le contexte post-11 septembre | 31 |
| 2.1.2 L'émergence de nouvelles puissances | 41 |
| 2.1.3 Évaluation du niveau d'autonomie du Brésil | 54 |
| 2.2 Le contexte continental | 57 |
| 2.2.1 Les relations États-Unis / Amérique latine | 59 |
| 2.2.2 Évaluation du niveau d'autonomie du Brésil | 75 |
| 2.3 Synthèse du contexte pour l'action | 80 |
| Chapitre 3 : Les stratégies de politique étrangère du Brésil..... | 83 |
| 3.1 Horizontalisation des relations..... | 84 |
| 3.1.1 Évaluation du niveau d'autonomie du Brésil | 96 |
| 3.2 Intégration régionale et leadership | 105 |
| 3.2.1 Évaluation du niveau d'autonomie du Brésil | 125 |
| 3.3 Opposition ponctuelle aux États-Unis..... | 134 |
| 3.3.1 Évaluation du niveau d'autonomie du Brésil | 140 |
| 3.4 Synthèse des stratégies de politique étrangère du Brésil | 146 |
| Conclusion | 150 |
| Bibliographie..... | 163 |
| Annexes..... | 179 |

Tableaux

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Tableau 1 : Produit intérieur brut des pays du BRIC, des États-Unis, du Japon et de l'UE (en milliards de dollars US courants, arrondis à l'unité) | 180 |
| Tableau 2 : Part du produit mondial brut des pays du BRIC, des États-Unis, du Japon et de l'UE (en %) | 180 |
| Tableau 3 : Dépenses militaires des pays du BRIC, des États-Unis, du Japon et de quelques pays de l'UE (en milliards de dollars US constants, ajustés au taux de change de l'année 2008)..... | 181 |
| Tableau 4 : Importations de biens et services des pays du BRIC, des États-Unis, du Japon et de l'UE (en milliards de dollars US courants, arrondis à l'unité); et part de ces importations par rapport aux importations totales mondiales (en %)..... | 182 |
| Tableau 5 : Exportations de biens et services des pays du BRIC, des États-Unis, du Japon et de l'UE (en milliards de dollars US courants, arrondis à l'unité); et part de ces exportations par rapport aux exportations totales mondiales (en %)..... | 182 |
| Tableau 6 : Populations des pays du BRIC, des États-Unis, du Japon et de l'UE..... | 183 |
| Tableau 7 : Prédications des populations des pays du BRIC, des États-Unis, du Japon et de l'UE | 183 |
| Tableau 8 : Investissements directs étrangers (flux nets en milliards de dollars US courants); et part de ces IDE par rapport aux IDE totaux (%)..... | 184 |
| Tableau 9 : Produit intérieur brut des pays de l'UNASUL (en milliards de dollars US courants, arrondis à l'unité; et en pourcentage du total sous-continentale)..... | 185 |
| Tableau 10 : Population des pays de l'UNASUL..... | 185 |
| Tableau 11 : Dépenses militaires des pays de l'UNASUR (en millions de dollars US constants, ajustés au taux de change de l'année 2008; et en pourcentage des dépenses sous-continentales) | 186 |
| Tableau 12 : Investissements directs étrangers dans les pays de l'UNASUL (en milliards de dollars US courants, arrondis au dixième d'unité; et en pourcentage du total sous-continentale) | 186 |

Figures

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Figure 1 : Modèle explicatif du niveau d'autonomie du Brésil | 6 |
| Figure 2 : Niveau d'autonomie d'un État..... | 9 |
| Figure 3 : Total de l'aide financière militaire et policière en Amérique latine (en millions de dollars US)..... | 63 |
| Figure 4 : Les importations du Brésil de 2002 à 2008 par région de provenance (en pourcentage des importations totales du Brésil) | 98 |
| Figure 5 : Les exportations du Brésil de 2002 à 2008 par région de destination (en pourcentage des exportations totales du Brésil)..... | 99 |
| Figure 6 : Part des États-Unis dans le commerce du Brésil (en pourcentage) | 99 |
| Figure 7 : Évolution des exportations intra-UNASUL de 2001 à 2010 (en milliards de dollars US) | 116 |
| Figure 8 : Niveau d'autonomie du Brésil..... | 160 |

Sigles et abréviations

| | |
|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AIEA | Agence internationale de l'énergie atomique |
| ALEAC-RD | Accord de libre échange États-Unis, Amérique centrale et République Dominicaine |
| ALENA | Accord de libre-échange nord-américain |
| BRIC | Groupe de puissances économiques émergentes : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine |
| CAF | Coopération andine de financement |
| CAN | Communauté andine des nations |
| CASA | Communauté sud-américaine des nations |
| CSD | Conseil sud-américain de défense |
| CSNU | Conseil de sécurité des Nations unies |
| ELN | Armée de libération nationale |
| EMBRAPA | Entreprise brésilienne de recherche agronomique et d'élevage |
| FARC | Forces armées révolutionnaires de Colombie |
| G-4 | Coalition composée du Japon, de l'Allemagne, du Brésil et de l'Inde revendiquant une réforme du CSNU. |
| G-6 | Formation initiale du G8 : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie |
| G-8 | Groupe de discussion et de partenariat économique : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada et Russie |
| G-20 | Forum de dialogue regroupant 19 États (pays industrialisés et pays en émergence) |
| G-23 | Le Groupe des Vingt-trois est la réunion d'États en développement, réunis à Cancún en 2003. |
| IBAS | Forum de dialogue regroupant l'Inde, le Brésil et l'Afrique du sud |
| IDE | Investissements directs étrangers |

| | |
|----------|----------------------------------------------------------|
| MERCOSUL | Marché commun du sud |
| MINUSTAH | Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti |
| OÉA | Organisation des États américains |
| OMC | Organisation mondiale du commerce |
| ONU | Organisation des nations unies |
| OTAN | Organisation du traité de l'Atlantique nord |
| PIB | Produit intérieur brut |
| PMB | Produit mondial brut |
| PSCI | Programme de substitution compétitive aux importations |
| UE | Union européenne |
| UNASUL | Union des nations sud-américaines |
| ZLÉA | Zone de libre-échange des Amériques |

Introduction

La politique étrangère du Brésil durant les mandats de Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2010) a été très ambitieuse et active. Le ministère brésilien des affaires étrangères a ouvert, durant cette période, plus de trente nouvelles ambassades et près d'une vingtaine de consulats. Le Brésil a fortement contribué à l'évolution du forum de dialogue de l'IBAS (Inde, Brésil, Afrique du Sud) et il a été très impliqué dans le G-20. Il fait partie d'un groupe d'économies émergentes, le BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) : ce regroupement était d'abord exprimé de façon informelle par les cercles diplomatiques et financiers à la suite d'un rapport de Goldman Sachs en 2003¹; mais il a commencé à se réunir formellement dès 2009. Le Brésil a énormément diversifié ses relations internationales (diplomatiques et commerciales), notamment avec des pays du monde arabe, de l'Asie et de l'Afrique. Il a fait preuve de leadership dans le développement d'une communauté sud-américaine institutionnalisée avec la création de l'Union des nations sud-américaines (UNASUL), venant ainsi élargir l'intégration amorcée dans les années 90 avec le Marché commun du sud (MERCOSUL). Le Brésil a également pris la direction de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Il a fait pression, avec l'Allemagne, le Japon et l'Inde, pour rendre le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) plus représentatif et légitime. Le pays a aussi pris position dans des enjeux particulièrement épineux, comme le dossier du nucléaire iranien. Pour faire court, sans énumérer l'ensemble des implications brésiliennes dans les affaires internationales, on remarque que la politique étrangère du Brésil a été extrêmement active durant les mandats présidentiels de Lula, acquérant rapidement une certaine reconnaissance mondiale.

¹ Goldman Sachs, « Dreaming with BRICs : The Path to 2050 », *Goldman Sachs – Global Economics Papers* 99 (octobre 2003).

On constate durant cette période qu'un élément clef de la politique étrangère brésilienne est la recherche d'autonomie internationale². Cette autonomie doit être évaluée en rapport à la puissance hémisphérique dominante, les États-Unis. Car l'autonomie est définie, dans ce mémoire, comme une condition qui permet aux États de formuler et de mettre en application des politiques étrangères indépendamment des contraintes imposées par les États plus puissants; et les États-Unis sont sans conteste l'État étranger le plus puissant et influent en Amérique latine. Samuel Pinheiro Guimarães, secrétaire général du ministère brésilien des affaires étrangères de 2003 à 2009, explique bien cette recherche d'autonomie. Celui-ci soutient que dans un monde profondément inégal, arbitraire et violent, le Brésil doit réagir aux initiatives politiques des grandes puissances, particulièrement à celles des États-Unis, la superpuissance internationale; et le Brésil doit modifier ses relations traditionnelles, historiquement déséquilibrées, avec les grandes puissances.³

En effet, les relations du Brésil avec les États-Unis ont été, dans les premiers trois quarts du XX^{ième} siècle, caractérisées par un alignement (non-systématique, mais régulier) du Brésil aux prescriptions américaines. Durant la première moitié de ce siècle, l'alignement aux États-Unis était le reflet de la situation de dépendance du Brésil à l'égard du marché américain (exportations de café)⁴. De plus, c'est à partir de la période du ministre des affaires étrangères du Baron de Rio Branco (1902-1912) que s'est concrétisé le réalignement de la politique étrangère brésilienne, devenant ainsi plus américaine et moins européenne et inaugurant le « paradigme de relation spéciale avec les États-Unis »⁵. De fait, le Brésil est le seul pays sud-américain à avoir déclaré la guerre à l'Allemagne lors de la Première Guerre mondiale et il a été le seul pays latino-américain à avoir envoyé des troupes en Europe lors de la Seconde : l'appui constant du

² Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *Brazilian Foreign Policy in Changing Times* (Plymouth : Lexington Books, 2009).

³ Samuel Pinheiro Guimarães, « Los tres años del Gobierno del Presidente de Brasil Luiz Inácio Lula Da Silva », *La Onde Digital* (12 mai 2006), en ligne : <http://www.laondadigital.com/laonda/laonda/201-300/277/recuadro2.htm> (page consultée le 15 février 2011).

⁴ L. A. Moniz Bandeira, « Brazil as a Regional Power and Its Relations with the United States », *Latin American Perspectives* 33 (mai 2006), 12-14.

⁵ Carlos Gustavo Poggio Teixeira, « Brazil and United States : Fading Interdependence », *Orbis* 55 (hiver 2011), 148.

Brésil aux États-Unis était, à cette époque, un atout essentiel de la politique étrangère américaine dans la région⁶. On peut expliquer en partie cette « relation spéciale » par la situation de dépendance commerciale du Brésil à l'égard du marché américain (les États-Unis étaient le principal partenaire commercial du Brésil)⁷. Une fois la Seconde Guerre mondiale terminée, le Brésil est resté fermement aligné aux États-Unis, dans cet esprit de bloc propre à la Guerre froide, avec l'objectif d'aller chercher l'appui de la puissance hégémonique américaine pour développer économiquement le pays; un objectif qui sera rapidement déçu, car les États-Unis n'ont jamais cherché à encourager le développement des pays périphériques⁸. À partir de ce moment, les administrations à tendances nationalistes qui se sont succédées (Vargas, Kubitschek, Quadros, Goulart) ont démontré une volonté de développer l'économie du Brésil en industrialisant le pays (processus d'industrialisation par substitution aux importations) tout en évitant les frictions avec les États-Unis⁹. L'arrivée du régime militaire brésilien (1964) a par la suite signifié un alignement politique complet aux États-Unis¹⁰, alors même que la part des États-Unis dans le commerce du Brésil déclinait de façon importante (de 1960 à 1980, les échanges Brésil / États-Unis ont carrément chuté)¹¹. Ensuite, la diminution de la dépendance économique brésilienne à l'égard du marché américain, la transition démocratique et la fin de la Guerre froide sont autant de facteurs qui ont profondément modifié les relations États-Unis / Brésil. Dans ce contexte, il apparaît que, depuis le milieu des années 80, la recherche d'autonomie par rapport aux États-Unis est devenue un objectif constant de la politique étrangère brésilienne¹². L'autonomie est perçue comme un moyen de développer le Brésil; et plus le Brésil avancera dans son développement économique, plus le pays aura de marge de manœuvre au niveau international. Dans cette perspective, la recherche d'autonomie et le développement économique vont de pair¹³.

⁶ *Ibid.*, 149.

⁷ *Ibid.*, 149-150.

⁸ Luiz Souto Maior, « Brasil-Estados Unidos: desafios de um relacionamento assimétrico », *Revista Brasileira de Política Internacional* 44 (no.1, 2001), 56.

⁹ *Idem.*

¹⁰ *Idem.*

¹¹ Carlos Gustavo Poggio Teixeira, *op. cit.*, 154.

¹² Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *op.cit.*, xiii.

¹³ *Ibid.*, 82.

Toutefois, dans ce mémoire, nous allons concentrer notre attention sur l'autonomie du Brésil et notre recherche portera uniquement sur la période de l'administration Lula (2003-2010). Il importe de préciser que ce mémoire ne cherchera pas à présenter les changements idéologiques et stratégiques ou les éléments de continuité de l'administration Lula par rapport aux administrations antérieures. D'ailleurs, comme le soulignent Vigevani et Cepaluni, puisque l'autonomie est un objectif affiché du Brésil, surtout depuis les années 80, les différences de politique étrangère de l'administration Lula ne sont pas caractérisées par une rupture complète avec le passé, mais bien plutôt par des ajustements et modifications de programme¹⁴. Ainsi, bien qu'il y ait des différences de politique étrangère entre les administrations récentes en ce qui a trait à la recherche d'autonomie, l'étude de ces différences ne constituera pas notre objet de recherche. Il s'agira en fait de circonscrire notre objet d'étude à l'administration Lula et d'analyser ce qui détermine le niveau d'autonomie du Brésil durant cette période.

Le choix du Brésil comme cas d'étude s'explique du fait de l'influence croissante de cet État dans différents enjeux internationaux et de son émergence en tant que puissance sud-américaine, dans un contexte de système international en mutation. Il est intéressant d'observer que les prédictions (souvent d'origines brésiliennes) de longue date à l'effet que le Brésil est destiné à jouer un rôle plus influent dans les affaires internationales¹⁵ semblent s'être en partie concrétisées durant l'administration Lula :

It is impossible to conceive of managing climate change, nuclear proliferation, or economic globalization without institutions that include China, India, and Brazil. [...] The Lula administration's achievement has been to reinforce this new reality, while demonstrating the degree to which Brazil has become an influential player in the new global order.¹⁶

Et cet état de fait semble, a priori, démontrer que le Brésil jouit aujourd'hui d'une plus grande autonomie par rapport aux États-Unis; d'autant plus qu'au tournant du siècle,

¹⁴ *Ibid.*, 7; et Alcides Costa Vaz, « Brazilian Foreign Policy under Lula : Change or Continuity? », *Briefing Papers – FES Brazil* (avril 2004), en ligne : <http://www.fes.org.gt/documentos/Foreignpol-Brazil.PDF> (document consulté le 15 octobre 2011).

¹⁵ Andrew Hurrell, « The United States and Brazil : Comparative Reflections », dans Mônica Hirst, *United States and Brazil : A long Road of Unmet Expectations* (New-York, Routledge, 2005), 73-108.

¹⁶ Andrew Hurrell, « Brazil and the New Global Order », *Current History* 109 (février 2010), 66.

durant le deuxième mandat de l'administration Cardoso, le Brésil était perçu, notamment par Emir Sader, comme un « État pivot » de Washington (une situation génératrice de dépendance à l'égard de la puissance américaine) faisant de l'État brésilien un pays internationalement inerte qui regarde vers le haut, vers les États-Unis, en dépit de son potentiel extraordinaire de croissance économique¹⁷. Cette situation semble avoir considérablement changé, « alors que le géant sud-américain est devenu un interlocuteur difficilement contournable pour les grandes puissances », que « [l]es diplomates brésiliens sont de tous les conciliabules » et que « le président Lula est de tous les sommets »¹⁸. Bref, le Brésil, loin d'être aujourd'hui un pays internationalement inerte, a été plutôt très actif sur la scène internationale durant la présidence de Lula (comme il fut mentionné en ouverture) et cela semble être le fait d'une plus grande autonomie.

Donc, pour vérifier ce présupposé, l'objet d'analyse de ce mémoire sera le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis durant l'administration Lula. Aussi, la problématique sera de comprendre quels sont les facteurs qui, durant les années où Lula a été au pouvoir, ont entraîné une augmentation du niveau d'autonomie de l'État brésilien par rapport aux États-Unis. En considérant que la recherche d'autonomie est un objectif constant du Brésil depuis plus de deux décennies, on peut affirmer que les moyens pour y arriver (donc les stratégies de politique étrangère) déterminent en partie son niveau d'autonomie. Néanmoins, il semble que les stratégies de politique étrangère ne peuvent pas à elles seules influencer le niveau d'autonomie d'un État. En effet, comme le soulignent Russell et Tokatlian, le « contexte pour l'action » dans lequel les comportements des États s'inscrivent a aussi une influence très considérable sur leur niveau d'autonomie en politique étrangère et sur la mise en application de cette autonomie¹⁹. Autrement dit, le niveau d'autonomie d'un État est beaucoup déterminé par les conditions externes (contexte international et contexte continental) avec lesquelles cet État doit composer.

¹⁷ Emir Sader, « ¿Qué Brasil es este? », *Nueva Sociedad* 173 (mai-juin 2001), 27.

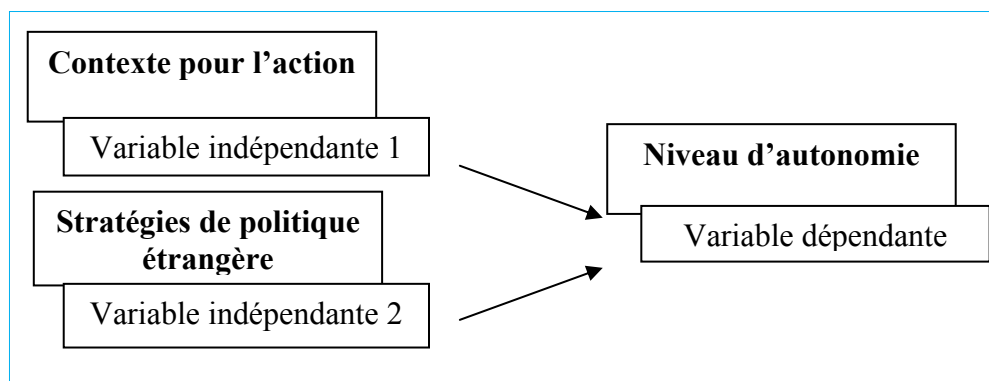
¹⁸ Jean Daudelin, « Le Brésil comme puissance : portée et paradoxes », *Problèmes d'Amérique latine* 78 (automne 2010).

¹⁹ Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, « From Antagonistic Autonomy to Relational Autonomy : A Theoretical Reflection from the Southern Cone », *Latin American Politics and Society* 45 (no.1, 2003), 13

Ainsi, les hypothèses qui seront étudiées sont les suivantes :

- 1) le contexte pour l'action (variable indépendante 1) a fortement favorisé l'accroissement du niveau d'autonomie du Brésil (variable dépendante);
- 2) les stratégies de politique étrangère (variable indépendante 2) ont permis d'accroître le niveau d'autonomie du Brésil (variable dépendante).

Figure 1 : Modèle explicatif du niveau d'autonomie du Brésil



Pour vérifier ces hypothèses, nous allons devoir porter notre attention sur divers facteurs / indicateurs / éléments / cas. Il serait important, dans cette partie, de brièvement souligner ceux-ci, afin, d'une part, de bien comprendre en quoi consistent les variables indépendantes et, d'autre part, de bien déterminer ce qui nous permettra d'évaluer le niveau d'autonomie du Brésil durant la période qui nous intéresse.

Pour notre première hypothèse, celle portant sur le contexte pour l'action, nous allons porter notre analyse sur le contexte international ainsi que sur le contexte continental. Dans l'étude du contexte international, il s'agira en premier lieu de présenter le contexte post-11 septembre 2001 en analysant la politique étrangère des États-Unis, l'unilatéralisme agressif des États-Unis et, surtout, leur impact sur les relations internationales. Dans cette partie, nous allons étudier l'état du *soft power* américain et la mise sur pied, en réaction à la politique étrangère des États-Unis, de certaines stratégies d'équilibrage indirect de la part de grandes puissances et de puissances intermédiaires. Toujours dans l'étude du contexte international, nous allons

analyser, en deuxième lieu, la venue de nouvelles puissances étatiques (dont le Brésil) sur la scène internationale. Dans cette partie, nous allons analyser ce contexte d'émergence de nouvelles puissances, notamment à l'aide de facteurs tangibles de la puissance, mais aussi en portant attention à la formation de coalitions composées de puissances émergentes (dont le Brésil fait partie). Nous verrons donc que l'affirmation des puissances émergentes dans les affaires internationales met en évidence la multipolarité naissante de l'ordre international²⁰. Pour évaluer le niveau d'autonomie du Brésil, dans cette partie, nous étudierons certains attributs de la puissance brésilienne, car, comme le souligne Russell et Tokatlian, l'autonomie est toujours une question de degré qui dépend beaucoup des attributs de la puissance²¹. Pour ce qui est du contexte continental, nous allons analyser l'état des relations États-Unis / Amérique latine durant la période qui nous intéresse. À cet effet, nous allons examiner les conséquences de la politique étrangère américaine post-11 septembre sur les relations continentales. Nous verrons que la politique continentale de l'administration Bush a été caractérisée par une certaine négligence, une perte d'influence et une diminution du *soft power* américain à l'endroit du sous-continent. Ce contexte, notamment caractérisé par une vague de gouvernements de gauche, semble avoir favorisé une augmentation de l'autonomie des pays d'Amérique latine en général, et du Brésil en particulier. Finalement, dans ce contexte continental, nous verrons que la distance géographique et la présence de situations de turbulence sont deux éléments à considérer dans l'analyse du niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis.

Pour évaluer notre hypothèse portant sur les stratégies de politique étrangère du Brésil, nous allons étudier trois stratégies différentes. Premièrement, nous verrons que le Brésil a horizontalisé ses relations, c'est-à-dire qu'il a favorisé le développement de relations interétatiques Sud-Sud. Dans la démonstration de cette stratégie, nous ferons une revue détaillée et représentative du renforcement et de l'établissement de relations (bilatérales et multilatérales) avec des États du Sud. Ainsi, l'analyse permettra de démontrer que le Brésil détient plus d'autonomie et d'influence dans les négociations

²⁰ Andrew Hurrell, « Hegemony, liberalism and global order : what space for would-be great powers? », *International Affairs* 82 (no.1, 2006), 1-19.

²¹ Roberto Russell et Juan G. Tokatlian, *op.cit.*, 2.

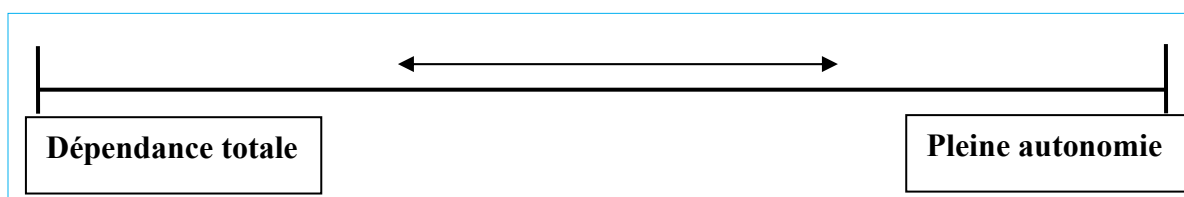
politiques et économiques au niveau international. De plus, nous observerons que la relation entre le Brésil et les États-Unis n'est plus de nature interdépendante asymétrique. Autrement dit, par une analyse détaillée des relations commerciales brésiliennes, nous verrons qu'une plus grande diversification de celles-ci a entraîné une augmentation de l'autonomie du Brésil. Deuxièmement, nous allons montrer que le Brésil a démontré une volonté de jouer un rôle de leader et de favoriser l'intégration politique et économique dans la région sud-américaine. Dans l'analyse de cette stratégie, nous allons revenir sur la démonstration de certains attributs de puissance du Brésil (territoire, ressources naturelles, population, économie, militaire, ...) en les comparant, cette fois, avec ceux des autres États sud-américains. Nous verrons également d'une part, l'évolution de l'intégration régionale (politique et économique) durant la période Lula, et d'autre part, le rôle joué par le Brésil dans différentes crises politiques et diplomatiques, ceci illustrant la volonté de l'administration brésilienne de se placer en leader régional. Nous analyserons donc comment ces éléments influencent le niveau d'autonomie du Brésil. En dernier lieu, nous allons analyser l'opposition ponctuelle du Brésil à l'égard des États-Unis, illustrant ainsi une volonté de se distancer de la première puissance hémisphérique et mondiale. Dans cette partie, nous allons porter attention à quelques cas spécifiques, dont l'opposition du Brésil envers les États-Unis dans le domaine commercial et dans le domaine sécuritaire (le coup d'État au Honduras et le dossier du nucléaire iranien). L'étude de ces différents cas nous permettra d'évaluer le niveau d'autonomie du Brésil en regard à cette stratégie d'opposition ponctuelle aux États-Unis.

La démarche méthodologique de ce mémoire est hypothético-déductive, puisque les hypothèses sont logiquement déduites à partir de connaissances théoriques préalables, hypothèses qui seront ensuite vérifiées empiriquement sur la base d'une analyse approfondie des événements et des faits. Ainsi, pour vérifier ou falsifier les hypothèses de recherche, il s'agira d'adopter une méthode d'investigation qualitative. Les informations traitées dans ce mémoire seront surtout tirées d'études existantes qui touchent (directement ou indirectement) à mes différentes variables, mais elles proviendront également de documents tels que les journaux, les discours, commentaires

ou entrevues de personnages politiques importants et les énoncés officiels de politique étrangère.

Notre variable dépendante (le niveau d'autonomie) offre l'avantage de pouvoir se mesurer en la situant sur un continuum dont les extrémités se déclinent en deux idéaux-types : de la dépendance totale à une pleine autonomie (figure 2). Toutefois, dans les conclusions de cette recherche, il ne sera pas possible de mesurer avec précision la situation du Brésil sur ledit continuum. Au mieux, nous pourrions affirmer que l'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis a augmenté ou diminué, en fonction des facteurs, des éléments, des indicateurs ou des cas précédemment présentés.

Figure 2 : Niveau d'autonomie d'un État



Pour ce qui est des variables explicatives (1- le contexte pour l'action et 2- les stratégies de politique étrangère), elles semblent, à la lumière de lectures préalables, être les principaux éléments déterminant le niveau d'autonomie du Brésil. Il y a probablement d'autres variables explicatives intervenant dans la relation, mais en se limitant à celles qui sont jugées, a priori, plus significatives, cela permettra de confirmer ou d'infirmer les hypothèses de recherche avec un cadre d'analyse rigoureux et circonscrit. On peut penser, comme autres variables pouvant intervenir dans la relation, à certains facteurs internes. Pourquoi mettre de côté l'étude des facteurs internes, si, tel que le mentionnent Russell et Tokatlian, ceux-ci jouent un rôle important dans le maintien et l'augmentation du niveau d'autonomie²²? Parce que les facteurs internes semblent ne pas influencer directement le niveau d'autonomie d'un État. Les facteurs internes constituent des variables intermédiaires entre le contexte pour l'action et la prise

²² Russell et Tokatlian, *op.cit.*, 13.

de décision des stratégies de politique étrangère. En effet, comme le démontrent Cason et Power, l'élaboration des stratégies de politique étrangère est, d'une part, influencée par des facteurs de niveaux individuels (des leaders particuliers et certains décideurs politiques) et nationaux (groupes de pression, organismes d'État, ...) et, d'autre part, conditionnée par les contextes régional et international²³. Ainsi, comme les facteurs internes semblent ne pas intervenir directement sur le niveau d'autonomie d'un État, mais semblent plutôt avoir une influence sur l'élaboration de la politique étrangère, nous nous en tiendrons à l'étude des stratégies de politique étrangère et du contexte pour l'action, étant donné l'objet de ce mémoire : le niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis.

²³ Jeffrey W. Cason and Timothy J. Power, « Presidentialization, Pluralization, and the Rollback of Itamaraty : Explaining Change in Brazilian Foreign Policy Making in the Cardoso-Lula Era », *International Political Science Review* 30 (no.2, 2009), 117-140.

Chapitre 1 : Le cadre d'analyse

1.1 Revue de la littérature

Dans la première partie de ce chapitre, nous ferons une revue de la littérature en regard à la problématique de ce mémoire. Tout d'abord, il s'agira d'expliquer la notion de puissance telle qu'elle est analysée au sein des écoles théoriques qui influenceront cette recherche. Cette revue aura pour objectif de démontrer le rôle accordé à la puissance par ces théories dans leur lecture de la politique internationale. Plus précisément, il s'agira de démontrer leur façon d'analyser comment la puissance est constituée et comment elle influence les relations internationales. Ensuite, il sera essentiel de présenter les différents modèles d'analyse portant sur l'autonomie qui ont été développés. Un regard particulier sera porté sur la littérature disciplinaire latino-américaine, car, comme nous le verrons ultérieurement, l'autonomie, étant une notion bien plus significative et symbolique pour les acteurs faibles que pour les acteurs dominants²⁴, a été davantage étudiée dans les pays du Sud. En dernier lieu, nous présenterons les concepts et les différents éléments des théories présentées qui seront retenus lors de l'analyse de nos hypothèses.

1.1.1 La notion de puissance

L'affirmation à l'effet que la politique internationale est façonnée par les relations de puissance entre États est présentée comme faisant partie intégrante de l'école réaliste ou néoréaliste²⁵. Mais, de toute évidence, attribuer cette affirmation à la seule pensée réaliste serait une erreur. Même si « pour tous les réalistes, les relations

²⁴ Arlene Tickner, « Seeing IR Differently : Notes From the Third World », *Millenium – Journal of International Studies* 32 (2003), 319.

²⁵ Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics* (Cambridge : Cambridge University Press, 1999), 96-97.

interétatiques sont avant tout des rapports fondés sur la puissance»²⁶ et même si les auteurs néoréalistes se basent surtout sur la distribution de la puissance (élément constitutif de la structure internationale) comme facteur explicatif des relations internationales, toutes les théories s'entendent pour dire que la puissance joue un rôle important, voire primordial en politique internationale²⁷. Donc, ce qui distingue les différentes théories est leur façon d'analyser comment la puissance est constituée et comment elle influence les relations internationales.

Le réalisme et néoréalisme

Le réalisme et le néoréalisme analysent la notion de puissance sensiblement de la même manière. Voyons tout d'abord la vision des réalistes. Selon ceux-ci, c'est surtout la puissance militaire qui doit être prise en considération pour une compréhension adéquate de la politique internationale. En effet, « tout facteur de puissance [...] tend à être évalué d'abord en fonction de sa contribution au renforcement ou au maintien de la puissance militaire »²⁸. En ce sens, la puissance peut être comprise, si on extrapole à l'État la définition de Morgenthau (le contrôle de l'homme sur l'esprit et l'action des autres hommes), comme le contrôle d'un État sur les actions d'un autre État et ce, par l'utilisation de la force ou de la menace. Morgenthau voit donc dans la politique internationale, une politique essentiellement de puissance²⁹.

Kenneth Waltz, le fondateur du néoréalisme, définit la puissance de manière sensiblement différente. Selon lui, il est malaisé de relier la notion de puissance avec celle de contrôle : « To use power is to apply one's capabilities in an attempt to change someone else's behavior in certain ways. » Il s'agit donc davantage d'influence que de contrôle de la part d'un État X sur un État Y, et cette influence dépend autant des capacités et des stratégies de l'État X que des capacités et des contre-stratégies de l'État

²⁶ Alex Macleod, « Le réalisme classique », dans Macleod et O'Meara, dir., *Théories des relations internationales – Contestations et résistances* (Outremont : Athéna Éditions, 2007), 45.

²⁷ Alexander Wendt, *op.cit.*, 97.

²⁸ Alex Macleod, *op.cit.*, 60.

²⁹ Hans J. Morgenthau, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace – Third Edition* (New York: Alfred A. Knopf Publisher, 1960 [1948]), 28-29.

Y³⁰. En fait, un État est puissant dans la mesure où il a davantage d'incidence sur les actions des autres qu'eux ont d'incidence sur ses propres actions. Waltz affirme que la puissance d'un État est déterminée par les éléments suivants : la grandeur de sa population, le territoire, le potentiel de ses ressources, la capacité économique, la force militaire, la stabilité politique et la compétence. Et la position des États au sein du système international est déterminée par leurs scores dans l'ensemble de ces domaines. En ce sens, les États se distinguent sur la base de leur puissance ou, selon les termes de Waltz, de leurs capacités; ce sont les grandes puissances qui déterminent le sort de tous les États; et la structure de la politique internationale est définie selon leurs termes³¹. Donc, de l'importance primordiale des grandes puissances découle une répartition inégale des capacités dans le système, d'où le concept de polarité. La polarité indique que « les grandes puissances d'une époque construisent autour d'elles des centres ou pôles de puissance »³². On peut parler de systèmes unipolaire (dominé par une seule superpuissance), bipolaire (caractérisé par la présence de deux grandes puissances) et multipolaire (dans lequel se trouvent plus de deux pôles de puissances). En lien avec ce concept de polarité, vient celui d'équilibre des puissances. Le but des États, selon la théorie de Waltz, est de maintenir l'équilibre du (ou d'équilibrer le) système : « The first concern of states is not to maximize power but to maintain their positions in the system. »³³ Ce dernier point illustre un désaccord entre les visions défensive et offensive du néoréalisme. Contrairement à ce que prétend Waltz, Mearsheimer affirme que tous les États cherchent à maximiser leur puissance relative pour altérer l'équilibre des puissances en leur faveur, avec pour objectif ultime d'atteindre l'hégémonie du système. Tout comme Waltz, Mearsheimer souligne que les États cherchent à assurer leur survie. Mais, alors que Waltz croit que les États ont plus de chance de survivre en favorisant le statu quo, le néoréalisme offensif de Mearsheimer postule que la clef pour survivre est de détenir le plus de puissance possible : « Great powers behave aggressively [...] because they have to seek more power if they want to maximize their odds of

³⁰ Kenneth Waltz, *Theory of International Politics* (New York : McGraw Hill, 1979), 191.

³¹ *Ibid.*, 72, 94 et 131.

³² Alex Macleod, « Le néoréalisme », dans Macleod et O'Meara, dir., *Théories des relations internationales – Contestations et résistances* (Outremont : Athéna Éditions, 2007), 68.

³³ Kenneth Waltz, *op.cit.*, 126.

survival. »³⁴ Selon Mearsheimer, la puissance est essentiellement militaire : d'une part, il y a la puissance actuelle d'un État, constituée principalement de l'armée de sol et des forces navales et aériennes; et d'autre part, il y a la puissance potentielle qui est fondée sur la grandeur de la population et le niveau de richesses de l'État, ces derniers éléments étant les principaux éléments constitutifs de la puissance militaire³⁵.

Pour des auteurs comme Waltz et Mearsheimer, la notion d'équilibre est donc perçue uniquement en termes militaires. Selon cette vision traditionnelle, l'équilibre est une stratégie qui consiste à vouloir établir un équilibre des puissances, soit en formant des alliances formelles (équilibre externe), soit en renforçant ses capacités militaires (équilibre interne), soit en combinant les deux³⁶. Mais, cette conception de l'équilibre des puissances fondée exclusivement sur l'équilibre militaire (le *hard balancing*) ne rend pas entièrement compte de la diversité des moyens à la portée des États : « States could pursue tacit and indirect means other than open arms buildup and alliance formation to balance a powerful state »³⁷. En effet, selon des auteurs tels que T. V. Paul et Robert A. Pape, l'équilibre peut prendre une forme indirecte (*soft balancing*), notamment par la mise en place des stratégies suivantes : 1- le refus de laisser utiliser son territoire par un État plus puissant, 2- l'utilisation d'institutions internationales et de manœuvres diplomatiques pour retarder ou entraver les efforts de cet État, 3- le renforcement de sa puissance économique permettant ainsi d'altérer la distribution relative de la puissance et 4- l'envoi de signaux permettant de démontrer un engagement à résister aux ambitions futures de la superpuissance³⁸. Donc, le but premier de l'équilibre indirect est de démontrer à l'État le plus puissant du système que l'exercice de l'hégémonie ou de la suprématie a ses limites. Mais ultimement, l'équilibre indirect pourrait, selon Pape, se transformer en équilibre direct : « In the long run, soft balancing could also shift relative power between major powers and the

³⁴ John J. Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics* (New-York : W.W. Norton, 2001), 21.

³⁵ *Ibid.*, 43.

³⁶ T. V. Paul, « Introduction : The Enduring Axioms of Balance of Power Theory and Their Contemporary Relevance », dans Paul, Wirtz et Fortmann, *Balance of Power – Theory and Practice in the 21st Century* (Stanford : Stanford University Press, 2004), 3.

³⁷ *Ibid.*, 13.

³⁸ Robert Pape, « Soft Balancing against the United States », *International Security* 30 (été 2005), 36-37

United States and lay the groundwork to enable hard balancing if the major powers come to believe this is necessary. »³⁹

Le néolibéralisme

Les néolibéraux ont des fondements théoriques assez similaires à celles de l'école néoréaliste. Ainsi, la notion de puissance et les rapports de puissance entre États font nécessairement partie de l'analyse néolibérale. Comme pour les néoréalistes, les néolibéraux considèrent que « la nature du système international demeure [...] soumise à la distribution relative de la puissance »⁴⁰. Cependant, pour les néolibéraux, la sécurité et la survie ne sont pas les seuls objectifs associés à la recherche de la puissance, comme postulent les néoréalistes. Les États sont certes à la recherche de la puissance, mais aussi à la recherche de la prospérité. Robert O. Keohane détermine d'une part, la prospérité d'un État en fonction du niveau de satisfaction des besoins par le biais de la production et d'échange de biens et services commercialisables; d'autre part, il estime la puissance d'un État en fonction du rôle que joue le contrôle effectué sur un autre État dans le processus de satisfaction des besoins⁴¹. Ainsi, Keohane souligne qu'il y a une interaction dynamique et réciproque entre prospérité et puissance : « wealth is an absolutely essential means to power, whether for security or for aggression [and] power is essential or valuable as a means to the acquisition or retention of wealth »⁴². Un autre point d'importance selon les néolibéraux, en ce qui a trait à la notion de puissance, est qu'ils affirment que la puissance des autres États n'est préoccupante que si leurs intentions sont mauvaises; les néoréalistes, au contraire, prétendent qu'il est impossible de véritablement prévoir les intentions des acteurs du système international⁴³. Pour conclure cette réflexion, soulignons que certains libéraux et néolibéraux doutent de la fongibilité de la puissance, c'est-à-dire que la puissance (surtout militaire) n'est pas nécessairement une ressource que l'État peut transférer vers un autre domaine (commercial, financier,

³⁹ *Ibid.*, 43.

⁴⁰ Justin Massie et Marie-Ève Desrosiers, « Le néolibéralisme et la synthèse « néo-néo » », dans Macleod et O'Meara, dir., *Théories des relations internationales – Contestations et résistances* (Outremont : Athéna Éditions, 2007), 121.

⁴¹ Robert O. Keohane, *After Hegemony* (Princeton : Princeton University Press, 1984), 18-25.

⁴² *Ibid.*, 23.

⁴³ Justin Massie et Marie-Ève Desrosiers, *op.cit.*, 122.

environnemental, ...). Joseph S. Nye souligne qu'un État qui détient un niveau suffisant de ressources de puissance ne garantit pas toujours l'obtention des résultats attendus⁴⁴. Le fait qu'il ne soit pas toujours et systématiquement possible pour un État de transformer sa puissance en influence dans tous les champs d'activité sur la scène internationale est une conséquence de l'interdépendance entre les États : « L'interdépendance est conçue comme l'influence mutuelle entre deux États découlant du grand nombre de transactions qui s'établissent entre eux. »⁴⁵ Dans ces situations d'« interdépendance complexe », ce n'est pas nécessairement la sécurité militaire qui prévaut comme enjeu international et la puissance militaire n'est pas le moyen privilégié dans les relations interétatiques⁴⁶. Ainsi, pour expliquer cette remise en cause de la puissance basée sur la coercition, la dissuasion, l'incitation ou la menace (puissance militaire et économique, dite *hard power* ou puissance dure), Nye développe le concept de *soft power* ou puissance douce. Ce concept implique qu'un État, sans utiliser la menace de la force militaire ou de sanction économique, soit capable d'obtenir les résultats désirés en politique internationale, parce que les autres États veulent le suivre. Pour amener les autres à faire ce que l'on désire, il s'agit de les coopter, non de les y contraindre. La puissance douce est une puissance de persuasion ou de séduction, fondée sur des valeurs, une culture et des objectifs de politique internationale qui attirent les autres États et les incitent à adopter certains comportements⁴⁷. Nye explique la relation entre la puissance dure et la puissance douce en ces termes :

Hard and soft power are related because they are both aspects of the ability to achieve one's purpose by affecting the behavior of others. The distinction between them is one of degree, both in the nature of the behavior and in the tangibility of the resources.⁴⁸

Bref, il est beaucoup plus facile de mesurer la puissance dure, puisque mise en œuvre par des moyens matériels et tangibles (tels que la puissance militaire et économique),

⁴⁴ J. S. Nye, *Soft Power: The Means to Success in World Politics* (New York : PublicAffairs, 2004), 3.

⁴⁵ Stéphane Roussel et Dan O'Meara, « Le libéralisme classique : une constellation de théories », dans Macleod et O'Meara, dir., *Théories des relations internationales – Contestations et résistances* (Outremont : Athéna Éditions, 2007), 99.

⁴⁶ Robert O. Keohane et Joseph S. Nye, *Power and Interdependence – Third Edition* (Boston : Little Brown, 1977), 25.

⁴⁷ Joseph S. Nye, *op.cit.*, 5-8.

⁴⁸ *Ibid.*, 7.

que d'observer la puissance douce, qui est fondée sur l'attraction intangible d'un État ainsi que sur sa capacité de persuasion. Néanmoins, comme l'explique Nye, « la puissance douce est une importante réalité »⁴⁹, qu'il est nécessaire de considérer dans toute étude portant sur la politique internationale.

1.1.2 Autonomie

Les pays d'Amérique latine auraient, selon Jean-Jacques Kourliandsky, « un imaginaire commun de résistance aux hégémonies extérieures », particulièrement à celle des États-Unis⁵⁰. Selon lui, « tous les États d'Amérique latine cherchent un espace d'action autonome. »⁵¹ Bref, les États d'Amérique latine aspirent à l'autonomie. Mais précisément, en quoi consiste le concept d'autonomie en relations internationales et quelles sont les principaux modèles d'analyse à ce sujet?

Les théories classiques

Généralement, comme l'illustrent bien Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, l'autonomie est, dans la littérature spécialisée latino-américaine, une notion qui fait référence à une politique étrangère libérée des contraintes imposées par les grandes puissances⁵². C'est une vision que l'on ne retrouve pas clairement dans les théories classiques des relations internationales, celles-ci mettant plutôt l'accent sur le concept de souveraineté pour qualifier l'autonomie des États. Comme l'illustre Stephanie Neuman, les (néo)réalistes et les (néo)libéraux, postulant que les « États autonomes » représentent l'unité d'analyse de base dans le système international, s'accordent pour dire que tous les États, reconnus comme tel par la communauté internationale, devraient être considérés souverains et égaux.⁵³ Cependant, du point de vue des pays en développement, certains États sont sans aucun doute plus souverains que d'autres (selon

⁴⁹ *Ibid.*, 8.

⁵⁰ Jean-Jacques Kourliandsky, « Quelle autonomie pour l'Amérique latine? », *La revue internationale et stratégique* no.72 (hiver 2008-09), 199.

⁵¹ *Ibid.*, 200.

⁵² Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *op.cit.*, 1.

⁵³ Stephanie Neuman, *International Relations Theory and the Third World* (New York : St. Martin's Press, 1998), 7.

la conception souveraineté = autonomie).⁵⁴ En effet, les théories classiques mettent habituellement l'accent sur la place des grandes puissances dans le système international. Mearsheimer, avec sa théorie du réalisme offensif, en est particulièrement un bon exemple. Selon lui, il faut analyser les grandes puissances parce que ce sont ces dernières qui déterminent le cours de la politique internationale : « The fortunes of all states – great powers and smaller powers alike – are determined primarily by the decisions and actions of those with the greatest capability. »⁵⁵ Kenneth Waltz illustre bien l'accent mis par les néoréalistes sur l'autonomie des grandes puissances. Selon lui, affirmer qu'un État est souverain implique que celui-ci puisse décider par lui-même ce qu'il fera avec ses problèmes internes et externes, qu'il développe ses propres stratégies et qu'il trace sa propre voie⁵⁶. En ce sens, pour être autonome, « un État doit être ou bien très puissant ou bien isolé complètement des autres membres du système international. »⁵⁷ Ainsi, comme l'affirment Vigevani et Cepaluni, du point de vue des grandes puissances (tout comme de celui des théoriciens classiques), le concept d'autonomie n'est pas d'une grande pertinence, car il va de soi.⁵⁸ Toutefois, c'est complètement le contraire du point de vue des États plus faibles :

autonomy acquires meaning in and of itself when viewed from the perspective of weak actors, given its symbolic association with factors historically denied to the third world, among them dignity, status, independence and self-determination.⁵⁹

Bref, l'autonomie, selon l'angle d'analyse adopté dans ce travail, est une notion qui comporte la liberté d'action externe d'un État, dont l'objectif ultime serait de se libérer des contraintes imposées par les grandes puissances. Mais il est important de garder en tête que la notion d'autonomie sous-entend nécessairement qu'un État doit détenir assez de puissance pour être en mesure de mettre en place et d'appliquer des politiques étrangères de façon autonome. Tel que le souligne Waltz, la puissance offre les moyens

⁵⁴ *Ibid.*, 10.

⁵⁵ John J. Mearsheimer, *op.cit.*, 5.

⁵⁶ Kenneth Waltz, *op.cit.*, 96.

⁵⁷ Alex Macleod, *op.cit.*, 67.

⁵⁸ Vigevani et Cepaluni, *op.cit.*, 1

⁵⁹ Arlene Tickner, *op.cit.*, 319.

à un État de maintenir son autonomie vis-à-vis des forces d'un autre État⁶⁰. Bref, une augmentation de la puissance favorise une augmentation du niveau d'autonomie. Comme le souligne Russell et Tokatlian, l'autonomie est toujours une question de degré qui dépend beaucoup des attributs de la puissance⁶¹.

Ce que l'on doit retenir ici, c'est que la plupart des théories classiques des relations internationales simplifient la réalité au profit de la théorie en adoptant la vision d'une égalité souveraine des États, en négligeant l'importance de l'autonomie pour les États ne faisant pas partie du cercle des grandes puissances. Cependant, il serait inexact de leur attribuer la volonté d'analyser l'autonomie en termes strictement juridiques (« souveraineté westphalienne » ou « souveraineté légale »⁶²). En effet, selon Russell et Tokatlian, il y aurait un point qui fait consensus chez tous les auteurs : l'autonomie est définie comme un concept éminemment politique⁶³. Cette observation fait suite à leur constat qu'il y a trois utilisations (significations) différentes attribuées au concept d'autonomie. La première est le droit d'un gouvernement de déterminer lui-même ses structures d'autorité politique nationales, laquelle, au risque d'une violation de ce droit, implique le principe de non-ingérence dans les affaires internes d'un État⁶⁴. La deuxième signification consiste en une « condition » qui permet aux dirigeants d'un État de formuler et d'atteindre des objectifs politiques de façon indépendante; condition qui se situe quelque part le long d'un continuum dont les extrêmes se déclinent respectivement en deux idéaux-types : la dépendance totale et l'autonomie complète⁶⁵. La troisième utilisation que l'on fait du concept d'autonomie, selon les deux auteurs, est la suivante : les actions des États sont motivées par des intérêts, lesquels sont présentés comme des « intérêts objectifs du complexe État-société » qui consistent en 4 besoins, dont l'autonomie (les trois autres étant la survie, le bien-être économique et l'estime de soi

⁶⁰ Kenneth Waltz, *op.cit.*, 194.

⁶¹ Roberto Russell et Juan G. Tokatlian, *op.cit.*, 2.

⁶² Selon les mots de l'auteur : « Westphalian sovereignty, or autonomy, is essentially equivalent to legal sovereignty ». Dans Arlene Tickner, *op.cit.*, 319.

⁶³ Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, *op.cit.*, 3.

⁶⁴ Stephen Krasner, *Sovereignty. Organized Hypocrisy* (Princeton : Princeton University Press, 1999), 22.

⁶⁵ Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, *op.cit.*, 2.

collective)⁶⁶. Ainsi, Russell et Tokatlian expliquent que la recherche d'autonomie comprend une multitude d'actions que tous les États exécutent, en fonction de différents facteurs internes, de pressions externes et des opportunités qui se présentent à eux. Tous les États recherchent l'autonomie, mais ils n'ont pas tous la possibilité d'en profiter, étant souvent confrontés à la nécessité de prioriser les autres « intérêts objectifs » au détriment de l'autonomie⁶⁷.

La littérature latino-américaine

Voilà qui nous amène au développement du concept d'autonomie dans la littérature latino-américaine. L'auteur Alejandro Simonoff, lors d'une étude sur la politique étrangère de l'administration argentine d'Arturo Illia (1963-66), souligne que les théories autonomistes ont été traversées par trois grands « paradigmes » : le modèle classique de Puig, le modèle d'Escudé et le modèle de Russell et Tokatlian⁶⁸. Développant plus en profondeur le modèle de Russell et Tokatlian (celui de l'autonomie relationnelle), Vigevani et Cepaluni ont construit un autre modèle d'analyse, lequel pourrait éventuellement constituer les bases d'un quatrième paradigme des théories portant sur l'autonomie. Nous allons maintenant voir en détail les différentes caractéristiques de ces paradigmes ou modèles d'analyse.

Le réalisme de la périphérie. Le premier paradigme, celui que Simonoff associe au modèle de Juan Carlos Puig, peut être présenté comme le « réalisme de la périphérie »⁶⁹. Comme il est noté par Russell et Tokatlian, il n'y a pas que Puig qui a fait avancer la réflexion sur l'autonomie dans le cadre de ce paradigme; Helio Jaguaribe a lui aussi permis le développement de ce courant de pensée. Nous allons ici synthétiser les grandes lignes du « réalisme de la périphérie », dont Puig et Jaguaribe sont les

⁶⁶ Alexander Wendt, *op.cit.*, 198

⁶⁷ Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, *op.cit.*, 19-20

⁶⁸ Alejandro Simonoff, « Theory and Practice of Autonomy : Illia's Foreign Policy », *Relaciones internacionales* 3 (mai 2007), texte traduit en anglais, disponible en ligne : http://socialsciences.scielo.org/scielo.php?pid=s1515-33712007000100002&script=sci_arttext (document consulté le 18 septembre 2010)

⁶⁹ Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, *op.cit.*, 7.

principaux contributeurs⁷⁰. Le « réalisme de la périphérie » est une théorie orientée vers l'action politique et fortement inspirée par l'existence de relations asymétriques entre l'Amérique latine et les États-Unis. Les réalistes de la périphérie croient fermement qu'il est possible pour les pays de la région d'accroître leur autonomie, considérée comme une condition favorisant la formulation et l'atteinte d'objectifs politiques de façon indépendante⁷¹. Cependant, selon Jaguaribe, pour qu'un État détienne une certaine marge d'autonomie dans sa politique étrangère, il doit répondre aux deux conditions structurelles suivantes : la « viabilité nationale » et la « permissibilité internationale »⁷². De plus, pour qu'un État soit autonome, en dépit de sa situation périphérique, il doit prouver sa capacité à développer une autonomie technologique et un entrepreneuriat national, et il doit avoir des relations favorables avec le centre (en l'occurrence les États-Unis). Les réalistes de la périphérie conçoivent aussi l'autonomie comme un « intérêt national objectif » auquel tous les États peuvent aspirer « par le biais de l'auto-détermination rationnelle »⁷³. Selon Puig, l'atteinte de cet intérêt objectif doit se faire en quatre étapes : 1- obtenir le statut d'État souverain; 2- détenir les ressources suffisantes pour mettre sur pied un projet national propre; 3- l'acceptation de la part des pays périphériques d'une situation où les puissances principales soumettent leurs politiques dans des domaines d'intérêts stratégiques, en échange d'une plus grande autonomie dans d'autres secteurs d'importance (autrement dit, faire des concessions); 4- rompre avec la situation de dépendance avec le centre et réaliser des actions de non obéissance (autonomie sécessionniste)⁷⁴. Les deux auteurs s'accordent pour affirmer que l'autonomie implique l'atteinte d'un objectif précis, soit la mobilisation de ressources de puissance dans la périphérie, et que pour y arriver, les États périphériques doivent former des alliances régionales dirigées contre le centre, favoriser leur intégration

⁷⁰ Hélio Jaguaribe, « Autonomía periférica y hegemonía céntrica », *Estudios internacionales* (no.49, 1979) : 91-130; Juan Carlos Puig, *Doctrinas internacionales y autonomía latinoamericana* (Caracas : Universidad Simon Bolivar, 1980).

⁷¹ Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, *op.cit.*, 9.

⁷² La « viabilité nationale » nécessite l'existence de ressources humaines et sociales suffisantes, la capacité d'intégrer la scène internationale et une certaine cohésion socioculturelle au sein de ses frontières. La « permissibilité internationale » fait référence à la capacité de neutraliser des menaces étrangères et est dépendante de l'existence de ressources militaires et économiques adéquates, ainsi que d'alliances avec d'autres pays. Dans Hélio Jaguaribe, *op.cit.*, 96-97.

⁷³ Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, *op.cit.*, 8.

⁷⁴ Juan Carlos Puig, *op.cit.*, 149-155.

(régionale) politique et économique, ainsi qu'améliorer leurs techniques de négociation⁷⁵.

L'utilitarisme de la périphérie. Le second paradigme portant sur l'autonomie est associé par Simonoff au politologue Carlos Escudé. Russell et Tokatlian présentent ce modèle d'analyse comme « l'utilitarisme de la périphérie », soit une théorie qui mise surtout sur l'utilité de l'autonomie en tant que stratégie. Mentionnons brièvement qu'Escudé qualifie sa propre théorie de « réalisme de la périphérie »⁷⁶. Une telle théorie postule que la politique étrangère d'un État doit tenir compte d'un calcul rigoureux des coûts et bénéfices de l'autonomie, mais il doit surtout tenir compte des risques de coûts politiques qu'engendreraient des événements inattendus, conséquemment à une utilisation imprudente de sa liberté d'action⁷⁷. Autrement dit, un État doit surtout faire en sorte de minimiser les coûts que pourrait engendrer une politique étrangère autonomiste. Maximiser les bénéfices apparaît alors comme un objectif secondaire. Selon le modèle d'Escudé, tous les États possèdent un niveau d'autonomie de base plus ou moins élevé, en fonction de la puissance qu'ils ont été en mesure d'accumuler. Mais cette autonomie ne doit pas être gaspillée dans des gestes pouvant mener au conflit ou une attitude explicite de défi. Les États doivent abandonner toute forme de « pratiques confrontationnistes » dans leur politique étrangère⁷⁸ :

Instead, autonomy should be maintained and cultivated through decisions and actions that help to increase all the country's power attributes and the material welfare of the entire population. This implies a prudent posture, strategic vision, and utilitarian calculation to determine both the scope and meaning, as well as the content and practice, of autonomy⁷⁹.

En résumé, le modèle d'Escudé postule que pour préserver une certaine autonomie, les États doivent éviter la confrontation avec la puissance hégémonique régionale, maintenir un profil bas (« bajo perfil ») dans leur politique étrangère et accepter de façon

⁷⁵ Vigevani et Cepaluni, *op.cit.*, 4.

⁷⁶ Carlos Escudé, *Realismo periférico : fundamentos para la nueva política exterior argentina* (Buenos Aires : Editorial Planeta, 1992).

⁷⁷ Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, *op.cit.*, 10.

⁷⁸ Juan Gabriel Tokatlian et Leonardo Carvajal, « Autonomía y Política Exterior en América Latina: un debate abierto, un futuro incierto », *Revista d'afers internacionals* 28 (janvier 1995), 21.

⁷⁹ Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, *op.cit.*

pragmatique de demeurer aux côtés du pays avec la plus grande puissance économique et politique. Il s'agit en fait d'adopter une stratégie de « bandwagoning »⁸⁰ à l'égard des États-Unis. L'objectif étant d'atteindre des niveaux optimaux de croissance économique, de développement et d'échange commercial, ce qui permettrait d'améliorer les conditions matérielles d'existence de la majorité de la population⁸¹. Bref, le concept d'autonomie, selon le modèle d'Escudé, est illustré comme un intérêt national objectif qui est secondaire au bien-être économique et à la survie de la nation. Gerhard Drekonja s'accorde à la vision d'Escudé, arguant que l'avenir des pays d'Amérique latine ne peut être imaginé qu'aux côtés des États-Unis. Selon lui, la position que les pays latino-américains doivent adopter en est une de « dépendance consentie »⁸².

L'autonomie relationnelle. Le troisième paradigme, tel que mentionné par Simonoff, est associé au texte de Russell et Tokatlian portant sur « l'autonomie relationnelle ». Selon ces deux auteurs, la mondialisation, la fin de la Guerre froide, ainsi que la démocratisation et l'intégration des pays du Cône sud sont autant de facteurs qui ont entraîné la nécessité de revoir le concept d'autonomie (particulièrement chez les pays du Cône sud). Ainsi, il s'agit de passer de l'utilisation du concept d'autonomie défini par contraste (« autonomie antagonistique ») à celui construit dans un contexte de relations (« autonomie relationnelle »). L'autonomie vue sous cet angle implique une complète reconceptualisation, qu'on l'emploie comme une « condition » ou comme un « intérêt objectif national »⁸³. Aussi, on ne définit plus l'autonomie comme la capacité d'un État à s'isoler et à contrôler des événements externes, mais plutôt comme sa capacité à participer à la politique internationale ainsi qu'à l'influencer. L'autonomie relationnelle suppose donc qu'un État participe activement à l'élaboration des normes et

⁸⁰ La stratégie du « bandwagoning » est « la tendance des États à chercher à assurer leur sécurité en se joignant à l'État ou à la coalition d'États plus forts et plus menaçants. » Définition trouvée dans Alex Macleod et Dan O'Meara, *Théories des relations internationales*, 87

⁸¹ Juan Gabriel Tokatlian et Leonardo Carvajal, *op.cit.*, 23.

⁸² Gerhard Drekonja, « Autonomía periférica redefinida : América Latina en la década de los noventa », dans *Redefiniendo la autonomía en política internacional*, Documentos Ocasionales CEI no.31 (juillet-septembre), 21.

⁸³ « Relational autonomy, as a condition, refers to a country's capacity and willingness to act both independently and in cooperation with others, in a competent, committed, and responsible way. Relational autonomy, as an objective national interest (that is, the preservation and expansion of degrees of freedom), is based on a new pattern of activity, a new institutional structure, and a new system of ideas and identities ». Voir : Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, *op.cit.*, 16.

règles internationales. Cet État doit faire preuve de compétence, d'engagement et de responsabilité au sein des régimes et organisations internationales, lesquels « constituent le support institutionnel indispensable à l'exercice de l'autonomie »⁸⁴. Ce point de vue n'est pas idéaliste, en ce sens qu'il ne postule pas l'instauration éventuelle d'un gouvernement mondial; il reconnaît plutôt que la politique internationale demeure le théâtre de relations de domination et de subordination. Bref les relations internationales sont façonnées par la politique de puissance (« power politics »). De ce fait, l'autonomie relationnelle consiste à diminuer les asymétries de pouvoir et la portée de son exercice dépend largement de l'anarchie internationale et de la position assumée par les États-Unis à l'égard de l'Amérique latine. Puisque ce qui caractérise l'autonomie est la capacité d'un pays à établir et exécuter des politiques qui servent le mieux l'intérêt national, il est possible qu'un haut niveau d'autonomie puisse se produire en combinaison avec un haut niveau de coïncidence avec les intérêts de Washington⁸⁵. Pour conclure, on peut noter que l'autonomie relationnelle implique pour un État un certain abandon volontaire de sa souveraineté légale (entendu comme la possibilité pour l'État de choisir ses institutions et ses politiques sans la présence d'acteur étranger). Lors de la création de régimes internationaux par exemple, il s'agit pour tous les acteurs étatiques en présence de procéder à un « abandon consensuel de souveraineté ». Cependant, si un acteur central préfère les pratiques unilatérales et coercitives (par exemple, une grande puissance hégémonique) à la participation à de nouvelles normes internationales, l'État périphérique choisira, en réaction, de préserver et défendre sa souveraineté au dépend de l'exercice de l'autonomie relationnelle⁸⁶. Un aspect très important que soulignent Russell et Tokatlian porte sur la nécessité d'analyser ou de considérer le « contexte pour l'action ». En effet, le contexte (notamment déterminé par les conditions matérielles ainsi que les normes et institutions internationales) dans lequel les comportements des États s'inscrivent a une influence très considérable sur les possibilités pour les États de préserver, augmenter et mettre en application leur autonomie en politique étrangère⁸⁷.

⁸⁴ *Idem.*

⁸⁵ *Ibid.*, 17-18.

⁸⁶ *Ibid.*, 19-20.

⁸⁷ *Ibid.*, 6 et 13.

L'autonomie par la diversification. Le quatrième modèle d'analyse auquel nous porterons attention a été développé par Vigevani et Cepaluni. Il s'agit en fait d'une typologie des stratégies dont disposent les États pour accéder à l'autonomie. Ces stratégies sont déclinées en trois types : 1- l'autonomie par la distance; 2- l'autonomie par la participation; 3- l'autonomie par la diversification. L'autonomie par la distance consiste principalement en une politique étrangère de contestation des normes et principes des institutions internationales, ainsi qu'en une diplomatie qui s'oppose au dessein libéralisant des grandes puissances (particulièrement les États-Unis). Comme Vigevani et Cepaluni le soulignent, l'autonomie par la distance est similaire au concept de l'autonomie antagonistique de Russell et Tokatlian (ainsi que de l'autonomie sécessionniste de Puig). L'autonomie par la participation (ou autonomie relationnelle), au contraire, consiste en une adhésion formelle d'un État aux régimes internationaux tout en conservant la possibilité de développer sa politique étrangère, avec l'objectif d'influencer les normes et principes du système international. Là où Vigevani et Cepaluni apportent une contribution particulière, c'est dans la construction du concept de l'autonomie par la diversification. Celui-ci est défini comme suit : « Adherence to international norms and principles by means of South-South alliances, including regional alliances, and of agreements with non-traditional partners »⁸⁸ En bref, l'autonomie par la diversification désigne une politique étrangère qui implique que pour augmenter son niveau d'autonomie sur la scène internationale, il faut diversifier les partenariats internationaux. Notamment, tel que souligné par Vigevani et Cepaluni, en créant des alliances Sud-Sud, dont des alliances régionales, ainsi qu'en mettant sur pied des ententes avec des partenaires non traditionnels. L'objectif de l'autonomie par la diversification est de réduire les asymétries du système international et d'augmenter la capacité de négociation du pays avec les États plus puissants, dans une perspective de mettre fin à l'unilatéralisme et de rechercher la multipolarité⁸⁹.

⁸⁸ Vigevani et Cepaluni, *Brazilian Foreign Policy in Changing Times*, 7.

⁸⁹ *Idem*.

1.2 Aspects retenus et adaptés

Aux fins de ce mémoire, nous allons retenir différents aspects des théories précédemment mentionnées, afin d'avoir un cadre d'analyse précis et circonscrit. Mais il semble important de préciser qu'aucune école théorique ne sera utilisée de façon exclusive et systématique. Comme le souligne Robert W. Cox, il ne faut pas se dérober face à l'éclectisme théorique : « It is more useful to leave intellectual identities aside and address the question of what are the important things to focus upon. »⁹⁰

Tout d'abord, dans le modèle analytique de Russell et Tokatlian, nous retenons l'importance d'analyser le « contexte pour l'action ». Comme l'expliquent ces auteurs, le contexte pour l'action semble déterminer en bonne partie le niveau d'autonomie d'un État. Mais puisque ce contexte évolue dans le temps, ses principales caractéristiques ne sont pas nécessairement les mêmes qu'au moment où a été faite leur analyse. Quand Russell et Tokatlian ont construit leur modèle d'analyse, le contexte pour l'action des États latino-américains comportait 4 caractéristiques principales : la mondialisation, le contexte post-Guerre froide, l'intégration et la démocratisation⁹¹. Pour les fins de ce mémoire qui porte sur les années de l'administration Lula, différentes caractéristiques seront mises en lumière. Comme il fut mentionné lors de l'introduction, le contexte pour l'action sera considéré en deux temps. D'abord, le contexte international et ensuite, le contexte continental, qui seront tous deux analysés en fonction de deux caractéristiques. Le contexte international, qui est caractérisé par l'émergence de nouvelles puissances et le contexte post-11 septembre. Et le contexte continental, caractérisé par le caractère particulier des relations États-Unis / Amérique latine durant la période qui nous intéresse.

Pour une compréhension efficace du contexte pour l'action, il faut retenir certains éléments en regard à la notion de puissance. Ainsi, nous allons porter attention à certains éléments qui déterminent les capacités d'un État, tel que présentés par Waltz : la grandeur de la population, le territoire, le potentiel des ressources, la capacité

⁹⁰ Robert W. Cox, *The Political Economy of a Plural World* (New York : Routledge, 2002), 29.

⁹¹ Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, *op.cit.*, 6.

économique et la force militaire. Une présentation détaillée de ces éléments permettra d'illustrer l'émergence de nouvelles puissances et la multipolarisation naissante du système international. De plus, une analyse approfondie du contexte pour l'action implique de faire la distinction entre le *hard power* et le *soft power*, tel que défini par Nye. Prendre en compte la notion de *soft power* est nécessaire pour bien comprendre la politique internationale, notamment dans le contexte post-11 septembre. Dans notre analyse du contexte international, il sera important d'utiliser le concept d'équilibre indirect, qui est caractérisé par la mise en place de différentes stratégies cherchant à démontrer à l'État le plus puissant du système, en l'occurrence les États-Unis, que l'unilatéralisme a ses limites à ne pas dépasser.

Finalement, nous allons opérationnaliser le concept d'autonomie de la même manière que Vigevani et Cepaluni et que Russell et Tokatlian. C'est-à-dire en le considérant d'abord comme une condition qui permet aux États de formuler et de mettre en application des politiques étrangères indépendamment des contraintes imposées par les États plus puissants⁹². Pour l'analyse de la politique étrangère du Brésil, nous allons nous baser en premier lieu sur la typologie de Vigevani et Cepaluni pour illustrer les différentes stratégies utilisées par l'administration Lula, en y apportant quelques nuances. Plus précisément, nous allons réorganiser la troisième catégorie de leur typologie, soit celle portant sur l'autonomie par la diversification : « Adherence to international norms and principles by means of South-South alliances, including regional alliances, and of agreements with non-traditional partners »⁹³ L'autonomie par la diversification, tel que présentée ici, est une catégorie très large, incomplète et composée de nombreux éléments. Elle nécessite, par soucis de clarté et de précision, une réorganisation afin de mieux structurer l'analyse. Selon les auteurs, l'autonomie par la diversification signifie grossièrement que pour accroître son niveau d'autonomie, il faut diversifier ses partenariats internationaux (création d'alliances Sud-Sud, incluant des alliances régionales; mise sur pied d'ententes avec des partenaires non traditionnels). Dans ce travail de recherche, nous allons revoir cette stratégie. Tout d'abord, les

⁹² *Ibid.*, 6.

⁹³ Vigevani et Cepaluni, *Brazilian Foreign Policy in Changing Times*, 7.

« alliances Sud-Sud » et les « ententes conclues avec des partenaires non-traditionnels » seront considérées conjointement comme une stratégie unique, soit l'horizontalisation des relations. De plus, nous n'incluons pas les « alliances régionales » dans ce que Vigevani et Cepaluni considèrent comme les « alliances Sud-Sud », préférant les étudier à part dans le cadre d'une seconde stratégie, soit la stratégie régionale du Brésil. Dans la même veine, nous pouvons retenir du « réalisme de la périphérie » que les États périphériques doivent former des alliances régionales dirigées contre le centre et doivent favoriser leur intégration (régionale) politique et économique⁹⁴. Ainsi, le Brésil considère prioritaire de favoriser l'intégration régionale en Amérique du sud et, également, de se démarquer comme leader régional. En dernier lieu, il semble nécessaire, en fonction de notre objet de recherche, d'ajouter une autre stratégie, qui n'apparaît pas dans la troisième catégorie de Vigevani et Cepaluni : une stratégie d'opposition ponctuelle aux États-Unis en regard à certains enjeux internationaux. Comme le souligne le « réalisme de la périphérie », la dernière étape du processus de recherche d'autonomie consiste à réaliser des actions de non-obéissance vis-à-vis de l'État central.

⁹⁴ *Ibid.*, 4.

Chapitre 2 : Le contexte pour l'action

Lors de la revue de littérature, nous avons vu que Russell et Tokatlian accordent une valeur importante au « contexte pour l'action » comme variable explicative de leur modèle analytique, celui-ci influençant considérablement les possibilités pour les États de préserver, augmenter et mettre en application leur autonomie en politique étrangère⁹⁵. Ainsi, l'hypothèse dont il sera question durant ce chapitre est la suivante : le contexte pour l'action durant les années Lula a fortement favorisé l'accroissement du niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis. Pour développer cette hypothèse, nous allons subdiviser le chapitre en deux parties. La première partie portera sur le contexte international pour l'action, caractérisé par deux principaux éléments : le contexte post-11 septembre et l'émergence de nouvelles puissances sur la scène internationale. La deuxième partie portera sur le contexte continental. À cette étape du travail, sera analysée la situation des relations États-Unis / Amérique latine.

2.1 Contexte international

L'explication du contexte international suppose notamment de mettre en lumière la distribution de la puissance internationale et le déclin du *soft power* des États-Unis, par le biais d'une description du contexte post-11 septembre et de l'émergence de nouvelles puissances sur la scène internationale. Mais avant de développer spécifiquement la période de l'administration Lula, il importe de porter brièvement attention à la période allant de la fin de la Guerre froide aux attentats du 11 septembre, afin d'illustrer l'évolution de l'environnement international post-Guerre froide.

Depuis la fin de la Guerre froide, le système international est en constante évolution. La chute du mur de Berlin a mis fin à l'ordre bipolaire marqué par la rivalité

⁹⁵ R. Russell et J. G. Tokatlian, « From Antagonistic Autonomy to Relational Autonomy ».

Est-Ouest, faisant des États-Unis le grand vainqueur d'un conflit long d'environ un demi siècle. Kenneth Waltz prédisait qu'un équilibre de puissances, lorsque perturbé, serait restauré d'une manière ou d'une autre⁹⁶. En ce sens, la chute du bloc de l'Est, en entraînant la fin de l'équilibre bipolaire, devait, selon la théorie de Waltz, générer un nouvel équilibre, qu'il soit bipolaire ou multipolaire. Bien que cette théorie n'offre pas de précision quant au moment où ce rééquilibrage doit se faire, on a observé qu'il n'y a pas eu, dans l'immédiat, d'État ou groupe d'États en mesure de former un nouvel équilibre des puissances. En fait, il semblait plutôt que la fin de l'équilibre bipolaire nous faisait entrer dans un « moment unipolaire », selon les termes de Charles Krauthammer : « The immediate post-Cold war world [...] is unipolar. The center of the world power is the unchallenged superpower, the United States »⁹⁷. Néanmoins, pour un auteur comme Christopher Layne, le « moment unipolaire » ne peut être qu'une « illusion » : l'unipolarité ne serait qu'un interlude géopolitique avant l'avènement à brève échéance (2000-2010) de la multipolarité, car l'arrivée inéluctable de nouvelles grandes puissances viendrait éroder la puissance relative des États-Unis ainsi que sa prééminence⁹⁸. Quoiqu'il en soit, à la fin de la décennie 90, les États-Unis profitaient d'une domination si écrasante par rapport aux puissances étatiques de second ordre qu'elles ne pouvaient pas équilibrer la puissance américaine, individuellement ou collectivement⁹⁹. Aussi, en plus d'affirmer que les États-Unis profitaient d'une telle domination, certains auteurs dont Nye et Wohlforth croient que les autres puissances étatiques n'avaient pas intérêt à vouloir réajuster l'équilibre puisque les États-Unis constituaient un hégémon bienveillant¹⁰⁰.

La domination incontestable des États-Unis s'observait tant au niveau économique que militaire. En effet, en 1991, le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis étaient de 5 947 milliards \$; en 2001, il était de 10 076 milliards \$, soit 31,2% du

⁹⁶ Kenneth Waltz, *op.cit.*, 128.

⁹⁷ Charles Krauthammer, « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs* 70 (no.1, 1991), 23.

⁹⁸ Christopher Layne, « The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise », *International Security* 17, (no.4, 1993), 5-51.

⁹⁹ W. C. Wohlforth, « The Stability of a Unipolar World », *International Security* 24 (no.1, 1999), 7-8.

¹⁰⁰ Joseph S. Nye, *The Paradox of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone* (New York : Oxford University Press, 2002); Joseph S. Nye, *Soft Power: The Means to Success in World Politics* (New York : PublicAffairs, 2004); W. C. Wohlforth, « The Stability of a Unipolar World », 5-41.

produit mondial brut (voir tableau 1 et tableau 2 en annexe). Sur le plan militaire, en 1991, les États-Unis ont dépensé 443,1 milliards \$; en 2001, le montant était de 380,1 milliards \$, soit 33,4% des dépenses militaires mondiales (tableau 3). C'est avec cette supériorité que les États-Unis sont notamment intervenus militairement au Koweït, en Somalie, en Haïti, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, durant les administrations de Bush père et de Clinton, démontrant leur quasi-monopole de l'usage de la force à l'échelle internationale. Signe de la suprématie militaire des États-Unis, l'armée américaine, à la tête de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), a réussi, avec les bombardements au Kosovo, à prouver qu'ils pouvaient s'affranchir de l'aval onusien et mener une opération armée en territoire souverain¹⁰¹, sans risque de représailles. Outre la domination américaine en termes de ressources de *hard power* (économique et militaire), le capitalisme et la libéralisation économique se sont répandus au niveau mondial et la culture américaine s'est imposée en référence, permettant ainsi aux États-Unis de modeler le système mondial post-Guerre froide à son avantage. En effet, les États-Unis ont réussi, durant les années 90, à diffuser et rendre effectif le discours néolibéral (le *Consensus de Washington*) et ils ont instrumentalisé la mondialisation financière et la libéralisation des échanges à des fins hégémoniques¹⁰². En résumé, « les États-Unis apparaissent [à la fin des années 90] comme une puissance hégémonique renouvelée du fait, notamment, d'une politique extérieure capable de jouer aussi bien sur l'attractif que sur le coercitif. »¹⁰³

2.1.1 Le contexte post-11 septembre

L'arrivée au pouvoir de l'administration républicaine de George W. Bush et, surtout, les attentats du 11 septembre 2001 ont eu un énorme impact sur la scène politique internationale. Dans cette partie du travail, nous analyserons le contexte

¹⁰¹ Thierry Tardy, *Le discrédit du « maintien de la paix » onusien* (Montréal : Chaire Téléglobe Raoul-Dandurand, 2000), 25-26.

¹⁰² Philip S. Golub, « Imperial politics, imperial will and the crisis of US hegemony », *Review of International Political Economy* 11 (octobre 2004), 769-70.

¹⁰³ Sebastian Santander, « Ordre mondial, hégémonie et puissances émergentes », dans Sebastian Santander, dir. *L'émergence de nouvelles puissances – Vers un système multipolaire?* (Paris : Ellipses, 2009), 21.

international en fonction du rôle prédominant exercé par les États-Unis dans les relations internationales. Précisément, nous allons démontrer que le caractère agressif de l'unilatéralisme de l'administration Bush a profondément affecté la légitimité politique des États-Unis en tant qu'arbitre des relations internationales, ce qui s'est traduit par une diminution du *soft power* américain ainsi que par la prise de mesures d'équilibrage indirect (« soft balancing ») de la part de certaines grandes puissances. De plus, nous illustrerons brièvement les conséquences de la crise financière sur la puissance américaine.

L'unilatéralisme américain

Durant les mandats présidentiels de George W. Bush, les États-Unis ont mis sur pied une stratégie de sécurité nationale extrêmement agressive et unilatéraliste. Avant même les attentats du 11 septembre 2001, différentes décisions prises par l'exécutif américain ont démontré « une volonté cohérente de privilégier l'action unilatérale et le refus de voir la souveraineté des États-Unis circonscrite [...] par les traités multilatéraux et le droit international. »¹⁰⁴ Toutefois, soulignons que l'unilatéralisme n'est pas un nouveau produit de l'administration Bush. Par exemple, durant l'administration Clinton, qui est considérée comme ayant privilégié la diplomatie et la coopération multilatérale¹⁰⁵, les États-Unis ont fait pression pour que le secrétaire-général de l'ONU Boutros-Gali ne brigue pas de second mandat (1996), ils ont refusé de supporter la Cour pénale internationale (1998), la Convention sur l'interdiction des mines anti-personnelles (1997) ainsi que le Protocole de Kyoto (1997), et le Sénat a refusé de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (1999). Malgré cela, il est généralement admis que durant l'administration Bush, les États-Unis ont confirmé un virage brusque en faveur de l'unilatéralisme¹⁰⁶. Certains observateurs soulignent d'ailleurs la mise sur pied d'un « nouvel unilatéralisme », qui implique non pas une simple prise occasionnelle de décisions unilatérales, mais bien une toute nouvelle orientation stratégique¹⁰⁷. Cette

¹⁰⁴ Philip S. Golub, « Rêves d'Empire de l'administration américaine », *Le monde diplomatique* (juillet 2001), 4-5.

¹⁰⁵ *Idem.*

¹⁰⁶ Margaret P. Karns et Karen A. Mingst, *International Organizations – The Politics and Processes of Global Governance* (Baldon et Londres: Lynne Rienner Publishers, 2004), 254.

¹⁰⁷ John G. Ikenberry, « Is American Multilateralism in Decline? », *Perspectives on Politics* 1 (2003), 533.

orientation unilatérale a été bien évidente dès les premiers huit mois de l'administration Bush. Durant cette période, les États-Unis ont rejeté de façon définitive les Accords de Kyoto; ils ont annoncé formellement ne pas vouloir ratifier le traité de la Cour pénale internationale; ils ont rejeté le protocole sur l'inspection de la Convention sur les armes biologiques; ils ont dilué à l'ONU une entente pour limiter le commerce d'armes légères; ils ont à nouveau refusé de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires; et ils ont réitéré leur opposition à l'interdiction des mines anti-personnelles¹⁰⁸. Ensuite, après les attentats du 11 septembre, le gouvernement américain a continué à favoriser l'unilatéralisme dans sa politique étrangère. Premièrement, les États-Unis se sont retirés du Traité antibalistique de 1972, arguant de nouvelles formes de menace à la sécurité nationale (terrorisme et États voyous)¹⁰⁹. Ce retrait a conséquemment signifié la réaffirmation de l'administration Bush de mettre sur pied un ambitieux système de défense antimissile balistique. Deuxièmement, le gouvernement américain a adopté des mesures économiques protectionnistes en imposant des droits de douane s'élevant jusqu'à 30% sur les importations d'acier, ce qui affecta celles provenant principalement d'Asie et d'Europe¹¹⁰. Aussi, le Président Bush a surpris les alliés traditionnels des États-Unis en déclarant dans le discours sur l'état de l'Union de 2002 la présence d'un « axe du mal » qui reliait l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord.

L'unilatéralisme agressif des États-Unis a atteint un niveau très élevé lors de l'invasion et du renversement du régime baasiste de Saddam Hussein en Irak, sans avoir tenu compte du CSNU. En 2002 déjà, le document présentant la stratégie de sécurité nationale des États-Unis confirmait que le pays était prêt à agir de façon unilatérale, si les menaces l'imposaient : « we will not hesitate to act alone, if necessary »¹¹¹. Ainsi, l'administration Bush, arguant que l'Irak continuait de produire des armes de destruction

¹⁰⁸ Steve Smith, « The End of the Unipolar Moment? September 11 and the Future of World Order », *International Relations* 16 (no.2), 175.

¹⁰⁹ Maison Blanche, « Statement by the Press Secretary - Announcement of Withdrawal from the ABM Treaty » (13 décembre 2001), en ligne: <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/12/20011213-2.html> (page consultée le 6 mars 2011).

¹¹⁰ Hiro Lee et Dominique van der Mensbrugge, « Tariff Rate Quotas on U.S. Steel Imports », *Sixième conférence annuelle - Global Economic Analysis* (La Haye : Pays-Bas, 2003), en ligne : <https://www.gtap.agecon.purdue.edu/resources/download/1529.pdf> (document consulté le 9 mars 2011).

¹¹¹ Maison Blanche, *The National Security Strategy of the United States* (Washington, D.C., 2002), 6.

massive malgré le désarmement requis par la résolution 1441 du CSNU, a justifié son intervention militaire en Irak par le droit d'exécuter des frappes préventives pour anticiper les actions hostiles éventuelles du régime de Saddam Hussein et pour garantir la sécurité de la nation. Selon Georges W. Bush, quand il s'agit de la sécurité de la nation, les États-Unis n'ont pas besoin de la permission des Nations unies¹¹². Illustrant très bien le fait que l'unilatéralisme devint une véritable orientation stratégique en matière sécuritaire durant les années Bush, Richard Perle, président de la Commission de la politique de défense (*defence policy board*) jusqu'en 2004, saluait la mort du CSNU, une journée après le commencement des bombardements en Irak : « What will die is the fantasy of the UN as the foundation of a new world order. » Ainsi, selon Perle, la sécurité collective devrait fonctionner grâce à la mise sur pied de coalitions de bonne volonté (« coalitions of the willing »), plutôt que de se fier au CSNU qui n'est pas capable de préserver la communauté internationale de l'anarchie¹¹³.

Robert A. Pape affirme que l'unilatéralisme agressif dont a fait preuve l'administration Bush a donné des raisons aux autres grandes puissances de redouter la puissance américaine¹¹⁴. D'autant plus que l'explosion du budget militaire des États-Unis n'avait rien pour rassurer : en 2001, les dépenses militaires américaines représentaient 380,3 milliards \$; en 2003, le budget militaire a été augmenté de 28%, totalisant 486 milliards \$ (voir tableau 3). De plus, l'objectif officiel du gouvernement américain selon la stratégie 2002 de sécurité nationale était de perpétuer la prépondérance militaire des États-Unis sur la scène internationale :

It is time to reaffirm the essential role of American military strength. We must build and maintain our defenses beyond challenge. [...] The United States must and will maintain the capability to defeat any attempt by an enemy—whether a state or non-state actor—to impose its will on the United States, our allies, or our friends. [...] Our forces will be strong

¹¹² George W. Bush, « Bush in Iraq: We Don't Need Permission », *Conférence de presse* (7 mars 2003), en ligne: <http://archive.newsmag.com/archives/articles/2003/3/7/95754.shtml> (page consultée le 7 mars 2011).

¹¹³ Richard Perle, « Thank God for the Death of the UN », *The Guardian* (21 mars 2003), en ligne: <http://www.guardian.co.uk/politics/2003/mar/21/foreignpolicy.iraq1> (page consultée le 7 mars 2011).

¹¹⁴ Robert A. Pape, *op.cit.*, 9.

enough to dissuade potential adversaries from pursuing a military build-up in hopes of surpassing, or equaling, the power of the United States.¹¹⁵

En résumé, on peut retenir que l'unilatéralisme est la caractéristique principale du leadership américain durant les premières années de l'administration Bush : « a unilateral foreign policy, often strangely allied to a form of isolationism »¹¹⁶.

Le déclin du soft power américain

L'unilatéralisme de l'administration Bush, parfois même accompagné de comportements menaçants (« you are either with us or against us »), a profondément miné une des composantes clefs de l'hégémonie américaine, sa capacité à induire chez les autres États des comportements favorables qu'ils consentent; son attractivité¹¹⁷. En effet, l'indifférence aux opinions des autres démontrée par l'administration Bush a profondément nuit à la réputation et au *soft power* des États-Unis. Ainsi, Pape affirme que la réputation des États-Unis selon laquelle le pays n'a pas de mauvaise intention, une réputation que s'étaient forgés les États-Unis durant les deux administrations antérieures (Bush senior et Clinton), a été érodée durant la période de l'administration Bush¹¹⁸. De plus, les États-Unis ont souffert d'une perte considérable de crédibilité et de légitimité politique :

Même si l'opinion publique internationale [...] n'a pas réussi à dissuader l'Administration, la guerre a profondément ébranlé la légitimité des États-Unis. Ils se sont encore plus compromis avec la décision d'abandonner le droit international humanitaire : les révélations de torture ont non seulement discrédité le discours universaliste sur les droits de l'homme, mais ont également mis en doute le statut des États-Unis en tant que démocratie libérale.¹¹⁹

Donc, durant les premières années Bush, l'image des États-Unis s'est détériorée et l'anti-américanisme s'est largement répandu, ayant pour conséquence un déclin considérable du *soft power* américain. Et lorsque les politiques des États-Unis perdent

¹¹⁵ Maison Blanche, *op.cit.*, 29-30

¹¹⁶ Steve Smith, *op.cit.*, 176.

¹¹⁷ Philip S. Golub, *op.cit.*, 779.

¹¹⁸ Robert A. Pape, *op.cit.*, 25.

¹¹⁹ Philip S. Golub, « La fin de la Pax Americana? », *La revue internationale et stratégique* (no.72, 2008-09), 145.

toute légitimité aux yeux des autres États, la méfiance grandit et l'influence des États-Unis dans les affaires internationales diminue¹²⁰. Signe que les États-Unis ont perdu leur influence et leur attractivité pendant que Bush était en poste, les États ont bien moins soutenu les intérêts américains aux Nations unies que lors d'administrations antérieures¹²¹.

Équilibre indirect

Ainsi, d'après Joseph S. Nye, la diplomatie unilatérale de l'administration Bush a encouragé les autres États à prendre des mesures venant compliquer les projets américains et limiter sa liberté d'action¹²². En effet, certaines grandes puissances étatiques telles que la France, l'Allemagne, la Russie, la Chine, le Japon et autres puissance régionales se sont engagés dans les premières étapes d'équilibre contre les États-Unis, en l'occurrence l'équilibre indirect (« soft balancing »)¹²³. En réaction à la doctrine de guerre préventive de l'administration Bush, les puissances de second-rang n'ont pas directement défié la puissance militaire américaine, mais elles ont fait beaucoup pour rendre plus difficile l'exercice de cette puissance : « the second-ranking states [...] have also begun to engage in “soft balancing”, which involves the formation of limited diplomatic coalitions or ententes, especially in the United Nations, with the implicit threat of upgrading their alliances if the United States goes beyond its stated goals. »¹²⁴ Par exemple, une coalition formée par la France, l'Allemagne et la Russie (rejointe ultérieurement par la Chine) a été formée en automne 2002, afin de s'opposer aux intentions américaines d'envahir un pays souverain, l'Irak. Les moyens utilisés par cette coalition étaient essentiellement institutionnels et diplomatiques : menace de veto au CSNU, demandes répétées pour octroyer plus de temps et de moyens d'inspection des conditions de désarmement en Irak, pressions pour prioriser un désarmement pacifique

¹²⁰ Joseph S. Nye, « The Decline of America's Soft Power – Why Washington Should Worry », *Foreign Affairs* 83 (no.3, 2004), 16.

¹²¹ Monti Narayan Datta, « The Decline of America's Soft Power in the United Nations », *International Studies Perspectives* 10 (no.3, 2009), 266-267.

¹²² Joseph S. Nye, « Limits of American Power », *Political Science Quarterly* 117 (no. 4, 2002), 558.

¹²³ Robert A. Pape, *op.cit.*, 9-10

¹²⁴ T. V. Paul, « Soft Balancing in the Age of U.S. Primacy », *International Security* 30 (no.1, 2005), 47.

plutôt qu'une intervention militaire,...¹²⁵ La France et l'Allemagne ont même réussi à bloquer les tentatives des États-Unis d'obtenir l'implication de l'OTAN dans la guerre contre l'Irak. Une des stratégies de l'équilibre indirect consiste à démontrer une volonté, en dernier recours, de participer formellement à des coalitions d'équilibre direct¹²⁶. À cet effet, l'unilatéralisme américain était inquiétant au point que Jacques Chirac, alors président de la France, affirmait que le CSNU et l'UE allaient se transformer en organisations pouvant faire contrepoids aux États-Unis dans le monde post-11 septembre¹²⁷. Revenons à la stratégie d'utilisation des règles et procédures des institutions internationales pour influencer la politique étrangère des États-Unis (« entangling diplomacy »)¹²⁸. Cette stratégie a également été appliquée par différentes puissances régionales intermédiaires. En effet, le Brésil, la Chine et l'Inde ont utilisé les institutions internationales pour résister aux tentatives américaines de promouvoir de nouvelles normes sur l'utilisation de la force pour modifier un régime politique et sur la conditionnalité de la souveraineté¹²⁹ « By opposing the US-led Iraq intervention in 2003 at the UN, the three states (amongst other major powers) denied legitimacy to the superpower and tried to frustrate war plans by reducing the number of countries willing to fight alongside the United States. »¹³⁰ On a vu néanmoins que l'ensemble de ces efforts (ces tactiques d'équilibre indirect) n'ont pas empêché la guerre en Irak; ils ont tout de même permis de réduire la légitimité de l'intervention militaire américaine.

Les limites de la puissance militaire

En dépit de la déclaration prématurée de la part de George W. Bush voulant que la majorité des combats en Irak fût terminée pour les forces armées américaines dès mai

¹²⁵ *Ibid.*, 64-70.

¹²⁶ Robert A. Pape, *op.cit.*, 36.

¹²⁷ Keith B. Richburg, « French See Iraq Crisis Imperiling Rule of Law - Concern Focuses on Future of International Order », *Washington Post* (6 mars 2003), A19.

¹²⁸ Robert A. Pape, *op.cit.*

¹²⁹ Andrew Hurrell, *op.cit.*, 11.

¹³⁰ Daniel Flemes, « Emerging Middle Powers' Soft Balancing Strategy: State and Perspectives of the IBSA-Dialogue Forum », *GIGA Working Papers* no.57 (août 2007), en ligne : <http://www.ipc-undp.org/publications/southlearning/danielflemes.pdf> (document consulté le 10 mars 2011).

2003¹³¹, l'occupation de ce pays a plutôt signifié un enlisement militaire et politique et a révélé les limites de leur puissance et de leur pouvoir de coercition. En fait, les interventions en Irak et en Afghanistan, ont démontré que la puissance américaine ne se traduit pas toujours en résultats tels qu'ils seraient attendus par les États-Unis¹³². Ainsi, malgré une augmentation massive du budget militaire (en 2008, on parle d'une augmentation de 62% par rapport à 2001, soit des dépenses militaires totalisant 616,1 milliards \$ - voir tableau 3), les trois principaux objectifs de sécurité nationale des États-Unis, soit combattre le terrorisme, promouvoir la démocratie et contrer la prolifération d'armes non-conventionnelles chez ses adversaires, ont été largement des échecs : « the failings were largely due to an overemphasis on military force, insufficient reliance on diplomacy, an unwillingness to learn and adapt, and contradictions among different policies. »¹³³ Donc, en dépit de quelques avancées tactiques et succès opérationnels sur le court terme, aussi bien en Irak qu'en Afghanistan, la guerre contre le terrorisme qu'a mené l'administration Bush a, selon Joseph S. Nye, fait beaucoup plus de dégâts que les terroristes eux-mêmes n'auraient jamais pu causer; les États-Unis ont exporté la peur avec leur puissance militaire et le nombre de combattants recrutés au sein des groupes terroristes étaient supérieurs pendant qu'avant la guerre contre le terrorisme¹³⁴. Ceci s'explique par une sur-utilisation du *hard power*, et une sous-estimation de l'importance du *soft power*, dont l'utilité aurait été de « gagner les cœurs et les esprits » des civils irakiens et afghans¹³⁵. Le fait d'avoir négligé le *soft power* dans les interventions militaires américaines a eu des conséquences très importantes : « Washington was unable to counter ideological support for terrorism in part because it was unable to communicate to publics in the Middle East. »¹³⁶ Comme le soulignent Charles-Philippe

¹³¹ Maison Blanche, « President Bush Announces Major Combat Operations in Iraq Have Ended » (1 mai 2003), en ligne : <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/05/20030501-15.html> (page consultée le 11 mars 2011).

¹³² Joseph S. Nye, « The Future of American Power », *Foreign Affairs* 89 (no.6, 2010), 2-12; Richard Maher, « The Paradox of American Unipolarity : Why the United States May Be Better Off in a Post-Unipolar World », *Orbis* 55 (no.1, 2011), 53-68.

¹³³ Jeremy Pressman, « Power Without Influence – The Bush Administration's Foreign Policy Failure in the Middle East », *International Security* 33 (no.4, 2009), 149-179.

¹³⁴ Joseph S. Nye, « Smart Power and the "War on Terror" », *Asia-Pacific Review* 15 (no.1, 2008), 1-8.

¹³⁵ Joseph S. Nye souligne l'importance du *smart power*, qui consiste en une stratégie de combinaison du *hard power* (coercition et paiement) et du *soft power* (attractivité et influence). *Ibid.*, 5.

¹³⁶ Matthew Kroenig, Melissa McAdam et Steven Weber, « Taking Soft Power Seriously », *Comparative Strategy* 29 (no.5, 2010), 426.

David et Élisabeth Vallet, les problèmes militaires qu'ont rencontrés les États-Unis en Irak et qui continuent en Afghanistan (en plus de la crise bancaire américaine, dont nous allons de suite analyser les répercussions subséquentes), ont profondément fragilisé l'assise de la puissance américaine¹³⁷.

En conclusion, rappelons brièvement en quoi consiste le contexte post-11 septembre 2001. Comme nous l'avons illustré, une caractéristique clef du contexte international a été de voir les États-Unis profiter de leur statut de superpuissance pour y aller d'actions unilatérales et pour essayer de modifier les normes et règles internationales : « the most striking characteristic of the post-September 11 period was the failure to engage more systematically with the UN and international law at a time when so many aspects of the legal order were running in its favor. »¹³⁸ L'unilatéralisme dont ont fait preuve les États-Unis n'a pas commencé après les attentats terroristes du 11 septembre 2001; mais les événements ont offert un contexte particulier permettant à l'administration Bush de prendre un virage important, articulant leur politique étrangère autour d'une stratégie unilatérale et agressive. Les décisions et les actions prises par l'administration Bush, combinées à une augmentation considérable du budget militaire américain ainsi qu'à une diplomatie menaçante, ont profondément nuit à la légitimité de la puissance américaine, à la réputation du pays et elles ont entraîné une diminution de leur *soft power*. De plus, l'unilatéralisme agressif des États-Unis a fait en sorte que les autres grandes puissances étatiques, doutant des véritables intentions de l'administration Bush, ont mis en place différentes tactiques d'équilibrage indirect pour compliquer les projets américains et limiter sa liberté d'action, affectant d'autant plus la légitimité politique des États-Unis en tant qu'arbitre des relations internationales.

La crise économique

La crise économique de 2008, bien qu'elle n'ait pas de lien direct avec le contexte politique post-11 septembre, a eu des conséquences importantes pour la

¹³⁷ C.-P. David et Élisabeth Vallet, « Qu'en est-il de l'hyperpuissance américaine? De la recomposition régionale au déclin annoncé? », *La revue internationale et stratégique* 72 (hiver 2008-09), 151.

¹³⁸ Andrew Hurrell, « Pax Americana or the Empire of Insecurity », *International Relations of the Asia-Pacific* 5 (no.2, 2005), 171.

puissance américaine. Tel que mentionné précédemment, la puissance américaine a été fragilisée par la crise bancaire que les États-Unis ont connu et la crise financière mondiale qui en a résulté. Dans ce paragraphe, nous n'allons pas fournir une analyse détaillée de l'impact de cette crise sur la puissance américaine, car, comme l'affirme Joseph S. Nye, il est encore trop tôt pour juger de ses effets à long terme¹³⁹. Il est toutefois possible de porter un jugement préliminaire. Ainsi, la principale conséquence de la crise financière mondiale sur la puissance américaine semble d'avoir discrédité son modèle économique ainsi que le modèle qu'il a promu sur la scène internationale. Certes, les crises financières qui ont frappé l'Asie de l'est (1997) et l'Amérique du sud (2001) avaient déjà entaché le « Consensus de Washington » sur la libéralisation financière qui constituait le cœur de l'agenda économique international de l'administration Clinton¹⁴⁰. Mais la crise économique de 2008, elle, a été déclenchée à l'intérieur même des États-Unis, par la crise des « subprimes » d'août 2007 : « Le régime de croissance et d'accumulation inspiré de la logique de l'endettement a fini par plonger l'économie américaine dans la récession [...] ce qui, dans une économie globalisée, n'a pas manqué d'affecter [...] la grande majorité des économies nationales de la planète. »¹⁴¹ Ainsi, la mauvaise performance des institutions économiques des États-Unis a eu un impact considérable sur le *soft power* américain, sur l'attractivité de son modèle économique. En effet, « cette crise ouvre une brèche dans le modèle néolibéral issu du capitalisme américain qui, au cours des trente dernières années, a, à des degrés divers, servi de référence tant pour les pays industrialisés qu'en développement. »¹⁴² Ainsi, cette brèche a créé une opportunité pour les pays en développement de s'impliquer dans la sortie de crise, notamment lors des sommets du G-20 tenus à Washington en 2008, à Londres et à Pittsburgh en 2009 ainsi qu'en Ontario et à Séoul en 2010, ce qui démontre l'importance croissante des puissances en émergence ainsi que l'impossibilité de régler les problèmes économiques mondiaux sans

¹³⁹ Joseph S. Nye, « American and Chinese Power after the Financial Crisis », *The Washington Quarterly* 33 (no.4, 2010), 144.

¹⁴⁰ Philip S. Golub, *op.cit.*, 144.

¹⁴¹ Sebastian Santander, *op.cit.*, 21.

¹⁴² *Ibid.*, 22.

leur participation¹⁴³. Nous allons voir plus en détail dans la prochaine partie l'importance de l'émergence de nouvelles puissances sur la scène internationale.

2.1.2 L'émergence de nouvelles puissances

Quand on parle de pays émergents, on pense à des pays tels que l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la Russie et la Turquie. Mais généralement, on distingue la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie (les pays du BRIC) des autres économies émergentes¹⁴⁴, non seulement en raison de leur taille, mais aussi parce que ces quatre États possèdent des ressources de puissance militaire, économique et politique plus importantes; ils ont la capacité de participer à la production de l'ordre international, régionalement et mondialement; ils ont un certain niveau de cohésion interne et une capacité d'action efficace de la part de l'État; et ils partagent la croyance qu'ils ont le droit d'avoir un rôle plus influent dans les affaires internationales¹⁴⁵. Ainsi, ces quatre pays sont, selon Sebastian Santander, engagés dans la construction ou la réhabilitation de leur statut de puissance : « La montée en puissance de la Chine, le retour en force de la Russie, l'affirmation de l'Inde ou du Brésil dans les affaires internationales semblent augurer une transformation de l'état du monde et des rapports de forces internationaux. »¹⁴⁶

Dans cette partie du travail, nous allons analyser cette « montée en puissance » ainsi que l'engagement de ces États sur la scène internationale. Tout d'abord, nous allons démontrer que de nos jours, pour reprendre l'expression de Leslie H. Gelb, « le PIB a plus d'importance que la force »¹⁴⁷. Ainsi, considérant que l'économie a une place primordiale dans les relations internationales, nous allons illustrer l'émergence des nouvelles puissances, particulièrement le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Ensuite,

¹⁴³ Roberto Teixeira da Costa, « G-20 – Um novo balanço do poder », *Política Externa* 18 (no.1, 2009), 49-58.

¹⁴⁴ Inès Trépart, « Pays émergents et nouvel équilibre des forces », *Courrier hebdomadaire* (no.1991-1992, 2009), 8.

¹⁴⁵ A. Hurrell, *op.cit.*, 1.

¹⁴⁶ Sebastian Santander, *op.cit.*, 22.

¹⁴⁷ Leslie H. Gelb, « GDP Now Matters More Than Force », *Foreign Affairs* 89 (no.6, 2010), 35-43.

nous allons présenter différentes coalitions qui se sont formées durant la période qui nous intéresse; ces coalitions, composées de puissances émergentes, sont l'IBAS, le G-20 et le BRIC. Finalement, nous allons brièvement expliquer en quoi la Chine se trouve dans une classe à part parmi les puissances émergentes.

L'importance de l'économie

Comme le fait remarquer Sebastian Santander, une des caractéristiques de l'ère post-bipolaire est « l'affirmation des questions économiques à l'agenda des rapports internationaux au détriment de thématiques diplomatico-sécuritaires »¹⁴⁸. En effet, au sein de la communauté internationale, l'idée qui prévaut est celle que la puissance économique doit être appliquée afin d'atteindre des objectifs économiques, non militaires; les principales préoccupations des chefs d'État et des leaders politiques portent sur le commerce, les investissements, l'accès aux marchés, les taux de change, l'enrichissement collectif, le développement économique, ...¹⁴⁹ Évidemment, cela ne signifie pas que la force militaire et les questions de sécurité n'ont plus de rôle à jouer en relations internationales, au contraire; mais le rôle de l'économie et de la puissance économique sont aujourd'hui beaucoup plus importants que par le passé, en raison notamment du coût de l'utilisation de la force et aussi parce que les objectifs économiques des États occupent une place très importante au sein des valeurs des sociétés post-industrielles et des sociétés émergentes¹⁵⁰. Selon Leslie H. Gelb, la réalité du XXI^{ème} siècle est économique : « Most nations today beat their foreign policy drums largely to economic rhythms, [...] define their interests largely in economic terms and deal mostly in economic power, [...] have adjusted their national security strategies to focus on economic security »¹⁵¹. Ainsi, tel que Joseph S. Nye le spécifie, « la géoéconomie n'a pas remplacé la géopolitique »; mais la frontière entre les deux domaines s'est estompée¹⁵², en raison du rôle central qu'a acquis l'économie dans les relations internationales. Bref, depuis la fin de la Guerre froide,

¹⁴⁸ Sebastian Santander, *op.cit.*, 12.

¹⁴⁹ Leslie H. Gelb, *op.cit.*

¹⁵⁰ Joseph S. Nye, « Limits of American Power », 549-551.

¹⁵¹ Leslie H. Gelb, *op.cit.*, 35.

¹⁵² « Geoeconomics has not replaced geopolitics ». Joseph S. Nye, *op.cit.*, 550.

il est apparu rapidement en particulier que l'unipolarité stratégique importait moins que la multipolarité économique et que l'immense supériorité militaire des États-Unis s'avérait être d'une utilité marginale pour la gestion des problèmes économiques, environnementaux, sanitaires et même sécuritaires qui dominaient l'agenda international.¹⁵³

Ainsi, dans ce contexte, un espace s'est ouvert dans la sphère économique pour de nouveaux acteurs et les États qu'on qualifie de puissances émergentes participent assurément à cette « ère de puissance économique ».

La puissance économique des BRIC

Assurément, la puissance aujourd'hui ne se définit pas seulement à travers les ressources économiques dont dispose un État : « Un État est considéré puissant quand il parvient à combiner facteurs tangibles et intangibles. »¹⁵⁴ Mais puisqu'aujourd'hui, quand on parle de transfert ou de diffusion de la puissance on pense souvent à des caractéristiques économiques¹⁵⁵ et en raison de la perception assez répandue à l'effet que « le fort potentiel de développement économique des pays émergents témoigne de la multipolarité croissante de l'ordre mondial »¹⁵⁶, nous allons tout d'abord illustrer le caractère économique de la montée en puissance des pays du BRIC.

L'acronyme BRIC provient, comme il fut mentionné en introduction, d'un rapport de Goldman Sachs publié en 2003. Dans ce rapport, les auteurs font des prédictions impressionnantes à propos du potentiel économique du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine. Par exemple, il est prédit que d'ici 2025, les économies du BRIC représenteraient plus de la moitié de celles des pays du G-6; en 2040, le PIB combiné des pays du BRIC (en dollars US courants) devraient même dépasser celui des pays du G-6. Toujours selon ce rapport, en 2050, les États avec les PIB les plus élevés seront, en ordre décroissant, la Chine, les États-Unis, l'Inde, le Japon, le Brésil, la Russie et la Grande-Bretagne. Bref, ce qui est mis en évidence dans cette étude, c'est que les pays du BRIC sont particulièrement attractifs pour les investisseurs étrangers, en raison

¹⁵³ Jean Daudelin, *op.cit.*

¹⁵⁴ Sebastian Santander, *op.cit.*, 24.

¹⁵⁵ Paola Subacchi, « New power centres and new power brokers : are they shaping a new economic order? », *International Affairs* 84 (no.3, 2008), 491.

¹⁵⁶ Sebastian Santander, *op.cit.*, 23.

de facteurs tangibles tels que le territoire (le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine ont respectivement les 6^{ième}, 1^{er}, 8^{ième} et 5^{ième} plus grands territoires), la population (tableaux 6 et 7), la présence abondante et diverse de ressources naturelles, des taux de croissance élevés et une participation active dans le commerce mondial.

Les prédictions du rapport de Goldman Sachs ont semblé, à court terme, très réalistes. Car depuis sa parution, les indicateurs n'ont cessé de prouver le dynamisme économique des pays du BRIC. De 2003 à 2009, les PIB combinés du BRIC sont passés de 3 223 à 9 100 milliards de dollars US courants; la part du produit mondial brut du BRIC durant cette même période est passée de 9,8% à 15,7%. Certes, la Chine compte pour beaucoup dans ces chiffres, mais le Brésil, la Russie et l'Inde ont eu, eux aussi, une croissance prodigieuse de 2003 à 2009, avec une augmentation constante de leur PIB : le PIB du Brésil est passé de 552 à 1 573 milliards de dollars US courants, celui de la Russie, de 431 à 1 232, et celui de l'Inde, de 599 à 1 310. En parallèle, les États-Unis, le Japon et l'Union européenne ont connu une diminution de leur part au produit mondial brut, passant respectivement de 29,1 à 24,3%, de 11,3 à 8,7% et de 30,5 à 28,2% (tableaux 1 et 2). Signe de la vigueur économique du BRIC, ces pays, à l'exception de la Russie qui accuse du retard, se sont rapidement remis de la crise économique de 2008 et ont connu un taux de croissance particulièrement élevé pour l'année 2010. La Chine affiche un taux de croissance de 10,3%, l'Inde, de 9,7% et le Brésil, de 7,5%¹⁵⁷. La participation des pays du BRIC au commerce mondial a beaucoup progressé de 2003 à 2009. Par exemple, toujours de 2003 à 2009, le Brésil a augmenté ses importations de 267% et ses exportations de 214%; et la Chine a augmenté ses importations de 247% et ses exportations de 274%. Plus globalement, la participation des pays du BRIC au commerce mondial n'a cessé de croître durant cette période, voyant la part de leurs importations combinées passer de 7,7 à 13,8% des importations totales mondiales; et leurs exportations sont passées de 9,0 à 15,6% des exportations totales mondiales (tableaux 4 et 5). Tel que souligné par le rapport de la banque d'investissements Goldman Sachs, les pays du BRIC ont effectivement été particulièrement attractifs pour

¹⁵⁷ Fonds monétaire international, « World Economic Outlook Update - Global Recovery Advances but Remains Uneven » (25 janvier 2011), en ligne : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2011/update/01/index.htm> (page consultée le 29 mars 2011).

les investisseurs étrangers. De 2003 à 2009, les pays du BRIC ont connu une croissance considérable des entrées nettes annuelles d'investissements directs étrangers (tableau 8). En 2009, le Brésil a obtenu 256% plus d'IDE qu'en 2003; la Russie a reçu, en 2009, des IDE 4,6 fois supérieurs à ceux de 2003; l'Inde a connu une augmentation monstre des IDE sur son territoire, ceux-ci ayant passé de 4,3 à 34,6 milliards de dollars US courants; et la Chine a été en 2009, en dépit de la crise économique, le pays du BRIC le plus séduisant pour les investisseurs, attirant 78,2 milliards de dollars US courants d'IDE. Si ce n'avait été des pays du BRIC, la crise financière de 2008 aurait probablement frappé beaucoup plus fort l'économie mondiale¹⁵⁸. Cette sortie de crise ainsi que le bilan de la première décennie des années 2000 ont d'ailleurs amené Goldman Sachs à présenter des prévisions encore plus optimistes pour la décennie à venir. Par exemple, le PIB combiné des pays du BRIC devrait dépasser celui des États-Unis d'ici 2018; d'ici 2020, le BRIC devrait compter pour un tiers de l'économie globale (mesuré en parité de pouvoir d'achat) et contribuer à environ 49% de la croissance du PMB¹⁵⁹. Dans une entrevue donnée à Reuters, Jim O'Neill, chef économiste de Goldman Sachs, explique que les pays en émergence vont dépasser les économies développées dix ans plus rapidement que prévu initialement : « We now conceive of China challenging the US for number one slot by 2027 and ... the combined GDP of the four BRICs being potentially bigger than that of the G7 within the next 20 years. »¹⁶⁰ Nul besoin de présenter davantage d'indicateurs pour démontrer que le dynamisme des économies des BRIC en fait aujourd'hui des acteurs incontournables sur la scène internationale.

Le système international actuel

Avec l'arrivée de ces nouveaux acteurs dans la hiérarchie de puissance, il est fréquent de voir des auteurs présenter l'ordre international comme étant à la fois

¹⁵⁸ Jim O'Neill, « Les BRIC, nouvelles grandes puissances dans le futur? », *La revue internationale et stratégique* 72 (hiver 2008-09), 231-243; Goldman Sachs, « BRICs Lead the Global Recovery », *BRICs Monthly* (29 mai 2009), en ligne : <http://www2.goldmansachs.com/ideas/brics/lead-global-recovery-doc-2.pdf> (document consulté le 29 mars 2011).

¹⁵⁹ Goldman Sachs, « Is this the "BRICs decade" », *BRICs Monthly* (20 mai 2010), en ligne : <http://www2.goldmansachs.com/ideas/brics/brics-decade-doc.pdf> (document consulté le 30 mars 2011).

¹⁶⁰ Guy Faulconbridge et Michael Stott, « Crisis speeds BRIC rise to power : Goldman's O'Neill », *Reuters* (9 juin 2009), en ligne : <http://www.reuters.com/article/2009/06/09/businesspro-us-bric-oneill-interview-idUSTRE5583ZA20090609> (page consultée le 30 mars 2011).

unipolaire et multipolaire. C'est-à-dire que le système international est unipolaire dans la sphère militaire (dominée largement par les États-Unis) et multipolaire dans tous les autres domaines de la politique internationale¹⁶¹. Dans le domaine économique, en particulier, il n'est pas rare de voir des auteurs décrire le monde comme étant multipolaire, où de nouvelles puissances (BRIC et autres pays émergents) interagissent avec les puissances établies (Europe, Japon, États-Unis)¹⁶². Une autre lecture de l'ordre international actuel est illustrée par le l'actuel ministre brésilien des affaires étrangères Antonio de Aguiar Patriota (il était alors secrétaire-général de ce ministère). Selon lui, le monde se caractérise par une superposition d'éléments d'unipolarité (les États-Unis étant l'unique superpuissance : dépenses militaires, PIB et technologie), de multipolarité (dans les processus décisionnels mondiaux : par exemple à l'OMC et au G-20) et de bipolarité (soulignant l'ascension fulgurante de la Chine)¹⁶³. Nous verrons un peu plus tard le caractère particulier de la montée en puissance de la Chine. Pour le moment cependant, on remarque qu'il n'y a pas vraiment de consensus quant à l'organisation de l'ordre international actuel. Par contre, on peut affirmer que les récents développements en politique internationale peuvent être interprétés comme le fait d'une multipolarisation du système, donc d'une diffusion progressive de la puissance entre de nombreux acteurs.

Formation de coalitions

Donc, il semble que les principaux pays émergents se coordonnent pour répondre à la prépondérance américaine et qu'il y a là un potentiel de révisionnisme du système¹⁶⁴. En effet, il apparaît assez clair que les pays émergents ont la croyance et la conviction que l'ordre politique global dominé par l'Occident (avec les États-Unis au premier rang) est trop limité, instable et illégitime¹⁶⁵. Dans les prochains paragraphes, nous allons porter attention à la formation coordonnée de coalitions multilatérales composées de pays émergents, telles que l'IBAS, le G-20 et le BRIC; ces coalitions,

¹⁶¹ Suzanne Gratius, « The international arena and emerging power : stabilising or destabilising forces? », Fride – Comment (avril 2008), en ligne : www.fride.org/download/COM_emerging_powers_ENG_abr08.pdf (document consulté le 12 mars 2010).

¹⁶² Paola Subacchi, *op.cit.*.

¹⁶³ A., Patriota, « O Brasil e a política externa dos EUA », *Política Externa* 17 (no.1, 2008), 97-109.

¹⁶⁴ Andrew Hurrell, *op.cit.*.

¹⁶⁵ Andrew Hurrell, « Brazil and the New Global Order », 61.

comme nous le verrons, illustrent l'opposition des nouvelles puissances quant au manque de légitimité de l'ordre mondial actuel.

L'IBAS. Pour les puissances émergentes, le multilatéralisme et les institutions offrent un espace politique favorable à la création de nouvelles coalitions dont l'objectif est d'influencer la mise sur pied de nouvelles normes internationales qui seraient adaptées à leurs intérêts et qui contrebalanceraient ou modifieraient les préférences des États plus puissants¹⁶⁶. Le Forum de dialogue regroupant l'Inde, le Brésil et l'Afrique du sud, l'IBAS, semble justement se donner cet objectif :

From IBSA's perspective, the current international economic and financial architecture has not served the interests of the poor in developing countries. [...] IBSA leaders use international organizations as platforms to challenge the legitimacy of the present international order and to change existent dominant norms.¹⁶⁷

L'échec de la conférence ministérielle de septembre 2003 tenue par l'OMC à Cancún au Mexique (cette conférence fait partie de la ronde de Doha, débutée en 2001), est en partie attribuable aux pressions exercées par ces trois pays, entre autres. La *Déclaration de Brasilia* de juin 2003, qui a signifié la création de l'IBAS, comportait d'ailleurs un passage traitant de l'importance de voir les pays développés éliminer leur approche protectionniste dans certains secteurs commerciaux :

The Ministers regretted that major trading partners are still moved by protectionist concerns in their countries' less competitive sectors. They stressed the need to fully carry out the Doha Development Program and emphasized how important it is that the results of the current round of trade negotiations provide especially for the reversal of protectionist policies and trade-distorting practices, by improving the rules of the multilateral trade system.¹⁶⁸

Daniel Flesmes soutient que certaines actions de l'IBAS sont motivées par une stratégie d'équilibrage indirecte, soit celle d'utiliser des règles et procédures des institutions internationales pour influencer la politique étrangère des États dominants (« entangling

¹⁶⁶ Andrew Hurrell, « Some Reflections on the Role of Intermediate Powers in International Institutions », dans Hurrell, Cooper et al., dir., *Paths to Power: Foreign Policy Strategies of Intermediate States* (Latin American Program, Woodrow Wilson International Center, Working Papers no. 244, 2000), 4.

¹⁶⁷ Daniel Flesmes, *op.cit.*, 17.

¹⁶⁸ IBAS, *India-Brazil-South Africa Dialogue Forum : Brasilia Declaration* (6 juin 2003).

diplomacy »)¹⁶⁹. On peut donc interpréter la position de l'IBAS par rapport au cycle de négociations de la ronde de Doha comme une stratégie d'équilibrage indirecte. En fait, à Cancún, le G-23, mené notamment par le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, a refusé de négocier sur les principaux enjeux dont il était question (concurrence, investissements étrangers, marchés publics et facilitation des échanges) en l'absence d'engagements fermes par les pays développés (États-Unis et Europe) à réduire les subventions agricoles et à diminuer les barrières à l'importation sur les produits agricoles. L'échec de Cancún a été l'illustration de l'importance croissante des puissances émergentes dans les processus de négociations internationales et il a démontré un changement dans la distribution relative de la puissance économique entre les membres de l'OMC¹⁷⁰.

Formé de puissances régionales, l'IBAS cherche à améliorer la représentation du monde en développement ainsi que la légitimité des institutions de la gouvernance globale. Dans la *Déclaration de Brasilia* d'avril 2010, exprimée lors du quatrième sommet de la coalition, les chefs d'État ont réitéré le besoin urgent de réformer l'ONU pour la rendre plus démocratique et plus conforme aux priorités des pays en développement. Manmohan Singh, Luiz Inácio Lula da Silva et Jacob Zuma ont précisé qu'aucune réforme de l'ONU ne serait complète sans une véritable réforme du CSNU qui impliquerait une augmentation du nombre de sièges permanents et non-permanents et, conséquemment, une plus grande participation des pays en développement : « Such reform is of the utmost importance for the UNSC to reflect geopolitical realities and to have the representativeness and legitimacy it needs to face contemporary challenges. »¹⁷¹ Soulignons que l'Inde et le Brésil ont déjà formellement, avec le Japon et l'Allemagne (au sein du G-4), fait pression en 2006 pour réformer le CSNU, sans grand succès. En dernier lieu, l'IBAS revendique également une réforme des institutions de Bretton Woods afin de renforcer leur responsabilité, leur crédibilité et leur légitimité

¹⁶⁹ Daniel Flemes, *op.cit.*, 17.

¹⁷⁰ Robert E. Baldwin, « Failure of the WTO Ministerial Conference at Cancun : Reasons and Remedies », *The World Economy* 29 (juin 2006), 677-696.

¹⁷¹ IBAS, *India-Brazil-South Africa Dialogue Forum – Fourth Summit of Heads of State/Government : Brasilia Declaration* (15 avril 2010).

ainsi que pour accroître le rôle des pays en développement dans ces institutions. En effet, « l'actuel système de gouvernance mondiale nécessite une urgente restructuration. Le fonctionnement du FMI, de la Banque mondiale, du G-7 et du G-8 doit être remis à plat et la représentation améliorée »¹⁷², dans ce contexte d'émergence de nouvelles puissances telles que le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et, dans une moindre mesure, l'Afrique du Sud. Toutefois, il n'est pas facile de réformer les institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) ou le CSNU, étant donné la résistance exercée par les puissances établies qui possèdent certains privilèges anachroniques dans les processus décisionnels. Donc, l'objectif de l'IBAS d'améliorer la représentation des pays émergents au sein des institutions de la gouvernance globale fait partie, selon Daniel Flesmes, d'une stratégie d'équilibrage indirecte : « IBSA's soft balancing strategy aims at halting the lack of representation of the developing world in global governance. »¹⁷³ Une stratégie qui comporte aussi, comme autre moyen, un accroissement des relations économiques entre les pays participants dans certains secteurs. Les trois pays de l'IBAS ont formé des groupes de travail trilatéraux dans les domaines de l'agriculture, de la défense, de l'éducation, de l'énergie, du commerce et de l'investissement, des sciences et de la technologie, des transports, etc.... L'objectif de cette coalition de puissances régionales est de collaborer dans ces secteurs économiques clés et ainsi, d'altérer, sur le long terme, l'équilibre des puissances économiques contre Washington : « economic strengthening [...] aims at a shift of relative economic growth of members while directing trade away from non-members. »¹⁷⁴

Le G-20. Un autre point qui démontre que les pays en émergence sont de plus en plus importants sur la scène internationale est le remplacement progressif, dans la sphère économique, du G-7/8 par un organe de négociation plus représentatif, le G-20. Comme nous avons mentionné précédemment, la crise financière de 2008 a entraîné la nécessité d'intégrer les puissances émergentes dans la sortie de crise et elle a démontré l'impossibilité de régler les problèmes économiques mondiaux sans leur participation. Le G-20 (mis sur pied en 1999 suite à la crise asiatique) était à l'origine un groupe

¹⁷² Jim O'Neill, *op.cit.*, 232.

¹⁷³ Daniel Flesmes, *op.cit.*, 6.

¹⁷⁴ *Ibid.*, 14-16.

constitué des ministres des finances des pays participants. C'est la crise financière de 2008 qui a fait en sorte que le G-20 s'est transformé en un groupe de chefs d'État. Ainsi, avec la création du G-20 au niveau des dirigeants, les puissances émergentes ont maintenant une opportunité réelle de s'asseoir à la table de négociations de l'économie politique mondiale : « The creation of the G20 represents an extraordinary opportunity for the emerging powers to do something about reducing the global governance gap, to do so from the perspective of their own interests, and to do it in the immediate [...] future. »¹⁷⁵ Bref, le fait que le G-20 devienne le principal forum pour faire face aux questions économiques internationales est une preuve additionnelle pour les pays émergents que le monde est en mode de multipolarisation ou, du moins, qu'il y a une redistribution progressive de la puissance vers de nouveaux acteurs. Par exemple, Roberto Teixeira da Costa voit, dans la reconnaissance de l'importance relative des puissances émergentes et dans le fait incontestable que la discussion des problèmes mondiaux ne peut plus être circonscrite à quelques pays, que ces puissances ont de plus en plus d'impact politiquement et que nous nous dirigeons vers un nouvel équilibre de la puissance.¹⁷⁶

Le BRIC. Le BRIC est une autre coalition multilatérale de pays émergents, qui est apparue dans les dernières années et qui représente une réaction à l'hégémonie américaine ainsi qu'au caractère changeant de la société internationale¹⁷⁷. Il est intéressant de souligner que le BRIC est, à l'origine, une entité inventée par *Goldman Sachs*. Ce n'est qu'au sommet d'Iekaterinbourg (Russie) en juin 2009 que s'est tenu la première rencontre formelle entre les quatre pays, démontrant ainsi qu'ils étaient disposés à s'unir à des fins politiques¹⁷⁸. Mais le BRIC est encore loin d'être une entité politique institutionnalisée. Il n'est pour l'instant qu'un groupe qui se rencontre en sommet une fois l'an pour échanger leurs points de vue et définir une position commune

¹⁷⁵ Jorge Heine, « Will they have table manners? The G20, emerging powers and global responsibility », *South African Journal of International Affairs* 17 (avril 2010), 1-11.

¹⁷⁶ Roberto Teixeira da Costa, *op.cit.*, 59.

¹⁷⁷ Andrew Hurrell, « Hegemony, liberalism and global order : what space for would-be great powers? », *International Affairs* 82 (no.1, 2006), 1-19.

¹⁷⁸ Daniel Flesmes, « O Brasil na iniciativa BRIC : *soft balancing* numa ordem global em mudança? », *Revista Brasileira de Política Internacional* 53 (no.1, 2010), 149.

sur des sujets donnés. Ainsi, les pays du BRIC s'accordent sur l'importance de réformer les institutions multilatérales (particulièrement les institutions économiques de Bretton Woods) et de faire contrepoids aux puissances établies¹⁷⁹. En effet, le BRIC, tout comme l'IBAS d'ailleurs, souhaite une réorganisation de la gouvernance globale afin de créer un nouvel ordre mondial plus juste et plus démocratique, mais aussi pour servir leurs intérêts : « As China, India, Brazil and Russia now matter far more in trade, capital markets, foreign direct investment and even overseas aid, they are increasingly at odds with a system of governance that does not seem to serve either their economic interests or their political goals »¹⁸⁰. Pris individuellement, on remarque que pour les pays du BRIC, contenir la puissance des États-Unis est un objectif qui prend une place importante dans la mise en œuvre de leur politique étrangère; Andrew Hurrell y voit l'établissement de comportements d'équilibrage indirect, plutôt que le simple jeu de négociations diplomatiques¹⁸¹. Pris collectivement, le BRIC, en tant que groupe informel, aura beaucoup de difficulté à faire front commun contre les États-Unis, étant donné les divergences d'intérêts et la compétition qui existent entre ses membres. En fait, les sommets du BRIC ont plutôt démontré que ces puissances émergentes préféreraient continuer leur projection internationale en fonction de leurs propres intérêts nationaux, ne voulant pas être contraint par un programme collectif, malgré tout le potentiel qu'une alliance plus formelle et institutionnalisée comporte pour la transformation de l'ordre mondial¹⁸². Toutefois, comme l'a démontré le premier sommet du BRIC, ces États sont capables de mettre collectivement de la pression sur les puissances établies, notamment lorsqu'ils ont discuté de la possibilité d'abandonner le dollar américain comme étalon mondial¹⁸³.

¹⁷⁹ *Ibid.*, 151.

¹⁸⁰ Paola Subacchi, *op.cit.*, 497.

¹⁸¹ A. Hurrell, *op.cit.*, 16.

¹⁸² Raul Salgado Espinoza, « Could Brazil become a world power in the 21st century without an integrated South America? », *conférence présentée à l'Université de São Paulo par l'IPSA* (16 février 2011), en ligne : <http://www.saopaulo2011.ipsa.org/sites/default/files/papers/paper-1148.pdf> (document consulté le 7 avril 2011).

¹⁸³ Konstantin Rozhnov, « Bric countries try to shift global balance of power », *BBC News* (15 avril 2010), en ligne : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/8620178.stm> (page consultée le 5 avril 2011).

Autrement, le volume de commerce entre les pays du BRIC a considérablement augmenté dans les dernières années, tout comme les investissements intra-BRIC¹⁸⁴, et des accords de coopération ont été signés lors des sommets, dont un portant sur l'établissement d'une union de leurs banques de développement respectives, afin de développer leurs infrastructures et de réduire leur dépendance aux institutions traditionnellement sollicitées¹⁸⁵. De plus, sous invitation de la Chine, l'Afrique du Sud a rejoint en 2011 les autres pays du BRIC au sein de cette coalition non-institutionnalisée. Même si l'Afrique du Sud offre un potentiel de développement bien inférieur aux autres pays du BRIC, tel que prédit par Goldman Sachs : en 2050, le PIB de l'Afrique du Sud pourrait être d'un peu moins de 1 200 milliards de dollars US, comparativement à la Russie, la plus petite économie du BRIC, qui pourrait avoir un PIB de 5 900 milliards de dollars US¹⁸⁶. L'Afrique du Sud a donc rejoint le club du BRIC, notamment parce qu'il s'agit de la première économie africaine et que le pays est la principale puissance régionale, mais surtout parce que l'État sud-africain pourrait constituer un excellent « port d'entrée aux membres du BRIC pour consolider leur présence sur l'ensemble du continent », leur permettant ainsi de « mieux exploiter les nombreuses ressources minières africaines. »¹⁸⁷

La Chine

Un dernier point qu'il serait intéressant de présenter avant de conclure, c'est le fait que la Chine se situe dans une classe à part dans ce contexte de puissances émergentes. En effet, comme nous avons vu précédemment, la Chine a un développement économique bien supérieur aux autres puissances émergentes du BRIC. Plus précisément, en 2003, le PIB de la Chine était supérieur au PIB combiné du Brésil, de la Russie et de l'Inde; en 2009, la tendance s'est maintenue, alors que le PIB combinée de ces derniers représentait 83% du PIB de la Chine (tableau 1). Tous les

¹⁸⁴ Daniel Fledes, *op.cit.*, 151.

¹⁸⁵ Annie Gasnier, « Sommet du BRIC à Brasilia : des émergents unis pour entrer dans la cour des grands », *RFI* (18 avril 2010), en ligne : <http://www.rfi.fr/contenu/20100418-sommet-bric-brasilia-emergents-unis-entrer-cour-grands> (page consultée le 5 avril 2011).

¹⁸⁶ Goldman Sachs, « Dreaming with BRICs : The Path to 2050 », 11.

¹⁸⁷ RFI, « Le groupe BRIC va devenir BRICS avec l'arrivée de l'Afrique du Sud » (25 décembre 2010), en ligne : <http://www.rfi.fr/afrique/20101224-le-groupe-bric-va-devenir-brics-arrivee-afrique-sud> (page consultée le 5 avril 2011).

indicateurs économiques vont dans ce sens. Pour la Chine – comme pour les autres BRIC, par ailleurs –, le développement de la puissance économique a des implications politiques très importantes et la projection de cette puissance passe surtout par une utilisation pragmatique de son *soft power* sur la scène internationale. En fait, tous les pays du BRIC possèdent des éléments déterminants de *hard* et de *soft power* qu'ils combinent efficacement dans les affaires internationales à l'aide d'une grande habileté diplomatique¹⁸⁸; mais seule la Chine est en mesure d'offrir une alternative au *Consensus de Washington*, avec son *Consensus de Beijing* qui fait partie intégrante de son ascension pacifique (« peaceful rise ») : « it is the power of a model for global development that is attracting adherents at almost the same speed the US model is repelling them. [...] other nations are drawn into China's orbit by its economic power and the appeal of Beijing Consensus development »¹⁸⁹. Dans un rapport du *National Intelligence Council* américain, il est souligné que d'ici 2025, les États-Unis se trouveront dans une situation où de nouveaux acteurs joueront un rôle déterminant dans la construction de l'ordre mondial, et où la Chine a beaucoup de chance de devenir le principal compétiteur de Washington sur la scène internationale¹⁹⁰. Ainsi, le contexte international de la dernière décennie a notamment été caractérisé par l'appréhension des États-Unis en regard à la montée en puissance du géant chinois : comme le soulignent Gazibo et Chantal, « Washington vit dans la crainte constante que cette Chine montante ne rattrape les États-Unis dans un avenir encore plus proche qu'on ne l'imaginait, voire ne l'évince, pour devenir la première puissance mondiale. »¹⁹¹ En bref, même si dans un avenir rapproché, les États-Unis demeure la seule superpuissance mondiale, il est légitime, selon Gazibo et Chantal, d'affirmer que la Chine émerge comme un État ayant la puissance et la motivation de confronter les États-Unis à l'échelle internationale¹⁹².

¹⁸⁸ Jorge Heine, *op.cit.*, 5-6.

¹⁸⁹ Joshua Cooper Ramo, « China has discovered its own economic consensus », *Financial Times* (7 mai 2004).

¹⁹⁰ National Intelligence Council, *Global Trends 2025: A Transformed World* ((novembre 2008), en ligne : www.dni.gov/nic/NIC_2025_project.html (document consulté le 14 mars 2011).

¹⁹¹ Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, *Un nouvel ordre mondial made in China?* (Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2011), 15.

¹⁹² *Idem*.

En conclusion, rappelons que le contexte pour l'action du Brésil sous Lula a notamment été caractérisé par l'émergence de nouvelles puissances sur la scène internationale. En effet, ces puissances émergentes sont aujourd'hui engagées dans la construction (Brésil, Inde, Chine et Afrique du Sud) ou la réhabilitation (Russie) de leur statut de puissance. Alors que cette émergence est observable au niveau économique, les principales puissances émergentes (surtout celles du BRIC) en appellent constamment à l'avènement d'un nouvel ordre multipolaire et elles utilisent le multilatéralisme comme stratégie d'affirmation de leur puissance. On peut notamment penser à la formation de nouvelles coalitions multilatérales telles que l'IBAS et le BRIC qui illustrent l'opposition des nouvelles puissances quant au manque de légitimité et de représentativité de la gouvernance mondiale; aussi, le G-20 semble s'être transformé en principal forum de discussion des problèmes économiques mondiaux, au détriment du G-7/8. Et finalement, l'ascension fulgurante de la Chine porte les États-Unis à redouter qu'elle sera très prochainement leur principale compétitrice au statut de superpuissance.

2.1.3 Évaluation du niveau d'autonomie du Brésil

Après avoir présenté ce qui caractérisait le contexte international pour l'action du Brésil durant les mandats présidentiels de Lula (et même un peu avant, avec le contexte post-11 septembre 2001), il importe maintenant de faire l'évaluation du niveau d'autonomie du Brésil. Tout d'abord, commençons par le contexte post-11 septembre 2001, lequel est caractérisé par l'unilatéralisme agressif des États-Unis, par la mauvaise réputation de la superpuissance et par le déclin de son *soft power*, ainsi que par des mesures d'équilibrage indirect mises en place par les grandes puissances et les puissances régionales du système international. Notamment, comme mesure d'équilibrage indirect, on retrouve la stratégie d'utilisation des règles et procédures des institutions internationales pour influencer la politique étrangère des États-Unis (« entangling diplomacy »). Comme il fut mentionné, cette stratégie a également été appliquée par différentes puissances régionales, dont le Brésil, qui était aux côtés de la Russie, de la France et de l'Allemagne dans leur condamnation de la volonté des États-Unis d'intervenir en Irak. De plus, le Brésil a réussi à supporter d'autres États latino-

américains dans leur désaveu de la guerre en Irak, en dépit de la pression faite par les États-Unis¹⁹³. Ainsi, on remarque que la diminution de l'influence américaine sur la scène internationale et le déclin de son *soft power* favorise une augmentation du niveau d'autonomie du Brésil.

Pour ce qui est du contexte d'émergence de nouvelles puissances, le Brésil a participé à ce même type de stratégie d'équilibrage indirect (« entangling diplomacy ») lors des négociations de l'OMC à Cancún. En effet, la ronde de Doha a démontré la capacité du Brésil, accompagné de l'Inde, de l'Afrique du Sud et de la Chine, de déterminer l'agenda institutionnel et d'influencer de nouvelles normes internationales en leur faveur¹⁹⁴. La participation du Brésil à l'IBAS s'est traduite par l'accroissement des relations économiques entre les pays participants dans des secteurs de collaboration particuliers; cela peut être considéré comme une stratégie d'équilibrage indirect (« economic strengthening »). Ainsi, toutes ces mesures d'équilibrage indirect ont nécessairement favorisé une augmentation de l'autonomie du Brésil sur la scène internationale, que ce soit au sein de l'IBAS, du G-23 à Cancún ou de l'opposition à la guerre en Irak :

soft balancing by way of a combination of middle-power discourse and collective action through informal groupings seems to be a promising strategy in a future global order that will be shaped through international institutions. This strategy protects the regional powers' national sovereignty and maximises their flexibility and independence of action, and yet allows them effective participation in global institutions.¹⁹⁵

Dans le contexte international actuel, on retrouve de plus en plus d'alliances flexibles qui possèdent un bas niveau d'institutionnalisation. Ainsi, la participation du Brésil à l'IBAS et au BRIC lui garantit de conserver un maximum de souveraineté, sans être contraint par des règles institutionnelles, et elle lui offre beaucoup de flexibilité et d'autonomie pour la mise en application de sa politique étrangère¹⁹⁶.

¹⁹³ Daniel Fledes, « Emerging Middle Powers' Soft Balancing Strategy », 18.

¹⁹⁴ *Ibid.*, 17.

¹⁹⁵ D. Fledes et A. Habib, « Regional powers in contest and engagement: making sense of international relations in a globalised world », *South African Journal of International Affairs* 16 (no.2, 2009), 140.

¹⁹⁶ Daniel Fledes, « O Brasil na iniciativa BRIC : *soft balancing* numa ordem global em mudança? », 148.

On peut affirmer, avec l'analyse du contexte pour l'action, que l'émergence de nouvelles puissances engendre une multipolarisation du système international (particulièrement dans la sphère économique, mais aussi dans les processus décisionnels mondiaux) ou, du moins, une diffusion de la puissance entre anciens et nouveaux acteurs étatiques dans la hiérarchie mondiale. Nous avons vu, à l'aide de quelques indicateurs économiques, que le Brésil participe à cette redistribution de la puissance. En effet, le Brésil possède des ressources tangibles de puissance économique assez remarquables, avec un énorme potentiel : le pays est la huitième économie mondiale; il a la cinquième plus grande population et le cinquième plus grand territoire, lequel recouvre des richesses naturelles immenses (produits agricoles, ressources minérales, réservoir de biodiversité); il a une autosuffisance énergétique très diversifiée (pétrole, éthanol, hydro-électricité, gaz naturel); et un potentiel important en tant qu'exportateur d'énergie (projets hydro-électriques, relance éventuelle du programme nucléaire, réserves offshore de pétrole et de gaz)¹⁹⁷. De plus, pour ce qui est de sa force militaire, le Brésil est la douzième puissance militaire sur la scène internationale en termes de dépenses et il entend moderniser ses forces armées comme l'illustre une entente signée avec la France, en septembre 2009. Selon cette entente, le Brésil fera l'acquisition de cinq sous-marins et de 50 hélicoptères de combat, pour une valeur de 12,3 milliards de dollars US; l'entente implique aussi que la France effectue des transferts technologiques pour la construction éventuelle de quatre sous-marins conventionnels et d'un sous-marin atomique. Justifiant la protection du bassin amazonien et des réserves *offshore* de pétrole, le Brésil entendait aussi acheter de la France 36 avions de chasse Rafale (aucune entente n'a encore été conclue dans ce dossier), d'une valeur estimée à 4 milliards de dollars US¹⁹⁸.

En définitive, à la lueur de ces informations, et selon le principe que le niveau d'autonomie d'un État est influencé par ses attributs de puissance¹⁹⁹, on peut affirmer

¹⁹⁷ Jean Daudelin, *op.cit.*, 29-46.

¹⁹⁸ LAWR, « Brazil : Lula and Sarkozy sign defense deals », *Latin American Weekly Report* (10 septembre 2009); LAWR, « Brazil : Lula under fire over fighter jets' purchase », *Latin American Weekly Report* (17 septembre 2009).

¹⁹⁹ Roberto Russell et Juan G. Tokatlian, *op.cit.*, 2.

que le niveau d'autonomie du Brésil, durant l'administration Lula, a augmenté. En effet, l'accroissement de la puissance économique et de la puissance militaire du Brésil signifie conséquemment un accroissement de son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis. Comme le souligne Paola Subacchi, dans le contexte où la puissance fut davantage diffuse que par le passé, de nouveaux joueurs ont pu jouir d'une augmentation de leur capacité d'action²⁰⁰. De plus, tel qu'expliqué par Russell et Tokatlian, il n'y a pas que le *hard power* d'un État qui influence son autonomie; le *soft power* aussi a son rôle à jouer²⁰¹. Et le *soft power* brésilien se porte très bien : « Brazil is the quintessential soft-power BRIC. » Sotero et Armijo affirment cela en pensant à l'implication du Brésil dans le dossier des changements climatiques, à son rôle à jouer dans le maintien de la paix et dans la promotion des droits de l'homme, ainsi qu'à son influence dans le commerce mondial²⁰².

De plus, le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis a nécessairement été influencé par la montée en puissance de la Chine, laquelle représente un nouvel adversaire aux yeux des États-Unis. Comme nous le verrons dans la prochaine partie, les États-Unis ont quelque peu négligé ses relations avec l'Amérique latine. Cela s'explique notamment en raison de ses guerres en Irak et en Afghanistan, mais aussi en raison de la montée de la Chine. Ainsi, la montée en puissance de la Chine offre indirectement au Brésil un espace d'autonomie par rapport aux États-Unis. En somme, en analysant le contexte post-11 septembre 2001 et le contexte d'émergence de nouvelles puissances, on observe que le niveau d'autonomie du Brésil a augmenté.

2.2 Le contexte continental

À partir de l'accession à l'indépendance des pays d'Amérique latine, ceux-ci ont été l'objet, sinon d'influence extérieure, du moins des convoitises des puissances occidentales. En 1823, alors que la « Sainte Alliance » (composée de la Russie, de la

²⁰⁰ Paola Subacchi, *op.cit.*, 496.

²⁰¹ Roberto Russell et Juan G. Tokatlian, *op.cit.*, 2.

²⁰² Paulo Sotero and Leslie Elliott Armijo, « Brazil : To be or not to be a BRIC? », *Asian Perspective* 31 (no. 4, 2007), 43.

France, de l'Autriche et de la Prusse) avait des prétentions de rétablir les anciennes colonies espagnoles d'Amérique et que la Grande-Bretagne s'opposait à la perspective d'une plus grande influence politique et commerciale française en sol américain, le Président américain James Monroe devait prendre position. Il lança, dans un message au Congrès, un avertissement à l'effet que toute tentative de puissances européennes d'intervenir dans les nouveaux gouvernements indépendants d'Amérique latine serait perçue comme la manifestation d'une disposition inamicale à l'égard des États-Unis. Ainsi, il déclarait que les nouveaux pays de l'hémisphère ouest seraient dorénavant sous la protection des États-Unis, et qu'ils seraient prêts à intervenir unilatéralement pour assumer leur rôle de prééminence. Cette déclaration impliquait ainsi que les États-Unis affirmaient leur supériorité dans des relations asymétriques avec les pays d'Amérique latine²⁰³. D'un discours prononcé au Congrès, ce message devint doctrine vers le milieu du XIX^{ième} siècle et, au tournant du XX^{ième} siècle, alors que le pays confortait son statut de puissance, il se mua « en une forme d'impérialisme au profit des États-Unis. »²⁰⁴ D'ailleurs, qualifier l'Amérique latine d'arrière-cour des États-Unis est une expression consacrée dans le vocable historique et politique.

Mais qu'en est-il aujourd'hui? Où en sont rendues les relations entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine? C'est ce que nous allons étudier dans les prochaines pages, aux fins de notre analyse du contexte continental pour l'action. Nous verrons donc que les relations États-Unis / Amérique latine ont été particulièrement mauvaises durant la période qui nous intéresse et que l'État américain n'a plus le pouvoir d'influencer ou de contrôler ce que les pays latino-américains accomplissent ou veulent accomplir. De plus, nous verrons que le contexte des relations États-Unis / Amérique latine a été marqué par une vague de nouvelles gauches. Or, les gouvernements de gauche issus de cette vague semblent particulièrement désireux de prendre leurs

²⁰³ Joseph Smith, *The United States and Latin America – A History of American Diplomacy (1776-2000)* (New-York : Routledge, 2005), 16.

²⁰⁴ Claude Fohlen, « Doctrine de Monroe », *Encyclopaedia Universalis* (2008), en ligne : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/doctrine-de-monroe/#> (texte consulté le 2 octobre 2010).

distances avec Washington. Nous analyserons, en conclusion, comment ce contexte détermine le niveau d'autonomie du Brésil.

2.2.1 Les relations États-Unis / Amérique latine

Comme ce fut le cas pour le contexte international, nous devons considérer l'impact de l'administration Bush et des attentats du 11 septembre 2001 sur le contexte continental pour l'action du gouvernement brésilien de Lula. Ainsi, même si Lula est arrivé au pouvoir en janvier 2003 (élu en octobre 2002), le contexte continental pour l'action ne se limite pas aux limites temporelles de l'administration Lula. Sans remonter trop loin dans le temps, il importe donc de porter attention à l'état des relations États-Unis / Amérique latine à partir de l'arrivée au pouvoir du président Bush.

Le contexte post-11 septembre

Au début de son administration, George W. Bush a déclaré que l'Amérique latine serait une priorité de la politique étrangère des États-Unis. Il saluait le progrès des pays de la région en regard à la démocratisation et à la libéralisation de leurs économies; il espérait compléter les négociations pour un traité de libre-échange hémisphérique; il comptait régler des problèmes chroniques liés à l'immigration et au trafic de drogues; et il était confiant de voir revigorées ses relations avec les pays les plus influents de la région, soit le Brésil et le Mexique. Mais malgré ces vertueuses intentions, les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine étaient, cinq années plus tard, à leur point le plus bas depuis la fin de la Guerre froide²⁰⁵. Les attentats du 11 septembre 2001 ont joué pour beaucoup dans cette détérioration des relations entre États-Unis et pays d'Amérique latine. D'une part, les attentats du 11 septembre ont marqué une rupture dans la politique régionales américaine en Amérique latine. Et d'autre part, la position des États latino-américains à l'égard des États-Unis a subi de profondes modifications.

²⁰⁵ Peter Hakim, « Is Washington Losing Latin America? », *Foreign Affairs* 85 (no.1, 2006), 39-53.

Après le 11 septembre 2001, on remarque que les États-Unis se sont mis à négliger ses relations avec les pays d'Amérique latine : « After 9/11, Washington effectively lost interest in Latin America. Since then, the attention the United States has paid to the region has been sporadic and narrowly targeted at particularly troubling or urgent situations. »²⁰⁶ Pour donner un exemple de cette attention sporadique des États-Unis à l'égard de situations urgentes, il fallut que le *Groupe de Rio*²⁰⁷ demande, en mai 2003, la médiation de l'ONU dans le conflit colombien pour que l'administration Bush réagisse : « George Bush has chosen this moment to shift his policy towards Latin America [...] “from a crisis mode of pursuing foreign policy back toward the agenda that he was beginning to establish before September 11” » (une citation d'un fonctionnaire anonyme du Département d'État américain, en guillemet dans le texte)²⁰⁸. En réalité par contre, les intentions présentées par George W. Bush, en début de présidence, de conserver une approche constructive dans les relations de Washington avec les pays d'Amérique latine (notamment à propos des questions de démocratie, de promotion des droits de l'homme, de libre-échange, de corruption, ...), ont été définitivement mises de côté : « the United States has replaced its previous, more visionary approach to relations in the western hemisphere with a total focus on security matters. »²⁰⁹ Durant presque toute la durée de ses mandats, l'administration Bush a semblé ignorer l'Amérique latine et ses problèmes économiques, politiques et sociaux²¹⁰. Selon Omar Encarnación, le manque d'intérêt et d'attention de l'administration Bush à l'égard de l'Amérique latine se reflète dans la quasi absence de mention du sous-continent dans l'ensemble des discours sur l'état de l'Union du président. Dans ces discours, le président Bush a pourtant souligné l'importance de venir en aide au continent africain, notamment en s'attaquant aux problèmes du VIH/SIDA et de la malaria (discours de 2003, 2007 et 2008); en contrepartie, les seules rares

²⁰⁶ *Idem.*

²⁰⁷ Le Groupe de Rio est une organisation multilatérale composée d'États latino-américains créés en 1986, pour représenter une alternative à l'Organisation des États américains.

²⁰⁸ LAWR, « Rio Group to seek UN mediation in Colombia; Bush rediscovers the region », *Latin American Weekly Report* (27 mai 2003).

²⁰⁹ Jorge Castañeda, « The Forgotten Relationship », *Foreign Affairs* 82 (no.3, 2003), 68.

²¹⁰ Omar G. Encarnación, « The Costs of Indifference : Latin America and the Bush Era », *Global Dialogue* 10 (2008), en ligne : <http://www.worlddialogue.org/content.php?id=432> (page consultée le 12 avril 2011).

références à l'Amérique latine portaient sur des questions strictement sécuritaires. Par exemple, en 2002, alors que l'administration Bush était en pleine guerre contre le terrorisme, le président américain en appelait à l'appui de ses alliés : « Together with friends and allies from Europe to Asia, and Africa to Latin America, we will demonstrate that the forces of terror cannot stop the momentum of freedom. » Un autre aspect qui revêtait une importance vitale pour les États-Unis, dans les discours sur l'état de l'Union, était le défi de l'immigration et de la sécurité aux frontières : « To secure our border, we are doubling the size of the Border Patrol, [...] border agents free to chase down drug smugglers and criminals and terrorists. »²¹¹ Cet enjeu de l'immigration a été traité en fonction de l'intérêt sécuritaire des États-Unis.

Importance de l'Amérique latine pour les États-Unis

En bref, les questions de sécurité et de contre-terrorisme ont, après les événements du 11 septembre, presque éclipsé tous les autres enjeux de l'Amérique latine. Mais il ne faut pas voir la négligence et le désengagement des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine comme le fait que la région devient une zone de faible importance et que Washington s'en désintéresse de plus en plus. Autrement dit, ce n'est pas parce que les États-Unis ont été davantage préoccupés, par exemple, par les conflits en Afghanistan et en Irak ou par le terrorisme international, que l'Amérique latine était, durant les mandats présidentiels de Bush, une région sans importance. Comme le souligne Roberto Russell, il ne faut pas confondre priorité avec importance²¹². D'ailleurs, même avant les attentats du 11 septembre 2001, l'Amérique latine ne peut guère être considérée comme une région de haute priorité en politique étrangère américaine²¹³. Mais elle continue à avoir une importance indéniable pour les États-Unis, aux niveaux économique et, surtout, sécuritaire.

²¹¹ Georges W. Bush, « Text of the State of the Union Address », The New York Times (29 janvier 2008), en ligne : <http://www.nytimes.com/2008/01/29/us/29bushtext.html> (page consultée le 14 avril 2011).

²¹² Roberto Russell, « América Latina para Estados Unidos : ¿ especial, desdeñable, codiciada o perdida? », *Nueva Sociedad* 206 (novembre-décembre, 2006), 55.

²¹³ Michael Shifter, « A Shaken Agenda : Bush and Latin America », *Current History* 101 (février 2002), 51; et R. Russell et F. Calle, « Le “periferia turbulenta” como factor de la expansión de los intereses de

Dans le domaine économique, le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes, une région qui ne représente que 30% de la population latino-américaine, reçoivent la moitié des investissements américains en Amérique latine; ils représentent 70% du commerce interaméricain, 60% de la présence bancaire américaine en Amérique latine et environ 85% de l'immigration latino-américaine aux États-Unis²¹⁴. De plus, les États-Unis espèrent, depuis le début des années 90, mettre sur pied une aire de libre-échange hémisphérique. Ainsi, en dépit de l'échec du traité de la ZLEA et du refus de certains pays d'Amérique du sud de reprendre les négociations à ce sujet (comme il fut exprimé lors du Sommet des Amériques de 2005²¹⁵), les États-Unis ont tout de même réussi à signer et adopter des accords de libre-échange (bilatéraux ou multilatéraux) avec la majorité des États latino-américains²¹⁶. Seuls la Bolivie, l'Équateur, le Venezuela, Cuba et les pays membres du MERCOSUL ne font pas partie de cette nouvelle génération de traités de libre-échange. En bref, on ne peut pas affirmer que l'Amérique latine devient une région de faible importance pour les États-Unis considérant sa volonté de construire une zone de libre-échange hémisphérique. Ainsi, même si le projet de la ZLEA a été abandonné par Washington, un abandon davantage causé par la résistance de pays sud-américains que par une décision américaine, les États-Unis ont mis sur pied différents accords de libre-échange bilatéraux ou multilatéraux circonscrits²¹⁷.

La question sécuritaire en Amérique latine a été, depuis les attentats du 11 septembre, très importante pour Washington. À l'image de la réorientation de la politique étrangère américaine sur la scène internationale après qu'ait eu lieu ces attentats, la politique de sécurité des États-Unis dans la région a subi une importante

seguridad en Estados Unidos en América Latina», dans M. Hirst, *Crisis Del Estado e Intervención Internacional* (Buenos Aires : Edhasa, 2009), 32.

²¹⁴ Roberto Russell, *op.cit.*, 55.

²¹⁵ LAWR, « Americas Summit ends in polite dissent over resumption of FTAA talks », *Latin American Weekly Report* (8 novembre 2005).

²¹⁶ Avec le Mexique, dans le cadre de l'ALENA (1994); avec les pays d'Amérique centrale (sauf Panama) et la République dominicaine (2005), dans le cadre de l'ALEAC/RD; avec le Chili (2004) et le Pérou (2009); ainsi qu'avec la Colombie et le Panama (accords non finalisés).

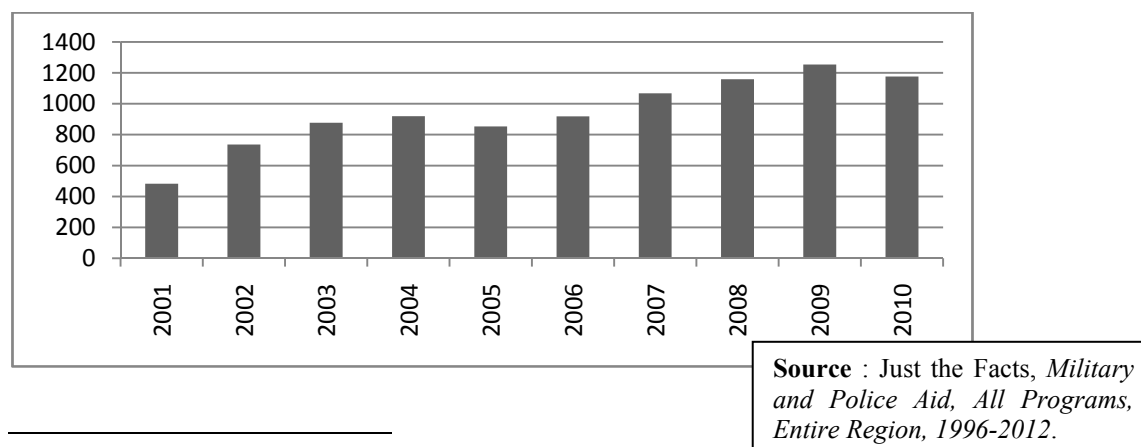
²¹⁷ Roberto Russell et Fabián Calle, *op.cit.*, 65.

réorganisation. Celle-ci s'articula dorénavant autour des thèmes suivants : le narcoterrorisme, les espaces mal ou non-gouvernés, le populisme radical, la pauvreté, l'immigration et la sécurisation de l'approvisionnement en énergie²¹⁸. Ainsi, dans le document 2002 sur la stratégie de sécurité nationale des États-Unis, on retrouve la volonté d'appuyer la Colombie dans sa lutte contre les groupes terroristes et extrémistes et contre le narcotrafic. Toutefois, le *National Security Strategy* de 2002 n'offre que quelques références à l'Amérique latine, étant donné que l'administration Bush accordait à cette époque une grande attention au terrorisme transnational et aux régimes autoritaires possédant des armes de destruction massive. On retrouve donc plus d'espace consacré à l'Amérique latine dans le *National Security Strategy* de 2006, soulignant quelques défis sécuritaires qui requièrent l'attention des États-Unis :

In Colombia, a democratic ally is fighting the persistent assaults of Marxist terrorists and drug-traffickers. [...] In Venezuela, a demagogue awash in oil money is undermining democracy and seeking to destabilize the region. [...] In Cuba, an anti-American dictator continues to oppress his people and seeks to subvert freedom in the region.²¹⁹

On a également assisté, après les attentats du 11 septembre, à une militarisation de la politique américaine en Amérique latine. En effet, après une importante diminution en 2001, l'aide financière militaire et policière des États-Unis en Amérique latine n'ont cessé d'augmenter jusqu'en 2010 (voir figure 3).

Figure 3 : Total de l'aide financière militaire et policière en Amérique latine (en millions de dollars US)



²¹⁸ *Ibid.*, 38.

²¹⁹ Maison Blanche, *The National Security Strategy of the United States* (Washington, D.C., 2006), 15.

De plus, Roberto Russell souligne que l'Amérique latine était, durant les années Bush, le principal bénéficiaire de formation militaire américaine dans le monde (après l'Irak)²²⁰. C'est en grande partie la Colombie qui bénéficia des dépenses américaines dans le domaine sécuritaire. Par exemple, en 2003, la Colombie a reçu 606 millions de dollars US en aide militaire, soit 70% du total régional; en 2007, la Colombie a reçu 56% de l'aide militaire américaine dans la région²²¹. Selon R. Guy Emerson, la justification pour une telle augmentation des dépenses a été faite en référence à la « guerre contre le terrorisme ». Bien que les principales cibles américaines de la « guerre contre le terrorisme » se trouvaient surtout dans le monde arabe et perse, Emerson croit que les États-Unis ont essayé d'implanter la logique de cette guerre à l'hémisphère ouest : « the “War on Terror” replaced the Cold War as the guiding paradigm for U.S. policy toward Latin America during the George W. Bush administration. » Ainsi, en Colombie, le *Plan Colombie* (la campagne antidrogue) et le *Plan « Patriota »* (offensive militaire dans les zones non-gouvernées de Colombie) ont été, durant les années Bush, les éléments clés de la « guerre contre le terrorisme » en Amérique latine²²², selon ce que soutient Emerson. La politique sécuritaire des États-Unis en Amérique latine a souvent été unilatéraliste et même agressive, comme en fait la preuve la réactivation de la 4^{ème} flotte en juillet 2008, laquelle avait été dissoute en 1950 : « Because Washington can point to no imminent military threat in the region, [...] the reactivation of the Fourth Fleet has a symbolic significance, indicating a potential return to “gunboat diplomacy” »²²³.

On observe qu'en dépit d'une certaine négligence de l'administration Bush à l'égard de l'Amérique latine (une négligence engendrée par le fait que Washington a

²²⁰ Roberto Russell, *op.cit.*, 53-54.

²²¹ Just the Facts, « Grant U.S. Aid Listed By Country, All Programs, Entire Region, 1996-2012 », en ligne : http://justf.org/All_Grants_Country?year1=1996&year2=2012&funding=All+Programs&subregion=Entire+Region&x=68&y=11 (page consultée le 28 avril 2011).

²²² R. Guy Emerson, « Radical Neglect? The “War on Terror” and Latin America », *Latin American Politics and Society* 52 (printemps, 2010), 43.

²²³ *Ibid.*, 45.

davantage concentré ses énergies dans le monde arabe²²⁴), les États-Unis ont continué à considérer que le sous-continent comportait une certaine importance, économique et sécuritaire. La mauvaise qualité des relations États-Unis/Amérique latine ne tient donc pas uniquement à une certaine omission ou négligence de la part de Washington (que Walt Vanderbush appelle « sins of omission »), mais également aux différentes politiques poursuivies et décisions prises en ce qui a trait à la politique hémisphérique des États-Unis (« sins of commission »)²²⁵. Il faut dire que l'administration Bush a fait un travail peu habile concernant les nominations de son personnel aux positions politiques clefs liées à l'Amérique latine. Par exemple, Otto J. Reich, un conservateur d'origine cubaine qui était à la tête d'un organisme de propagande *l'Office of Public Diplomacy for Latin America and the Caribbean* durant la guerre des Contras au Nicaragua, a été nommé assistant secrétaire d'État aux affaires de l'hémisphère ouest. Ce fervent opposant à Fidel Castro était en poste durant le coup d'État manqué d'avril 2002 au Venezuela. Une autre personne importante qui a été nommée est Roger Noriega, comme ambassadeur américain à l'OÉA. Noriega est un ancien employé du sénateur Jesse Helms, lequel a supporté inconditionnellement les dictatures militaires de droite qui ont essaimé l'Amérique latine durant la Guerre froide. Le président Bush a aussi nommé John Negroponte comme ambassadeur à l'ONU. Celui-ci a eu un rôle très controversé dans les conflits centraméricains alors qu'il était ambassadeur au Honduras de 1981 à 1985, en ayant ignoré les violations des droits de l'homme des militaires honduriens et en ayant été impliqué dans la tentative de renversement du gouvernement sandiniste au Nicaragua. De telles nominations ne favorisaient pas d'emblée les relations États-Unis/Amérique latine²²⁶. L'accent mis sur la « guerre contre le terrorisme » et la position officielle des États-Unis envers les pays que Washington considère comme faisant partie de l'« axe du mal » latino-américain sont des éléments qui ont aussi nui à l'influence américaine sur le continent. Cet « axe du mal », que nous devons à Otto Reich, était d'abord constitué par Cuba et le Venezuela, dirigés par les « deux terribles »

²²⁴ Jorge G. Castañeda, « Morning in Latin America », *Foreign Affairs* 87 (sept.-oct., 2008).

²²⁵ Walt Vanderbush, « The Bush Administration Record in Latin America : Sins of Omission and Commission », *New Political Science* 31 (septembre 2009).

²²⁶ *Ibid.*, 341.

(« Terrible Two »)²²⁷; il a ensuite été en quelque sorte agrandi pour inclure la Bolivie (Evo Morales) et l'Équateur (Rafael Correa)²²⁸ : « The Bush administration pursued policies intended to remove, or at least weaken, all of these leaders that make up the Latin American “axis of evil” »²²⁹. Ainsi, selon Vanderbush, la détérioration des relations États-Unis/Amérique latine et le déclin de l'influence des États-Unis sont liés en partie aux mesures politiques prises relativement à certains pays, soit Cuba, le Venezuela et la Bolivie²³⁰.

Perception négative des États-Unis

Suite aux attentats du 11 septembre 2001, on a observé une détérioration considérable de la perception des élites et dirigeants latino-américains à l'égard des États-Unis. En novembre 2003, un sondage de *Zogby International* mené auprès de l'élite dirigeante dans six pays latino-américains a montré que 87% des répondants avaient une opinion négative de la politique étrangère du président Bush. En guise de bilan, Jorge Castañeda affirme que George W. Bush a été le président américain le plus impopulaire en Amérique latine dans l'histoire récente²³¹. Pourtant, tout de suite après les attentats, les États latino-américains ont tous (même Cuba, dans une moindre mesure) exprimé leur solidarité à Washington et au peuple américain. C'est en raison de l'attitude unilatéraliste des États-Unis et de la mise sur pied de la doctrine Bush sur la scène internationale que les pays d'Amérique latine ont rapidement douté des véritables intentions de l'administration Bush : « An unvarnished sense of superiority, displayed proudly on the regional and global stage, has revived the resentment and distrust of Latin Americans toward the United States »²³². En effet, le document américain de stratégie de sécurité nationale de 2002, qui a implanté le principe d'attaques préventives, a

²²⁷ Otto J. Reich, « Latin America's Terrible Two », *National Review* (11 avril 2005).

²²⁸ Democracy Now!, « "Welcome to the Axis of Evil"—Bolivian President Evo Morales to Paraguayan President-Elect Fernando Lugo », transcription d'une entrevue dirigée par J. Gonzalez avec Evo Morales (24 avril 2008), en ligne : http://www.democracynow.org/2008/4/24/welcome_to_the_axis_of_evil (page consultée le 9 mai 2011).

²²⁹ Walt Vanderbush, *op.cit.*, 359.

²³⁰ *Ibid.*

²³¹ Jorge G. Castañeda, *op.cit.*

²³² Michael Shifter, « The US and Latin America Through the Lens of Empire », *Current History* 103 (février 2004), 61.

particulièrement touché une corde sensible chez les dirigeants latino-américains. En effet, la doctrine Bush implique un profond mépris du droit international et elle a également soulevé le spectre d'éventuelles interventions militaires américaines dans la région, utilisant la guerre contre le terrorisme comme justification²³³. Ainsi, en réaction à cette doctrine, les États latino-américains ont massivement refusé de participer à la guerre d'Irak, une guerre qu'ils ont également dénoncé. Seuls quelques pays de la région se sont joints à la coalition de bonne volonté mise sur pied par l'administration Bush : la Colombie, le Honduras, le Salvador, la République dominicaine et le Nicaragua²³⁴. L'administration Bush a donc souffert d'une perte considérable de crédibilité, d'attractivité et de *soft power* dans la région. D'autant plus que l'intervention (illégal) en Irak, ainsi que le viol des droits des prisonniers et l'utilisation de la torture à Abu Ghraib et à la base de Guantanamo ont accentué la vision négative déjà très présente en Amérique latine²³⁵.

La vague de gouvernements de gauche

Une autre conséquence très importante de l'après 11 septembre a été que le gouvernement américain s'est désintéressé de la crise économique qui a sévi au cône sud : « The international antiterrorist campaign further led to a disengagement from the economic troubles brewing in Argentina, Uruguay, and Brazil. »²³⁶ Ainsi les États-Unis ont démontré une incroyable passivité et indifférence face à la détérioration de la situation économique en Argentine, en 2001. En fait, l'administration Bush s'est publiquement interrogée sur la pertinence d'utiliser le FMI comme bouée de sauvetage pour un « régime capricieux » comme l'Argentine et elle a remis en cause l'utilisation de l'argent des contribuables américains pour lui venir en aide²³⁷. Éventuellement, les États-Unis ont voté, en 2003, en faveur d'un prêt du FMI d'environ 3 milliards de dollars à l'Argentine et ils ont également participé à un programme d'aide du FMI au

²³³ *Ibid.*, 64.

²³⁴ LAWR, « Sending troops to help US in Iraq », *Latin American Weekly Report* (8 juillet 2003).

²³⁵ Roberto Russell, *op.cit.*, 52.

²³⁶ Jorge Castañeda, *op.cit.*

²³⁷ Pamela K. Starr, « Argentina : Anatomy of a Crisis Foretold », *Current History* 102 (février 2003), 70.

Brésil²³⁸. Toutefois, le gouvernement américain n'a pas offert à l'Argentine l'aide politique qui aurait pu permettre de rétablir la confiance des investisseurs internationaux²³⁹. L'indifférence manifeste de l'administration Bush par rapport à la crise économique qui a frappé le Cône sud pouvait sembler hypocrite, car cette position ne semblait s'appliquer qu'à l'Amérique du sud : « Washington continued to provide financial assistance to other countries on the brink of financial chaos, such as Turkey. »²⁴⁰ Aussi, le fait de traiter la crise économique uniquement comme un problème fiscal généré par des politiques nationales irresponsables (alors que ces politiques – mal implantées certes – sont issues du *Consensus de Washington* et du processus de réformes structurelles déclenché suite à la crise de la dette de 1982²⁴¹) a démontré que les États-Unis ne semblaient pas considérer ou anticiper les implications politiques éventuelles de l'effondrement de l'Argentine. Pourtant, l'administration Bush aurait dû porter une plus grande attention à l'Amérique latine en cette période de crise économique, car il était évident que les réformes structurelles mises sur pied depuis le milieu des années 80 n'ont pas engendré les résultats désirés :

The negative impact of neo-liberalism on growth, inequality and poverty was particularly evident in those countries which, as a result of being exceptionally hard hit by the 1982 debt crisis, had adopted shock therapy as part of structural adjustment programs promoted by multilateral financial agencies.²⁴²

Ainsi, puisque les réformes d'ajustement structurel n'ont pas produit les effets escomptés, cela a non seulement discrédité le *Consensus de Washington* et nui au *soft power* américain, mais cela a également encouragé l'avènement de positions politiques anti-néolibérales²⁴³.

²³⁸ Michael Shifter, *op.cit.*, 64.

²³⁹ Omar G. Encarnación, *op.cit.*

²⁴⁰ *Idem.*

²⁴¹ Précisément, les programmes d'ajustements structurels consistaient en ces mesures : abolition des barrières douanières; libéralisation des investissements directs étrangers; libéralisation du commerce; libéralisation des marchés financiers; discipline budgétaire; retrait de l'État; privatisations; déréglementation. Voir : Georges. Couffignal, « L'Amérique latine vire-t-elle à gauche? », *Politique Internationale* 111 (printemps 2006) : 51-80.

²⁴² César Rodríguez-Garavito, Patrick Barrett et Daniel Chavez, dir., *The New Latin American Left – Utopia Reborn* (London : Pluto Press, 2008), 9.

²⁴³ Jorge Castañeda, *op.cit.*

C'est dans ce contexte que l'Amérique latine (surtout l'Amérique du sud) a connu, durant la période qui nous intéresse, une vague de gouvernements de gauche. En effet, une dizaine de ceux-ci ont pris le pouvoir entre 1999 et 2010²⁴⁴. Évidemment, il y a de nombreux facteurs expliquant l'arrivée de cette nouvelle gauche sur la scène politique durant cette période, tout comme il y a différents types de gauche, et l'objet de notre recherche ne nécessite aucunement d'en faire une analyse détaillée. Toutefois, il importe de mentionner qu'il y a un élément permettant d'unifier cette gauche latino-américaine plurielle et hétérogène; selon John D. French, cette gauche se définit par ses positions anti-néolibérales²⁴⁵. Plus généralement, on peut dire que l'émergence de gouvernements de gauche s'est produite alors qu'il y avait une convergence régionale entre certaines croyances idéologiques et un épuisement du *Consensus de Washington*, ce qui a en quelque sorte discrédité les prescriptions économiques du gouvernement américain : « Social groups have mobilized across Latin America to oppose neoliberal economic policies that have exacerbated poverty and inequality [...] and the US is closely associated with those [neoliberal] practices and ideas. »²⁴⁶

Certains gouvernements issus de cette vague de nouvelle gauche ont été de fervents détracteurs des États-Unis, en général, et de l'administration Bush, en particulier, le principal étant celui d'Hugo Chávez : « Chavez is the most vocal and visible symbol of a rising tide of anti-American sentiment in Latin America. »²⁴⁷ Le président Chávez, depuis son arrivée au pouvoir, démontre une capacité étonnante, comme le décrit Jorge Castañeda, à entretenir le plus de conflits possibles avec Washington²⁴⁸. Le discours nationaliste et populiste de Chávez, ainsi que ses décisions politiques, démontrent qu'il revendique une politique étrangère indépendante pour le

²⁴⁴ Hugo Chávez (au Venezuela, de 1999 à ce jour), Luiz Inácio Lula da Silva (au Brésil, de 2003 à 2010), Michelle Bachelet (au Chili, de 2006 à 2010), Nestor et Christina Kirchner (en Argentine, de 2003 à ce jour), Tabaré Vázquez (en Uruguay, de 2005 à 2010), Fernando Lugo (au Paraguay, de 2008 à ce jour), Evo Morales (en Bolivie, de 2005 à ce jour), Rafael Correa (en Équateur, de 2007 à ce jour), Daniel Ortega (au Nicaragua, de 2007 à ce jour), Mauricio Funes (au Salvador, de 2009 à ce jour).

²⁴⁵ John D French, *Understanding the Politics of Latin America's Plural Lefts (Chávez/Lula)*, en ligne. : <http://kellogg.nd.edu/publications/workingpapers/WPS/355.pdf> (document consulté le 22 mars 2009).

²⁴⁶ Walt Vanderbush, *op.cit.*, 340.

²⁴⁷ Kevin Sullivan, « Chavez Casts Himself as the Anti-Bush », *The Washington Post* (15 mars 2005).

²⁴⁸ Jorge Castañeda, « Latin America's Left Turn », *Foreign Affairs* 85 (mai-juin 2006), 28-43.

Venezuela et qu'il cherche à diminuer le pouvoir et le contrôle américain en Amérique latine²⁴⁹. En fait, Hugo Chávez a continuellement défié l'administration Bush, en critiquant le néolibéralisme et l'impérialisme américain, en menaçant d'utiliser le pétrole pour lutter contre la puissance américaine, en achetant de l'armement à la Russie, en tissant des liens diplomatiques avec la Lybie et l'Iran, en supportant le régime communiste de Cuba et en créant un réseau télévisuel d'informations continentales qui attise le sentiment anti-américain (Telesur). Il a également expulsé de son territoire l'ambassadeur américain, fin 2008. Le Venezuela n'est pas le seul pays à défier ouvertement Washington. Pour ne nommer que quelques exemples, l'Équateur, sous Rafael Correa, a décidé de ne pas renouveler une entente qui permettait aux États-Unis d'utiliser la base militaire de Manta, forçant ainsi le départ complet des troupes américaines en juillet 2009²⁵⁰. Aussi, la Bolivie d'Evo Morales a expulsé l'ambassadeur américain (septembre 2008) et a ordonné à la *Drug Enforcement Administration* de mettre fin à ses opérations sur le territoire bolivien (janvier 2009)²⁵¹. Ces gestes démontrent bien que certains gouvernements latino-américains issus de la vague de nouvelle gauche veulent prendre leur distance avec Washington, particulièrement pendant l'administration Bush, alors que les grandes différences idéologiques n'ont pas favorisé l'établissement de relations politiques positives : « Bush, one of the most right-wing presidents in recent US history, had to confront an assortment of left-wing regimes across Latin America which do not see eye-to-eye with Washington on many issues. »²⁵²

La Chine en Amérique latine

En parallèle, durant la période qui nous intéresse, on a remarqué la présence accrue d'acteurs internationaux étrangers rivaux, voire même ennemis, sur la scène politique et économique en sol latino-américain. On pense notamment à la Chine. Selon

²⁴⁹ Walt Vanderbush, *op.cit.*, 343.

²⁵⁰ Sylvain Biville, « Les États-Unis se retirent de Manta, dernière base américaine en Amérique du Sud », *RFI* (17 juillet 2009), en ligne : http://www.rfi.fr/actufr/articles/115/article_82802.asp (page consultée le 5 mai 2011).

²⁵¹ Chris Kraul, « DEA presence ends in Bolivia », *Los Angeles Times* (30 janvier 2009), en ligne : <http://articles.latimes.com/2009/jan/30/world/fg-bolivia-dea30> (page consultée le 5 mai 2011).

²⁵² Omar G. Encarnación, *op.cit.*

Gazibo et Chantal, freiner l'avancée de la Chine en Amérique latine pourrait constituer « le principal défi à la doctrine Monroe qui proclamait : l'Amérique aux Américains. »²⁵³ L'affirmation est un peu forte, du fait notamment que la doctrine Monroe a été enterrée après la fin de la Guerre froide, alors que les États-Unis se trouvèrent sans adversaire extérieur à combattre en Amérique latine²⁵⁴; mais elle n'est pas dénuée de fondement intuitif, puisque dans l'après 11 septembre, on remarque chez les dirigeants américains une volonté de réaffirmation de l'hégémonie des États-Unis sur l'hémisphère occidental²⁵⁵. Toutefois, comme le souligne un rapport du *Council on Foreign Relations*, les principes directeurs de la doctrine Monroe sont aujourd'hui obsolètes : « U.S. policy can no longer be based on the assumption that the United States is the most important outside actor in Latin America. »²⁵⁶ En ce sens, Gazibo et Chantal ont raison de souligner que l'importance croissante de Pékin comme acteur en Amérique latine a de quoi inquiéter Washington, surtout dans cette période d'élections de gouvernements de gauche, lesquels, comme nous l'avons souligné, en voulant prendre leur distance avec Washington, échappent progressivement à son contrôle²⁵⁷. Cette importance de la Chine se remarque surtout au niveau économique. Par exemple, en 2007, le commerce entre la Chine et l'Amérique latine atteignait 102 milliards de dollars, 12 fois ce qu'il était en 1995 (8,4 milliards de dollars)²⁵⁸. L'Amérique latine est une source d'énergie, de matières minérales et de produits alimentaires pour le géant chinois : la Chine achète surtout du soja et du fer au Brésil, du cuivre au Chili, de l'étain à la Bolivie, du nickel à Cuba et du pétrole au Venezuela. Mais, aux yeux de Pékin, l'Amérique latine ne semble pas que comporter un intérêt économique; à la veille d'une tournée latino-américaine du président Hu Jintao en novembre 2008, le gouvernement chinois a publié un document officiel sur les objectifs du pays envers l'Amérique latine et les Caraïbes, qui contient l'évocation d'un accroissement de la coopération en matière

²⁵³ Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, *op.cit.*, 157-58.

²⁵⁴ Daniel P. Erikson, « Requiem for the Monroe Doctrine », *Current History* 107 (février 2008), 58.

²⁵⁵ Jorge Castañeda, « The Forgotten Relationship ».

²⁵⁶ Shannon K. O'Neil, dir. *U.S.-Latin America Relations: A New Direction for a New Reality – Independent Task Force Report No. 60* (New York : Council on Foreign Relations, 2008), 5.

²⁵⁷ Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, *op.cit.*, 159-160.

²⁵⁸ Jean-Michel Caroit, « Pékin resserre ses liens avec les économies latino-américaines », *Le Monde* (19 novembre 2008), 6.

de défense et de sécurité²⁵⁹. Ainsi, l'influence croissante de la Chine en Amérique latine a encouragé certains responsables politiques américains et membres du Congrès à percevoir la Chine comme le défi le plus important pour les intérêts économiques et sécuritaires américains dans la région depuis la fin de la guerre froide²⁶⁰.

L'arrivée d'Obama

Durant la période des mandats présidentiels de George W. Bush, l'influence américaine en Amérique latine n'a cessé de diminuer²⁶¹ et le contexte continental, comme nous venons de voir, n'a pas favorisé l'établissement de relations politiques positives. Il était donc permis d'espérer, durant la présidence de Barack Obama, une amélioration significative des relations États-Unis / Amérique latine. D'autant plus qu'Obama, pendant la campagne électorale de 2008, faisait preuve de lucidité par rapport au bilan de la politique régionale de l'administration Bush :

Since the Bush Administration launched a misguided war in Iraq, its policy in the Americas has been negligent toward our friends, ineffective with our adversaries, [...] The situation has changed in the Americas, but we've failed to change with it. Instead of engaging the people of the region, we've acted as if we can still dictate terms unilaterally. [...] It's time to turn the page on the arrogance in Washington and the anti-Americanism across the region that stands in the way of progress.²⁶²

La promesse du président Obama de fermer la prison de Guantánamo (une promesse qui ne sera pas remplie de sitôt²⁶³) a été un signal très positif pour la région. L'image des États-Unis en Amérique latine s'est d'ailleurs considérablement améliorée, comme le révèle le sondage annuel *Latinobarómetro*. Selon ce sondage, de 2008 à 2009 le pourcentage de gens ayant une opinion favorable des États-Unis est passé de 58 à 74, ce

²⁵⁹ *Idem*.

²⁶⁰ Daniel P. Erikson, *op.cit.*, 62.

²⁶¹ Walt Vanderbush, *op.cit.*.

²⁶² Barack Obama, « Renewing U.S. Leadership in the Americas – Remarks of Senator Barack Obama », *Chicago Suntimes* (23 mai 2008), en ligne : http://blogs.suntimes.com/sweet/2008/05/obama_latin_america_speech_in.html (consulté le 21 mai 2011).

²⁶³ Peter Finn et Anne E. Kornblut, « Guantanamo Bay: Why Obama hasn't fulfilled his promise to close the facility », *Washington Post* (23 avril 2011), en ligne : http://www.washingtonpost.com/world/guantanamo_bay_how_the_white_house_lost_the_fight_to_close_it/2011/04/14/AFtxR5XE_story.html?nav=emailpage (page consultée le 21 mai 2011).

qui ne peut qu'être favorable à l'établissement de relations positives entre les États-Unis et l'Amérique latine : « Improvement in America's image [...] is an essential step toward repairing the damage of preceding years and rebuilding trust in US foreign policy. »²⁶⁴ Toutefois, l'absence d'implication soutenue dans la région pendant la première année de l'administration Obama (notamment en raison de la crise économique, de la réforme du système de santé et de la réorientation militaire en Afghanistan) et la position des États-Unis dans le dossier cubain, dans la crise politique au Honduras et dans le dossier des bases militaires en Colombie ont eu de quoi déconcerter les Latino-américains²⁶⁵. Ainsi, en dépit du charisme personnel du président américain et de ses promesses d'un partenariat constructif, les relations États-Unis/Amérique latine ont connu relativement peu d'amélioration, et la question de l'implication croissante de l'Iran dans la région est venue aggraver davantage l'environnement politique²⁶⁶. À ce sujet, Hilary Clinton, la secrétaire d'État de l'administration Obama a beau avoir dénoncé en mai 2009 la stratégie de l'administration Bush d'isoler certains leaders latino-américains qui auraient mis sur pied des relations avec l'Iran (ainsi qu'avec la Chine et la Russie)²⁶⁷, cela n'a pas empêché le président iranien Mahmoud Ahmadinejad d'aller en visite officielle, en novembre 2009, au Venezuela, en Bolivie et, surtout, au Brésil. De plus, les mises en garde d'Hilary Clinton lancées en décembre 2009 aux pays développant des relations avec l'Iran (« I think if people want to flirt with Iran, they should take a look at what the consequences might well be for them. ») ne semblent pas avoir eu d'effet, comme l'illustre le refus du Brésil d'appuyer des sanctions contre l'Iran²⁶⁸. Ceci démontre bien la perte d'influence des États-Unis en Amérique latine.

En conclusion, on peut affirmer que les États-Unis ne peuvent plus compter sur l'indéfectible appui des pays d'Amérique latine et son influence auprès de ces derniers a

²⁶⁴ Michael Shifter, « Obama and Latin America : New Beginnings, Old Frictions », *Current History* 109 (février 2010), 68.

²⁶⁵ *Idem.*

²⁶⁶ *Idem.*

²⁶⁷ Charley Keyes, « Clinton warns of Iranian, Chinese gains in Latin America », *CNN* (1 mai 2009), en ligne : http://articles.cnn.com/2009-05-01/politics/clinton.latin.america_1_gains-in-latin-america-state-hillary-clinton-iranian?_s=PM:POLITICS (page consultée le 22 mai 2011).

²⁶⁸ BBC, « Brazil rebuffs US pressure for Iran sanctions », *BBC News* (3 mars 2010), en ligne : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/8547150.stm> (page consultée le 22 mai 2011).

été fortement entamée par les années d'administration Bush. L'état des relations États-Unis / Amérique latine est dû, d'une part, à une certaine négligence de la part du gouvernement américain, davantage préoccupé par ses guerres en Irak et en Afghanistan et par le terrorisme international. Mais il est également dû aux actions qui ont été prises par l'administration Bush ainsi qu'à l'opposition croissante de certains gouvernements latino-américains²⁶⁹, notamment issus de la vague de nouvelle gauche. Ainsi, l'Amérique latine est encore une région d'importance, bien que non prioritaire, aux yeux des États-Unis, surtout aux niveaux économique et sécuritaire. Et la perte d'influence de l'administration Bush s'est reflétée dans ces deux domaines : « Just as the failure of the FTAA [Free Trade Area of the Americas] negotiations in 2005 reflected a distrust of U.S. economic prescriptions, Washington's failure to impose the "War on Terror" paradigm reflects distrust in a geostrategic sense. »²⁷⁰ Un rapport du *Council on Foreign Relations* résume bien la situation des relations continentales : « If there was an era of U.S. hegemony in Latin America, it is over. »²⁷¹ L'époque de la doctrine Monroe est donc, sans conteste, terminée : « the era when the United States could treat Latin America and the Caribbean as its backyard [...] is receding ever faster into history. »²⁷² Toutefois, nous devons retenir que les États-Unis demeurent (et demeureront longtemps encore) l'acteur externe le plus important pour tous les pays d'Amérique latine²⁷³ : « The United States will be an important interlocutor for the countries of Latin America and the Caribbean as long as it remains the world's largest economy, its mightiest military power, the single most influential participant in multiple institutions and the source of abundant "soft power". »²⁷⁴ Néanmoins, les États-Unis ont beau être l'État le plus important de l'hémisphère, il n'en demeure pas moins qu'ils n'ont plus le pouvoir de contrôler ce que les pays d'Amérique latine (surtout d'Amérique du sud) accomplissent ou veulent accomplir.

²⁶⁹ Walt Vanderbush, *op.cit.*.

²⁷⁰ R. Guy Emerson, *op.cit.*, 53.

²⁷¹ Shannon K. O'Neil, dir. *op.cit.*, 5.

²⁷² Daniel P. Erikson, *op.cit.*, 64.

²⁷³ Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, « Modelos de política exterior y opciones estratégicas : El caso de América Latina frente a Estados Unidos », *Revista d'afers internacionals* 85-86 (mai, 2009), 215.

²⁷⁴ Abraham F. Lowenthal, « From Regional Hegemony to Complex Bilateral Relations : The United States and Latin America in Early 21st Century », *Nueva Sociedad* 206 (novembre-décembre 2006), en ligne : http://www.nuso.org/upload/articulos/3395_2.pdf (document consulté le 16 septembre 2010).

2.2.2 Évaluation du niveau d'autonomie du Brésil

Pour la période qui nous intéresse, on peut affirmer que le contexte continental (les relations États-Unis / Amérique latine) a déterminé en partie le niveau d'autonomie des pays d'Amérique latine en général, et celui du Brésil en particulier. Comme le souligne Daniel P. Erikson, la négligence de l'administration Bush à l'endroit de l'Amérique latine a engendré chez beaucoup de pays latino-américains un mouvement en direction d'une plus grande indépendance politique : « virtually every country in Latin America and the Caribbean has responded by forging its own path, showing ever less regard for US preferences. »²⁷⁵ Ainsi, le fait que les États-Unis aient été particulièrement préoccupés à l'extérieur de l'hémisphère occidental a non seulement offert aux pays d'Amérique latine la possibilité et l'autonomie nécessaire pour mettre en place des politiques en accord avec leurs intérêts, mais il a aussi permis de diminuer la crainte de représailles américaines même quand ces intérêts étaient en contradiction avec les objectifs des États-Unis²⁷⁶. Prenons l'exemple du Venezuela où Hugo Chávez a, depuis 2001, sollicité des relations avec les pays qui lui paraissent les plus hostiles aux États-Unis. On peut penser à Cuba, avec qui un complexe réseau d'échanges commerciaux et de services a été développé²⁷⁷ ; à la Russie, qui a vendu en 2006 pour 3 milliards de dollars de matériel militaire (dont 100 000 fusils d'assaut *kalachnikov*) au gouvernement de Chávez ; à l'Iran, avec qui un intense effort de relations bilatérales a été enclenché depuis l'arrivée d'Ahmadinejad à la présidence de la puissance perse²⁷⁸ ; et à la Chine, avec qui le Venezuela a signé en septembre 2009 une entente de 16 milliards de dollars US d'investissements en exploration pétrolière, afin d'augmenter la production vénézuélienne et de réduire sa dépendance au marché américain²⁷⁹. Le Venezuela est le cas le plus emblématique de cette tendance vers une plus grande

²⁷⁵ Daniel P. Erikson, *op.cit.*, 60.

²⁷⁶ R. Guy Emerson, *op.cit.*, 37.

²⁷⁷ Max Azicri, « The Castro-Chávez Alliance », *Latin American Perspectives* 36 (janvier 2009), 99-110.

²⁷⁸ Elodie Brun, « Iran's Place in Venezuelan Foreign Policy », dans Cynthia Arnson, Haleh Esfandiari et Adam Stubits, dir., *Iran in Latin America : Threat or "Axis of Annoyance"?* (Woodrow Wilson Center Reports on the Americas # 23, 2008), 35-49.

²⁷⁹ Will Grant, « China in huge Venezuela oil deal », *BBC News* (17 septembre 2009), en ligne : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/8260200.stm> (page consultée le 25 mai 2011).

indépendance politique, mais la plupart des pays d'Amérique latine ont profité du contexte continental post-11 septembre 2001. En effet, selon Russell et Calle, le fait que les États-Unis ont délaissé quelque peu l'Amérique latine (ou, selon leurs termes, qu'ils ont plutôt été apathiques envers l'Amérique latine) a permis à certains pays d'agir avec de plus grandes marges d'autonomie vis-à-vis de la puissance américaine.²⁸⁰ Le Brésil ne fait pas exception, lui qui a été en mesure, notamment grâce au contexte continental, de mettre en place une politique étrangère en concordance avec ses intérêts, sans s'aligner aux préférences de Washington. Comme le souligne Andrew Hurrell, les États-Unis ont pris le continent latino-américain pour acquis et cela a grandement influencé l'espace d'autonomie du Brésil : « It has been able to take the region for granted and, for long periods, to avoid having a regional policy at all (as has arguably been the case since 2001). It is this fact that [...] provides Brazil with some capacity to develop a relatively autonomous regional role. »²⁸¹

En plus de la négligence des États-Unis envers l'Amérique latine, on a vu que la politique régionale de l'administration Bush a également nuit à la réputation et au pouvoir de Washington. Walt Vanderbush croit d'ailleurs que l'implication (non officielle et non confirmée) des États-Unis dans le coup d'État manqué de 2002 au Venezuela a marqué un point tournant dans le processus d'augmentation de l'autonomie de la gauche latino-américaine, en parallèle au déclin de l'influence américaine dans la région²⁸². En effet, les déclarations de l'administration Bush suite au déclenchement du coup d'État qui a duré 48 heures ont contrasté avec la position des autres nations du continent, qui ont toutes condamné le renversement d'un gouvernement élu. Ainsi, la crédibilité du gouvernement américain a été endommagée, non seulement en regard à son engagement envers la démocratie et les droits de l'homme, mais aussi en tant que membre de l'OÉA, dont la charte condamne officiellement le renversement de gouvernement élu²⁸³. Le déclin du *soft power* américain sur les scènes internationale et

²⁸⁰ Roberto Russell et Fabián Calle, *op.cit.*, 32.

²⁸¹ A. Hurrell, *op.cit.*, 9.

²⁸² Walt Vanderbush, *op.cit.*, 344.

²⁸³ Christopher Marquis, « Bush Officials Met With Venezuelans Who Ousted Leader », *New York Times* (16 avril 2002), en ligne : <http://www.nytimes.com/2002/04/16/world/bush-officials-met-with-venezuelans-who-ousted-leader.html> (page consultée le 30 mai 2011).

régionale, ainsi que le discrédit de ses prescriptions sécuritaire (« War on Terror ») et économiques (*Consensus de Washington* et ZLÉA) sont autant de facteurs qui ont constitué un environnement politique favorable à une plus grande autonomie de certains gouvernements latino-américains, dont une part importante étaient issus de la vague de gauche²⁸⁴.

Il importe de souligner que ce sont surtout les pays d'Amérique du sud qui ont bénéficié d'une croissance de leur autonomie en politique étrangère. Comme le souligne Daniel Erikson, la propension à l'indépendance des États latino-américains vis-à-vis des États-Unis a été surtout (mais pas uniquement) remarquable en Amérique du Sud²⁸⁵. Cela s'explique en partie par la situation géographique des États : exemple à l'appui, Russell et Calle soutiennent que sur les 101 interventions militaires américaines (de 1798 à 2007), seules 12 ont eu lieu en Amérique du sud, si on exclut la Colombie qui a été victime de 9 interventions durant cette période²⁸⁶. Donc, d'après eux, la proximité géographique influence beaucoup le niveau d'autonomie des pays d'Amérique latine. Mais il faut considérer que la distance d'un État par rapport aux États-Unis est une variable constante et fixe. Le Brésil, de par sa situation géographique, jouit donc naturellement d'un niveau d'autonomie supérieur à la plupart des autres pays d'Amérique latine. Conséquemment, puisque le contexte continental a favorisé une augmentation de l'autonomie politique des pays d'Amérique latine, on peut dire que la situation géographique du Brésil a été un atout additionnel lui offrant une autonomie politique substantielle par rapport aux États-Unis.

Toujours selon Russell et Calle, un élément qui attire beaucoup l'attention des États-Unis et qui, conséquemment, peut diminuer l'autonomie des États latino-américains est la présence de situations de turbulence; ces situations encouragent les États-Unis à intervenir et à exercer sa puissance lorsqu'il y a des risques à sa sécurité. Durant la période qui nous intéresse, les principaux enjeux sécuritaires (ou situations de turbulence) étaient, comme nous l'avons souligné précédemment, le narcoterrorisme (ou

²⁸⁴ R. Guy Emerson, *op.cit.*, 55.

²⁸⁵ Daniel P. Erikson, *op.cit.*, 61.

²⁸⁶ Roberto Russell et Fabián Calle, *op.cit.*, 34.

narcotrafic), les migrations, le populisme radical, la sécurisation de l'approvisionnement en énergie et les zones non ou mal-gouvernées. Ainsi, une région particulièrement importante, du point de vue sécuritaire, pour les États-Unis est constituée, prioritairement, par le Venezuela et la Colombie et, ensuite, par la Bolivie, le Pérou, l'Équateur et le nord-ouest du Brésil. Une part importante de cette région fait partie de ces zones non ou mal-gouvernées et constitue un territoire favorable au développement de groupes considérés narcoterroristes par Washington. Au motif officiel de vouloir lutter contre le narcotrafic, Bogotá et Washington ont signé un accord le 30 octobre 2009, mettant ainsi à la disposition des États-Unis sept bases militaires sur le territoire colombien. Cette entente vient réduire encore davantage (en plus du Plan Colombie et du Plan Patriota) l'autonomie de la Colombie dans ces enjeux sécuritaires. Le Brésil, de par sa distance et son faible niveau de turbulence, dispose certainement d'une plus grande autonomie par rapport aux États-Unis que la Colombie dans sa propre gestion des problèmes de sécurité. Mais le pays doit rester vigilant, car une aggravation des situations de turbulence et un déplacement de la question du narcotrafic vers l'amazone brésilien, un territoire mal gouverné, pourrait entraîner une intervention directe de Washington, bien qu'il soit difficile d'imaginer que cette intervention puisse se manifester de façon unilatérale et coercitive²⁸⁷. En fait, depuis février 1991, date où un groupe relié aux FARC s'est attaqué à un détachement militaire brésilien, le déplacement de la question régionale du narcotrafic vers le territoire brésilien est devenu un enjeu prioritaire pour les forces armées brésiliennes²⁸⁸. Pour lutter contre le narcotrafic et pour demeurer autonome dans sa gestion de cet enjeu sécuritaire, l'armée brésilienne a donc progressivement augmenté sa présence militaire en Amazonie (le nombre de soldats stationnés dans la région est passé de 6 000 en 1990 à 26 000 en 2006, répartis dans 62 endroits différents) et mis en place le *Système de surveillance de l'Amazonie* (« Sistema de Vigilância da Amazônia ») : « Considering the enormous distances involved and the aggressiveness of the environment, Brazil is evidencing enormous progress in establishing order in its border areas. »²⁸⁹ Récemment, les cartels

²⁸⁷ Daniel P. Erikson, *op.cit.*, 60.

²⁸⁸ Alvaro de Souza Pinheiro, « Narcoterrorism in Latin America: A Brazilian Perspective », *JSOU Report 06-4* (Florida : Joint Special Operations University, 2006), 47-48.

²⁸⁹ *Ibid.*, 56.

de trafic de drogue ont commencé à opérer plus ouvertement dans le pays : conséquemment, en mars 2008, l'armée brésilienne a brûlé un total d'environ 7 000 cultures de coca à Tabatinga, dans l'État d'Amazonas, où a également été trouvé un laboratoire permettant la production de cocaïne²⁹⁰. Dans le cadre d'un programme de modernisation de ses forces armées, le gouvernement brésilien prévoit, pour défendre sa souveraineté, faire l'acquisition de radars M-60 et M-300 et construire 28 nouvelles bases militaires sur la frontière brésilienne en Amazonie²⁹¹. Toutes ces mesures tendent à démontrer à Washington (et aux États voisins) que le Brésil est apte à gérer par lui-même ses différents problèmes de sécurité. Autrement dit, l'augmentation de la présence de l'armée brésilienne en Amazonie a pour objectif de s'assurer que les États-Unis ne cherchent pas à intervenir ou à s'imposer au Brésil pour des questions sécuritaires. La capacité du Brésil à sécuriser son territoire lui permet ainsi de conserver son autonomie par rapport aux États-Unis.

En conclusion, on peut dire que le contexte continental qui avait cours durant la période qui nous intéresse dans ce mémoire (2000-2010, si on inclut les premières années de l'administration Bush) a favorisé une augmentation de l'autonomie des pays d'Amérique latine, en général (surtout d'Amérique du sud). Le Brésil en a donc aussi bénéficié, voyant son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis être bonifié. On peut ainsi affirmer que les relations États-Unis / Amérique latine ne sont plus uniquement déterminées en fonction des intérêts de Washington et que les États-Unis doivent dorénavant reconnaître l'autonomie politique croissante que possèdent les États latino-américains. Le rapport du *Council on Foreign Relations* souligne bien cette nouvelle réalité du contexte continental : « the factors driving Latin America's desire for greater independence are likely to shape the region's posture toward the United States well into the future. »²⁹²

²⁹⁰ Alex Sánchez, « The Brazilian Military Is Back, As It Fleshes Out Its Weaponry And Strategies », *Council on Hemispheric Affairs* (9 septembre 2008), en ligne : <http://www.coha.org/the-brazilian-military-is-back-as-it-fleshes-out-its-weaponry-and-strategies/> (page consultée le 28 mai 2011).

²⁹¹ LAWR, « Brazil : Lula under fire over fighter jets' purchase ».

²⁹² Shannon K. O'Neil, dir. Daniel P. Erikson, *op.cit.*, 7.

2.3 Synthèse du contexte pour l'action

En conclusion de ce chapitre, il semble important de faire un rappel des différents éléments présentés dans la démonstration de notre première hypothèse. Tout d'abord, revenons sur le contexte international pour l'action. Comme nous avons vu, le contexte international a été caractérisé, d'une part, par la politique étrangère de l'administration Bush. On a vu que l'administration Bush a fait preuve d'un unilatéralisme agressif dans sa politique étrangère, ce qui a entraîné une diminution de l'influence américaine sur la scène internationale et un déclin de son *soft power*. Le comportement des États-Unis a entraîné une réaction de la part de certaines grandes puissances et puissances intermédiaires régionales, lesquelles se sont mises à craindre les décisions de Washington et ont participé à des mesures d'équilibrage indirect (*soft balancing*). Ainsi, dans cette partie du travail, une analyse du contexte post-11 septembre a permis de bien comprendre l'environnement international dans lequel les actions des États prenaient place. Ce contexte a favorisé une augmentation significative du niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis. Car, tel qu'il a été expliqué dans la partie portant sur les relations États-Unis / Amérique latine, Washington a quelque peu négligé ses relations avec l'Amérique latine, en raison des priorités de politique étrangère de l'administration de Bush. Cet environnement international et continental a offert au Brésil un important espace d'autonomie par rapport aux États-Unis.

D'autre part, nous avons analysé le contexte d'émergence de nouvelles puissances sur la scène internationale, un contexte auquel le Brésil participe pleinement. Comme nous l'avons illustré, ce contexte engendre une multipolarisation du système international, et le Brésil est au cœur de ce processus de multipolarisation, alors que le Brésil augmente sa puissance relative et que les États-Unis voient leur puissance relative diminuer. Ainsi, on peut affirmer que l'autonomie du Brésil a, durant la période qui nous intéresse, connu une importante augmentation, car, comme l'expliquent Russell et Tokatlian, le niveau d'autonomie d'un État est fortement influencé par ses attributs de

puissance²⁹³. De plus, nous avons illustré la participation de ces puissances émergentes à différentes stratégies d'équilibrage indirect, notamment lors des négociations de l'OMC à Cancún (« entangling diplomacy ») et dans le cadre de la coalition de l'IBAS (« economic strengthening »). Nous avons souligné que ces mesures d'équilibrage indirect ont favorisé une augmentation du niveau d'autonomie du Brésil, tout en lui permettant de participer de façon effective aux institutions multilatérales internationales²⁹⁴.

En deuxième partie de ce chapitre, nous avons analysé le contexte continental dans lequel les actions du Brésil s'inscrivent. Comme nous venons de mentionner, le contexte international post-11 septembre a nécessairement influencé le contexte continental, c'est-à-dire les relations États-Unis / Amérique latine. En effet, puisque Washington était davantage impliqué dans d'autres régions du monde, cela a entraîné une certaine négligence de la puissance américaine envers l'Amérique latine; et la plupart des États latino-américains ont, par conséquent, eu tendance à profiter d'un plus grand espace d'autonomie par rapport aux États-Unis²⁹⁵. Comme nous l'avons démontré, le Brésil n'a pas fait exception et il a exploité ce contexte pour mettre en place une politique étrangère en fonction de ses intérêts nationaux, et ce sans forcément s'aligner aux préférences des États-Unis. De plus, dans l'analyse du contexte continental, nous avons vu que la politique régionale de l'administration Bush a profondément nuit à sa réputation et à son influence (« sins of commission »), d'autant plus qu'en pleine vague de gouvernements de gauche, les États latino-américains (surtout sud-américains) ont cherché à se distancer des prescriptions sécuritaires et économiques des États-Unis. Dans le domaine sécuritaire, nous avons démontré que le Brésil jouissait d'une certaine autonomie par rapport aux États-Unis, notamment en raison de la distance les séparant (la proximité d'un État par rapport aux États-Unis influence beaucoup son niveau d'autonomie) et de l'absence de situations de turbulence au Brésil (du point de vue de

²⁹³ Roberto Russell et Juan G. Tokatlian, *op.cit.*, 2.

²⁹⁴ D. Fletes et A. Habib, *op.cit.*, 140.

²⁹⁵ Roberto Russell et Fabián Calle, *op.cit.*, 32.

Washington, les risques sécuritaires provenant du Brésil sont minimes)²⁹⁶. De plus, le gouvernement Lula s'est assuré de démontrer à Washington que le Brésil est en mesure de gérer soi-même ses différents problèmes de sécurité. En somme, on peut dire qu'en fonction des différents éléments étudiés dans ce chapitre, le contexte pour l'action a certainement favorisé une augmentation de l'autonomie du Brésil.

²⁹⁶ Roberto Russell et Fabián Calle, *op.cit.*, 34.

Chapitre 3 : Les stratégies de politique étrangère du Brésil

Comme le démontrent Vigevani et Cepaluni, un élément clef de la politique étrangère brésilienne depuis le milieu des années 80 est la recherche d'autonomie par rapport aux États-Unis. Durant la période de l'administration de José Sarney, le Brésil aurait tenté de rompre avec la stratégie de l'autonomie par la distance, présente depuis la présidence de Getúlio Vargas, pour tenter de donner un nouveau visage à la politique étrangère du pays. Donc, vers la fin du mandat de Sarney, on commença à remarquer l'adoption d'une politique étrangère guidée par une stratégie d'autonomie par la participation (voir revue de la littérature), une stratégie qui sera davantage mise en évidence pendant l'administration de Fernando Henrique Cardoso. Vigevani et Cepaluni affirment que durant l'administration Lula la recherche d'autonomie passe par une stratégie de diversification des partenariats internationaux, une stratégie dont nous pouvons en entrevoir les fondements vers la fin de l'administration Cardoso²⁹⁷. Comme nous verrons dans cette partie du mémoire, sous la présidence de Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2010), le Brésil a diversifié ses partenariats internationaux. Mais, comme il fut mentionné précédemment, aux fins de ce travail d'analyse nous avons précisé et développé davantage la typologie de Vigevani et Cepaluni. Dans ce chapitre, nous allons étudier trois différentes stratégies mises en place durant l'administration Lula (2003-2010), soit l'horizontalisation de ses relations, la promotion de l'intégration régionale (et l'affirmation comme leader sud-américain) et une opposition ponctuelle aux États-Unis en regard à certains enjeux/événements internationaux. Ainsi, nous verrons que le Brésil sous Lula cherche à préserver une voix indépendante au sein de la communauté

²⁹⁷ Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *op.cit.*

internationale et un certain niveau de capacité à déterminer ses propres actions²⁹⁸; et nous vérifierons notre seconde hypothèse qui est que les stratégies de politique étrangère du Brésil ont permis d'accroître son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis.

3.1 Horizontalisation des relations

Durant l'administration Lula, le Brésil a beaucoup misé sur la création de relations politiques et économiques avec d'autres puissances émergentes (comme l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud) et sur la mise sur pied de partenariats avec des pays du Sud, afin d'augmenter son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis. Nous allons donc analyser en détail l'étendu de la coopération Sud-Sud (désignée comme « l'élément phare de la politique extérieure brésilienne du gouvernement Lula »²⁹⁹) et des relations sur l'axe horizontal, désignant cette stratégie comme une horizontalisation des relations du Brésil. Toutefois, il importera également de préciser que l'administration Lula n'a pas, malgré la réorientation de ses relations sur l'axe Sud-Sud, fermé les ponts avec les États-Unis. Celle-ci considère important de conserver une « relation mature » avec la puissance américaine³⁰⁰. Ainsi, nous verrons que le Brésil a cherché à développer des relations avec l'ensemble des continents, incluant des pays européens tels que la France. L'objectif de ce sous-chapitre n'est pas d'analyser de façon exhaustive l'ensemble des relations établies par le Brésil durant la période de Lula, mais bien de dresser un portrait représentatif de la stratégie de politique étrangère d'horizontalisation des relations.

Les alliances multilatérales

Pour transformer ses relations avec les puissances traditionnelles, en particulier les États-Unis, et pour s'assurer de défendre ses propres intérêts, l'administration Lula

²⁹⁸ Maria Regina Soares de Lima et Mônica Hirst, « Brazil as an intermediate state and regional power : action, choice and responsibilities », *International Affairs* 82 (no.1, 2006), 21.

²⁹⁹ Enrique Ventura, « La diplomatie Sud-Sud du Brésil : un discours solidaire au service d'une diplomatie d'influence », *Congrès CEISAL* (Toulouse, France : 2010), en ligne : http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/50/43/30/PDF/Enrique_Ventura.pdf (document consulté le 5 juin 2011).

³⁰⁰ Maria Regina Soares de Lima, « A política externa brasileira e os desafios da cooperação Sul-Sul », *Revista Brasileira de Política Internacional* 48 (no.1, 2005), 36.

croit en l'importance de créer des alliances politique, économique et technologique avec les États qui se trouvent en périphérie du système international³⁰¹. L'établissement de telles relations s'est fait de façon multilatérale ou bilatérale. Voyons tout d'abord les alliances multilatérales. Le Brésil a été, durant les mandats de Lula, particulièrement impliqué dans la mise sur pied d'alliances multilatérales, notamment l'IBAS et le BRIC, deux coalitions composées de grandes puissances régionales. L'IBAS est une coalition multilatérale très importante pour le Brésil dans le cadre de sa stratégie d'horizontalisation de ses relations. Cette alliance politique de puissances régionales démocratiques a pour principal objectif de développer la coopération entre les trois pays impliqués (Inde, Brésil, Afrique du Sud) dans plusieurs domaines : agriculture, défense, éducation, énergie, commerce et investissement, sciences et technologie, transports, etc.... L'IBAS permet aussi au Brésil (et aux deux autres pays participants) d'accroître son pouvoir de négociation, comme l'a démontré le sommet de Cancún (cycle de négociation de Doha à l'OMC) de 2003 où le pays a encouragé la mise sur pied du G-23 revendiquant l'élimination de l'approche protectionniste des États européens et des États-Unis dans certains secteurs commerciaux³⁰². Le BRIC, comme nous avons vu antérieurement, est encore aujourd'hui davantage un concept créé par Goldman Sachs qu'une véritable organisation internationale formelle. Toutefois, les pays membres de ce club sélect de puissances émergentes démontrent une ambition de s'entendre sur certains enjeux de la politique internationale, ainsi qu'une volonté de se réunir de façon régulière, comme en témoignent les sommets tenus annuellement depuis 2009. Pour le Brésil, sa présence au sein du BRIC lui est très profitable politiquement, lui permettant d'accroître son rôle de leader dans des questions telles que les changements climatiques, la sécurité alimentaire et le commerce mondial³⁰³.

En plus de l'IBAS et du BRIC, le Brésil a fortement encouragé la tenue de rencontres présidentielles historiques entre l'Amérique du Sud et d'autres régions du monde, notamment l'Afrique et le Monde arabe. Le gouvernement brésilien a été

³⁰¹ S. P. Guimarães, *op.cit.*

³⁰² Enrique Ventura, *op.cit.*, 6.

³⁰³ Julia Sweig, « A New Global Player », *Foreign Affairs* 89 (no.6, 2010), 173-184.

derrière la création du *Sommet Afrique / Amérique du Sud*, lequel s'est tenu pour la première fois au Nigéria, en novembre 2005. Un deuxième *Sommet Afrique / Amérique du Sud* a eu lieu en septembre 2009, au Venezuela. Lors de celui-ci, le Président Lula a souligné l'importance de l'intégration régionale, du multilatéralisme et de la coopération Sud-Sud pour la construction d'un monde plus juste³⁰⁴. Durant les mandats de Lula, ont eu lieu deux sommets réunissant l'Amérique du Sud et le Monde arabe. Le premier s'est tenu à Brasília en mai 2005 et avait « pour objectif de renforcer les relations entre les deux régions, d'amplifier la coopération et de mettre en place un partenariat en faveur du développement, de la justice et de la paix internationale »³⁰⁵. Lors du deuxième *Sommet Amérique du Sud / Pays arabes*, qui a eu lieu au Qatar en mars 2009, le Président Lula a salué le potentiel commercial entre les deux régions, soulignant le fait que les échanges ont considérablement augmenté depuis le premier sommet (de 11 milliards en 2004 à 30 milliards \$US en 2008), réaffirmant la volonté commune des pays présents de construire une nouvelle géographie économique et commerciale et encourageant la consolidation de la coopération entre ces deux régions du Sud³⁰⁶. Ces sommets sont les premières rencontres à grande échelle (excluant celles sous l'égide de l'ONU) qui ont permis de réunir des blocs de pays en développement; et le Brésil de Lula se retrouve derrière ces initiatives, ce dernier ayant misé sur la création d'alliances innovatrices avec l'objectif de reconstruire le multilatéralisme en faveur des pays du Sud³⁰⁷.

Les alliances bilatérales

L'horizontalisation des relations du Brésil durant l'administration Lula a aussi été caractérisée par la mise sur pied d'ententes bilatérales avec des partenaires non

³⁰⁴ Luiz Inácio Lula da Silva, « Discurso do Presidente da República, Luiz Inácio Lula da Silva, durante a II Cúpula América do Sul - África - Isla Margarita-Venezuela » (26 septembre 2009), en ligne : <http://www.imprensa.planalto.gov.br/> (page consultée le 10 juin 2011).

³⁰⁵ Sommet Amérique du Sud/Pays arabes, *Déclaration de Brasília* (10-11 mai 2005), en ligne : <http://www.latinreporters.com/bresildeclaracionbrasiliaamsudpaysarabes.htm> (page consultée le 10 juin 2011).

³⁰⁶ Luiz Inácio Lula da Silva, « Discurso do Presidente da República, Luiz Inácio Lula da Silva, na sessão de abertura da 2ª Cúpula América do Sul-Países Árabes - Doha, Catar (3 mars 2009), en ligne : <http://www.imprensa.planalto.gov.br/> (page consultée le 10 juin 2011).

³⁰⁷ Marcel Fortuna Biato, « La política exterior de Brasil: ¿Integrar o despegar? », *Política Exterior* 131 (septembre-octobre 2009).

traditionnels. Comme l'illustrent deux rapports du *Ministère brésilien des affaires étrangères*, de 2003 à 2010, on décompte pas moins d'une cinquantaine de rencontres bilatérales impliquant le chef d'État brésilien et 125 rencontres bilatérales des ministres des affaires étrangères et du commerce international avec des pays de l'Afrique, de l'Asie et du Moyen-Orient (que ce soit en territoire étranger ou en territoire national)³⁰⁸. Nous allons donc analyser brièvement les détails de ces relations avec des partenaires non traditionnels du Sud.

En Afrique. Commençons tout d'abord avec l'Afrique, où l'engagement du Brésil durant l'administration Lula s'est considérablement renforcé et intensifié³⁰⁹. En fait, selon Rachel Doelling, l'administration Lula aurait investi beaucoup d'efforts à prioriser la mise sur pied de liens avec des pays d'Afrique comme une partie intégrante de ses relations collaboratives avec le « Sud global »³¹⁰. L'implication du Brésil en Afrique est remarquable notamment au niveau diplomatique. Durant les deux mandats de Lula, celui-ci est allé à 28 reprises sur le continent africain; le nombre d'ambassades brésiliennes en sol africain a doublé, passant à une trentaine; le Brésil a obtenu un siège à des tables de conférence d'organisations africaine telles que l'*Union africaine* et la *Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest*; et le Brésil a été l'hôte de plusieurs évènements accueillant des universitaires et penseurs politiques africains. Au niveau commercial, les relations Brésil / Afrique se sont considérablement développées durant la période qui nous intéresse. Par exemple, les importations brésiliennes de produits africains sont passées de 3 à 18,5 milliards \$US de 2003 à 2008 et les importations africaines de produits brésiliennes sont, quant à elle, passées de 2 à 8 milliards \$US pour la même période³¹¹. De plus, les intérêts de compagnies

³⁰⁸ Ministério das Relações Exteriores, *Visitas internacionais do Presidente Lula e visitas ao Brasil de Chefes de Estado e de Chefes de Governo – 2003 a 2010* (Secretaria de Planejamento Diplomático, Brasília : 2011); Ministério das Relações Exteriores, *Visitas internacionais e nacionais do Ministro Celso Amorim e visitas de Ministros de Negócios Estrangeiros ao Brasil* (Secretaria de Planejamento Diplomático, Brasília : 2011).

³⁰⁹ Lyal White, « Understanding Brazil's new drive for Africa », *South African Journal of International Affairs* 17 (août 2010), 221-242.

³¹⁰ Rachel Doelling, « Brazil's Contemporary Foreign Policy towards Africa », *Journal of International Relations* 10 (printemps 2008), 9.

³¹¹ Lyal White, *op.cit.*, 230.

multinationales brésiliennes en Afrique se sont largement accrus, ils se diversifient très rapidement et ont un énorme potentiel de développement : « Africa is clearly seen as the new frontier of resource extraction, construction and infrastructure development, all areas of speciality for Brazilian MNCs » (corporations multinationales)³¹². Le Brésil cherche également à contribuer au développement social et économique de l'Afrique et une des plus importantes aides au développement se situe en agriculture via la société d'État EMBRAPA (*Entreprise brésilienne de recherche agronomique et d'élevage*), laquelle est probablement l'organisation brésilienne d'aide étrangère la mieux installée en Afrique³¹³. De plus, lors de l'ouverture du quartier général de cette organisation au Ghana, en avril 2008, Lula a démontré une intention ferme d'accroître les opérations d'EMBRAPA sur le continent afin qu'elle contribue à la transformation de l'histoire agricole de l'Afrique³¹⁴. Au début 2010, EMBRAPA offrait de l'aide aux pays africains dans 22 domaines de coopération tels que la formation, l'assistance technique et la consultation; et ses nombreux projets se tenaient entre autres au Ghana, en Afrique du Sud, au Mozambique, en Angola et au Sénégal³¹⁵. Les relations bilatérales avec les pays africains ont une dimension tiers-mondiste, dont les bénéfices potentiels sont autant économiques que politiques et stratégiques. D'une part, l'Afrique est avantageuse pour le Brésil économiquement et stratégiquement. Pour poursuivre son développement économique et pour s'adapter à la concurrence accrue des marchés internationaux, le Brésil a besoin de s'approvisionner en ressources stratégiques : surtout en énergie, mais aussi en minerais et en denrées alimentaires³¹⁶. C'est pour cette raison que les principaux partenaires commerciaux africains du Brésil sont des pays exportateurs de pétrole tels que le Nigéria, l'Angola et l'Algérie. Politiquement, l'implication du Brésil dans le développement des pays africains lui permet de construire son *soft power*, et d'ainsi s'assurer l'appui de ceux-ci dans les organisations internationales pour ses projets de réforme de la gouvernance globale, par exemple rendre le Conseil de sécurité des

³¹² *Ibid.*, 231.

³¹³ *Ibid.*, 233.

³¹⁴ Luiz Inácio Lula da Silva, « Discurso do Presidente da República, Luiz Inácio Lula da Silva, durante cerimônia de descerramento de placa alusiva à visita às instalações do escritório regional da Embrapa na África - Acra, Gana (20 avril 2008), en ligne : <http://www.imprensa.planalto.gov.br/> (page consultée le 9 juin 2011).

³¹⁵ Lyal White, *op.cit.*, 236-237.

³¹⁶ Enrique Ventura, *op.cit.*, 7.

Nations unies plus démocratique et y acquérir un siège permanent³¹⁷. En conclusion, le continent africain détient une position privilégiée dans la politique étrangère brésilienne³¹⁸; il est donc une partie importante de la stratégie d'horizontalisation des relations du Brésil.

Au Moyen-Orient. L'engagement de Lula au Moyen-Orient fait également partie de la stratégie d'horizontalisation des relations du Brésil. Selon André Luiz Reis da Silva et Bruna Kunrath, la visite du président brésilien au Moyen-Orient en mars 2010 fait partie d'une stratégie où le Brésil cherche à développer des relations politiques sur l'ensemble des continents, afin de s'impliquer de façon autonome et souveraine sur la scène internationale. Le développement de relations avec des pays de la région (Israël, Jordanie, Cisjordanie, Iran) constitue donc un objectif politique du gouvernement brésilien. D'ailleurs l'administration Lula cherche même à se poser comme un éventuel médiateur de paix au Moyen-Orient³¹⁹. La volonté du Brésil, en s'impliquant au Moyen-Orient et en développant des relations avec certains pays, est d'élargir ses relations diplomatiques sur la scène internationale et de réduire ses vulnérabilités externes, dans une région qui, jusqu'à maintenant, n'a jamais été prioritaire pour le Brésil³²⁰. En effet, le développement de relations avec l'Iran, par exemple, sert les ambitions brésiliennes de développer des partenariats avec de nouvelles zones géographiques. Ainsi, lors d'un passage de M. Ahmadinejad au Brésil, en novembre 2009, les présidents iranien et brésilien se sont donnés comme objectifs d'augmenter le volume des échanges commerciaux bilatéraux jusqu'à 25 milliards \$US et de renforcer leur coopération dans l'industrie, l'énergie et la recherche³²¹.

³¹⁷ Lyal White, *op.cit.*, 230.

³¹⁸ Cláudio Oliveira Ribeiro, « Política africana do governo Lula: um ponto de inflexão (e reflexão) », *Boletim Meridiano* 47 8 (no.83, 2007), 9-11.

³¹⁹ André Luiz Reis da Silva et Bruna Kunrath, « O Brasil como mediador da paz no Oriente Médio », *Boletim Meridiano* 47 11 (no.116, 2010), 18-20.

³²⁰ *Idem.*

³²¹ Bruno Muxagato, « Les relations Brésil/Iran et la question du nucléaire », *Politique étrangère* (no.2, 2010), 402.

En Asie. Dans cette région, les deux principaux pays avec qui le Brésil a développé des relations sont la Chine et l'Inde. Deux États avec qui le Brésil développe des relations dans un cadre bilatéral et multilatéral. Commençons tout d'abord avec l'Inde. La présidence de Luis Inácio Lula da Silva a entraîné une nouvelle vitalité aux relations bilatérales avec l'Inde³²². En donnant beaucoup d'importance à l'établissement de relations Sud-Sud, l'administration Lula a vu en l'Inde un allié naturel pour l'insertion internationale du Brésil. Dans un bref discours présenté lors d'une visite officielle en Inde en janvier 2004, le président Lula a fait valoir que l'Inde serait un partenaire stratégique essentiel pour le Brésil en raison de leurs similitudes sur les plans de leur potentiel de croissance économique, de leurs innovations scientifiques et technologiques, ainsi qu'en raison de la similitude de leurs problèmes socio-économiques à surmonter³²³. L'alliance du Brésil avec l'Inde s'est beaucoup faite sur une base multilatérale, comme nous l'avons vu avec l'IBAS, mais aussi avec la coalition revendiquant une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU et un siège permanent à cette instance (coalition formée du Japon, de l'Allemagne, de l'Inde et du Brésil), ainsi qu'avec le groupe des BRIC. Les deux pays ont également développé leurs relations bilatérales, comme en témoignent les visites respectives des chefs d'État (en janvier 2004 et en juin 2007 pour le président Lula, et en avril 2008 pour le premier ministre Patil) et les rencontres bilatérales en marge des sommets de l'IBAS et du BRIC. L'objectif officiel de Lula, en développant des relations avec l'Inde, est de construire une force politique capable de contribuer à la réorganisation géographique commerciale du monde et d'ainsi servir les intérêts des personnes les plus pauvres de la planète³²⁴. De façon plus concrète et moins rhétorique, le Brésil cherche à développer les relations commerciales et la coopération technologique (incluant le développement d'énergies alternatives) entre les deux pays³²⁵. Le partenariat entre les deux pays pourrait, à terme, leur permettre d'accélérer la diversification de leurs exportations, tel que l'illustre Lula : « Countries like India and

³²² Gustavo Resende Mendonça, « Parceria em consolidação ou distância não percorrida: o relacionamento contemporâneo entre Índia e Brasil », *Boletim Meridiano* 47 10 (août 2009), 26-28.

³²³ Luiz Inácio Lula da Silva, « Discurso do presidente da República, Luiz Inácio Lula da Silva, na Cerimônia Oficial de Chegada à Índia - Palácio Rashtrapati Bhawan » (27 janvier 2004), en ligne : <http://www.imprensa.planalto.gov.br/> (page consultée le 14 juin 2011).

³²⁴ *Idem.*

³²⁵ Emilio San Pedro, « Brazil and India strengthen ties », *BBC News* (13 septembre 2006), en ligne : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/5340990.stm> (page consultée le 14 juin 2011).

Brazil don't want to remain exporters of agricultural products and raw materials, but to enter the path of science and technology »³²⁶. Au niveau commercial, le Brésil a encouragé la signature en 2003 d'un accord tarifaire préférentiel entre le MERCOSUR et l'Inde (premier accord de ce type entre le MERCOSUR et un pays situé à l'extérieur de la zone économique sud-américaine). Et on a observé une augmentation considérable du commerce bilatéral entre les deux pays : en 2003, le montant qui a circulé d'un pays à l'autre n'était que de 1,04 milliards de dollars US ; en 2009, le commerce bilatéral a plus que quintuplé, atteignant un total 5,6 milliards de dollars US, avec 3,4 milliards d'exportations brésiliennes vers l'Inde pour 2,2 milliards d'importations³²⁷. Néanmoins, le commerce entre les deux pays demeure encore très négligeable : en 2008, l'Inde n'avait fourni que 2,1% du total des importations du Brésil et ne représentait que seulement 0,55% du total des exportations brésiliennes³²⁸. Là où les relations entre le Brésil et l'Inde paraissent particulièrement solides, c'est sur le plan politique, notamment lorsqu'on pense à leur coalition activiste au sein de l'Organisation mondiale du commerce, laquelle est à la base de la formation du G-23 de Cancun en 2003³²⁹.

Nous allons maintenant observer les relations entre le Brésil et la Chine. En début de mandat présidentiel de Lula, en novembre 2004, le chef d'État Hu Jintao s'est rendu à Brasília pour un entretien bilatéral avec son homologue brésilien. Lors de cette rencontre, le Brésil a accepté de désigner la Chine comme une économie de marché (un statut qu'elle n'a toujours pas obtenu à l'OMC) et, en conséquence, a renoncé à élever des barrières anti-dumping sur les produits chinois. En contrepartie, le Brésil allait acquérir un plus grand accès au marché chinois pour ses produits alimentaires et les deux pays se sont entendus pour l'achat par la Chine d'une dizaine d'avions *Embraer*. Et pour faciliter les échanges, la Chine a offert entre 5 et 7 milliards \$US d'investissements pour améliorer certaines infrastructures brésiliennes : routes, voies ferrées et ports. Les

³²⁶ LAWR, « Brazil : Lula floats G-20 initiative in Delhi » », *Latin American Weekly Report* (3 février 2004).

³²⁷ Gustavo Resende Mendonça, *op.cit.*, 27-28.

³²⁸ Ministério das Relações Exteriores, « Índia », *Temas Políticos e Relações Bilaterais*, en ligne : <http://www.itamaraty.gov.br/temas/temas-politicos-e-relacoes-bilaterais/asia-e-oceania/india/pdf> (document consulté le 20 juin 2011).

³²⁹ A. Hurrell, « Hegemony, liberalism and global order : what space for would-be great powers? », 11.

relations commerciales entre le Brésil et la Chine ont par la suite explosées³³⁰. La Chine est d'ailleurs, depuis 2009, le principal partenaire commercial du Brésil, avec un flux commercial de 36,1 milliards \$US, dépassant ainsi les États-Unis. Certes, la crise financière qui a durement frappé l'économie américaine est une des causes faisant des États-Unis le deuxième partenaire commercial du Brésil, puisqu'elle a fait passer les échanges commerciaux entre les deux pays de 53,4 (2008) à 35,9 milliards \$US (2009). Mais la crise financière n'a en fait qu'accélééré une tendance bien installée de remplacement des États-Unis par la Chine comme partenaire principal du Brésil³³¹. L'objectif de l'établissement de ces relations est en partie similaire à celui des relations Brésil / Inde. C'est-à-dire que les motifs de leur alliance proviennent avant tout d'un intérêt commun de changer les règles du commerce international, en coopérant pour promouvoir les intérêts des pays en développement³³². En effet, le chef d'État brésilien considère que chaque rencontre entre les deux pays est l'occasion de construire de nouveaux partenariats permettant de pousser plus avant la construction d'une nouvelle géographie du commerce³³³. Les deux pays parlent de l'établissement d'un « partenariat stratégique ». En plus de l'accroissement d'échanges commerciaux entre le Brésil et la Chine, on remarque aussi un rapprochement au niveau diplomatique³³⁴.

Le partenariat avec la France

Durant les mandats présidentiels de Lula, le Brésil a mis sur pied une politique étrangère consistant en partie à établir des relations diplomatiques, politiques et commerciales avec des pays stratégiques situés sur l'ensemble des continents. Cette volonté politique a donc signifié de développer des relations avec des États en développement (des puissances en émergence comme l'Inde, la Chine et l'Afrique du

³³⁰ BBC, « Brazil backs China on trade bid », *BBC News* (12 novembre 2004), en ligne : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/4008499.stm> (page consultée le 14 juin 2011).

³³¹ Diego Pautasso, « O lugar da China no comércio exterior brasileiro », *Boletim Meridiano* 47 11 (janvier 2010), 25-27.

³³² BBC, *op.cit.*

³³³ Luiz Inácio Lula da Silva, « Discurso do Presidente da República, Luiz Inácio Lula da Silva, durante cerimônia de encerramento do Seminário Brasil-China: Novas Oportunidades para a Parceria Estratégica - Pequim – China (19 mai 2009), en ligne : <http://www.imprensa.planalto.gov.br/> (page consultée le 14 juin 2011).

³³⁴ Diego Pautasso, *op.cit.*, 27.

Sud ; et des États moins développés, notamment en Afrique) faisant partie du « Sud global ». Cette horizontalisation des relations ne signifie pas pour autant que les relations du Brésil se sont limitées à l'axe Sud-Sud ; des relations ont également été développées avec des pays d'Europe. Prenons par exemple le cas de la France, avec qui le Brésil a amorcé une « histoire d'amour », selon les termes utilisés dans un câble diplomatique américain révélé par *Wikileaks*³³⁵. Nous avons mentionné précédemment que le Brésil, douzième puissance militaire au monde, cherche à moderniser son arsenal militaire. C'est la France qui a été choisie par le Brésil comme partenaire stratégique de son réarmement. Par l'entente signée en septembre 2009, le Brésil fera l'acquisition de matériel militaire et la France effectuera d'importants transferts technologiques. Ce partenariat comporte une importance politique très grande : « C'est un choix stratégique profond puisque ce n'est que la seconde fois qu'une puissance nucléaire historique s'associe à un pays émergent pour lui fournir un instrument de souveraineté lié à la maîtrise de la technologie nucléaire » (un sous-marin nucléaire)³³⁶. Bien que la sphère militaire constitue la partie la plus importante des relations franco-brésiliennes, les deux pays cherchent à démontrer que ces relations ne sont pas exclusivement liées à ce domaine³³⁷. Au niveau politique, le Brésil de Lula et la France de Sarkozy semblent partager une vision similaire du système international : « Le Brésil et la France ont ainsi convenu de conjuguer et de coordonner leurs efforts pour contribuer à la réforme de la gouvernance internationale »³³⁸. Par exemple, la France démontre une volonté d'élargir le CSNU et elle est prête à soutenir la candidature hypothétique du Brésil pour l'obtention d'un siège de membre permanent; la France supporte également l'idée d'un agrandissement de l'actuel G-8 des nations les plus puissantes en ajoutant cinq des principales puissances émergentes, dont le Brésil fait partie, pour ainsi former un

³³⁵ Natalie Nougayrède, « WikiLeaks : France-Brésil, le couple, le sous-marin nucléaire et le Rafale », *LeMonde.fr* (5 décembre 2010), en ligne : <http://www.lemonde.fr/article/2010/12/05/1449194.html> (page consultée le 5 décembre 2010).

³³⁶ Bruno Muxagato, « Le rapprochement franco-brésilien : une relation stratégique au-delà d'un partenariat militaire? », *La chronique des Amériques* (novembre 2010), 3.

³³⁷ Gunther Rudzit et Otto Nogami, « Relação Estratégica Brasil-França: Questões a serem respondidas », *Boletim Meridiano* 47 10 (septembre 2009), 16-18.

³³⁸ Bruno Muxagato, *op.cit.*, 6.

éventuel G-13³³⁹. Bref, la mise sur pied de l'« alliance stratégique » par les présidents Lula et Sarkozy, en février 2008, démontre que « la France s'engage à accompagner le Brésil dans son ambition à devenir un acteur global sur la scène internationale »³⁴⁰. De plus, le Brésil et la France ont accentué leurs relations commerciales. En effet, de 2003 à 2008, les échanges commerciaux entre les deux pays ont augmenté de 135%, atteignant 8,8 milliards de dollars US; le Brésil est la principale destination des IDE français parmi les puissances émergentes; et, en 2009, les entreprises françaises ont pu participer, dans le cadre de l'*Année de la France au Brésil*, à une véritable offensive commerciale³⁴¹.

Relations avec les États-Unis

Comme nous le verrons plus tard, dans la partie portant sur la stratégie d'opposition ponctuelle aux États-Unis, la politique étrangère de Lula a comporté un éloignement relatif par rapport à Washington. Toutefois, il va de soit que malgré cela et en dépit de la tendance à réorienter ses relations sur l'axe horizontal, le Brésil n'a pas fermé les ponts avec les États-Unis. En fait, Brasília considère important de conserver une « relation mature » avec la puissance américaine. Nous allons voir brièvement deux cas où le Brésil et les États-Unis ont entretenu des relations : en matière de production de biocarburant (éthanol) et dans le domaine de la défense. Tout d'abord, nous allons observer la volonté de ces deux États d'accroître leur coopération pour promouvoir la production d'éthanol. En mars 2007, les États-Unis et le Brésil ont signé un *Mémoire d'entente sur les biocarburants*, convenant ainsi de développer un nouveau partenariat pour la promotion de la production de ces carburants. Ce mémorandum est un exemple intéressant où les deux États peuvent coopérer sur une même base, étant les deux principaux producteurs et consommateurs de biocarburants. De plus, ce partenariat offre la possibilité d'améliorer la coopération dans d'autres domaines, notamment dans le commerce, alors que les deux pays, au moment de la

³³⁹ LAWR, « Brazil : Lula and Sarkozy seal “strategic alliance” », *Latin American Weekly Report* (14 février 2008).

³⁴⁰ Bruno Muxagato, *op.cit.*, 11.

³⁴¹ *Ibid.*, 7-8.

signature du mémorandum, avaient la volonté d'améliorer les échanges entre eux³⁴². De fait, le commerce avant (2006) et après (2008) la signature du texte de partenariat a considérablement augmenté, passant de 39 à 53 milliards US\$ (pour ensuite chuter à cause de la récession économique américaine : 35 milliards US\$ en 2009)³⁴³. Mais surtout, le mémorandum est important politiquement, car sa signature démontre que les États-Unis se sont rendus compte qu'ils devaient avoir de meilleures relations avec le Brésil et qu'ils comptaient faire des efforts en ce sens : « For years Brazil has flown under Washington's radar, but things appear to be changing. »³⁴⁴

Voyons brièvement le cas de la collaboration entre les États-Unis et le Brésil dans le domaine de la défense. En avril 2010, le ministre brésilien de la défense, Nelson Jobim, a rencontré son homologue américain Robert Gates, afin de signer un accord de coopération en matière de défense. La signature d'une telle entente est particulièrement importante, car il s'agit du premier accord bilatéral de défense significatif depuis 1977, année où un accord de coopération datant de 1952 a été annulé. L'entente de défense consiste à promouvoir la collaboration en recherche et développement technologiques, en soutien logistique, en éducation et en formation militaire, en acquisition de matériels militaires et il souligne aussi la possibilité de réaliser des exercices militaires conjoints³⁴⁵. Cette entente ne comporte aucun élément contraignant ; l'objectif étant principalement de renforcer le dialogue entre les deux pays et de favoriser une coopération équilibrée et mutuellement bénéfique. Pour le Brésil, cet accord de coopération va dans le sens des ambitions du président Lula de stimuler le complexe militaire brésilien (les militaires américains étant vraisemblablement intéressés à acquérir des avions d'attaque légers *Super Tucanos* d'*Embraer*)³⁴⁶ et de moderniser

³⁴² LAWR, « Brazil : Brazil and US improve cooperation », *Latin American Weekly Report* (15 mars 2007).

³⁴³ Ministério das Relações Exteriores, « Estados Unidos da América », *Temas Políticos e Relações Bilaterais*, en ligne : <http://www.itamaraty.gov.br/temas/temas-politicos-e-relacoes-bilaterais/asia-e-oceania/india/pdf> (document consulté le 20 juin 2011).

³⁴⁴ Alan M. Wright, « Brazil-U.S. Biofuels Cooperation : One Year Later », *Brazil Institute Special Report* (Washington : Woodrow Wilson International Center for Scholars, juin 2008), 6.

³⁴⁵ Latin American Regional Report, « Defence deal with the US raises eyebrows », *Latin News* (avril 2010).

³⁴⁶ *Idem*.

l'armée nationale (l'accord de coopération devrait permettre au Brésil d'améliorer sa gestion de l'information et du renseignement militaires)³⁴⁷.

À la lumière de cette revue (non-exhaustive) des relations interétatiques établies par le Brésil durant l'administration Lula, on remarque qu'il a développé de nombreuses relations avec des pays du Sud, articulant ainsi une véritable stratégie d'horizontalisation des relations. Toutefois, tout cela s'est fait sans se mettre à dos ses alliés traditionnels. En effet, comme l'affirme Celso Amorim, le ministre des affaires étrangères, le Brésil a amélioré ses liens avec l'Afrique, la Chine et l'Inde, mais sans contrarier les États-Unis et l'Union européenne, avec qui un dialogue constructif a été privilégié³⁴⁸. Ainsi, ce qu'il faut comprendre, c'est que le Brésil n'a pas mis sur pied une stratégie de politique étrangère impliquant le développement exclusif de relations Sud-Sud, mais plutôt que l'horizontalisation de ses relations a été une tendance très forte durant l'administration Lula. En parallèle, le Brésil a continué à favoriser la construction d'une « relation mature » avec les États-Unis et a encouragé la coopération avec des pays européens (particulièrement la France, comme nous avons vu). En bref, selon la formulation de Cristina Soreanu Pecequilo, la politique étrangère brésilienne du XXI^{ème} siècle est caractérisée par une fusion équilibrée des dimensions Nord-Sud et Sud-Sud dans ses relations interétatiques³⁴⁹.

3.1.1 Évaluation du niveau d'autonomie du Brésil

Nous allons maintenant évaluer dans quelle mesure la stratégie d'horizontalisation des relations a-t-elle influencé le niveau d'autonomie du Brésil par

³⁴⁷ Sara Miller Llana and Andrew Downie, « Why Brazil signed a military agreement with the US », *The Christian Science Monitor* (13 avril 2010), en ligne : <http://www.csmonitor.com/World/Americas/2010/0413/Why-Brazil-signed-a-military-agreement-with-the-US> (page consultée le 21 juin 2011).

³⁴⁸ Celso Amorim, entrevue menée par Fred Melo Paiva, « Notícias do Itamaraty », *O Estado de São Paulo* (15 mars 2008), en ligne : <http://www.estadao.com.br/noticias/suplementos.noticias-do-itamaraty.140913.0.htm> (page consultée le 4 juillet 2011).

³⁴⁹ Cristina Soreanu Pecequilo, « A Política Externa do Brasil no Século XXI : Os Eixos Combinados de Cooperação Horizontal e Vertical », *Revista Brasileira de Política Internacional* 51 (no.2, 2008), 136-153.

rapport aux États-Unis. Ainsi, nous verrons que, durant la période étudiée, le Brésil a connu une augmentation de son niveau d'autonomie.

En premier lieu, voyons comment l'horizontalisation des relations commerciales du Brésil a favorisé une augmentation de l'autonomie de ce pays. Les États-Unis demeurent un partenaire économique très important pour le Brésil et la relation commerciale États-Unis / Brésil doit être comprise comme une relation d'interdépendance asymétrique, où le Brésil est davantage dépendant des États-Unis que l'inverse³⁵⁰. Mais, avec la stratégie d'horizontalisation des relations, il semble que cette position de dépendance soit en train de s'estomper. En effet, les États-Unis ont vu leur importance dans le commerce extérieur brésilien largement diminuer durant les années Lula. En 2002, les États-Unis constituaient le deuxième marché pour les exportations brésiliennes (après l'Europe) et ils étaient la deuxième source des importations brésiliennes (après l'Europe). Si on ne considère que des entités étatiques, les États-Unis étaient, en 2002, le principal partenaire commercial du Brésil. Cette situation a considérablement changé en quelques années (figures 4, 5 et 6). En 2008, les États-Unis constituaient le quatrième marché pour les exportations brésiliennes, après l'Europe, l'Amérique latine et l'Asie. Même chose du côté des importations : les biens et services importés par le Brésil proviennent d'abord de l'Asie, de l'Europe et de l'Amérique latine, et ensuite des États-Unis³⁵¹. De plus, la Chine est devenue en 2009 le principal partenaire commercial du Brésil, reléguant ainsi les États-Unis en seconde position. Bref, durant les années Lula, la dépendance économique du Brésil à l'égard des États-Unis a considérablement diminué, car le Brésil a diversifié ses partenaires, favorisant le développement de relations commerciales avec certains pays du Sud. Pour preuve, de l'arrivée au pouvoir de Lula en 2003 jusqu'en 2009, la part des pays en développement dans le commerce extérieur du Brésil est passée de 40% à 54%³⁵². Les autorités brésiliennes, pour éviter toute situation de dépendance à l'égard d'une région ou d'un

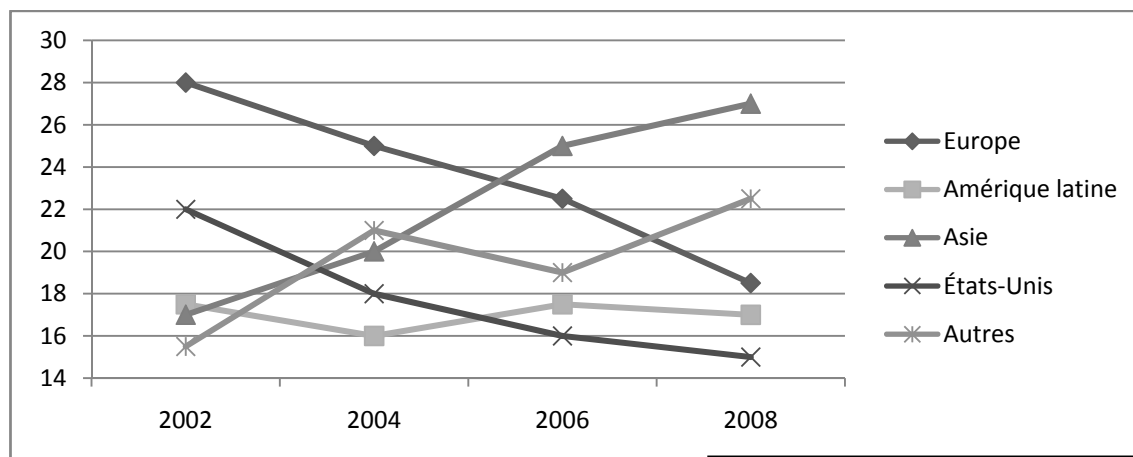
³⁵⁰ Carlos Gustavo Poggio Teixeira, « Brazil and United States : Fading Interdependence », *Orbis* 55 (hiver 2011), 147-162.

³⁵¹ *Idem.*

³⁵² Diego Pautasso, *op.cit.*

État (en premier lieu les États-Unis), cherchent à diversifier les relations commerciales du Brésil selon une logique des quatre parts : un quart des échanges avec les États-Unis, un quart avec l'Amérique latine (surtout du Sud), un quart avec l'Asie et un quart avec l'UE³⁵³. On peut même parler d'une logique commerciale des cinq parts : la catégorie « Autres » (constituée de l'Afrique en bonne partie) prenant de plus en plus d'importance dans les relations commerciales du Brésil. Donc, le fait que le Brésil ait diversifié et augmenté en nombre ses partenaires commerciaux, diminuant ainsi l'importance des relations commerciales avec les États-Unis, signifie que Washington a perdu un important levier pour influencer les politiques de Brasília³⁵⁴. Alors que la relation commerciale entre le Brésil et les États-Unis était, jusqu'à récemment, de type « interdépendance asymétrique » en faveur de la puissance américaine, cette situation est maintenant bien différente : « The deterioration of the asymmetric interdependence between Brazil and United States may have created more room for Brazil to pursue policies that may not be in the best interests of the United States, without having to fear severing their relationship. »³⁵⁵ Autrement dit, le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis est supérieur à ce qu'il était avant l'administration Lula.

Figure 4 : Les importations du Brésil de 2002 à 2008 par région de provenance (en pourcentage des importations totales du Brésil)



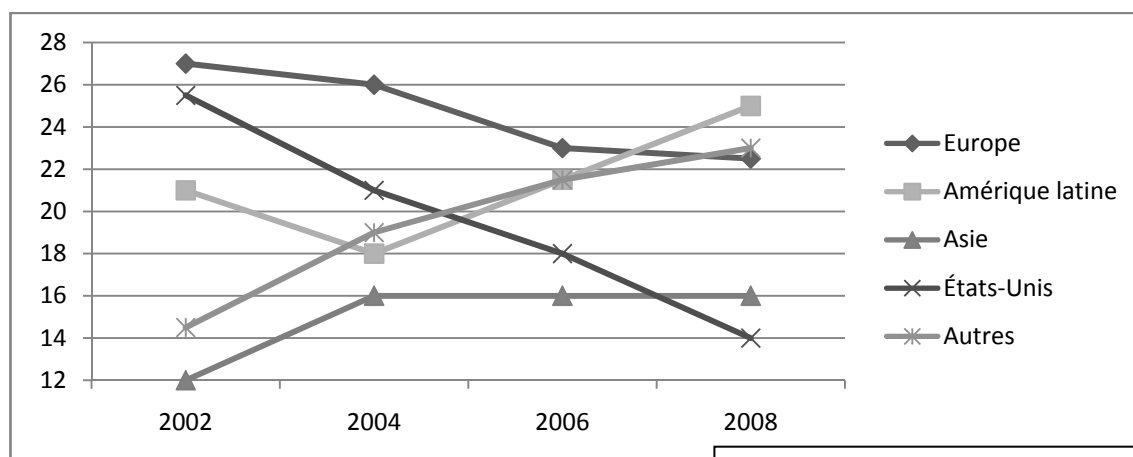
Source : Carlos G. P. Teixeira, « Brazil and United States : Fading Interdependence ».

³⁵³ Sebastian Santander, « Le Brésil et ses aspirations au statut de puissance : autoperception, capacités, reconnaissance internationale », dans Sebastian Santander, dir. L'émergence de nouvelles puissances – Vers un système multipolaire? (Paris : Ellipses, 2009), 69.

³⁵⁴ Carlos Gustavo Poggio Teixeira, *op.cit.*, 159.

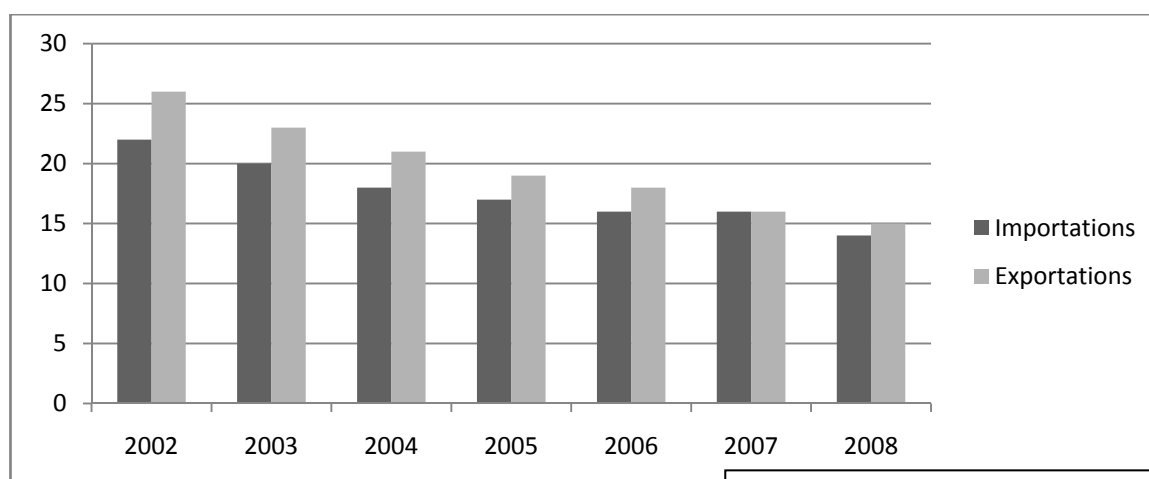
³⁵⁵ Carlos Gustavo Poggio Teixeira, *op.cit.*, 161.

Figure 5 : Les exportations du Brésil de 2002 à 2008 par région de destination (en pourcentage des exportations totales du Brésil)



Source : Carlos G. P. Teixeira, « Brazil and United States : Fading Interdependence ».

Figure 6 : Part des États-Unis dans le commerce du Brésil (en pourcentage)



Source : Carlos G. P. Teixeira, « Brazil and United States : Fading Interdependence ».

Du point de vue du Brésil, ainsi que du point de vue d'autres puissances émergentes, l'intensification des relations Sud-Sud a pour objectif de modifier le dialogue Nord-Sud, lequel est profondément déterminé par des asymétries économiques et des asymétries de pouvoir. Ainsi, le développement de relations diplomatiques et économiques entre les États du Sud et une action coordonnée entre eux (formation de

coalitions telles que l'IBAS et le BRIC, par exemple) peuvent, d'une part, entraîner une réduction de ces asymétries³⁵⁶ et, d'autre part, augmenter leur niveau d'autonomie par rapport aux puissances traditionnelles (États-Unis et puissances européennes). Également, comme il fut mentionné, les États membres de l'IBAS et du BRIC (les gagnants de la mondialisation) s'accordent sur le fait que l'ordre mondial dominé par l'Occident est trop étroit et trop illégitime pour durer. Le Brésil a été au cœur de négociations au sein de l'OMC ; après la crise financière de 2008, le Brésil a été à la tête des demandes pour réformer les structures décisionnelles des institutions de Bretton Woods; bref, le Brésil a démontré une volonté ferme, mais non radicale, de s'opposer au statu quo et d'en appeler à de nouvelles règles de gouvernance mondiale³⁵⁷. La présence du Brésil au sein des coalitions de l'IBAS et du BRIC n'est pas étrangère à cette volonté de réforme, car ces formations politiques se sont formées en réaction aux changements ayant cours dans l'ordre international, un ordre construit autour des intérêts des puissances établies et structuré de façon hiérarchique et exclusive. Le Brésil, tout comme les autres puissances émergentes du Sud, revendique un ordre international plus juste. Et la stratégie d'horizontalisation des relations est en partie déterminée par cette volonté de réformer la gouvernance mondiale et de réduire les asymétries de pouvoir. En effet, le renforcement et l'établissement de relations bilatérales (avec l'Afrique du Sud, l'Inde, la Chine ou autres) et multilatérales (IBAS ou BRIC) avec des partenaires stratégiques du Sud ont pour objectif d'accroître le poids du Brésil dans les négociations politiques et économiques au niveau international³⁵⁸. Le Brésil s'efforce d'approfondir une identité internationale entre pays en développement avec des positions similaires dans la hiérarchie de la puissance ; cette stratégie, qui caractérise la recherche d'autonomie du Brésil, est basée sur une tentative d'influencer l'agenda des régimes internationaux par le biais de coalitions de puissances émergentes visant à contrebalancer les projets des nations développées³⁵⁹.

³⁵⁶ Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *op.cit.*, 87.

³⁵⁷ Andrew Hurrell, « Brazil and the New Global Order », 61-62.

³⁵⁸ Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *op.cit.*, 87.

³⁵⁹ *Ibid.*, xii.

Selon Lyal White, l'Afrique est considérée par certains politiciens brésiliens comme une alternative viable dans les régions du Sud à la dépendance traditionnelle des pays périphériques (dont le Brésil fait partie, dans une certaine mesure) envers les puissances du Nord, en l'occurrence les États-Unis³⁶⁰. Cette vision est fort probablement exagérée et difficile à atteindre, étant donné qu'une part très importante des importations brésiliennes en provenance des États-Unis est des biens à valeurs ajoutées ou des services que l'Afrique ne peut fournir : machinerie (7,2 milliards \$US), aviation (4,4 milliards \$US), machinerie électrique (4,3 milliards \$US), produits chimiques (2,0 milliards \$US) et services professionnels, techniques, financiers, de télécommunications (12 milliards \$US) (données de 2010)³⁶¹. L'Afrique peut servir de marché pour les exportations brésiliennes ou être une alternative éventuelle pour les importations de produits agricoles (575 millions \$US), de minéraux et combustibles fossiles (4,2 milliards \$US) en provenance des États-Unis. Toutefois, elle ne peut pas être, pour le moment, une véritable alternative commerciale aux États-Unis. Malgré cela, le développement de relations avec de nombreux pays africains sert, à plusieurs égards, les intérêts du Brésil. D'une part, l'Afrique est très importante pour le développement économique brésilien. D'autre part, son engagement en Afrique permet au Brésil de préserver et d'augmenter son niveau d'autonomie dans un monde asymétrique³⁶². Comme Vigevani et Cepaluni le mentionnent, le développement économique et l'autonomie sont deux objectifs prioritaires pour le Brésil. Et, de fait, ces deux objectifs de la politique étrangère brésilienne s'influencent mutuellement. En effet, le développement économique permet au Brésil d'augmenter sa puissance relative sur la scène internationale; le niveau d'autonomie d'un État est largement déterminé par sa puissance; et l'autonomie d'un État offre de plus grandes opportunités de développement économique³⁶³. Bref, le Brésil peut tirer beaucoup de bénéfices économiques en développant ses relations avec l'Afrique, ce qui, conséquemment, peut servir à

³⁶⁰ Lyal White, « Understanding Brazil's new drive for Africa », 222.

³⁶¹ Bureau du Représentant américain au commerce, « Brasil », en ligne : <http://www.ustr.gov/countries-regions/americas/brazil> (page consultée le 23 août 2011).

³⁶² Lyal White, *op.cit.*, 221.

³⁶³ « The idea of autonomy is a means of developing Brazil. At the same time, economic growth can also bring more room of maneuver at the international level. » Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *op.cit.*, xiii.

diversifier davantage les relations commerciales du Brésil, augmentant ainsi sa puissance économique et son autonomie par rapport aux États-Unis.

Maintenant, il serait intéressant d'analyser le niveau d'autonomie du Brésil en regard à la question sécuritaire. Comme nous avons illustré précédemment, le Brésil a développé un partenariat stratégique avec la France et il a conclu un accord de défense avec les États-Unis. Voyons ces deux cas, en commençant tout d'abord avec le partenariat avec la France. Le développement de relations entre la France et le Brésil, qui permettra une certaine modernisation de l'armée brésilienne, devrait entraîner une augmentation du niveau d'autonomie brésilien par rapport aux États-Unis. D'une part, parce que l'accroissement de la puissance militaire d'un État influence son niveau d'autonomie sur la scène internationale³⁶⁴. Et d'autre part, parce que le « choix de la France, préférée à la Russie comme partenaire stratégique de son réarmement, permet au Brésil d'élargir son autonomie à l'égard des États-Unis, et ce sans les défier ouvertement. »³⁶⁵ Un des objectifs de l'« autonomie par la diversification » (catégorie construite par Vigevani et Cepaluni à partir de laquelle nous avons élaboré nos trois stratégies) est de maintenir de bonnes et régulières relations avec les pays développés (en l'occurrence, les États-Unis), tout en tâchant de réduire leur influence. Donc, on peut affirmer que le choix de la France sert la volonté de l'administration Lula d'augmenter son autonomie par rapport aux États-Unis tout en évitant une option (la Russie) qui engendrerait des complications dans ses bonnes relations avec Washington. De plus, la mise en place du partenariat stratégique franco-brésilien permet de diminuer la puissance relative des États-Unis dans sa sphère d'influence traditionnelle, puisqu'avec la modernisation de son armée et l'augmentation de sa puissance militaire, le Brésil cherche à concrétiser son statut de puissance régionale. En bref, « jouer la carte française est un moyen de s'autonomiser sur le continent sudaméricain par rapport à l'ombre américaine. »³⁶⁶

³⁶⁴ « Autonomy is always a question of degree, that depends mainly on the attributes of power ». Voir : Roberto Russell et Juan G. Tokatlian, *op.cit.*, 2.

³⁶⁵ Bruno Muxagato, *op.cit.*, 2.

³⁶⁶ *Ibid.*, 2-3.

En ce qui concerne l'accord de défense États-Unis / Brésil, l'administration Lula, par sa signature et son engagement, cherche à contrecarrer la perception que son rôle en tant que puissance émergente et en tant que contestataire de l'ordre unipolaire actuel n'est rien de plus que de la rhétorique anti-américaine. Bref, puisque le Brésil de Lula cherche constamment à accroître son influence dans les affaires régionales et qu'il veut renforcer son influence sur la scène mondiale, il est important de demeurer en bons termes avec les États-Unis. L'accord de défense est donc un moyen nécessaire pour le Brésil et les États-Unis pour améliorer leurs relations. Mais, soit dit en passant, il n'empêchera pas nécessairement l'avènement de désaccords futurs³⁶⁷. Il est important de mentionner que cet accord ne comprend aucune clause engendrant une plus grande présence physique des États-Unis au Brésil (contrairement à l'entente entre Bogota et Washington, par exemple) ; il n'est rien d'autre pour le moment qu'un cadre général voulant favoriser le dialogue et une plus grande coopération entre les deux pays. Certes, cet accord démontre que le Brésil s'aligne aux États-Unis dans le domaine stratégique de la défense³⁶⁸. Mais il n'implique pas du tout que l'État brésilien devienne dépendant de Washington en matière de défense. Si cette entente devait diminuer l'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis, il y a de bonnes raisons de croire qu'elle peut en contrepartie engendrer un accroissement de la puissance militaire brésilienne (technologie, entraînement et formation, amélioration du renseignement et de l'information, exercices militaires, etc...). Cette augmentation de la puissance militaire pourrait entraîner une augmentation de niveau d'autonomie du Brésil, sinon sur la scène internationale, du moins sur la scène sud-américaine. Toutefois, pour la période qui nous intéresse, on peut affirmer que l'accord de défense n'a eu aucun effet sur le niveau d'autonomie du Brésil, puisqu'il a été conclu tard dans le second mandat du président Lula. Le maintien d'une bonne relation avec les États-Unis fait partie des objectifs de politique étrangère de l'administration Lula³⁶⁹, même si, comme nous verrons

³⁶⁷ Oxford Analytica, « U.S.-Brazil Military Agreement Is A Baby Step », *Forbes.com* (28 mai 2010), en ligne : <http://www.forbes.com/2010/05/27/brazil-defence-military-business-washington-oxford-analytica.html> (page consultée le 21 juin 2011).

³⁶⁸ Sara Miller Llana and Andrew Downie, *op.cit.*

³⁶⁹ Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *op.cit.*, 87.

ultérieurement, le Brésil s'est opposé à quelques reprises aux positions américaines sur les scènes internationale et continentale. La signature d'un accord de coopération de défense doit donc être comprise en ce sens : « the agreement is designed to “strengthen the dialogue between the two countries and open new prospects for cooperation...” »³⁷⁰. Pour le gouvernement de Lula, le maintien d'une relation positive avec les États-Unis peut contribuer à consolider le statut du Brésil comme puissance régionale et leader positif dans la région³⁷¹. C'est cette stratégie que nous allons analyser dans la prochaine partie, celle d'un Brésil leader régional et promoteur de l'intégration régionale.

En résumé, on peut dire que la stratégie d'horizontalisation des relations a engendré une plus grande diversification des relations extérieures du Brésil. En diversifiant ses relations, le Brésil peut retirer plus de bénéfices pour son développement économique, il peut accroître son pouvoir de négociation dans les forums internationaux et, en conséquence, exercer une plus grande influence au niveau international³⁷². En effet, la stratégie brésilienne d'accroître ses relations sur l'axe Sud-Sud avait pour objectif d'augmenter son pouvoir de négociation avec l'axe Nord-Sud³⁷³, donc d'augmenter son autonomie par rapport aux États-Unis. Dans le domaine du commerce, on a vu que le poids relatif des États-Unis dans les échanges internationaux du Brésil a considérablement diminué durant la période qui nous intéresse, engendrant ainsi une réduction de l'interdépendance asymétrique entre les deux pays et une perte d'influence des États-Unis à l'égard du Brésil. De plus, au niveau stratégique et sécuritaire, le développement de relations entre la France et le Brésil, permettra l'acquisition de matériel militaire ainsi qu'une certaine modernisation de l'armée brésilienne, entraînant ainsi une augmentation relative de la puissance militaire du Brésil dans la région. Bref, la stratégie d'horizontalisation des relations, laquelle n'exclut pas de développer ou de perpétuer des relations avec des pays du Nord développé, a permis au Brésil d'augmenter son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis.

³⁷⁰ Latin American Regional Report, « Defence deal with the US raises eyebrows ».

³⁷¹ Maria Regina Soares de Lima et Mônica Hirst, *op.cit.*, 35.

³⁷² Sebastian Santander, *op.cit.*, 51-88.

³⁷³ Cristina Soreanu Pecequilo, *op.cit.*

3.2 Intégration régionale et leadership

Le développement de relations politiques et économiques avec les autres pays d'Amérique du Sud est pour le Brésil une priorité de politique étrangère depuis la transition démocratique du pays. À partir des années 1990, l'établissement de relations régionales s'est accentué pour faire place à la promotion de l'intégration régionale, en l'occurrence le développement du MERCOSUL, créé en 1991. L'objectif de cette intégration régionale était de faire du Brésil un acteur pouvant agir et influencer le cours de la mondialisation économique, en y étant directement engagé. Donc, depuis environ deux décennies, « la politique extérieure [brésilienne] consacre une place conséquente à la construction de nouvelles alliances régionales qui sont conçues comme un levier pour garantir l'objectif du développement autonome du Brésil dans le processus de globalisation. »³⁷⁴ Ainsi, la politique régionale de l'administration Lula doit être comprise comme étant en continuité avec les administrations antérieures, surtout celle du président Cardoso durant son second mandat (1996-2002) qui a assumé une présence beaucoup plus active en Amérique du Sud et qui a développé plus manifestement un rôle de leader dans la région³⁷⁵. L'arrivée au pouvoir de Lula a signifié un pas de plus en direction de cette prise de position de leader régional par les responsables de la politique étrangère : « Itamaraty became much more explicit about its desire and its determination to move rapidly towards South American leadership »³⁷⁶. Ainsi, l'Amérique du Sud a été placée en haut des priorités de politique étrangère de Brasília. Sous l'administration Lula, le Brésil a élargi la gamme de ses intérêts politiques en Amérique du Sud et il a assumé un rôle politique plus affirmé et déclaré³⁷⁷.

Donc, dans cette partie du travail, nous allons analyser la volonté du Brésil de jouer un rôle de leader et de favoriser l'intégration politique et économique dans la

³⁷⁴ Sebastian Santander, *op.cit.*, 68.

³⁷⁵ Maria Regina Soares de Lima et Mônica Hirst, *op.cit.*, 30.

³⁷⁶ *Idem.*

³⁷⁷ A. Hurrell, « Hegemony, liberalism and global order : what space for would-be great powers? », 9.

région sud-américaine et comment cela a-t-il influencé le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis. Tout d'abord, nous allons brièvement illustrer des éléments matériels de la puissance brésilienne en Amérique du Sud, particulièrement la puissance économique. Car, comme le souligne Raul Salgado Espinoza, une économie forte est le moteur du leadership³⁷⁸. Ensuite, nous allons illustrer le cas de l'UNASUL, une organisation réunissant l'ensemble des États sud-américains, qui est à l'initiative de l'administration Lula. Finalement, pour démontrer le leadership régional du Brésil, nous allons étudier quelques cas spécifiques, notamment la prise en charge de l'opération de maintien de la paix en Haïti (MINUSTAH), les crises politiques internes au Venezuela et en Bolivie ainsi que les crises diplomatiques impliquant la Colombie avec l'Équateur et le Venezuela.

Une puissance régionale

Le Brésil a tout pour être un géant à l'échelle internationale, comme nous avons vu dans la partie portant sur les puissances émergentes. Cela est d'autant plus vrai à l'échelle sud-américaine. À lui seul, le Brésil représente environ 50% du territoire de la région et il partage des frontières avec tous les pays sud-américains, à l'exception de l'Équateur et du Chili. Et le territoire du Brésil comporte un potentiel économique considérable. Avec près du quart de son territoire constitué de pâturages et environ 150 millions d'acres de terres arables qui demeurent non-cultivées, ce qui illustre bien la possibilité d'accroître encore davantage sa production agricole, le Brésil est une véritable puissance agricole mondiale et régionale (quatrième exportateur mondial de nourriture)³⁷⁹. De plus, le Brésil possède un immense réservoir de biodiversité, grâce à la forêt amazonienne, la plus grande forêt tropicale de la planète; 18% des réserves mondiales d'eau douce se trouvent en territoire brésilien; et le Brésil dispose d'énormes ressources minérales et d'un potentiel significatif de production pétrolière. Avec ses 193,7 millions de citoyens, le Brésil représente 50% de la population totale des pays de l'UNASUL (tableau 10). Le Brésil est également bien supérieur à ses voisins en ce qui a

³⁷⁸ Raul Salgado Espinoza, *op.cit.*, 9.

³⁷⁹ Julia Sweig, *op.cit.*

trait à l'économie. Par exemple, en 2003, le Brésil représentait 52,5% du PIB régional, une supériorité qui n'a fait que croître avec les années. En effet, en 2007 et en 2009, le PIB brésilien équivalait respectivement à 58,6% et 55,1% du total des pays sud-américains (tableau 9). En 2009, le Venezuela et l'Argentine étaient bien loin derrière avec respectivement des PIB de 326,1 et 307,2 milliards \$US, comparativement aux 1 573,4 milliards de dollars que représente le PIB du Brésil. On peut ajouter également que le Brésil est sans conteste le pays le plus attractif sur le plan des investissements directs étrangers (IDE) (tableau 12). En effet, à lui seul, le Brésil a reçu à chaque année, durant la période étudiée, une moyenne d'IDE représentant plus de 40% du total des IDE en Amérique du Sud. Avant le recul économique causé par la crise financière américaine de 2008, le Brésil avait reçu plus de 45 milliards de dollars d'IDE, soit presque 50% du total régional. En plus de cette domination économique incontestable dans sa propre région, le Brésil est une véritable puissance militaire, en comparaison avec ses voisins. Plus de 27 milliards de dollars sont dédiés à la défense brésilienne. La Colombie (10 milliards de dollars) et le Chili (plus de 5 milliards) sont les autres pays sud-américains qui dépensent le plus en matière militaire (tableau 11).

La création d'une organisation sud-américaine

Ces attributs démontrent que le Brésil est l'État le plus puissant de l'Amérique du Sud. Et le Brésil, conscient de cette domination, exerce un rôle de leader au sein du sous-continent, comme le souligne Rubens A. Barbosa, ancien ambassadeur brésilien à Londres et à Washington, dans une entrevue accordée à Sean W. Burges : « you don't claim leadership. You act. You exert your leadership. [...] Brazil does not seek leadership. By its sheer weight, by its industrial power, by its agricultural power, Brazil has a voice, and others react to this »³⁸⁰. Il serait faux de croire que le Brésil ne cherche aucunement à être le leader de l'Amérique du Sud, comme l'affirme M. Barbosa (« Brazil does not seek leadership »). Car, d'après Miriam G Saraiva, il ne fait pas de doute qu'un des principaux objectifs de politique étrangère du Brésil est d'être un leader

³⁸⁰ Sean W. Burges, *Brazilian Foreign Policy After the Cold War* (Florida : University Press of Florida, 2009), 43-45.

au sein de la région³⁸¹. Ce que Barbosa veut dire, c'est que le Brésil n'aspire pas à un leadership acquis par la coercition ou la domination de ses voisins, mais plutôt par la coordination et la recherche de consensus³⁸². Autrement dit : « With respect to South America, the Lula da Silva administration has demonstrated a political will to increase the level of coordination between the region's countries, with Brazil at the hub. »³⁸³ La mise sur pied d'une association exclusivement sud-américaine telle que l'UNASUL démontre bien cette volonté brésilienne d'accroître la coopération au sein de la région, tout en renforçant sa position de leader.

Dans les lignes qui suivent, nous allons expliquer l'instauration de l'UNASUL, précédée par la Communauté sud-américaine des nations (CASA) et, par la suite, additionnée d'un Conseil sud-américain de défense (CSD). Tout d'abord, il faut mentionner que l'idée d'une organisation regroupant tous les États sud-américains n'est pas nouvelle, ni propre à l'administration Lula. En fait, comme le souligne Sebastian Santander, l'UNASUL est l'aboutissement d'un long travail diplomatique brésilien qui remonte au temps où était négocié l'ALENA, lequel « avait pour vocation de s'élargir au reste des Amériques », ce qui aurait grandement menacé les ambitions du Brésil de s'établir comme puissance régionale car « une intégration économique panaméricaine, conduite par la puissance économique et politique des États-Unis », aurait menacé « d'absorber l'ensemble des projets régionaux latino-américains. »³⁸⁴ Donc, on peut faire remonter la vision d'une « construction de l'Amérique du Sud » à l'époque de l'administration d'Itamar Franco, laquelle espérait voir la création d'une zone de libre-échange d'Amérique du Sud. Mais ce projet n'a pas passé près d'aboutir, et c'est plutôt le MERCOSUL qui a vu le jour. C'est cependant durant cette administration que le Brésil a commencé à concevoir l'Amérique du Sud comme une région différente de

³⁸¹ Miriam Gomes Saraiva, « Brazilian foreign policy towards South America during the Lula Administration: caught between South America and Mercosur », *Revista Brasileira de Política Internacional* 53 (édition spéciale, 2010), 151-168.

³⁸² Sean W. Burges, *op.cit.*, 41.

³⁸³ Miriam Gomes Saraiva, *op.cit.*, 155.

³⁸⁴ Sebastian Santander, *op.cit.*, 70-71.

l'Amérique latine dans sa politique étrangère³⁸⁵. Ensuite, sous l'administration Cardoso, les premiers pas vers la formation d'une association des pays de la région ont été posés. En effet, alors même que le MERCOSUL connaissait des difficultés, en conséquence de la crise causée par la dévaluation de la monnaie brésilienne en 1999, le Brésil convoquait l'ensemble des États sud-américains à un sommet à Brasília, en 2000, avec l'objectif de créer la CASA, tout en fusionnant le MERCOSUL et la Communauté andine des nations (CAN). Le sommet de Brasília a une valeur historique particulière, car il s'agit de la première rencontre exclusive de présidents sud-américains, illustrant symboliquement l'existence d'une Amérique du Sud comme entité géopolitique viable³⁸⁶. De plus, malgré l'échec d'une fusion MERCOSUL-CAN, le sommet a permis la création de l'Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale d'Amérique du sud (IIRSA). L'IIRSA a pour but de favoriser le développement et l'intégration des infrastructures de transport, d'énergie de télécommunications. L'objectif du Brésil, par l'établissement de l'IIRSA, était de lier les intérêts des autres pays de la région à ceux du Brésil en s'assurant que leurs économies nationales soient de plus en plus intégrées physiquement au marché brésilien³⁸⁷.

C'est sous l'administration Lula que s'est formalisé le projet d'une association réunissant l'ensemble des États sud-américains. En effet, dès son arrivée au pouvoir, la nouvelle administration a cherché à encourager une plus grande coordination entre les pays d'Amérique du Sud, faisant de l'intégration régionale une priorité politique; aller plus loin dans le processus d'intégration régionale était considéré comme un moyen pour que le Brésil améliore sa réputation internationale, lui donne plus de pouvoir sur la scène internationale et favorise son développement économique³⁸⁸. Donc, selon cet objectif, la consolidation de la CASA était un élément clef de la construction du leadership régional du Brésil de Lula. Mais avant tout, il fallait que les deux principaux projets d'intégration d'Amérique du Sud, le MERCOSUL et le CAN, s'entendent sur un accord de libre-

³⁸⁵ Miriam Gomes Saraiva, *op.cit.*, 157.

³⁸⁶ Sean W. Burges, *op.cit.*, 59.

³⁸⁷ *Ibid.*, 61.

³⁸⁸ Miriam Gomes Saraiva, *op.cit.*, 160.

échange inter-bloc. Ainsi, après la signature d'un accord de libre-échange MERCOSUL-CAN à l'été 2004, la CASA s'est formellement constituée en décembre 2004, lors du troisième sommet des présidents d'Amérique du Sud, à Cuzco, Pérou. La CASA permettait ainsi de réunir l'ensemble des pays sud-américains sous un même toit institutionnel. La *Déclaration de Cuzco*, qui a signifié l'institutionnalisation de la CASA, souligne que les États de la région partagent une même identité sud-américaine ainsi que des valeurs communes telles que la démocratie, la solidarité, les droits humains, la liberté, la justice sociale, le respect de l'intégrité territoriale, la non-discrimination, l'affirmation de l'indépendance et de l'égalité souveraine des États, et le règlement pacifique des différends. L'établissement de la CASA démontre une volonté très ambitieuse de favoriser la concertation et la coordination politique et diplomatique, d'approfondir le processus de convergence entre le MERCOSUL et la CAN, de poursuivre et d'améliorer l'intégration physique, énergétique et communicationnelle au sein de la région, d'harmoniser les politiques en faveur du développement rural et agricole, et d'encourager le transfert technologique entre les pays. Bref, l'éventail des initiatives de coopération proposées par la *Déclaration de Cuzco* est très large et cela prendra beaucoup de temps, d'efforts et de négociations pour pousser plus avant le développement de l'intégration régionale. Et la CASA semble avoir été lancée sur de bien mauvaises bases, étant donné la résistance de certains États à ce projet comme en témoigne l'absence de quatre présidents lors de la rencontre de Cuzco : les présidents de l'Argentine, de l'Équateur, du Paraguay et de l'Uruguay³⁸⁹. Toutefois, le président Lula prouve sa volonté de tout mettre sur pied pour encourager la consolidation de la CASA, démontrant ainsi que la participation politique du Brésil au processus d'intégration sud-américaine est indispensable : « We are going to continue making every effort within our power, holding all the possible and necessary conversations, and making all the trips necessary for the integration [...] to become a reality in our continent in the next few years » (en anglais dans le texte)³⁹⁰. Malgré l'absence de présidents à la rencontre de Cuzco et malgré l'opposition déclarée du président Chávez à la fusion MERCOSUL-

³⁸⁹ LAWR, « South America : Inauspicious launch of new regional Community », *Latin American Weekly Report* (14 décembre 2004).

³⁹⁰ *Idem*.

CAN, deux blocs régionaux qu'il considère néolibéraux³⁹¹, le processus de développement de la Communauté sud-américaine représente une avancée considérable en termes politiques en ce qui a trait au projet régional. En effet, comme le souligne Lula, par la création de la CASA, il y a établissement de relations de confiance entre les chefs d'État du sous-continent et cela permet de favoriser la coopération et le dialogue interétatiques³⁹².

Par la création de la CASA, l'administration Lula démontre qu'elle préfère, pour son projet d'intégration régionale, un élargissement plutôt qu'un perfectionnement et un approfondissement du MERCOSUL. Autrement dit, plutôt que de créer une véritable union supranationale (tel que l'Union européenne) jouissant d'une certaine indépendance vis-à-vis des acteurs étatiques et régissant un droit communautaire rigide, le Brésil a préféré étendre l'intégration régionale à l'ensemble de l'Amérique du Sud, en encourageant une logique institutionnelle strictement intergouvernementale. Le but du Brésil est d'établir une Amérique du Sud comme un espace géopolitique et géoéconomique viable, pas comme une entité politique autonome par rapport aux acteurs nationaux. Suivant cette option d'intégration régionale, préférée par le Brésil, la CASA s'est transformée en mai 2008 en UNASUL. C'est lors d'une réunion extraordinaire de chefs d'État, dont le pays hôte était le Brésil, que les douze présidents d'Amérique du Sud ont signé le *Traité constitutif* de l'UNASUL. Les objectifs de l'UNASUL demeurent relativement les mêmes que ceux de la CASA. Par contre, comme le souligne Lula lors de son discours à la réunion extraordinaire, le *Traité constitutif* donne à l'organisation régionale une personnalité juridique internationale ainsi que des moyens institutionnels pour réaliser ses objectifs³⁹³. L'institutionnalisation de l'UNASUL est fondée sur différents organes : le conseil de chefs d'État, le conseil

³⁹¹ LAWR, « Chávez comes close to derailing South American Community's first summit », *Latin American Weekly Report* (4 octobre 2005).

³⁹² Luiz Inácio Lula da Silva, « Discurso do Presidente da República, Luiz Inácio Lula da Silva, por ocasião do encerramento da 3ª reunião de presidentes da América do Sul » (8 décembre 2004), en ligne : <http://www.imprensa.planalto.gov.br/> (document consulté le 30 juillet 2011).

³⁹³ Luiz Inácio Lula da Silva, « Discurso do Presidente da República, Luiz Inácio Lula da Silva, durante a reunião extraordinária de chefes de Estado e de Governo da União Sul-Americana de Nações » (23 mai 2008), en ligne : <http://www.imprensa.planalto.gov.br/> (document consulté le 30 juillet 2011).

des ministres des affaires étrangères, le conseil de délégués, le secrétariat général et, finalement, la présidence *pro tempore*. Pour l'administration Lula, l'UNASUL a une valeur particulièrement importante, car l'organisation est devenue le principal instrument utilisé pour réaliser des initiatives multilatérales; c'est également un important mécanisme de la politique du Brésil dans la région à travers lequel les diplomates brésiliens ont opéré en fonction de leur objectif de construire des positions communes avec ses voisins, tout en s'efforçant de conserver une position de leader au sein du sous-continent³⁹⁴.

En ce qui a trait à l'éventualité de situations de crise, un Conseil sud-américain de défense (CSD) a été formé à l'initiative du Brésil. Lors de la réunion de chefs d'État qui allait instituer l'UNASUL, il y eut de nombreuses divergences de positions par rapport à la création d'un CSD, indiquant ainsi la difficulté de voir les chefs d'État sud-américains s'unifier dans le domaine de la défense³⁹⁵. Afin de surmonter ces difficultés et de former ledit conseil, le président Lula a mandaté son ministre de la défense, Nelson Jobim, pour réaliser des consultations auprès de tous les États d'Amérique du Sud³⁹⁶. Ainsi, lorsque le CSD a été officiellement lancé en mars 2009, à Santiago au Chili, « le Brésil aura démontré encore une fois qu'il est peut-être le seul à pouvoir rallier la région malgré les divergences et ainsi créer une identité sud-américaine plus forte. »³⁹⁷ D'autant plus que le Brésil devait réussir à prouver à ses voisins que la mise sur pied du CSD n'a pas pour unique objectif de faciliter sa projection au niveau international (acquisition hypothétique d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU)³⁹⁸. Ceci dit, le faible niveau de conflictualité dans la région étant un actif très important aux yeux des États sud-

³⁹⁴ Miriam Gomes Saraiva, *op.cit.*, 160.

³⁹⁵ LAWR, « Brazil-Region : Defence Council receives lukewarm response », *Latin American Weekly Report* (29 mai 2008).

³⁹⁶ Luiz Inácio Lula da Silva, « Discurso do Presidente da República, Luiz Inácio Lula da Silva, durante a reunião extraordinária de chefes de Estado e de Governo da União Sul-Americana de Nações ».

³⁹⁷ Philippe Genest, « Le Conseil sud-américain de la défense et la nouvelle donne géostratégique en Amérique du Sud », *Centre d'études interaméricaines* (avril 2009), en ligne : http://www.cei.ulaval.ca/fileadmin/cei/documents/Actualite_des_relations_interamericaines/Chroniques/CEI_PG_Conseil_sud-americain_defense_mars2009.pdf (document consulté le 25 juillet 2011).

³⁹⁸ Suzanne Gratius, « ¿Hacia una OTAN sudamericana? Brasil y un Consejo de Defensa Sudamericano », *Fride* (avril 2008), en ligne : <http://www.fride.org/publicacion/401/hacia-una-otan-sudamericana-brasil-y-un-consejo-de-defensa-sudamericano> (document consulté le 2 août 2011).

américains, la paix et la sécurité régionales doivent être considérées comme des biens publics qu'il faut garantir ; ainsi, le CSD apparaît comme un moyen favorisant le renforcement de la confiance mutuelle dans des questions sensibles et stratégiques entre les États de la région³⁹⁹. Et dans un contexte de présence de nombreux enjeux sécuritaires (tels que les guérillas, le narcotrafic, l'instabilité politique, le crime organisé transnational, le réarmement progressif de certains États, la détérioration des relations entre la Colombie, l'Équateur et le Venezuela), la création du CSD apparaît d'autant plus justifiée que le régionalisme sud-américain se construisait en l'absence de véritable mécanisme pour garantir l'ordre sécuritaire régional⁴⁰⁰. Ainsi, l'objectif du CSD n'est pas, pour le moment, de mettre sur pied une alliance sécuritaire avec une capacité militaire propre (à l'image d'une OTAN sud-américaine), mais bien plutôt de servir de forum pour prévenir les conflits et favoriser la médiation sur la scène régionale⁴⁰¹. Les principales fonctions du CSD portent donc sur la transparence (mise à jour des informations sur l'achat d'armements et consultation mutuelle sur tout accord de défense avec des acteurs extérieurs à la région), sur la gestion de crises et la résolution de conflits, ainsi que sur la participation de la région dans des opérations officielles de maintien de la paix⁴⁰². La mise sur pied du CSD est, en définitive, très significative, car « elle vise à conforter le *leadership* régional du Brésil [...] dans le domaine de la *hard politics*, c'est-à-dire dans le champ sécuritaire et du maintien de la paix »⁴⁰³.

Lors de son discours d'investiture, Lula a précisé que la principale priorité de politique étrangère de son administration serait la construction d'une Amérique du Sud politiquement stable, prospère et unie, fondée sur des idéaux de démocratie et de justice sociale⁴⁰⁴. Ainsi, pour la période étudiée dans ce mémoire, on remarque que le Brésil a

³⁹⁹ Augusto W. M. Teixeira Júnior, « Segurança Sul-Americana e a Centralidade do Conselho de Defesa Sul-Americano para a Ordem Regional », *Boletim Meridiano* 47 (avril 2010), 16.

⁴⁰⁰ *Idem*.

⁴⁰¹ LAWR, « Regional defence council launches amid renewed tension », *Latin American Weekly Report* (12 mars 2009).

⁴⁰² Augusto W. M. Teixeira Júnior, *op.cit.*, 16.

⁴⁰³ Sebastian Santander, *op.cit.*, 75.

⁴⁰⁴ Luiz Inácio Lula da Silva, « Pronunciamento do Presidente da República, Luiz Inácio Lula da Silva, na sessão solene de posse no Congresso Nacional » (1 janvier 2003), en ligne : <http://www.imprensa.planalto.gov.br/> (document consulté le 2 août 2011).

été à l'initiative de chaque étape du processus de construction d'une organisation strictement sud-américaine : accord de libre-échange MERCOSUL-CAN, CASA, UNASUL et CSD. Il n'est donc pas faux de prétendre que l'intégration régionale sud-américaine est dépendante du Brésil⁴⁰⁵. Toutefois, et bien que la construction d'un projet sud-américain soit réel, l'objectif brésilien de faire de la région un pôle géoéconomique et géopolitique unifié est encore bien en deçà des résultats attendus. Là où l'administration Lula a misé juste, c'est dans sa capacité à construire le leadership du Brésil dans la région, notamment en favorisant le renforcement d'institutions multilatérales engageant l'ensemble des États sud-américains; le Brésil a réussi à construire une structure complexe et diversifiée de coopération et de dialogue intra-régional⁴⁰⁶.

Impact économique de l'intégration régionale

Au début des mandats de Lula, un des principaux défis relatifs à l'intégration régionale était, comme le souligne Sean W. Burges, le manque de flux commerciaux continentaux⁴⁰⁷. Ainsi, l'administration Lula, consciente « que tout pays aspirant au statut de puissance ou de leadership régional doit payer le prix »⁴⁰⁸ et que l'intégration physique est un facteur clef de l'accroissement des flux commerciaux en Amérique du Sud⁴⁰⁹, a apporté un important soutien financier aux différents projets mis en branle par l'IIRSA. En fait, les différents projets de l'IIRSA sont généralement financés par des institutions financières régionales comme la Banque interaméricaine de développement (BID), la Coopération andine de financement (CAF) ou le Fonds financier pour le développement du bassin de la Plata (FONPLATA), mais l'apport principal est réalisé par le Brésil⁴¹⁰. Par exemple, en ce qui a trait à la CAF (une institution où le Brésil n'est

⁴⁰⁵ Amado Luiz Cervo, « Integração da América do Sul depende do Brasil », *Boletim Meridiano* 47 (no.46, 2008), 3.

⁴⁰⁶ Miriam Gomes Saraiva, *op.cit.*

⁴⁰⁷ Sean W. Burges, « Bounded by the Reality of Trade : Practical Limits to a South American Region », *Cambridge Review of International Affairs* 18 (octobre 2005), 437-454.

⁴⁰⁸ Sebastian Santander, *op.cit.*, 73-74.

⁴⁰⁹ Luiz Inácio Lula da Silva, « Discurso do Presidente da República, Luiz Inácio Lula da Silva, por ocasião do encerramento da 3ª reunião de presidentes da América do Sul ».

⁴¹⁰ Sebastian Santander, *op.cit.*, 74.

membre que depuis 1995), il y a eu, depuis 2003, la mise sur pied par le Brésil d'un plan stratégique pour augmenter progressivement l'apport financier du pays aux projets financés par l'institution financière; l'objectif étant d'accroître son statut d'actionnaire dans l'institution et de rendre plus solide son portefeuille de prêts au profit de la CAF⁴¹¹. Ainsi, certains projets de l'IIRSA chapeautés par la CAF sont en grande partie financés par le Brésil. Le principal est le projet d'autoroute interocéanique, lancé en 2005, qui veut relier l'État d'Acre au Brésil aux ports du sud péruvien, en passant par la Bolivie. Pour ce projet de l'IIRSA, dont le coût financé par la CAF représente 1,6 milliard de dollars US, le Brésil fournit près de 50% de ce montant, avec 805 millions de dollars US⁴¹². Donc, une bonne part des efforts consacrés par le Brésil pour encourager l'intégration économique sud-américaine passe par le développement des infrastructures physiques du sous-continent. Et la construction de l'intégration physique de la région a pour but de favoriser l'expansion des grandes entreprises brésiliennes en Amérique du Sud⁴¹³. Ainsi, l'Amérique du Sud est devenue une plateforme pour l'expansion des entreprises brésiliennes, comme en témoigne l'augmentation accélérée depuis 2005 des investissements directs brésiliens dans son voisinage, qui atteignaient plus de 100 milliards de dollars US en 2007 ; aucun autre pays d'Amérique du Sud que le Brésil ne présente un tel dynamisme d'expansion économique dans son voisinage⁴¹⁴. En plus du développement des infrastructures continentales par le biais de l'IIRSA, le processus d'intégration économique régionale est également accompagné du Programme de substitution compétitive aux importations (PSCI) mis en place par le ministère brésilien des affaires étrangères en 2003. Partant avec l'objectif de renforcer l'intégration politique et socio-économique de l'Amérique du Sud, le PSCI cherche à encourager le commerce entre le Brésil et ses voisins sud-américains, en substituant, lorsque possible, les importations brésiliennes provenant de sources extérieures au sous-continent par des importations provenant de pays de la région. En partie grâce à ce programme, les importations annuelles du Brésil en provenance de l'Amérique du Sud ont augmenté de

⁴¹¹ Rodrigo Maschion Alves, « Corporação Andina de Fomento: o financiamento da infraestrutura integradora sulamericana e a participação do Brasil », *Boletim Meridiano* 47 12 (no.123, 2011), 10.

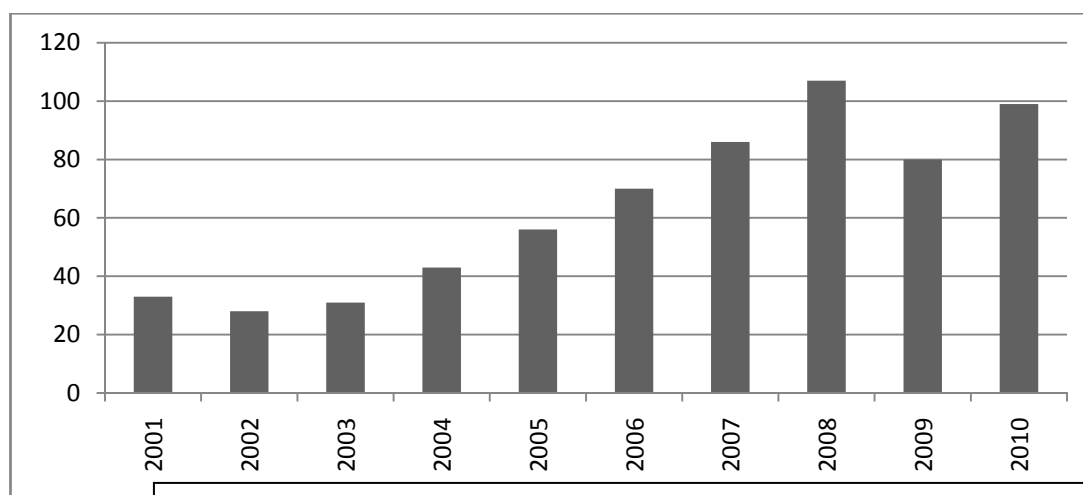
⁴¹² *Ibid.*, 8.

⁴¹³ Sebastian Santander, *op.cit.*, 74.

⁴¹⁴ Amado Luiz Cervo, *op.cit.*, 3.

316%, de 2002 à 2008⁴¹⁵. Peut-être bien que Sean W. Burges avait raison en soulignant que le manque de flux commerciaux en Amérique du Sud nuit au développement de l'intégration régionale. Toutefois, il apparaît que beaucoup d'efforts ont été consacrés (des efforts en grande partie attribuables à l'administration Lula) durant la période qui nous intéresse pour faciliter le commerce intra-régional. Le Brésil de Lula, qui est au cœur du processus d'intégration économique régionale, a fait de l'Amérique du Sud une priorité de sa politique étrangère et cela semble avoir produit des résultats au niveau commercial. En effet, de 2003 à 2008, les exportations à l'intérieur du bloc économique de l'UNASUL ont plus que triplé, passant d'environ 31 à 107 milliards de dollars US (voir figure 4). Après la crise économique de 2009, laquelle a considérablement nuit aux activités économiques, les exportations intra-régionales ont repris avec une augmentation d'environ 24% de 2009 à 2010.

Figure 7 : Évolution des exportations intra-UNASUL de 2001 à 2010 (en milliards de dollars US)



Source : CEPAL. *UNASUR - un espacio de desarrollo y cooperación por construir (mai 2011)*. En ligne : http://www.eclac.org/publicaciones/xml/0/44100/2011-368_UNASUR.pdf (document consulté le 2 août 2011).

⁴¹⁵ Ministério das Relações Exteriores, « Promoção Comercial. Programa de Substituição Competitiva de Importações (PSCI) », *Balço de política externa (2003-2010)*, en ligne : <http://www.itamaraty.gov.br/temas/balanco-de-politica-externa-2003-2010/> (document consulté le 30 juillet 2011).

De plus, le Brésil, en 2009, était la première destination des exportations de biens et services de quatre pays du sous-continent, soit l'Argentine (le Brésil représente 20,4% de ses exportations), la Bolivie (31,5%), le Paraguay (20,7%) et l'Uruguay (20,4%)⁴¹⁶. Toutefois, il est à noter que ces pays, à l'exception de la Bolivie, font partie du bloc économique du MERCOSUL et que des pays tels que le Pérou, la Colombie et l'Équateur (pays membres du CAN) ont les États-Unis comme principale destination pour leurs exportations. Ainsi, la signature d'un accord de libre-échange MERCOSUL-CAN, à l'été 2004, a été un grand pas (pour le moment, surtout symbolique et politique) pour le processus d'intégration économique régionale. Plus significativement, le commerce entre le Brésil et la CAN a augmenté de 253% entre 2000 et 2009⁴¹⁷.

Le rôle régional joué par le Brésil

Maintenant, nous allons brièvement étudier quelques cas spécifiques qui illustrent le leadership régional du Brésil ainsi que son rôle de médiateur/négociateur. Par exemple, nous allons analyser l'implication du Brésil dans les différentes crises politiques et diplomatiques survenant dans la région andine, mais tout d'abord, sa prise en charge de l'opération de stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

En Haïti. En réponse à des affrontements entre les troupes du président Aristide et l'opposition armée, le CSNU a décidé l'envoi d'une force d'intervention en Haïti, le 30 avril 2004, par l'adoption de la résolution 1542. Le Brésil a décidé de participer pleinement à la mission de stabilisation (MINUSTAH), laquelle devait prendre le relais de la Force multinationale intérimaire (composée de troupes des États-Unis, de la France, du Canada et du Chili) à partir du 1^{er} juin 2004. À cette époque, le Brésil avait envoyé environ 1 200 militaires et policiers (le plus gros contingent national) pour participer à une mission de l'ONU mise sur pied en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations unies. Ce à quoi le Brésil n'était pas habitué, notamment parce qu'il a toujours, avant cela, préféré supporter (ou participer à) des missions sanctionnées par le

⁴¹⁶ Organisation mondiale du commerce, *Statistics Database*, 2011.

⁴¹⁷ Julia Sweig, *op.cit.*

Chapitre VI, où la signature d'un traité de paix est préalable à l'envoi d'une force de maintien de la paix⁴¹⁸. Ainsi, l'intervention brésilienne en Haïti a représenté un important changement idéologique dans la politique étrangère du pays, laquelle est notamment basée sur les principes de non-intervention et de respect de la souveraineté nationale, deux normes qui ont été remises en cause dans le cas de la MINUSTAH⁴¹⁹. Le Brésil a donc décidé de participer activement à la MINUSTAH pour gagner un certain prestige aux niveaux régional et international, pour supporter son ambition d'obtenir un siège permanent au CSNU, ainsi que pour accroître ses compétences en maintien/imposition de la paix⁴²⁰. Dans les premiers temps de l'intervention, le Brésil, avec d'autres troupes sud-américaines, ont eu de la difficulté à s'adapter au contexte haïtien et, surtout, au mandat imposé par le Chapitre VII (« Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression »). Mais les troupes de la MINUSTAH, composées en grande partie de militaires et de policiers sud-américains, se sont adaptées et ont parfois dû recourir à la force (seulement lorsque nécessaire) contre les groupes armés, jusqu'à réussir à stabiliser la situation vers la fin 2005 et même atteindre un niveau acceptable de sécurité au début de 2007⁴²¹. Le mandat de la MINUSTAH est très large. Il inclut tout d'abord l'établissement d'un environnement sécuritaire, mais aussi la protection des droits humains, la préparation et la surveillance d'élections, des tâches liées au développement économique et à la construction d'infrastructures, etc.... Il s'agit donc autant d'un mandat sociopolitique que militaire. Pour le Brésil, la participation à la MINUSTAH représente leur premier véritable engagement politique, humanitaire et militaire pour mettre fin à un conflit dans son propre voisinage⁴²². Et on peut dire, pour le moment, qu'il s'agit d'un succès. Premièrement, parce que les troupes brésiliennes, réticentes à utiliser la force et préférant la conciliation et la négociation, ont ainsi attiré le respect de la population

⁴¹⁸ Kai Michael Kenkel, « South America's Emerging Power : Brazil as Peacekeeper », *International Peacekeeping* 17 (novembre 2010), 644-661.

⁴¹⁹ Susanne Gratius, « Brazil in the Americas : A Regional Peace Broker? », *FRIDE* (avril 2007), en ligne : <http://www.fride.org/publication/223/brazil-in-the-americas:-a-regional-peace-broker> (document consulté le 2 août 2011).

⁴²⁰ Kai Michael Kenkel, *op.cit.*; Susanne Gratius, *op.cit.*

⁴²¹ Carlos Chagas Vianna Braga, « MINUSTAH and the Security Environment in Haiti: Brazil and South American Cooperation in the Field », *International Peacekeeping* 17 (novembre 2010), 715.

⁴²² Susanne Gratius, *op.cit.*, 19.

plutôt que leur appréhension. Deuxièmement, parce que le Brésil a participé activement aux plus hauts niveaux du processus de décision, recevant de ce fait le commandement militaire de la MINUSTAH. Troisièmement, parce que la MINUSTAH est un excellent exemple de coopération régionale, alors que le Brésil, l'Argentine et le Chili, qui ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde, ont démontré un niveau très élevé de collaboration, d'engagement et confiance mutuelle dans l'accomplissement de leurs tâches. Soulignons que l'ensemble des pays d'Amérique du Sud, à l'exception du Venezuela, de la Guyane et du Suriname, participe à l'effort militaire de la MINUSTAH⁴²³. Cette coopération régionale, sous leadership brésilien, a facilité l'engagement des États sud-américains dans le processus d'intégration régionale, particulièrement en ce qui a trait au Conseil sud-américain de défense. Finalement, parce que même en dehors du champ militaire, le gouvernement ainsi que certaines organisations (gouvernementales et non-gouvernementales) du Brésil ont démontré un important engagement auprès de la MINUSTAH. La combinaison de tous ces éléments n'est pas uniquement la clef du succès de l'intervention brésilienne (et de la MINUSTAH), mais caractérise aussi une manière spécifiquement brésilienne de se charger du maintien de la paix (« the Brazilian way of peacekeeping »)⁴²⁴.

En résumé, pour le Brésil, la MINUSTAH a permis de prouver sa capacité à prendre en charge une mission onusienne. La performance brésilienne a aussi attiré le respect et l'admiration entre autres de la part de l'ancien représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour Haïti et chef des forces de la MINUSTAH, Hédi Annabi : « The performance of Brazil's contingent corresponds to the ideal of UN peacekeeping, according to which peace cannot ultimately be imposed through force, but must be consolidated by winning hearts. »⁴²⁵ La MINUSTAH est aussi une expérience qui assure au Brésil l'acquisition de nombreuses compétences, au niveau militaire et tactique (pour les différents corps de l'armée brésilienne) et aussi au niveau politique et

⁴²³ En date du 26 juillet 2011, l'Argentine fournissait 719 militaires; la Bolivie, 208; le Brésil, 2 182; le Chili, 500; la Colombie, aucun militaire mais 20 policiers; l'Équateur, 67 militaires; le Paraguay, 132; le Pérou, 372; et l'Uruguay, 1 105.

⁴²⁴ Carlos Chagas Vianna Braga, *op.cit.*, 717-720.

⁴²⁵ *Ibid.*, 719.

logistique, comme en témoigne la complémentarité des efforts déployés par différentes agences gouvernementales (les ministères de la défense, des affaires étrangères, de la santé, de l'agriculture, ou l'Agence brésilienne pour la coopération). Finalement, au profit du leadership brésilien, les excellents résultats rencontrés par les pays sud-américains représentent un excellent exemple de la façon dont une forte implication régionale dans une opération de paix peut être extrêmement productive⁴²⁶.

Au Venezuela. L'implication de l'administration Lula dans différentes crises politiques et diplomatiques dans la région sud-américaine démontre sa volonté de faire du Brésil un médiateur et un interlocuteur incontournable en Amérique du Sud. Une des premières initiatives de l'administration Lula en Amérique du Sud a été de se proposer en médiateur dans le conflit politique interne sévissant au Venezuela entre le gouvernement d'Hugo Chávez et l'opposition. En janvier 2003, le Brésil a encouragé la formation du « Groupes des amis » du Venezuela (composé du Brésil, des États-Unis, du Chili, du Mexique, de l'Espagne et du Portugal) afin de faciliter un règlement entre les différents acteurs impliqués et de supporter les efforts de prévention de conflit de l'OÉA. La proposition du président Lula, construite autour des principes de l'OÉA, consistait à garder toute solution politique confinée aux limites de la constitution vénézuélienne; cette proposition allait à l'encontre de celle préconisée par les États-Unis, à savoir le déclenchement d'élections⁴²⁷. Jusqu'au référendum d'août 2004, qui a mis fin à l'impasse politique vénézuélienne par la victoire de Chávez⁴²⁸, le président Lula a persisté à visiter Caracas dans l'objectif de convaincre son homologue vénézuélien de respecter les règles démocratiques et d'en appeler à une consultation populaire⁴²⁹. Ainsi, le Brésil a indubitablement joué un rôle important dans les négociations entourant cette crise politique.

⁴²⁶ *Ibid.*, 720.

⁴²⁷ LAWR, « Opposition publishers call for an end to the strike-lockout to unseat Chávez », *Latin American Weekly Report* (14 janvier 2003).

⁴²⁸ Le référendum avait pour objectif de demander à la population si elle décidait la révocation ou le maintien du président Chávez au pouvoir. Le conseil national électoral a annoncé que c'est le « non », contre la révocation du président, qui l'a emporté avec environ 58% des voix.

⁴²⁹ Susanne Grätius, *op.cit.*, 22.

En Bolivie. L'administration Lula a aussi été très présente en Bolivie : « Brazil has defined itself as the principal external mediator in Bolivian internal political affairs. »⁴³⁰ Tout d'abord, en octobre 2003, quand le président Gonzalo Sánchez de Lozada était aux prises avec un important mouvement de protestations dirigé par Evo Morales et Felipe Quispe. C'est sous la pression des présidents Lula et Kirchner que le président bolivien a décidé de prioriser une solution pacifique plutôt que d'opter pour une réponse répressive, contre des opposants que ce dernier accusait d'être « narcoterroristes »⁴³¹. L'intervention conjointe Brésil-Argentine a facilité la résignation du président Sánchez de Lozada. Par la suite, l'administration Lula s'est dite entièrement disposée à collaborer avec le nouveau gouvernement bolivien de Carlos Mesa (vice-président sous le gouvernement précédent)⁴³² et elle a continué à encourager une solution pacifique dans le conflit qui s'est poursuivi entre le gouvernement Mesa et l'opposition⁴³³. En 2005, alors que les partisans d'Evo Morales et les autonomistes des régions de l'est bolivien (régions productrices de gaz naturel) ont commencé à s'affronter, le ministre brésilien des affaires étrangères Celson Amorim est régulièrement allé à La Paz pour chercher à atténuer les tensions⁴³⁴. Ainsi, on remarque que l'administration Lula favorise toujours une approche consensuelle et conciliatrice dans la recherche de solutions; et cela est particulièrement remarquable dans le cas du « conflit du gaz » qui s'est déclenché après l'annonce du président Morales de nationaliser le gaz naturel bolivien. En réponse à cette nationalisation, Brasilia a priorisé la coopération, la cooptation et la discussion par rapport aux menaces et à la coercition, tout cela dans un contexte de bras-de-fer à peine voilé contre le Venezuela⁴³⁵. En effet, la nationalisation de l'industrie gazière bolivienne a semblé être une tentative du gouvernement Chávez de supplanter le leadership économique du Brésil dans la

⁴³⁰ *Ibid.*, 21.

⁴³¹ LAWR, « Bolivia's new President may find his first pressures coming from abroad », *Latin American Weekly Report* (21 octobre 2003).

⁴³² LAWR, « BOLIVIA : Hands-on reaction by Lula & Kirchner », *Latin American Weekly Report* (21 octobre 2003).

⁴³³ Susanne Grätius, *op.cit.*, 21.

⁴³⁴ Jean Daudelin, « Le Brésil comme puissance : portée et paradoxes ».

⁴³⁵ Sean W. Burges, « Brazil as a Regional Leader : Meeting the Chávez Challenge », *Current History* 109 (février 2010), 57.

région⁴³⁶. À un certain moment toutefois, le Brésil a été dans l'obligation de durcir le ton, comme en témoigne l'affirmation teintée d'avertissement de Lula à l'effet que si le Brésil est dépendant du gaz bolivien, la Bolivie est tout autant dépendante, sinon plus, du marché brésilien⁴³⁷. De plus, en 2008, le Brésil, avec la découverte d'importantes réserves de gaz et de pétrole off-shore, obtenait un levier supplémentaire dans ce « conflit du gaz ». Ainsi, l'argument d'une autosuffisance éventuelle en combustible fossile (« bâton ») a été dirigé contre La Paz conjointement à une promesse d'un plus grand engagement économique du Brésil en Bolivie (« carotte »), ce qui a entraîné les résultats recherchés par l'administration Lula, soit que le secteur des ressources gazières boliviennes a été rouvert aux investissements directs étrangers, particulièrement pour la compagnie brésilienne Petrobras⁴³⁸. En bref, depuis l'arrivée au pouvoir de Lula, le Brésil a été très impliqué en Bolivie, se positionnant en médiateur dans les différentes crises politiques internes. Aussi, le cas de la nationalisation du gaz bolivien a illustré les difficultés que pouvaient rencontrer le leadership brésilien en Amérique du Sud ; mais il a surtout démontré que l'approche de Brasilia fondée sur la recherche de consensus a été très efficace et a permis, nonobstant le « conflit du gaz », de maintenir de bonnes relations avec la Bolivie tout en affichant une maturité diplomatique certaine.

En Colombie. Nous allons maintenant porter attention au rôle que l'administration Lula a joué dans le conflit interne qui sévit en Colombie depuis des décennies entre le gouvernement colombien et les groupes de guérilla. Généralement, l'administration Lula a été relativement distante dans ce dossier. La plupart des relations sécuritaires bilatérales entre la Colombie et le Brésil porte sur l'enjeu du contrôle des frontières. Autrement, alors que le président Lula, en début de premier mandat, s'est proposé comme médiateur entre le gouvernement colombien et l'Armée de libération nationale (ELN), l'initiative brésilienne a essuyé le refus de la Colombie⁴³⁹. À partir de ce moment, le Brésil a en quelque sorte accepté tacitement la prédominance américaine

⁴³⁶ *Idem.*

⁴³⁷ LAWR, « BRAZIL : Lula toughens the message to Bolivia », *Latin American Weekly Report* (1 août 2006).

⁴³⁸ Sean W. Burges, *op.cit.*, 57.

⁴³⁹ Susanne Gratius, *op.cit.*, 20.

dans le dossier du conflit armé en Colombie. Mais il n'allait pas complètement se résigner à rester en marge d'une situation ayant lieu dans un pays frontalier. D'une part, en raison de l'objectif de Lula de constituer le Conseil sud-américain de défense, pour lequel il fallait rechercher le support et l'adhésion de la Colombie. Ainsi, en juillet 2008, le président Lula, lors d'une rencontre avec son homologue colombien, a appelé les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) à relâcher plus de 3 000 otages, prenant pour la première fois une position officiellement contre l'organisation révolutionnaire. Soulignant et félicitant les avancées de l'armée colombienne dans son combat contre les FARC, Lula a réussi à recevoir la promesse d'une participation éventuelle de la Colombie au CSD⁴⁴⁰.

Les crises régionales diplomatiques. D'autre part, le Brésil est intervenu lorsque le conflit interne colombien a eu des répercussions régionales, soit lors des crises de 2008 et 2009 entre la Colombie et ses voisins équatorien et vénézuélien. Ces crises ont respectivement eu lieu après la violation de la frontière équatorienne par des troupes colombiennes le 1^{er} mars 2008, ainsi qu'à la suite de la signature de l'accord États-Unis/Colombie sur l'utilisation de bases aériennes colombiennes par l'armée américaine. Lors de ces crises diplomatiques, le Brésil a eu un rôle très important pour atténuer les tensions entre la Colombie et ses voisins, l'Équateur et le Venezuela.

Voyons tout d'abord la crise qui s'est déclenchée après la violation de la souveraineté équatorienne en mars 2008. Rapidement après les événements, le Brésil, fidèle à ses principes de non-intervention dans les affaires internes d'un État, a condamné les attaques, il a appelé la Colombie à faire des excuses officielles et explicites et il a promis de mobiliser toutes ses habiletés diplomatiques pour trouver une solution pacifique à la crise⁴⁴¹. Les efforts de médiation du ministre brésilien des affaires étrangères Celso Amorim, acceptés par les États-Unis, ont abouti à l'adoption à l'OÉA

⁴⁴⁰ LAWR, « BRAZIL : Regional success; international fiasco », *Latin American Weekly Report* (24 juillet 2008).

⁴⁴¹ R. Guy Emerson, « Radical Neglect? The “War on Terror” and Latin America », 49.

d'une résolution pour mener une enquête officielle sur l'incident, à la convocation d'une réunion ministérielle pour examiner ses résultats, ainsi qu'à la présentation d'excuses officielles par le gouvernement colombien⁴⁴². À partir de cette crise provoquée par la violation de la frontière équatorienne, et surtout suite à l'annonce de l'utilisation de bases militaires colombiennes par l'armée américaine, les relations entre la Colombie et le Venezuela ont commencé à se détériorer considérablement. Pour tenter de désamorcer le conflit entre la Colombie et le Venezuela à ce sujet, un sommet de l'UNASUL a été convoqué à Bariloche, Argentine, le 28 août 2009. Bien que les chefs d'État réunis à ce sommet aient réitéré, dans une déclaration commune, leur intention de faire de l'Amérique du Sud une zone de paix et de ne pas recourir à la force en cas de litige⁴⁴³, il n'y eut pas de consensus entourant les bases militaires colombiennes. En fait, les débats au CSD de l'UNASUL n'ont pas permis d'atténuer les tensions entre la Colombie et le Venezuela. Ces tensions n'ont fait que s'empirer avec le temps. En effet, le 8 novembre 2009, Hugo Chávez a ordonné à ses troupes de se préparer à l'éventualité d'une guerre⁴⁴⁴. Considérant que les bases militaires représenteraient une véritable menace à la sécurité nationale du Venezuela, le président vénézuélien a envoyé 15 000 soldats se poster à la frontière. Ensuite, en juin 2010, lors de l'élection de Juan Manuel Santos à la présidence colombienne, Hugo Chávez a déclaré que l'arrivée au pouvoir de cet ancien ministre de la défense (en poste lors de la violation de la frontière équatorienne) pouvait mener à une guerre dans la région. La crise a atteint un autre niveau en juillet 2010, alors que la Colombie accusait le Venezuela de servir de refuge pour des membres des FARC. Le Venezuela a répliqué en coupant toute relation diplomatique avec la Colombie. Lors de ces différents épisodes, le président Lula ne cessait d'intervenir directement auprès de ses homologues colombien et vénézuélien afin d'améliorer les relations entre eux⁴⁴⁵. Ainsi, alors que la poussière commençait à retomber au mois d'août 2010,

⁴⁴² Jim Lobe, « U.S. Diplomacy Sidelined by Loyalty to Uribe », *Inter Press News Service* (5 mars 2008), en ligne : <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=41474> (page consultée le 5 août 2011).

⁴⁴³ Tel qu'inscrit dans le texte officiel de la décision de la réunion officielle de chefs d'État de l'UNASUL. En ligne : <http://www.itamaraty.gov.br/temas/americado-sul-e-integracao-regional/unasul/bariloche> (document consulté le 5 août).

⁴⁴⁴ LAWR, « VENEZUELA-COLOMBIA: A 'call to war' with consequences for Chávez », *Latin American Weekly Report* (12 novembre 2009).

⁴⁴⁵ Simone Iglesias, « Lula diz há pressa em melhorar relações entre Colômbia e Venezuela », *Folha.com* (7 août 2010), en ligne : <http://www1.folha.uol.com.br/mundo/779550-lula-diz-ha-pressa-em-melhorar-relacoes-entre-colombia-e-venezuela.shtml> (page consultée le 5 août 2011).

l'ambassadeur colombien en Argentine, Álvaro García Jiménez, a présenté le président Lula comme un médiateur essentiel, celui-ci ayant servi de pont entre la Colombie et le Venezuela ; ses interventions auraient ainsi contribué à atténuer les tensions et à trouver une solution au conflit diplomatique entre les deux pays voisins⁴⁴⁶.

En résumé, les crises régionales qui ont eu lieu à partir de mars 2008 entre la Colombie et ses pays voisins, l'Équateur et le Venezuela, ont été d'importants défis pour le leadership du Brésil dans la région sud-américaine. Il y a eu quelques écueils, notamment l'impossibilité de débattre constructivement de la question des bases américaines en Colombie au sein de l'UNASUL. L'encadrement institutionnel de l'UNASUL a, par contre, réussi à réduire les tensions et à rétablir les relations diplomatiques entre l'Équateur et la Colombie⁴⁴⁷. Mais, en définitive, c'est surtout l'approche pragmatique de l'administration Lula qui a permis de désamorcer la situation conflictuelle entre la Colombie et le Venezuela ; cette approche consiste à servir de médiateur dans les pourparlers, en encourageant la discussion et le partage d'informations comme des dispositifs pour atténuer les tensions⁴⁴⁸. Bref, l'administration Lula a réussi à s'imposer comme interlocuteur indispensable dans l'atténuation des tensions. Que ce soit lors de crises politiques internes (au Venezuela ou en Bolivie) ou lors de crises diplomatiques interétatiques (entre la Colombie et ses voisins, l'Équateur et le Venezuela).

3.2.1 Évaluation du niveau d'autonomie du Brésil

Nous allons maintenant évaluer dans quelle mesure la stratégie du Brésil de jouer un rôle de leader et de favoriser l'intégration politique et économique dans la région sud-américaine a-t-elle influencé le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis.

⁴⁴⁶ EFE, « Lula foi essencial na mediação da crise com Venezuela, diz embaixador colombiano », *Folha.com* (8 août 2010), en ligne : <http://www1.folha.uol.com.br/mundo/779744-lula-foi-essencial-na-mediacao-da-crise-com-venezuela-diz-embaixador-colombiano.shtml> (page consultée le 5 août 2011).

⁴⁴⁷ LAWR, Rancorous Unasur summit fails to resolve US-Colombian base issue », *Latin American Weekly Report* (17 septembre 2009).

⁴⁴⁸ Sean W. Burges, *op.cit.*, 58.

Ainsi, considérant cette stratégie de politique étrangère, nous verrons qu'il y a eu une augmentation du niveau d'autonomie du Brésil.

Lors d'un discours à l'occasion de la fermeture de la rencontre de Cuzco (formalisation de la CASA), le président Lula explique, appuyé par une citation de Celso Furtado, l'importance de l'intégration économique régionale pour le développement économique et, de fait, pour l'augmentation de l'autonomie des États sud-américains; ainsi, pour surmonter leur état de dépendance, ils doivent chercher des réponses adéquates au défi du développement⁴⁴⁹. Du point de vue de l'administration Lula, la recherche d'autonomie est un moyen pour accroître le développement économique et social du Brésil et, en contrepartie, le développement économique offre une plus grande marge de manœuvre sur la scène internationale⁴⁵⁰. Ainsi, pour le Brésil, l'intégration régionale (la réponse au défi du développement) est un moyen qui permet d'accéder plus facilement aux marchés étrangers et qui facilite l'expansion des industries brésiliennes dans la région sud-américaine⁴⁵¹. De plus, le président Lula, dans un discours valorisant la solidarité et la destinée commune des pays de la région, souligne que l'intégration économique et physique offre des conditions pouvant encourager la croissance économique de tous les États sud-américains, même les plus pauvres⁴⁵². Bref, c'est avec le développement économique engendré par l'intégration régionale que le niveau d'autonomie d'un État peut être positivement influencé. L'intégration régionale en soi n'apporte pas nécessairement un plus grand niveau d'autonomie; il n'y a pas de « cause à effet » certain entre intégration et autonomie. Mais l'intégration régionale est une condition pour l'acquisition d'une plus grande autonomie, car elle représente un instrument essentiel dans le processus de construction et de préservation de l'autonomie⁴⁵³. Donc, au niveau économique, les initiatives telles que le processus de

⁴⁴⁹ Luiz Inácio Lula da Silva, « Discurso do Presidente da República, Luiz Inácio Lula da Silva, por ocasião do encerramento da 3a reunião de presidentes da América do Sul (8 décembre 2004), en ligne : <http://www.imprensa.planalto.gov.br/> (document consulté le 30 juillet 2011).

⁴⁵⁰ Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *op.cit.*, xiii.

⁴⁵¹ Miriam Gomes Saraiva, *op.cit.*, 154.

⁴⁵² LAWR, « BRAZIL : Regional success; international fiasco ».

⁴⁵³ Carlos Nahuel Oddone et Leonardo Granato, « Los nuevos proyectos de integración regional vigentes en América latine : la Alternativa Bolivariana para Nuestra América y la Comunidad Sudamericana de

fusion MERCOSUL/CAN, les différents projets de l'IIRSA et le programme PSCI – qui ont déjà apporté certains bénéfices économiques et commerciaux – ont pour objectif d'encourager le développement économique du Brésil et des pays de la région, pour ainsi augmenter leur niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis.

Selon l'esprit du « réalisme de la périphérie », les auteurs Puig et Jaguaribe affirment que les États périphériques doivent former des alliances régionales dirigées contre le centre et doivent favoriser leur intégration politique et économique s'ils veulent augmenter leur autonomie vis-à-vis de l'État central⁴⁵⁴. Dans cette optique, pour augmenter son niveau d'autonomie par rapport à la première puissance du continent, les États-Unis, le Brésil cherche à « créer une scission géopolitique du continent où, face à une Amérique centrale et septentrionale dominée par les États-Unis, évoluerait une Amérique du Sud sous leadership brésilien. »⁴⁵⁵ En effet, avec la formation de la CASA et, subséquemment, de l'UNASUL, on observe le début d'un long processus d'intégration exclusivement sud-américaine dans lequel la puissance du Brésil est prédominante⁴⁵⁶. De plus, le Conseil sud-américain de défense vient renforcer la position du Brésil, première puissance militaire du sous-continent, au sein de l'UNASUL. Cela envoie également un message aux États-Unis à l'effet que l'Amérique du Sud désire gérer elle-même ses propres enjeux sécuritaires. En fait, la création du CSD a pour effet de renforcer le système sud-américain en formation (avec le Brésil au centre) au détriment du système hémisphérique (avec les États-Unis au centre); et cette initiative est un autre signe d'une division croissante d'intérêts entre l'Amérique du Sud et le reste de la région⁴⁵⁷. En outre, la mise sur pied du CSD permet d'assurer la position de leader du Brésil en Amérique du Sud, réduisant également l'influence de compétiteurs pour ce rôle, soit les États-Unis et le Venezuela⁴⁵⁸. Le projet d'intégration de l'Amérique du Sud

Naciones », *Hegemonia* (no.3, 2008), en ligne : http://www.unieuro.edu.br/downloads_2005/hegemonia_03_06.pdf (document consulté le 7 août 2011).

⁴⁵⁴ Hélio Jaguaribe, *op.cit.*; Juan Carlos Puig, *op.cit.*

⁴⁵⁵ Sebastian Santander, *op.cit.*, 73.

⁴⁵⁶ Wilson T. M. Junior, « Unasul : “uma América do Sul unida mexerá com o tabuleiro do poder no mundo”. Será? », *Boletim Meridiano* 479 (no.95, 2008), 15-17.

⁴⁵⁷ S. Gratius, « ¿Hacia una OTAN sudamericana? Brasil y un Consejo de Defensa Sudamericano », 5.

⁴⁵⁸ LAWR, « BRAZIL : Regional success; international fiasco ».

(celui de construire l'unité régionale aux niveaux économique, politique et sécuritaire) est fonction de la conception brésilienne d'un monde multipolaire; et les dirigeants et les sociétés sud-américaines ne sont pas insensibles à cette conception et à la possibilité de faire de l'Amérique du Sud un pôle de puissance dans le système international⁴⁵⁹. Bien qu'on puisse douter que l'Amérique du Sud représente pour le moment un véritable pôle de puissance, on peut affirmer que l'intégration régionale sud-américaine, avec le Brésil comme première puissance, est partie intégrante du processus de multipolarisation du système qui est actuellement en cours (voir chapitre 2 pour une explication détaillée du contexte de multipolarisation). En bref, les créations de l'UNASUL et du CSD illustrent le rôle de plus en plus prépondérant du Brésil dans une Amérique du Sud qui tend à exclure progressivement les États-Unis. Conséquemment, par la mise sur pied de ces alliances sud-américaines, on peut dire que le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis a augmenté.

Maintenant, jetons un coup d'œil à l'implication du Brésil dans les conflits internes et les crises diplomatiques régionales, mais surtout analysons l'impact qu'a cette implication sur le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis. Commençons tout d'abord par la mission onusienne en Haïti. Ce qu'il y a à retenir de la MINUSTAH, c'est la capacité d'un corps militaire majoritairement sud-américain, avec le Brésil à sa tête, de prendre en charge un conflit armé ayant lieu dans sa propre région⁴⁶⁰. En fait, l'intervention en Haïti peut être considérée comme un élément fondamental du rôle de pacificateur que le Brésil tend à vouloir assumer dans la région. En effet, le Brésil, en s'impliquant aussi activement dans une mission sanctionnée par l'ONU et en assurant le commandement militaire de troupes majoritairement sud-américaines, est venu se substituer aux États-Unis, traditionnellement responsables de la résolution de conflits dans les Amériques⁴⁶¹. De plus, le cas de l'intervention en Haïti est un bon indicateur de la recherche d'autonomie du Brésil. En effet, comme le soulignent

⁴⁵⁹ Amado Luiz Cervo, « A crise da América do Sul e a solução diplomática », *Boletim Meridiano* 47 9 (no.92, 2008), 3.

⁴⁶⁰ Daniel Flesmes, « Brazilian Foreign Policy in the changing world order », *South African Journal of International Affairs* 16 (août 2009), 168.

⁴⁶¹ Susanne Gratius, *op.cit.*, 19.

Vigevani et Cepaluni, le Brésil cherche à démontrer sa capacité à intervenir dans des domaines qui ne représentent pas nécessairement un intérêt égoïste et immédiat, mais qui font partie de ce qui est internationalement reconnu comme un bien public, en l'occurrence la paix internationale et la sécurité des populations civiles. Ainsi, le Brésil a décidé de prendre en charge la MINUSTAH, en partie pour améliorer son statut, mais surtout, pour accroître son autonomie sur la scène internationale⁴⁶².

Les crises politiques internes au Venezuela et en Bolivie ont, comme nous l'avons analysé, illustré l'importance croissante du Brésil en tant que médiateur régional. Il en est de même pour les crises diplomatiques régionales impliquant la Colombie et ses voisins (Équateur et Venezuela), prouvant ainsi la centralité du Brésil dans l'atténuation des tensions interétatiques. Durant la crise qui s'est déclenchée après la violation de la souveraineté équatorienne en mars 2008, le ministre des affaires étrangères Celso Amorim a affirmé que si la gestion de la crise se faisait surtout au sein de l'ensemble sud-américain, les chances de trouver une solution et d'éviter une polarisation dans la région seraient bien plus grandes⁴⁶³. Autrement dit, en gardant les États-Unis le plus possible à l'écart du dossier, le Venezuela a moins de motifs de faire déraiser les négociations entourant la résolution du conflit. Et cela donne une excellente opportunité au Brésil de jouer un rôle de médiateur, d'autant plus qu'il a adopté une position pragmatique et modérée en regard aux événements : « Brazil was the one regional power whose legitimacy as an honest broker was accepted by all three of the most-affected countries - Colombia, Ecuador and Venezuela. »⁴⁶⁴ Ainsi, comme les États-Unis sont trop directement et ouvertement impliqués dans la guerre entre le gouvernement colombien et les guérillas, cela a décrédibilisé Washington comme acteur diplomatique; et le Brésil est le seul acteur d'influence accepté par tous⁴⁶⁵. C'est à partir de ce moment, soit dit en passant, que l'administration Lula a redoublé d'efforts pour faire accepter par les États sud-américains son projet de CSD. Ensuite, pour ce qui est des crises successives entre la Colombie et le Venezuela, l'administration Lula n'a pas hésité à

⁴⁶² Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *op.cit.*, 92.

⁴⁶³ Jim Lobe, *op.cit.*

⁴⁶⁴ *Idem.*

⁴⁶⁵ R. Guy Emerson, *op.cit.*, 49.

affirmer que la voie du dialogue pour atténuer les tensions devait passer prioritairement par l'UNASUL et son CSD, arguant que les États-Unis, dans le cadre de l'OÉA, allaient influencer les négociations contre le Venezuela⁴⁶⁶. Éventuellement, l'objectif du Brésil est de faire en sorte que l'UNASUL devienne l'instance de référence pour surmonter les conflits et les crises éclatant dans la région et qu'elle remplace progressivement l'OÉA⁴⁶⁷. Pour le moment, les débats au CSD de l'UNASUL entourant la crise Colombie/Venezuela ont plutôt démontré les limites de l'organisation régionale. Cela n'enlève rien toutefois à la capacité du Brésil à se présenter en médiateur crédible et central auprès des parties en présence. En fait, l'implication très active du Brésil démontre que celui-ci a acquis dans les années Lula une plus grande autonomie sur la scène régionale.

Nous pourrions souligner ici le rôle joué par les États-Unis eux-mêmes dans l'espace d'autonomie dont jouit de plus en plus le Brésil. Il semble que, dans une certaine mesure, Washington accepte de donner une plus grande marge de manœuvre à Brasília, car les États-Unis considèrent le Brésil comme une puissance stabilisatrice; cette situation est engendrée d'une part, par la présence du président Chávez dont les positions internationales et les projets régionaux sont considérés bien plus menaçants que ceux du Brésil et d'autre part, par l'absence relative des États-Unis sur la scène latino-américaine, ceux-ci étant davantage préoccupés par les guerres en Irak et en Afghanistan⁴⁶⁸ (voir chapitre 2 sur le contexte international).

Brazil is now seen by the US government as “the moderate force” in South America. This recognition is fundamental as it puts Brazil on the centre stage of diplomacy in the region. When Lula declared that “Venezuela’s relations with the US are not Brazil’s relations with the US” he made it clear to the US government that Brazil is the route to neutralise Chávez.⁴⁶⁹

⁴⁶⁶ Mark Weisbrot, « No place for Washington in Colombia-Venezuela row », *Guardian.co.uk* (28 juillet 2010), en ligne : <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/cifamerica/2010/jul/28/colombia-venezuela-washington-south-america> (page consultée le 7 août 2011).

⁴⁶⁷ Andrés Serbin, « América del Sur en un mundo multipolar: ¿es la Unasur la alternativa? », *Nueva Sociedad* (no.219, 2009), 145.

⁴⁶⁸ Cristina Soreanu Pecequilo, *op.cit.*, 144.

⁴⁶⁹ LAWR, « BRAZIL : Brazil tones down leadership ambitions », *Latin American Weekly Report* (7 novembre 2006).

D'ailleurs, il est important de souligner que c'est en partie dans la capacité de l'administration Lula à « gérer » Hugo Chávez qu'on peut observer toute la force et la consistance du leadership régional du Brésil⁴⁷⁰. En outre, lors d'une rencontre en mars 2008 avec son homologue brésilien Celso Amorim, Condoleezza Rice « a affirmé que non seulement le gouvernement américain n'avait aucun problème avec le désir de leadership avoué du Brésil dans le CSD, mais qu'il avait entièrement confiance en ce dernier pour qu'il mène le projet à terme. »⁴⁷¹ Le fait que le Brésil soit allé chercher l'accord des États-Unis pour le projet de CSD constitue une manœuvre propre à l'autonomie relationnelle, tel qu'analysée par Russell et Tokatlian : « cases of great degrees of autonomy can occur in combination with high levels of coincidence with U.S. interests. »⁴⁷² Et dans ce cas, la coïncidence des intérêts brésiliens avec ceux des États-Unis porte sur la nécessité de neutraliser les ambitions du président vénézuélien Hugo Chávez. On peut affirmer que l'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis a considérablement augmenté durant la période qui nous intéresse et cela semble dû en partie à une acceptation de Washington de voir le Brésil devenir un acteur central en Amérique du Sud, une puissance stabilisatrice. En ce sens, on remarque que notre seconde hypothèse est imparfaite, puisque la réaction des États-Unis par rapport aux stratégies et aux actions du Brésil est un facteur explicatif du niveau d'autonomie du Brésil. Dans l'analyse de la stratégie brésilienne de jouer un rôle de leader sur la scène régionale, on doit souligner que l'acceptation explicite des États-Unis de faire du Brésil une puissance stabilisatrice en Amérique du Sud a en partie déterminé le niveau d'autonomie du Brésil par rapport à Washington.

En conclusion, rappelons que la stratégie du Brésil de jouer un rôle de leader et de favoriser l'intégration politique et économique dans la région sud-américaine a eu un effet positif sur son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis. En ce qui a trait à la construction d'une organisation strictement sud-américaine (de la CASA à l'UNASUL), on assiste progressivement au développement de l'intégration régionale, illustrant ainsi une volonté de réduire de plus en plus l'implication des États-Unis dans les affaires

⁴⁷⁰ Sean W. Burges, *op.cit.*, 53.

⁴⁷¹ Philippe Genest, *op.cit.*, 6.

⁴⁷² Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, *op.cit.*, 18.

régionales. Bien qu'à court terme il est possible de faire preuve de pessimisme en regard des perspectives d'une véritable intégration économique sud-américaine⁴⁷³ et bien qu'il demeure nécessaire de consolider une structure institutionnelle effective, l'UNASUL démontre la volonté politique des États sud-américains de faire de l'Amérique du Sud un pôle de puissance (qui exclut les États-Unis) dans un système international en mode de multipolarisation⁴⁷⁴. Petite parenthèse : il faut dire que la vision du régionalisme préconisée par le Brésil consiste à développer l'intégration régionale de façon assez flexible, encourageant une institutionnalisation strictement intergouvernementale, refusant de mettre sur pied une instance supranationale qui jouirait d'une certaine indépendance par rapport aux États participants et qui administrerait un droit communautaire contraignant⁴⁷⁵. Cette logique institutionnelle, qui accorde beaucoup d'espace aux institutions présidentielles et ministérielles, place le Brésil au centre des négociations et des débats régionaux, faisant de celui-ci le leader et l'interlocuteur incontournable de l'Amérique du Sud, en raison de sa prépondérance économique, politique et militaire. Il faut dire aussi que l'intégration régionale, construite de cette manière, offre le double avantage d'augmenter le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis tout en lui permettant de conserver une grande marge de manœuvre par rapport aux autres États sud-américains. Donc, les créations d'alliances régionales flexibles (l'UNASUL et le CSD) illustrent le rôle de plus en plus prépondérant du Brésil dans une Amérique du Sud qui tend à exclure progressivement les États-Unis. Ainsi, les États sud-américains, le Brésil en tête, sont de plus en plus en mesure de formuler et d'appliquer des politiques régionales indépendamment des préférences imposées par la puissance américaine. Ils sont également davantage disposés à prendre en charge leurs propres problèmes politiques internes et diplomatiques régionaux. L'UNASUL et son CSD ont prouvé qu'ils formaient des forums de négociations fonctionnels, même si les obstacles à l'atteinte de consensus demeuraient grands. L'objectif du Brésil est de réduire voire, d'exclure la participation des États-Unis aux affaires diplomatiques et sécuritaires de la région sud-américaine. Ainsi, l'appel

⁴⁷³ Il faut noter que le Pérou, le Chili et la Colombie ont signé des traités bilatéraux de libre-échange avec les États-Unis, nuisant ainsi à l'établissement effectif d'une zone de libre-échange sud-américaine.

⁴⁷⁴ Andrés Serbin, *op.cit.*, 156.

⁴⁷⁵ Sebastian Santander, *op.cit.*, 70-75.

lancé en septembre 2008 par la présidente chilienne Michelle Bachelet pour la tenue d'une rencontre d'urgence de l'UNASUL (excluant d'emblée un sommet de l'OÉA) afin de résoudre une crise politique interne en Bolivie⁴⁷⁶ vient démontrer que le Brésil a réussi à construire une structure de coopération et de dialogue strictement intra-régionale à laquelle les États sud-américains veulent adhérer.

Finalement, le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis a augmenté en raison de la politique régionale très active mise en place par l'administration Lula, mais également parce que les États-Unis eux-mêmes ont démontré une certaine acceptation de voir le Brésil émerger comme leader régional et de jouer un rôle régional relativement autonome. Bref, la prédominance économique du Brésil, ses efforts pour pousser plus avant l'intégration sud-américaine, son implication dans la MINUSTAH ainsi que dans les crises politiques internes et les conflits diplomatiques régionaux, sont autant d'éléments qui démontrent le rôle central de la puissance brésilienne sur la scène régionale : Sean W. Burges illustre très bien le statut régional que le Brésil a acquis durant l'administration Lula : « South American countries consistently turn to Brazil as a partner of choice in all manner of projects and as an interlocutor. [...] In fact, for some countries in the region, Brasília now matters more than Washington. »⁴⁷⁷

De plus, dans l'analyse de cette stratégie, nous avons remarqué la capacité du Brésil à formuler et appliquer une politique étrangère régionale de façon relativement autonome. Ceci s'explique en partie, comme nous l'avons analysé, par le contexte pour l'action : « It [the United States] has been able to take the region for granted and, for long periods, to avoid having a regional policy at all (as has arguably been the case since 2001). It is this fact that [...] provides Brazil with some capacity to develop a relatively autonomous regional role. »⁴⁷⁸ Ainsi, l'espace d'autonomie engendré par le contexte pour l'action a favorisé le Brésil dans l'application de sa politique étrangère régionale. En ce sens, il est possible de comprendre les actions entreprises par le Brésil dans le

⁴⁷⁶ R. Guy Emerson, *op.cit.*, 52.

⁴⁷⁷ Sean W. Burges, *op.cit.*, 53.

⁴⁷⁸ A. Hurrell, « Hegemony, liberalism and global order », *op.cit.*, 9.

sous-continent comme une manifestation de son autonomie, acquise en partie grâce à un contexte pour l'action favorable.

3.3 Opposition ponctuelle aux États-Unis

La stratégie de politique étrangère du Brésil que nous allons analyser dans cette partie consiste en une opposition ponctuelle à l'égard des États-Unis dans certains enjeux politiques. En fait, nous avons vu jusqu'à maintenant qu'en dépit de l'importance accordée par Brasília à la conservation de bonnes et régulières relations avec la puissance américaine, la politique étrangère de Lula comportait un éloignement relatif par rapport à Washington⁴⁷⁹, notamment si on considère le développement d'un important réseau de relations Sud-Sud et la formation d'une association strictement sud-américaine. De plus, le Brésil s'est parfois carrément opposé aux États-Unis, comme par exemple, lors du coup d'État au Honduras ou dans le dossier du nucléaire iranien. Donc, dans cette partie, nous allons illustrer certains cas où le Brésil est allé jusqu'à s'opposer explicitement aux positions américaines.

Équilibrage indirect

Il serait intéressant tout d'abord de rappeler brièvement que le Brésil a participé à certains efforts collectifs d'équilibrage indirect contre les États-Unis. Notamment en ce qui a trait à la volonté américaine d'envahir l'Irak. Tel que mentionné dans le chapitre portant sur le contexte pour l'action, le Brésil, avec d'autres puissances régionales telles que la Chine et l'Inde ont utilisé la stratégie d'utilisation des règles et procédures des institutions internationales (« entangling diplomacy ») pour encourager d'autres pays du Sud à ne pas participer à la coalition de bonne volonté et, conséquemment, pour décourager les États-Unis de déclencher leur guerre contre le régime de Saddam Hussein⁴⁸⁰. Le refus de voir les États-Unis envahir l'Irak était partagé par certaines

⁴⁷⁹ Andrew Hurrell, « Brazil and the New Global Order », 60.

⁴⁸⁰ Daniel Flesmes, « Emerging Middle Powers' Soft Balancing Strategy: State and Perspectives of the IBSA-Dialogue Forum ».

grandes puissances et autres puissances intermédiaires : France, Allemagne, Russie, Chine, Canada, Mexique, etc...). Aussi, dans l'enjeu du commerce international, on a vu que la position commune des pays de l'IBAS et du G-23 pouvait être considérée comme étant motivée par une stratégie d'équilibre indirect (« entangling diplomacy »). On n'a qu'à penser au cycle de négociations de la ronde de Doha où la coalition des pays en développement s'est fermement opposée aux subventions agricoles des pays développés, États-Unis et Europe en tête⁴⁸¹.

Le commerce

La question du commerce a démontré l'opposition déclarée du Brésil à l'égard des États-Unis. En effet, en plus de la mise en échec du sommet de Cancún mentionnée ci-haut, on a observé que le Brésil a beaucoup utilisé le mécanisme de règlement des différends à l'OMC. Durant l'administration Lula, il y avait 10 différends en cours où le Brésil était le plaignant et les États-Unis le défendeur. Un cas intéressant est le différend déclenché par les subventions américaines à ses producteurs de coton. En avril 2010, les États-Unis et le Brésil en sont venus à une entente une journée avant que le Brésil ne commence à imposer des sanctions approuvées par l'OMC. Les sanctions brésiliennes auraient été d'imposer 591 millions de dollars en hausses de tarifs sur une vaste gamme de marchandises, dont des automobiles, des produits pharmaceutiques, du matériel médical, de l'électronique, du textile et du blé. Ce cas était particulièrement surveillé parce que le Brésil aurait été le premier pays à violer les droits de propriété intellectuelle américains en représailles à des politiques commerciales déloyales et, surtout, en vertu de l'approbation de l'OMC⁴⁸². En ce qui a trait à l'hypothétique établissement d'une zone de libre-échange des Amériques, Lula dénonçait, avant d'être élu président, la ZLÉA comme étant un projet américain d'annexion de l'Amérique latine⁴⁸³. Une fois au pouvoir, l'administration Lula a mis de côté le caractère idéologique de son opposition au projet de la ZLÉA au profit d'une approche plus pragmatique. Ainsi, le Brésil de Lula

⁴⁸¹ *Idem*.

⁴⁸² Sewell Chan, « U.S. and Brazil Reach Agreement on Cotton Dispute », *The New York Times* (6 avril 2010), en ligne : <http://www.nytimes.com/2010/04/07/business/07trade.html> (page consultée le 14 août 2011).

⁴⁸³ The Economist, « North, south or both - Crunch time for the FTAA », *The Economist* (22 mai 2003).

a endossé la position de l'administration Cardoso selon laquelle les négociations commerciales entourant la ZLÉA ne pouvaient continuer à moins que les États-Unis ne décident d'éliminer ses subventions agricoles⁴⁸⁴. Plutôt que de rejeter d'emblée la ZLÉA, le Brésil a exigé des États-Unis que le libre-échange soit équilibré et qu'il ne favorise pas uniquement la puissance américaine⁴⁸⁵. Mais en réalité, même si les États-Unis avaient éliminé ses politiques commerciales déloyales, il y a fort à croire que le Brésil, qui était central à la réussite des négociations de la ZLÉA, aurait tout fait pour mettre en échec le projet d'intégration économique panaméricaine, car il était une menace aux ambitions brésiliennes de puissance régionale⁴⁸⁶.

Le coup d'État au Honduras

Sur la scène continentale, le Brésil s'est notamment opposé à l'utilisation par les États-Unis de bases militaires colombiennes et il a demandé la fin de l'embargo économique contre Cuba. Toutefois, le cas le plus intéressant est probablement l'intervention brésilienne dans le coup d'État au Honduras. Rappelons tout d'abord que l'ancien président du Honduras, Manuel Zelaya, a été forcé à l'exil par l'armée nationale le 28 Juin 2009, en réaction à sa volonté de tenir un référendum portant sur des modifications constitutionnelles. Les États-Unis, le Brésil et l'ensemble des États latino-américains ont rapidement dénoncé le coup d'État fomenté contre un gouvernement élu. En août de la même année, alors que Zelaya était de séjour au Brésil pour rencontrer le président Lula, le président déchu a appelé les États-Unis à prendre des mesures plus sévères que celle de seulement couper de 18 millions \$US l'aide au développement au Honduras pour l'aider à le remettre au pouvoir⁴⁸⁷. Le Brésil a lui aussi demandé aux États-Unis, qui ont beaucoup de moyens d'influencer le Honduras (les États-Unis sont leur principal partenaire économique et ils ont développé une étroite relation militaire),

⁴⁸⁴ LAWR, « Moving from rhetoric to dialogue with US », *Latin American Weekly Report* (24 juin 2003).

⁴⁸⁵ Paulo Roberto de Almeida, « La politique internationale du Parti des travailleurs, de la fondation du Parti à la diplomatie du gouvernement Lula », dans Denis Rolland et Joëlle Chassin, *Pour comprendre le Brésil de Lula* (Paris : L'Harmattan, 2004), 228.

⁴⁸⁶ Sebastian Santander, *op.cit.*, 71.

⁴⁸⁷ BBC, « Ousted Honduran leader presses US », *BBC News* (12 août 2009), en ligne : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/8198576.stm> (page consultée le 14 août 2011).

d'augmenter la pression sur le gouvernement putschiste. Toutefois, le gouvernement d'Obama a constamment refusé d'imposer une solution à la crise ou de mettre en place des sanctions économiques plus drastiques⁴⁸⁸. Le 21 septembre, Manuel Zelaya a fait un retour surprise à Tegucigalpa en se réfugiant à l'ambassade brésilienne. En réaction, le gouvernement intérimaire de Roberto Micheletti, qui a fait encercler l'ambassade et couper les services de téléphone, d'électricité et d'aqueduc, a donné deux options au Brésil, soit accorder l'asile politique à Zelaya en territoire brésilien ou le remettre aux autorités honduriennes. Ce à quoi l'administration Lula a répondu en offrant une protection au président déchu et en mettant en garde les troupes honduriennes de ne pas entrer de force dans leur ambassade⁴⁸⁹. Jusque là, les États-Unis et le Brésil s'accordaient pour dénoncer le coup d'État et demander le retour du président défait. Toutefois, suite à la résistance du gouvernement de facto et après que Zelaya se soit réfugié dans l'ambassade brésilienne, les divergences de positions entre les États-Unis et le Brésil ont commencé à être mises en lumière ; en effet, les États-Unis ont fini par soutenir le gouvernement intérimaire alors que le Brésil a maintenu sa position de dénonciation⁴⁹⁰. Ensuite, après l'élection présidentielle de fin novembre 2009, laquelle a porté au pouvoir Porfirio Lobo, la Maison Blanche a rapidement reconnu la nouvelle administration, ce que le Brésil a formellement refusé de faire. Dans cette crise politique, l'administration Obama a essayé d'implanter une nouvelle approche diplomatique qui ne serait plus fondée sur un interventionnisme unilatéral, ce qui, paradoxalement, a causé une certaine surprise chez les dirigeants de la région, car l'Amérique centrale est habituée au leadership américain⁴⁹¹. En conséquence, le Brésil a profité du retrait relatif de la diplomatie américaine pour « prendre possession » de l'impasse politique au Honduras ainsi que pour démontrer une position ferme et constante en faveur de la réintégration à la présidence de Manuel Zelaya⁴⁹². On

⁴⁸⁸ Michael Shifter, « Obama and Latin America: New Beginnings, Old Frictions », 69.

⁴⁸⁹ BBC, « Brazil urges action on Honduras », *BBC News* (24 septembre 2009), en ligne : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/8271309.stm> (page consultée le 14 août 2011).

⁴⁹⁰ Cristina Soreanu Pecequilo, « A New Strategic Dialogue: Brazil-US Relations in Lula's Presidency (2003-2010) », *Revista Brasileira de Política Internacional* 53 (édition spéciale, 2010), 146.

⁴⁹¹ Shannon O'Neil, « Regional Diplomacy on the Honduras Crisis », *Council on Foreign Relations* (29 septembre 2009), en ligne : <http://www.cfr.org/honduras/regional-diplomacy-honduras-crisis/p20324> (page consultée le 14 août 2011).

⁴⁹² *Idem*.

remarque toutefois que l'implication brésilienne n'a pas permis de dénouer l'impasse, Zelaya n'ayant pas été ramené au pouvoir.

Le dossier du nucléaire iranien

Le dossier le plus controversé dans lequel le Brésil s'est impliqué sur la scène internationale est certainement la question du nucléaire iranien. Pour le Brésil, cet enjeu du nucléaire iranien est perçu comme une opportunité « de s'affirmer comme une puissance présente sur les questions nucléaires de par ses compétences technologiques en la matière et son engagement diplomatique dans les dossiers épineux. »⁴⁹³ Fermement opposé à toute sanction du CSNU contre l'Iran (solution préconisée par les États-Unis), le Brésil a participé à une rencontre tripartite (Brésil-Iran-Turquie) afin de trouver un accord sur un projet d'échange de combustible nucléaire. Cet accord, signé le 17 mai 2010 par les trois chefs d'État impliqués, consistait à envoyer de l'uranium faiblement enrichi par l'Iran vers la Turquie, en échange de combustible nucléaire qui serait utilisé à des fins civiles. Une solution similaire, qui permettrait un contrôle total du processus d'enrichissement de l'uranium, avait déjà été proposée par les États-Unis via l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA); il s'agissait alors de la Russie et de la France qui auraient participé à l'échange. Toutefois, l'administration Obama a rejeté catégoriquement l'initiative brésilienne croyant qu'elle allait aider l'Iran à bloquer – ou du moins retarder – les États-Unis et ses alliés dans leur volonté d'imposer des sanctions⁴⁹⁴. Ainsi, moins de trois semaines après la proposition formulée par le Brésil et la Turquie, le CSNU a adopté une résolution parrainée par les États-Unis⁴⁹⁵, venant ainsi mettre en échec les manœuvres diplomatiques du Brésil. En réaction, le Brésil a décidé de voter contre une résolution américaine au CSNU pour la première fois de son histoire⁴⁹⁶, démontrant ainsi sa position voulant que des sanctions soient un moyen

⁴⁹³ Bruno Muxagato, « Les relations Brésil/Iran et la question du nucléaire », 404.

⁴⁹⁴ Alexei Barrionuevo et Ginger Thompson, « Brazil's Iran Diplomacy Worries U.S. Officials », *The New York Times* (14 mai 2010), en ligne : <http://www.nytimes.com/2010/05/15/world/americas/15lula.html> (page consultée le 13 août 2011).

⁴⁹⁵ La résolution 1929, adoptée le 9 juin 2010, servait à imposer une nouvelle série de sanctions économiques contre l'Iran.

⁴⁹⁶ Julia Sweig, *op.cit.*

contre-productif qui ne peut que durcir la position iranienne et intensifier le conflit⁴⁹⁷. De plus, le Brésil s'oppose à la situation paradoxale que les États-Unis, qui maintiennent un programme nucléaire secret en alléguant des questions de sécurité nationale, veulent contraindre d'autres pays à se soumettre à une surveillance accrue ; ainsi, le gouvernement brésilien, par son implication dans le dossier du nucléaire iranien, fait valoir qu'il considère que les propositions des États-Unis sont discriminatoires et visent à arrêter le développement nucléaire d'autres pays⁴⁹⁸. En fait, si le Brésil défend l'Iran dans sa volonté de développer un programme nucléaire civil et si l'administration Lula priorise la solution diplomatique à l'imposition de sanctions, c'est en grande partie parce que « Brasília défend aussi son propre droit à se développer industriellement et militairement en toute autonomie »⁴⁹⁹. Puisque les grandes puissances, les États-Unis en tête, imposent des sanctions, des limites et des contrôles de plus en plus rigides à l'Iran, l'administration Lula semble craindre que le Brésil soit éventuellement victime de ces mêmes mesures⁵⁰⁰. En conclusion, soulignons que l'administration Lula voit dans les négociations avec l'Iran un moyen pour s'opposer à la domination américaine et pour faire du Brésil un acteur majeur sur la scène internationale. Cela a fait en sorte que la question du nucléaire iranien fut un facteur d'irritation majeur dans les relations entre les États-Unis et le Brésil. De plus, soulignons que l'implication du Brésil dans ce dossier est un échec sur plusieurs plans : d'abord, la proposition du Brésil a miné sa propre réputation en tant qu'acteur responsable sur la scène internationale ; ensuite, le vote contre la résolution du CSNU l'a isolé des grandes puissances⁵⁰¹ ; et finalement, suite à cette isolation, le Brésil s'est finalement rétracté, en partie. En effet, en date du 10 août 2010, le président Lula a signé, à contrecœur, un décret déclarant que le Brésil respectera dorénavant les sanctions de l'ONU contre l'Iran⁵⁰².

⁴⁹⁷ Matias Spektor, « How to Read Brazil's Stance on Iran », *Council on Foreign Relations* (4 mars 2010), en ligne : <http://www.cfr.org/brazil/read-brazils-stance-iran/p21576> (page consultée le 13 août 2011).

⁴⁹⁸ André Luiz Reis da Silva, « As relações do Brasil com o Irã e a questão nuclear », *Boletim Meridiano* 47 11 (mai 2010), 3-5.

⁴⁹⁹ Bruno Muxagato, *op.cit.*, 409.

⁵⁰⁰ *Idem.*

⁵⁰¹ Julia Sweig, « A New Global Player ».

⁵⁰² Simone Iglesias, « "Contrariado", Lula assina decreto de sanções da ONU contra o Irã », *folha.com* (10 août 2010), en ligne : <http://www1.folha.uol.com.br/mundo/780712-contrariado-lula-assina-decreto-de-sancoes-da-onu-contra-o-ira.shtml> (page consultée le 13 août 2010).

En résumé, malgré la volonté générale de l'administration Lula de conserver de bonnes relations avec les États-Unis, Brasília est parfois allé directement à l'encontre des positions américaines. On a vu que le Brésil s'est opposé à la guerre en Irak et à l'unilatéralisme américain; et qu'il a constamment dénoncé les politiques commerciales déloyales des États-Unis. Lorsqu'on pense à des cas comme le coup d'État au Honduras et le dossier du nucléaire iranien, l'ambassadeur américain au Brésil Thomas Shannon explique bien la situation des relations États-Unis/Brésil : « The US needs to get used to the idea that, from now on, it will come across Brazil in places where it previously would not expect to find Brazil. »⁵⁰³ Ainsi, le Brésil ne semble plus hésiter à s'impliquer carrément dans la cour-arrière des États-Unis (coup d'État au Honduras) ou dans des dossiers d'importance prioritaire aux yeux de Washington (nucléaire iranien).

3.3.1 Évaluation du niveau d'autonomie du Brésil

Nous allons maintenant évaluer dans quelle mesure la stratégie du Brésil de s'opposer de façon ponctuelle aux politiques américaines a-t-elle influencé son niveau d'autonomie. Ainsi, nous verrons que l'opposition ponctuelle aux États-Unis n'a pas nécessairement permis au Brésil d'augmenter son niveau d'autonomie. Tout dépendant des cas. De plus, nous allons signaler que la stratégie d'opposition est l'expression d'un espace d'autonomie déjà acquis; pour réaliser des actions qui vont à l'encontre des positions américaines, le Brésil doit préalablement avoir atteint un niveau d'autonomie minimal.

Tout d'abord, en ce qui a trait à la participation du Brésil aux efforts collectifs d'équilibrage indirect contre les États-Unis, tels que l'opposition à la guerre en Irak et la mise en échec des négociations de la ronde de Doha, on peut dire que cette stratégie a permis une augmentation de l'autonomie du Brésil. Par exemple, lorsque le Brésil a

⁵⁰³ Cristina Soreanu Pecequilo, *op.cit.*, 148.

affiché sa volonté de s'opposer à la guerre américaine en Irak, l'objectif était surtout, comme il fut mentionné antérieurement, de s'opposer à la tentative par l'administration Bush de promouvoir de nouvelles normes portant sur l'utilisation de la force pour modifier un régime politique et sur la conditionnalité de la souveraineté⁵⁰⁴. Ainsi, en participant, notamment dans le cadre institutionnel onusien, à l'opposition collective à l'intervention illégale contre un État souverain, le Brésil cherchait à influencer la formulation des normes et des principes qui régissent la politique internationale. On peut analyser l'opposition brésilienne à la guerre en Irak en fonction du concept d'autonomie relationnelle de Russell et Tokatlian (ou celui d'autonomie par la participation de Vigevani et Cepaluni). En effet, l'autonomie relationnelle (ou autonomie par la participation) consiste à participer activement aux affaires internationales en cherchant à les influencer⁵⁰⁵. Donc, la stratégie d'utilisation des règles et procédures des institutions internationales (« entangling diplomacy ») pour s'opposer à la guerre en Irak se justifiait par la volonté du Brésil, et de nombreux autres États, de protéger le principe de la souveraineté étatique et de refuser la doctrine d'attaques préventives que voulait implanter l'administration Bush. Dans le cas des négociations multilatérales du sommet de Cancún, l'implication du Brésil a certainement permis d'augmenter son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis. En raison surtout de sa participation au sein des coalitions de l'IBAS et du G-23 qui avait pour but de former une puissance de négociation suffisante pour réduire les asymétries commerciales entre le Nord et le Sud⁵⁰⁶. L'objectif de la participation du Brésil à ces coalitions est de faire pression pour mettre fin aux pratiques économiques déloyales mises en place par les puissances industrialisées. Ainsi, le Brésil cherche, en participant pleinement aux négociations entourant le commerce international, à influencer la formulation des principes et des règles qui régissent le système international⁵⁰⁷.

⁵⁰⁴ Andrew Hurrell, « Hegemony, liberalism and global order », 11.

⁵⁰⁵ Roberto Russell et Juan Gabriel Tokatlian, *op.cit.*, 16.

⁵⁰⁶ Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *Brazilian Foreign Policy in Changing Times*, 86-90.

⁵⁰⁷ *Ibid.*, 86.

L'opposition du Brésil à l'égard des États-Unis dans la question du commerce a permis à l'État lusophone d'augmenter son niveau d'autonomie sur la scène internationale. L'utilisation du mécanisme de règlement des différends à l'OMC démontre la volonté de participer activement au régime international du commerce et, de par cette participation, influencer les principes et les règles du système international. Ce mécanisme de règlement des différends est un support institutionnel très efficace qui permet au Brésil d'exercer adéquatement son autonomie par rapport aux États-Unis; par le fait même, les décisions rendues par l'Organe de règlement des différends de l'OMC permettent de faire respecter les règles internationales en matière de commerce et d'ainsi réduire les asymétries de puissance dans les relations internationales. En fait, si on prend le cas du différend impliquant les subventions américaines à ses producteurs de coton, on peut affirmer que l'Organe de règlement des différends offre un important pouvoir de levier contre les politiques commerciales déloyales des États-Unis, car la perspective de voir ses droits de propriété intellectuelle violés en vertu de l'approbation de l'OMC a précipité les États-Unis à négocier une entente avec le Brésil, une journée avant le début des sanctions : « Traditionally, retaliation in trade has been the preserve of the largest developed countries, which have market power. [...] But this mechanism – suspending intellectual property protection – gives smaller, developing countries a way to enforce their rights under trade rules. »⁵⁰⁸ Bref, la participation du Brésil à cette instance de règlement des différends commerciaux est un excellent moyen d'exercer et d'augmenter le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis.

Pour ce qui est de la ZLÉA, il semble que l'opposition de l'administration Lula (et d'autres administrations antérieures) au projet américain de libre-échange hémisphérique ait été motivée par la crainte de voir les États-Unis conforter leur position de prédominance sur le continent. En fait, une intégration panaméricaine aurait rendu l'économie brésilienne très négligeable par rapport à celle des États-Unis : en 2003, le PIB brésilien n'aurait représenté que 4% du PIB total continental contre 77% pour les États-Unis ; en 2009, le rapport, même amenuisé, demeurait très déséquilibré (7,5% pour

⁵⁰⁸ Sewell Chan, *op.cit.*

le Brésil et 67% pour les États-Unis)⁵⁰⁹. Ainsi, le projet de la ZLÉA était, dans les faits, inacceptable pour le Brésil. L'opposition du Brésil à ce projet s'est faite en proposant un projet parallèle, celui d'une association exclusivement sud-américaine, comme nous avons expliqué précédemment. Donc, le refus d'adhérer au projet de la ZLÉA a permis au Brésil de conserver son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis tout en se donnant la possibilité d'accroître son niveau d'autonomie en créant une organisation sous-continentale, l'UNASUL. Plutôt que de devenir dépendant du marché américain, le Brésil a préféré présenter aux autres pays de la région sud-américaine les avantages économiques (et politiques) d'une alliance qui, sans être directement dirigée contre la puissance américaine, permet de s'en distancer.

Selon la théorie du « réalisme de la périphérie », la dernière étape du processus d'autonomisation d'un État périphérique consiste à rompre avec le centre et à réaliser des actions de non obéissance⁵¹⁰. Autrement dit, lorsqu'un État a atteint un niveau d'autonomie suffisant, il peut, s'il le juge nécessaire, agir à l'encontre des prescriptions des puissances dominantes. Ainsi, on peut affirmer que dans certaines situations, notamment dans le dossier du nucléaire iranien et dans le cas du coup d'État au Honduras, le Brésil a décidé de s'opposer explicitement à Washington, pour des raisons liées à ses ambitions régionales et globales, et cela a été rendu possible grâce à l'acquisition suffisamment importante d'autonomie par rapport aux États-Unis. Bref, dans ces deux cas, les actions du Brésil peuvent être comprises comme une expression de son autonomie.

L'implication brésilienne dans le coup d'État au Honduras est surprenante, d'autant plus que la vision de Brasília de la géopolitique hémisphérique implique une séparation entre une Amérique centrale sous domination américaine et une Amérique du Sud où le Brésil est prédominant. Tout aussi surprenant est le fait que les États-Unis

⁵⁰⁹ Banque mondiale. *Catalogue de données* (2011), en ligne : <http://donnees.banquemondiale.org/catalogue> (site consulté le 29 mars 2011).

⁵¹⁰ Juan Carlos Puig, *op.cit.*, 153.

aient été très peu enclins à intervenir plus fermement dans la gestion de cette affaire. Ceci explique en partie comment le Brésil a pu s'impliquer si directement dans un dossier politique délicat. Mais c'est également en raison de l'acquisition, durant les années Lula, d'un important réservoir de puissance, de l'obtention d'un statut de médiateur dans les crises politiques et diplomatiques régionales, ainsi que de l'augmentation de son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis. En bref, l'implication de l'administration Lula au Honduras prouve que le Brésil a un niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis bien supérieur à ce qu'il était en début de mandat ; toutefois elle n'a sûrement pas permis d'augmenter ce niveau d'autonomie. L'absence de résultat probant lié à l'intervention brésilienne risque plutôt de réduire la volonté d'intervenir et la marge de manœuvre diplomatique du Brésil dans la région centraméricaine.

Dans le cas du nucléaire iranien, l'implication brésilienne peut être expliquée notamment en raison des ambitions de l'administration Lula de faire du Brésil un acteur global qui vise un siège permanent au CSNU⁵¹¹. Accéder à un siège permanent à cette instance serait en quelque sorte l'apogée de l'autonomisation du Brésil par rapport aux États-Unis dans le domaine de la *hard politics* (sécurité et maintien de la paix). Un autre objectif recherché par le Brésil est, comme il fut mentionné antérieurement, de défendre son propre droit à se développer industriellement et militairement de façon entièrement autonome. D'ailleurs, l'administration Lula a démontré dans le passé une certaine réticence à laisser l'AIEA faire son travail au Brésil. En 2004, des inspecteurs de l'AIEA se sont vus refuser l'accès à des centrifuges servant à enrichir l'uranium, le Brésil disant vouloir protéger sa technologie⁵¹². En 2009, le physicien Dalton Ellery Barroso a présenté à l'*Institut militaire d'ingénierie* de l'armée brésilienne sa thèse selon laquelle le Brésil est en mesure de construire la bombe atomique. L'AIEA a ensuite réclamé l'accès à l'ensemble de la thèse, ce que le gouvernement brésilien a refusé. Le refus de l'administration Lula a soulevé des soupçons à l'effet que le Brésil poursuit activement la recherche pour la construction de la bombe, même si le pays est signataire du Traité

⁵¹¹ Bruno Muxagato, *op.cit.*

⁵¹² LAWR, « BRAZIL: Brazil can build the bomb », *Latin American Weekly Report* (10 septembre 2009).

de non-prolifération nucléaire et en dépit que la constitution brésilienne contient une disposition qui interdit le développement de l'énergie nucléaire pour autre chose que des fins pacifiques⁵¹³. Il reste à voir si le fait de soutenir l'Iran dans sa volonté de développer un programme atomique national permettra au Brésil de protéger son propre droit à se développer industriellement et militairement de façon entièrement autonome; il y a néanmoins de bonnes raisons de croire qu'en agissant ainsi, le Brésil s'attire davantage de critiques et de soupçons en regard à son propre programme nucléaire et qu'il se voit imposer des contrôles de plus en plus rigides. Ainsi, l'implication de l'administration Lula dans le dossier du nucléaire iranien apparaît contre-productive, d'autant plus que l'objectif de faire du Brésil un joueur actif sur la scène internationale semble avoir été affecté par l'échec de sa proposition :

The failed diplomatic gambit threatened to isolate Brazil from the major powers on one of the defining international security issues of the day. Critics argued that Lula had squandered the diplomatic capital and prestige Brazil had gained over the last decades by positioning itself as an independent, influential, and responsible international actor.⁵¹⁴

En bref, la participation de l'administration Lula dans l'épineuse question du nucléaire iranien ne semble pas avoir servi les intérêts du Brésil. D'une part, le fait d'appuyer un État autoritaire, qui veut développer un programme nucléaire et dont on ne connaît pas les véritables intentions, nuit à l'image du Brésil sur la scène internationale. Sa participation à la résolution de crises politiques mondiales peut en être affectée, réduisant ainsi son niveau d'autonomie dans la mise en œuvre de sa politique étrangère. Et d'autre part, le Brésil court le risque d'être de plus en plus surveillé et contraint par le régime d'inspection de l'AIEA imposé par les grandes puissances, en l'occurrence les États-Unis.

En définitive, l'opposition affichée du Brésil à l'égard de certaines prescriptions américaines n'a pas nécessairement permis d'augmenter son niveau d'autonomie. Comme nous avons vu, dans les cas de l'intervention américaine en Irak et des

⁵¹³ *Idem.*

⁵¹⁴ Julia Sweig, *op.cit.*

négociations commerciales à Cancún, l'opposition du Brésil au sein de coalitions multilatérales a certainement entraîné une augmentation de son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis. On peut affirmer la même chose dans le domaine commercial : en utilisant l'instance de règlement des différends de l'OMC et en s'opposant à la ZLÉA, le Brésil a pu favoriser une augmentation de son niveau d'autonomie. Toutefois, dans des enjeux sécuritaires particulièrement épineux comme le coup d'État au Honduras et le dossier du nucléaire iranien, l'opposition du Brésil aux prescriptions américaines n'a pas permis une augmentation de son niveau d'autonomie. Dans ces deux cas, le succès de l'implication du Brésil était dépendant de la position présentée par les États-Unis. En effet, au Honduras, le Brésil, ne disposant pas d'autant de moyens de pression que les États-Unis, devait prier Washington de mettre en place les mesures appropriées pour réintégrer Manuel Zelaya. En Iran, la proposition brésilienne d'échange de combustibles nucléaires a essuyé un refus unanime de la part des grandes puissances, celles-ci ayant préféré appuyer l'idée américaine d'imposer de nouvelles sanctions économiques.

3.4 Synthèse des stratégies de politique étrangère du Brésil

En conclusion de ce chapitre, il importe de rappeler les différents éléments analysés dans la démonstration de notre seconde hypothèse. Cette hypothèse portait sur l'influence des stratégies de politique étrangère sur le niveau d'autonomie du Brésil. Nous avons donc étudié, en premier lieu, la stratégie d'horizontalisation des relations. Cette stratégie, comme nous l'avons démontré, s'est avérée être très importante en regard au niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis. En effet, cette stratégie, qui implique une diversification des relations extérieures du Brésil, a certainement favorisé une augmentation de ce niveau d'autonomie. Par exemple, lorsqu'on analyse la diversification des relations commerciales du Brésil, ça a permis de réduire l'importance des États-Unis comme partenaire commercial et, de ce fait, ça a modifié la relation d'interdépendance asymétrique États-Unis / Brésil au profit de Brasília. De plus, la volonté de l'administration Lula de renforcer et d'établir des relations bilatérales ou d'intégrer des alliances multilatérales avec des partenaires

stratégiques du Sud a augmenté la capacité du Brésil à influencer l'agenda des régimes internationaux⁵¹⁵. Finalement, nous avons vu que l'horizontalisation des relations n'impliquait pas une rupture des relations avec des États du Nord ; plutôt, cette stratégie a démontré que le Brésil cherchait à développer et perpétuer des relations avec certaines puissances occidentales (États-Unis, France), notamment en matière sécuritaire. Plus précisément, le Brésil a développé un partenariat stratégique avec la France et il a conclu un accord de défense avec les États-Unis. En définitive, on peut soutenir que la stratégie d'horizontalisation des relations a beaucoup influencé le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis.

La deuxième stratégie qui a été analysée dans ce chapitre porte sur la volonté du Brésil de jouer un rôle de leader et de favoriser l'intégration politique et économique dans la région sud-américaine. Cette stratégie a beaucoup influencé le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis. En premier lieu, comme nous l'avons souligné, le Brésil, en faisant de l'Amérique du Sud une priorité de sa politique étrangère, a cherché à développer une association strictement sud-américaine sous leadership brésilien. Précisément, l'administration Lula a encouragé différentes initiatives en ce sens; entre autres, le processus de fusion MERCOSUL/CAN, les différents projets de l'IIRSA et le programme PSCI, ainsi que les créations de l'UNASUL et son CSD. D'une part, au niveau économique, ces initiatives semblent avoir été très positives pour la puissance économique du Brésil, lui permettant ainsi d'augmenter son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis. D'autre part, aux niveaux politique et stratégique, la création de l'UNASUL, projet régional brésilien, démontre que l'Amérique du Sud cherche à s'affranchir des États-Unis. En second lieu, le Brésil, de part son implication dans les conflits internes et les crises diplomatiques régionales, a réussi à se présenter comme un acteur central dans la région sud-américaine, réduisant de plus en plus la nécessité d'une implication américaine et augmentant d'autant son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis. Pour le démontrer, nous avons analysé la mission onusienne MINUSTAH, les crises politiques

⁵¹⁵ Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *op.cit.*, xii.

internes au Venezuela et en Bolivie et les crises diplomatiques régionales impliquant la Colombie et ses voisins (Venezuela et Équateur). Il faut noter ici toutefois que les États-Unis eux-mêmes ont un rôle important à jouer dans l'augmentation de l'autonomie du Brésil. En fait, tel que mentionné précédemment, les États-Unis voient d'un bon œil la montée en puissance du Brésil afin de stabiliser la région et de neutraliser le Venezuela. Ainsi, on a vu que la position de Washington par rapport au rôle de Brasília dans la région détermine en partie le niveau d'autonomie du Brésil. En résumé, on peut dire que le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis a augmenté en fonction de la politique régionale mise en place par l'administration Lula, mais également en fonction de la marge de manœuvre allouée par les États-Unis eux-mêmes. Aussi, on a vu que si le Brésil a été en mesure de mettre en place une politique régionale aussi active, c'est notamment en raison d'un niveau d'autonomie suffisant; le rôle central joué par le Brésil dans la région est l'expression de son autonomie.

La troisième stratégie de politique étrangère du Brésil analysée dans ce mémoire est une stratégie d'opposition ponctuelle à l'égard des États-Unis dans certains enjeux politiques. Nous avons vu, dans l'analyse de cette stratégie, que la capacité du Brésil à s'opposer aux États-Unis dans certains dossiers est due à un niveau suffisamment élevé d'autonomie; autrement dit, nous pouvons conclure que l'opposition doit être comprise comme une manifestation par le Brésil de son autonomie par rapport aux États-Unis. De plus, on peut affirmer que cette stratégie n'a pas, dans tous les cas, favorisé une augmentation de son niveau d'autonomie. D'une part, dans certains cas, l'opposition du Brésil a parfois entraîné une augmentation de son niveau d'autonomie. C'est ce que nous avons observé entre autres dans les cas de la guerre en Irak et des négociations commerciales de l'OMC, ou bien dans le refus d'adhérer à la ZLÉA. D'autre part, l'opposition aux États-Unis dans certains dossiers sécuritaires ne favorisait pas toujours une augmentation de l'autonomie brésilienne, au contraire. On pense notamment au dossier du nucléaire iranien et au cas du coup d'État au Honduras. Dans ces deux cas, si le Brésil a été en mesure de s'opposer aux positions de Washington, c'est en partie en raison de l'atteinte d'un niveau suffisamment élevé d'autonomie par rapport aux États-Unis. Toutefois l'implication du Brésil dans ces deux dossiers sécuritaires ne peut que

diminuer le niveau d'autonomie du Brésil dans la mise en œuvre de sa politique étrangère.

En somme, on peut dire qu'en fonction des différents éléments étudiés dans ce chapitre, les stratégies de politique étrangère ont certainement favorisé une augmentation de l'autonomie du Brésil. Il faut noter également que parfois, la capacité du Brésil à mettre en application sa politique étrangère est fonction de l'atteinte d'un niveau suffisant d'autonomie par rapport aux États-Unis. Autrement dit, la mise en pratique de certaines actions (particulièrement celles d'opposition) est une manifestation de l'autonomie du Brésil.

Conclusion

L'objectif de ce mémoire était de définir les éléments qui ont déterminés l'évolution du niveau d'autonomie durant la période de l'administration Lula. Ainsi, à cette fin, nous avons soumis deux hypothèses à une analyse détaillée. La première est que le contexte pour l'action a entraîné une augmentation du niveau d'autonomie du Brésil; la deuxième est que certaines stratégies de politique étrangère ont aussi permis un accroissement de ce niveau d'autonomie par rapport à Washington. Pour conclure ce mémoire, il importe de faire une synthèse complète des résultats de la recherche, en rappelant séparément les différentes parties de l'analyse.

Le contexte international pour l'action

Le contexte international pour l'action a été caractérisé par l'émergence de nouvelles puissances sur la scène internationale. Ces puissances émergentes, dont le Brésil fait partie, ont participé à des stratégies d'équilibrage indirect. On a vu qu'aux négociations de l'OMC à Cancún, les puissances émergentes se sont unis pour tenter de déterminer l'agenda institutionnel et d'influencer de nouvelles normes internationales en leur faveur (« entangling diplomacy »). Comme autre stratégie d'équilibrage indirect, la coalition de l'IBAS a encouragé l'accroissement des relations économiques entre les pays participants (« economic strengthening »). Ces mesures d'équilibrage indirect ont favorisé une augmentation du niveau d'autonomie du Brésil, tout en lui permettant de participer de façon effective aux institutions multilatérales internationales⁵¹⁶.

L'émergence de nouvelles puissances engendre une multipolarisation du système international (surtout au niveau économique, mais aussi dans les processus décisionnels

⁵¹⁶ D. Flemes et A. Habib, *op.cit.*, 140.

mondiaux). Le Brésil, puissance émergente, est au cœur de ce processus de multipolarisation du système international. En effet, le Brésil possède des ressources tangibles de puissances assez impressionnantes. D'une part, le développement économique du Brésil, durant la période étudiée, a été très fort et le pays possède un potentiel de croissance très élevé. D'autre part, la puissance militaire brésilienne augmente, alors que le budget militaire s'accroît constamment et que le gouvernement cherche à moderniser l'armée. Ainsi, on peut affirmer que l'autonomie du Brésil a connu une importante augmentation, car, comme l'expliquent Russell et Tokatlian, le niveau d'autonomie d'un État est fortement influencé par ses attributs de puissance⁵¹⁷.

On a vu aussi dans cette partie que l'unilatéralisme agressif dont a fait preuve l'administration Bush a entraîné une diminution de l'influence américaine sur la scène internationale et un déclin de son *soft power*. Le comportement des États-Unis a fait en sorte que certaines grandes puissances et puissances intermédiaires régionales se sont mises à redouter Washington et ont participé à des mesures d'équilibrage indirect. L'analyse détaillée du contexte post-11 septembre permet de bien comprendre l'environnement international dans lequel les actions des États prenaient place. Ce contexte a favorisé une augmentation significative du niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis. Car, comme nous l'avons souligné dans la partie portant sur les relations États-Unis / Amérique latine, Washington a quelque peu négligé ses relations avec l'Amérique latine. Cela a offert au Brésil un espace d'autonomie par rapport aux États-Unis. En somme, en analysant le contexte post-11 septembre et le contexte d'émergence de nouvelles puissances, on a observé que le niveau d'autonomie du Brésil a augmenté durant la période de l'administration Lula.

Le contexte continental pour l'action

Le contexte international post-11 septembre a nécessairement influencé les relations États-Unis / Amérique latine durant la période qui nous intéresse. Comme nous

⁵¹⁷ Roberto Russell et Juan G. Tokatlian, *op.cit.*, 2.

venons tout juste de mentionner, Washington a fait preuve de négligence envers l'Amérique latine. Cela a entraîné une tendance vers une recherche de plus grande indépendance politique. Et la plupart des pays d'Amérique latine ont profité de ce contexte post-11 septembre pour agir avec de plus grandes marges d'autonomie par rapport aux États-Unis⁵¹⁸. Le Brésil a donc lui aussi exploité ce contexte pour mettre en place une politique étrangère en concordance avec ses intérêts, sans nécessairement s'aligner aux préférences de Washington. Outre une certaine négligence de la part de l'administration Bush, la politique régionale qu'elle a mis en place a beaucoup nuit à sa réputation et à son influence (« sins of commission »), au point de créer un environnement politique favorable à une plus grande autonomie de certains gouvernements latino-américains, dont la plupart sont issus de la vague de gouvernements de gauche⁵¹⁹. On a vu que ces gouvernements ont cherché à se distancer des prescriptions sécuritaire et économiques des États-Unis, particulièrement celles du gouvernement Bush qui a connu un niveau d'impopularité très élevé en Amérique latine.

Dans le domaine sécuritaire, on peut dire que le Brésil a joui d'une plus grande autonomie politique par rapport aux États-Unis. D'une part, parce que la proximité d'un État par rapport aux États-Unis influence beaucoup son niveau d'autonomie⁵²⁰; ainsi la situation géographique du Brésil est un atout additionnel lui offrant nécessairement plus d'autonomie que d'autres pays d'Amérique latine. Et d'autre part, en raison de la quasi absence de situations de turbulence au Brésil. Toutefois, pour s'assurer que les États-Unis, arguant des raisons de sécurité, n'interviennent pas en territoire brésilien, le gouvernement Lula s'est assuré de démontrer à Washington (et aux États voisins) que le Brésil est en mesure de gérer soi-même ses différents problèmes de sécurité. De nombreuses mesures ont été mises en place par l'administration Lula. Cela permet au Brésil de conserver son autonomie par rapport aux États-Unis, laquelle lui était relativement acquise en raison de sa distance et de son faible niveau de turbulence. En bref, on peut dire que le contexte continental, durant la période étudiée, a favorisé une

⁵¹⁸ Roberto Russell et Fabián Calle, *op.cit.*, 32.

⁵¹⁹ R. Guy Emerson, *op.cit.*, 55.

⁵²⁰ Roberto Russell et Fabián Calle, *op.cit.*, 34.

augmentation de l'autonomie des pays d'Amérique latine en général (surtout d'Amérique du sud), et du Brésil en particulier.

L'horizontalisation des relations

L'horizontalisation des relations est une stratégie très efficace pour augmenter le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis. En fait, cette stratégie a engendré une plus grande diversification des relations extérieures du Brésil et, en diversifiant ses relations, le Brésil peut retirer plus de bénéfices pour son développement économique, il peut accroître son pouvoir de négociation dans les institutions multilatérales et il peut détenir une plus grande influence au niveau international⁵²¹.

Comme nous avons expliqué antérieurement, l'horizontalisation de ses relations commerciales a permis au Brésil de réduire l'importance des États-Unis comme partenaire commercial. Ainsi, si on analyse la relation États-Unis / Brésil comme une relation d'interdépendance asymétrique où le Brésil se trouve en position d'infériorité⁵²², on voit que cette position de dépendance est en train de s'estomper. C'est en raison d'une diversification des partenaires commerciaux, où les pays en développement constituent une part de plus en plus importante dans le commerce extérieur du Brésil. Cette diversification des relations commerciales fait en sorte que les États-Unis ont perdu un important levier pour influencer les politiques du Brésil et, en contrepartie, le Brésil a maintenant plus d'autonomie pour poursuivre des politiques qui ne sont pas toujours dans l'intérêt des États-Unis⁵²³.

On a vu aussi que la stratégie d'horizontalisation des relations est en partie déterminée par une volonté de réformer la gouvernance mondiale et de réduire les asymétries de pouvoir sur la scène internationale. Le renforcement et l'établissement de relations bilatérales (avec l'Afrique du Sud, l'Inde, la Chine ou autres) et multilatérales

⁵²¹ Sebastian Santander, *op.cit.*, 51-88.

⁵²² Carlos Gustavo Poggio Teixeira, *op.cit.*, 147-162.

⁵²³ *Ibid.*, 159-161.

(IBAS ou BRIC) avec des partenaires stratégiques du Sud ont pour objectif d'accroître le poids du Brésil dans les négociations politiques et économiques au niveau international⁵²⁴. Le but du Brésil est donc d'influencer l'agenda des régimes internationaux par le biais d'alliances de puissances émergentes visant à contrebalancer les projets des nations développées⁵²⁵.

En ce qui a trait à la question sécuritaire, nous avons expliqué précédemment que le Brésil a développé un partenariat stratégique avec la France et qu'il a conclu un accord de défense avec les États-Unis. Tout d'abord, le développement d'un « partenariat stratégique » avec la France a pour but de moderniser l'armée brésilienne. Ceci permettra au Brésil d'augmenter son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis : d'une part, parce que la puissance militaire d'un État influence toujours son niveau d'autonomie sur la scène internationale⁵²⁶, et d'autre part, parce que le choix de la France, évitant ainsi un partenariat avec la Russie, offre l'avantage de ne pas affecter les relations du Brésil avec les États-Unis⁵²⁷. Ainsi, pour l'administration Lula, la conservation de bonnes relations avec Washington permet de conforter le rôle du Brésil dans les affaires régionales ainsi que de renforcer son influence sur la scène internationale. L'accord de défense entre le Brésil et les États-Unis est donc un moyen permettant d'améliorer leurs relations. Cet accord peut, éventuellement, engendrer une augmentation de l'autonomie du Brésil en raison d'un accroissement de la puissance militaire brésilienne ; mais, pour la période qui nous intéresse, l'accord de défense n'a pas eu d'effet sur le niveau d'autonomie du Brésil puisqu'il a été conclu à la fin des mandats du président Lula.

Bref, la stratégie d'horizontalisation des relations a permis au Brésil d'augmenter son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis. De plus, comme nous l'avons

⁵²⁴ Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *op.cit.*, 87.

⁵²⁵ *Ibid.*, xii.

⁵²⁶ « Autonomy is always a question of degree, that depends mainly on the attributes of power ». Voir : Roberto Russell et Juan G. Tokatlian, *op.cit.*, 2.

⁵²⁷ Bruno Muxagato, « Le rapprochement franco-brésilien : une relation stratégique au-delà d'un partenariat militaire? », 2.

souligné, la stratégie de développer des relations Sud-Sud n'exclut pas de développer ou perpétuer des relations avec des puissances occidentales, en l'occurrence la France et les États-Unis. Ainsi, la stratégie d'horizontalisation des relations, mise de l'avant durant l'administration Lula, fait en sorte que les relations interétatiques du Brésil sont caractérisées par une fusion équilibrée des dimensions Nord-Sud et Sud-Sud⁵²⁸.

La politique régionale

Lors de l'analyse de la stratégie du Brésil de jouer un rôle de leader et de favoriser l'intégration politique et économique dans la région sud-américaine, on a vu que celle-ci a considérablement influencé le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis.

Comme nous l'avons mentionné, le « réalisme de la périphérie » soutient que les États périphériques doivent former des alliances régionales dirigées contre le centre et doivent favoriser leur intégration politique et économique s'ils veulent augmenter leur autonomie vis-à-vis de l'État central⁵²⁹. C'est dans cet esprit que le Brésil a fait de l'Amérique du Sud une priorité de sa politique étrangère. Voulant créer « une scission géopolitique du continent où, face à une Amérique centrale et septentrionale dominée par les États-Unis, évoluerait une Amérique du Sud sous leadership brésilien »⁵³⁰, l'administration Lula a incité le développement économique régional ainsi que la formation d'une association strictement sud-américaine. Au niveau économique, on a vu que le Brésil a encouragé différentes initiatives telles que le processus de fusion MERCOSUL/CAN, les différents projets de l'IIRSA et le programme PSCI. Ces initiatives semblent avoir été très positives pour le développement et la puissance économiques du Brésil, lui permettant ainsi d'augmenter son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis. Au niveau politique et stratégique, les créations de l'UNASUL et du CSD démontrent que l'Amérique du Sud tend à exclure progressivement les États-

⁵²⁸ Cristina Soreanu Pecequilo, « A Política Externa do Brasil no Século XXI : Os Eixos Combinados de Cooperação Horizontal e Vertical ».

⁵²⁹ Hélio Jaguaribe, *op.cit.*; Juan Carlos Puig, *op.cit.*

⁵³⁰ Sebastian Santander, *op.cit.*, 73.

Unis, avec le Brésil au centre du processus de régionalisation. Par la mise sur pied de ces alliances sud-américaines, on peut dire que le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis a considérablement augmenté durant la période de l'administration Lula.

Le Brésil a fait preuve de beaucoup d'implication dans les conflits internes et les crises diplomatiques régionales. On a vu tout d'abord qu'en Haïti, dans le cadre de la mission onusienne MINUSTAH, le Brésil cherchait à prouver sa capacité à intervenir dans le domaine de la paix internationale et de la sécurité des populations civiles⁵³¹. Cette intervention, tout en améliorant l'image du pays, démontre que le Brésil cherche à obtenir plus de responsabilités sur les scènes régionale et internationale. Ainsi, avec la MINUSTAH, le Brésil tend à vouloir démontrer qu'il est capable de prendre en charge la résolution de conflits dans les Amériques⁵³². Les crises politiques internes au Venezuela et en Bolivie et les crises diplomatiques régionales impliquant la Colombie et ses voisins (Venezuela et Équateur) ont, comme nous l'avons analysé, illustré l'importance croissante du Brésil en tant que médiateur régional. On a remarqué que l'objectif du Brésil est de faire de l'UNASUL l'instance de référence pour régler les conflits et les crises éclatant dans la région. Malgré les obstacles rencontrés par l'UNASUL, le Brésil a réussi à se présenter comme un médiateur crédible et un acteur central dans la région sud-américaine, réduisant de plus en plus la nécessité d'une implication américaine et augmentant d'autant son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis. D'ailleurs, on a vu que les États-Unis eux-mêmes accordaient une plus grande autonomie au Brésil sur la scène régionale, car ils le considèrent comme une puissance stabilisatrice. Donc, notre seconde hypothèse est imparfaite puisque la réaction des États-Unis par rapport aux stratégies et aux actions du Brésil semble être un facteur explicatif du niveau d'autonomie du Brésil. Dans l'analyse du niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis, il faut souligner que les perceptions et les décisions de Washington influencent les stratégies du Brésil. Bref, la position des États-Unis a en partie permis au Brésil de jouer le rôle de puissance stabilisatrice en Amérique du Sud, influençant ainsi son niveau d'autonomie.

⁵³¹ Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, *op.cit.*, 92.

⁵³² Susanne Gratius, « Brazil in the Americas : A Regional Peace Broker? », 19.

Finalement, nous avons remarqué que la capacité du Brésil à formuler et appliquer une politique étrangère régionale de façon relativement autonome est influencée par le contexte pour l'action. En effet, le contexte post-11 septembre, tel que nous l'avons vu, a entraîné un relatif désengagement des États-Unis en Amérique latine, ouvrant ainsi une certaine marge d'autonomie au Brésil. De ce fait, cela a favorisé le Brésil dans l'application de sa politique étrangère régionale⁵³³. En ce sens, il est possible de comprendre les actions entreprises par le Brésil en Amérique du Sud comme une manifestation de son autonomie.

En somme, on a observé que la prédominance économique du Brésil, ses efforts pour encourager l'intégration sud-américaine, son rôle de pacificateur (MINUSTAH) et de médiateur (dans les crises politiques internes et les conflits diplomatiques régionaux), ont démontré la capacité du Brésil à formuler et appliquer une politique étrangère régionale de façon autonome. Ainsi, on peut dire que le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis a augmenté en raison de la politique régionale mise en place par l'administration Lula, mais également en raison de la marge de manœuvre allouée par les États-Unis eux-mêmes.

L'opposition ponctuelle aux États-Unis

On a vu dans cette partie que l'opposition du Brésil aux États-Unis n'a pas, dans tous les cas, entraîné une augmentation de son niveau d'autonomie. Mentionnons aussi que l'opposition du Brésil à l'égard des États-Unis doit être comprise comme une manifestation de son autonomie par rapport à la puissance américaine.

Lorsqu'il s'agissait d'une opposition collective, notamment dans les cas de la guerre en Irak ou des négociations commerciales de l'OMC, on peut affirmer qu'il y a eu une augmentation du niveau d'autonomie du Brésil. Car celui-ci a cherché à influencer la formulation des normes et des principes qui régissent la politique

⁵³³ A. Hurrell, « Hegemony, liberalism and global order », *op.cit.*, 9.

internationale dans le cadre d'institutions multilatérales. Également dans le domaine commercial, l'opposition individuelle du Brésil à l'égard des États-Unis a entraîné une augmentation de son niveau d'autonomie. D'une part, l'utilisation du mécanisme de règlement des différends à l'OMC démontre encore une fois la volonté du Brésil d'influencer les principes et les règles du système international en participant au régime international du commerce. Cette instance est un support institutionnel indispensable pour l'exercice et l'augmentation du niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis⁵³⁴. D'autre part, on a vu que le refus d'adhérer au projet de la ZLÉA a permis au Brésil de conserver une certaine autonomie commerciale par rapport aux États-Unis tout en se donnant, par la suite, un excellent potentiel de croissance pour son niveau d'autonomie en créant une organisation strictement sud-américaine, l'UNASUL. Cette organisation, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, a en effet permis au Brésil d'augmenter son niveau d'autonomie par rapport aux États-Unis

Notre analyse nous a toutefois démontré qu'une opposition aux États-Unis ne favorisait pas toujours une augmentation de l'autonomie brésilienne. Par exemple, dans le dossier du nucléaire iranien et dans le cas du coup d'État au Honduras. On a vu que si le Brésil a été en mesure de s'opposer explicitement aux positions de Washington dans ces enjeux, c'est en raison de l'atteinte d'un niveau suffisamment élevé d'autonomie par rapport aux États-Unis. Mais l'implication du Brésil dans ces deux dossiers sécuritaires n'a pas permis une augmentation de son niveau d'autonomie, bien au contraire. D'une part, au Honduras, la solution préconisée par l'administration Lula (le retour de Zelaya) n'a pas été apportée et cet échec de la diplomatie brésilienne risque plutôt de réduire la marge de manœuvre diplomatique du Brésil dans la région centraméricaine. Et d'autre part, la participation du Brésil à la résolution de crises politiques d'envergure internationale pourrait être affectée par la perte de crédibilité qu'a engendrée l'implication de l'administration Lula au dossier du nucléaire iranien. Ceci ne peut que diminuer le niveau d'autonomie du Brésil dans la mise en œuvre de sa politique étrangère.

⁵³⁴ Russell et Tokatlian, *op.cit.*, 16.

Il importe de souligner à nouveau que si le Brésil a été en mesure de s'opposer explicitement aux prescriptions de Washington, notamment dans le dossier du nucléaire iranien et dans le cas du coup d'État au Honduras, c'est grâce à l'acquisition suffisamment importante d'autonomie par rapport aux États-Unis. Dans ces deux cas, le Brésil, ayant atteint un niveau d'autonomie suffisant, a décidé, pour des raisons liées à ses ambitions régionales et globales, d'agir à l'encontre des prescriptions des États-Unis.

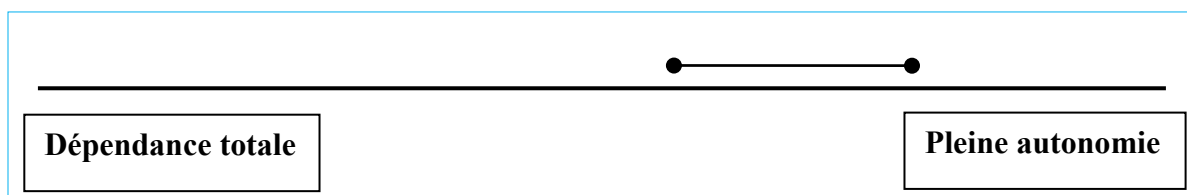
En somme, lorsque le Brésil s'est opposé aux États-Unis au sein de coalitions multilatérales et dans le domaine du commerce, cela a certainement entraîné une augmentation de son niveau d'autonomie par rapport à la puissance américaine. Toutefois, dans les dossiers sécuritaires du nucléaire iranien ou du coup d'État au Honduras, l'opposition du Brésil aux prescriptions américaines n'a pas favorisé une augmentation de son niveau d'autonomie. On a vu que dans ces deux cas, le succès de l'implication du Brésil était dépendant de la position des États-Unis. De plus, on peut affirmer que la capacité du Brésil à s'impliquer dans ces deux cas est l'expression de son autonomie par rapport à la puissance américaine.

Conclusion

En définitive, nous pouvons dire que les hypothèses avancées se sont avérées concluantes : le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis a beaucoup augmenté durant les années de l'administration Lula. Le contexte pour l'action (variable indépendante 1) et les stratégies de politique étrangère (variable indépendante 2) ont eu un impact majeur sur cette augmentation d'autonomie. À la fin des mandats du président Lula, le Brésil est beaucoup plus en mesure de formuler et de mettre en application une politique étrangère indépendamment des contraintes imposées par les États-Unis. Toutefois, soulignons l'impossibilité de déterminer avec précision la situation du Brésil sur le continuum du niveau d'autonomie d'un État. On peut tout de même affirmer que le Brésil s'est rapproché de l'idéal-type de la pleine autonomie par rapport aux États-Unis (figure 8). Le niveau d'autonomie est définitivement plus grand à la fin de la période Lula qu'au début. En 2003, il eut été impensable pour le Brésil de s'impliquer

aussi directement dans des questions internationales telles que le dossier du nucléaire iranien ou le coup d'État au Honduras. Ces deux cas, qui sont l'expression de l'autonomie du Brésil, démontre précisément que le niveau d'autonomie de Brasília par rapport aux États-Unis est actuellement assez élevé.

Figure 8 : Niveau d'autonomie du Brésil



Malgré cela, pour toute tentative de quantification de notre objet de recherche, il faut éviter d'additionner chacun des résultats obtenus séparément dans ce mémoire. Il est important de considérer que l'augmentation d'autonomie engendrée par les stratégies de politique étrangère du Brésil n'est pas entièrement distincte de l'augmentation d'autonomie causée par le contexte pour l'action. Autrement dit, les stratégies de politique étrangère et le contexte pour l'action sont deux variables qui s'influencent mutuellement. Par exemple, le rôle de leader joué par le Brésil en Amérique du Sud (une partie de la variable indépendante 2) a certainement influencé l'état des relations États-Unis / Amérique latine (une partie de la variable indépendante 1); et, inversement, la politique américaine en Amérique latine a nécessairement eu un impact considérable sur les décisions et actions du Brésil sur la scène régionale. Ainsi, l'espace d'autonomie qui s'est développé en conséquence de la politique régionale du Brésil a aussi été déterminé, dans une certaine mesure, par le contexte continental.

On peut conclure en disant que globalement les hypothèses de ce travail de recherche sont confirmées. Toutefois, on a vu, en étudiant la stratégie d'opposition ponctuelle aux États-Unis, que cette sous-variable explicative n'entraînait pas nécessairement une augmentation du niveau d'autonomie du Brésil. Le coup d'État au Honduras et, surtout, le dossier du nucléaire iranien semblent des enjeux de politique internationale encore trop imposants pour les capacités du Brésil. Pourtant, le fait que le Brésil se soit impliqué dans ces dossiers démontre que son niveau d'autonomie a, tout au

long de l'administration Lula, beaucoup augmenté. Mais, l'administration Lula a négligé un point que le Brésil doit continuer à considérer : l'État périphérique doit conserver des relations positives avec l'État central pour augmenter son niveau d'autonomie.

Pistes pour poursuivre la recherche

En introduction, nous avons souligné que les variables explicatives qui furent sélectionnées étaient celles qui semblaient, à la lumière de lectures préalables, les plus significatives. Après analyse, on a remarqué en effet que le contexte pour l'action et les stratégies de politique étrangère sont des variables qui déterminent le niveau d'autonomie du Brésil par rapport aux États-Unis. Mais il y a nécessairement d'autres variables qui peuvent intervenir dans la relation et une avenue qui n'a pas été empruntée dans ce travail de recherche est l'étude de certains facteurs internes : la présence de groupes de pression, le rôle de certains organismes d'État, les décideurs politiques, les leaders et leur idéologie, ...⁵³⁵. Ainsi, l'analyse de ces facteurs semblent une voie intéressante qui permettrait une évaluation plus complète du niveau d'autonomie du Brésil. Toutefois, comme nous l'avons mentionné en introduction, les facteurs internes constituent des variables intermédiaires entre le contexte pour l'action et la prise de décision des stratégies de politique étrangère. Conséquemment, une piste de recherche intéressante, pour étudier certains facteurs internes, serait d'analyser, d'une part, les différents acteurs qui influencent le processus décisionnel en politique étrangère et, d'autre part, l'importance du président et de certains conseillers politiques (et/ou membres de l'administration) sur l'élaboration des stratégies de politique étrangère. De plus, il serait intéressant d'analyser l'impact des contextes continental et international sur ces facteurs internes.

Autrement, il sera intéressant de continuer cette recherche durant la nouvelle administration de Dilma Rousseff, la protégée de l'ancien président Lula. On peut croire que les stratégies de politique étrangère demeureront sensiblement les mêmes, étant

⁵³⁵ Jeffrey W. Cason and Timothy J. Power, *op.cit.*, 117-140.

donné que certains hauts-dirigeants actuels des affaires étrangères sont des personnes qui étaient en place durant l'administration Lula. Par exemple, l'actuel ministre des affaires étrangères est Antonio de Aguiar Patriota, qui a occupé plusieurs postes d'importance dans l'administration antérieure : chef de cabinet du ministère des affaires étrangères en 2004, ambassadeur à Washington de 2007 à 2009 et secrétaire-général des affaires étrangères d'octobre 2009 à décembre 2010, entre autres postes. Aussi, l'ancien ministre des affaires étrangères sous l'administration Lula, Celso Amorim, est devenu ministre de la défense en août 2011. Donc, il devrait y avoir beaucoup de continuité entre les deux administrations Lula et Rouseff, d'autant plus que les préférences politiques et les perceptions relativement à ce que sont les intérêts du Brésil devraient suivre les mêmes orientations. De plus, il faudra continuer à surveiller l'impact des contextes international et continental.

Bibliographie

- Alves, Rodrigo Maschion. 2003. « Corporação Andina de Fomento: o financiamento da infraestrutura integradora sulamericana e a participação do Brasil », *Boletim Meridiano* 47 12 (no.123) : 3-13
- Amorim, Celso. 2008. Entrevue menée par Fred Melo Paiva, « Notícias do Itamaraty », *O Estado de São Paulo* (15 mars). En ligne : <http://www.estadao.com.br/noticias/suplementos/noticias-do-itamaraty,140913,0.htm> (page consultée le 4 juillet 2011).
- Azicri, Max. 2009. « The Castro-Chávez Alliance », *Latin American Perspectives* 36 (janvier) : 99-110.
- Baldwin, Robert E. 2006. « Failure of the WTO Ministerial Conference at Cancun : Reasons and Remedies », *The World Economy* 29 (juin) : 677-696.
- Banque mondiale. 2011. *Catalogue de données*. En ligne : <http://donnees.banquemondiale.org/catalogue> (site consulté le 29 mars 2011).
- Barrionuevo, Alexei et Ginger Thompson. 2010. « Brazil's Iran Diplomacy Worries U.S. Officials », *The New York Times* (14 mai) : En ligne : <http://www.nytimes.com/2010/05/15/world/americas/15lula.html> (page consultée le 13 août 2011).
- BBC News. Plusieurs articles. En ligne : <http://news.bbc.co.uk>.
- Biato, Marcel Fortuna. 2009. « La política exterior de Brasil: ¿Integrar o despegar? », *Política Exterior* 131 (septembre-octobre).
- Biville, Sylvain. 2009. « Les États-Unis se retirent de Manta, dernière base américaine en Amérique du Sud », *RFI* (17 juillet). En ligne : http://www.rfi.fr/actufr/articles/115/article_82802.asp (page consultée le 5 mai 2011).
- Brun, Elodie. 2008. « Iran's Place in Venezuelan Foreign Policy ». Dans Cynthia Arnson, Haleh Esfandiari et Adam Stubits, dir., *Iran in Latin America : Threat or "Axis of Annoyance"?*. Woodrow Wilson Center Reports on the Americas #23 : 35-49.
- Bureau du Représentant américain au commerce. 2011. « Brasil ». En ligne : <http://www.ustr.gov/countries-regions/americas/brazil> (page consultée le 23 août 2011).

- Burges, Sean W. 2005. « Bounded by the Reality of Trade : Practical Limits to a South American Region », *Cambridge Review of International Affairs* 18 (octobre) : 437-454.
- Burges, Sean W. 2009. *Brazilian Foreign Policy After the Cold War*. Florida : University Press of Florida.
- Burges, Sean W. 2010. « Brazil as a Regional Leader : Meeting the Chávez Challenge », *Current History* 109 (février) : 53-59.
- Bush, George W. 2003. « Bush in Iraq: We Don't Need Permission », *Conférence de presse* (7 mars). En ligne : <http://archive.newsmax.com/archives/articles/2003/3/7/95754.shtml> (page consultée le 7 mars 2011).
- Bush, Georges W. 2008. « Text of the State of the Union Address », *The New York Times* (29 janvier). En ligne : <http://www.nytimes.com/2008/01/29/us/29bushtext.html> (page consultée le 14 avril 2011).
- Caroit, Jean-Michel. 2008. « Pékin resserre ses liens avec les économies latino-américaines », *Le Monde* (19 novembre) : 6.
- Cason, Jeffrey W. and Timothy J. Power. 2009. « Presidentialization, Pluralization, and the Rollback of Itamaraty : Explaining Change in Brazilian Foreign Policy Making in the Cardoso-Lula Era », *International Political Science Review* 30 (no.2) : 117-140.
- Castañeda, Jorge. 2003. « The Forgotten Relationship », *Foreign Affairs* 82 (no.3) : 67-81.
- Castañeda, Jorge. 2006. « Latin America's Left Turn », *Foreign Affairs* 85 (mai-juin) : 28-43.
- Castañeda, Jorge. 2008. « Morning in Latin America », *Foreign Affairs* 87 (no.5) : 126-139.
- CEPAL. 2011. *UNASUR - un espacio de desarrollo y cooperación por construir*. En ligne : http://www.eclac.org/publicaciones/xml/0/44100/2011-368_UNASUR.pdf (document consulté le 2 août 2011).
- Cervo, Amado Luiz. 2008a. « Integração da América do Sul depende do Brasil », *Boletim Meridiano* 47 9 (no.96) : 3-4.
- Cervo, Amado Luiz. 2008b. « A crise da América do Sul e a solução diplomática », *Boletim Meridiano* 47 9 (no.92) : 2-3.

- Cooper Ramo, Joshua. 2004. « China has discovered its own economic consensus », *Financial Times* (7 mai).
- Costa Vaz, Alcides. 2004. « Brazilian Foreign Policy under Lula : Change or Continuity? », *Briefing Papers – FES Brazil* (avril). En ligne : <http://www.fes.org.gt/documentos/Foreignpol-Brazil.PDF> (document consulté le 15 octobre 2011).
- Couffignal, Georges. 2006. « L'Amérique latine vire-t-elle à gauche? », *Politique Internationale* 111 (printemps) : 51-80.
- Cox, Robert W. 2002. *The Political Economy of a Plural World*. New York : Routledge.
- Daudelin, Jean. 2010. « Le Brésil comme puissance : portée et paradoxes », *Problèmes d'Amérique latine* 78 (automne) : 29-46.
- David, Charles-Philippe et Élisabeth Vallet. 2008-09. « Qu'en est-il de l'hyperpuissance américaine? De la recomposition régionale au déclin annoncé? », *La revue internationale et stratégique* 72 (hiver) : 151-154.
- Democracy Now!. 2008. « "Welcome to the Axis of Evil"—Bolivian President Evo Morales to Paraguayan President-Elect Fernando Lugo ». Transcription d'une entrevue dirigée par Juan Gonzalez avec Evo Morales (24 avril 2008). En ligne : http://www.democracynow.org/2008/4/24/welcome_to_the_axis_of_evil (page consultée le 9 mai 2011).
- Doelling, Rachel. 2008. « Brazil's Contemporary Foreign Policy towards Africa », *Journal of International Relations* 10 (printemps) : 5-11.
- Drekonja, Gerhard. 1993. « Autonomía periférica redefinida : América Latina en la década de los noventa ». Dans *Redefiniendo la autonomía en política internacional*. Documentos Ocasionales CEI no.31 (juillet-septembre).
- EFE. 2010. « Lula foi essencial na mediação da crise com Venezuela, diz embaixador colombiano », *Folha.com* (8 août). En ligne : <http://www1.folha.uol.com.br/mundo/779744-lula-foi-essencial-na-mediacao-da-crise-com-venezuela-diz-embaixador-colombiano.shtml> (page consultée le 5 août 2011).
- Encarnación, Omar G. 2008. « The Costs of Indifference : Latin America and the Bush Era », *Global Dialogue* 10. En ligne : <http://www.worlddialogue.org/content.php?id=432> (page consultée le 12 avril 2011).

- Emerson, R. Guy. 2010. « Radical Neglect? The “War on Terror” and Latin America », *Latin American Politics and Society* 52 (printemps) : 33-62.
- Erikson, Daniel P. 2008. « Requiem for the Monroe Doctrine », *Current History* 107 (février) : 58-64.
- Escudé, Carlos. 1992. *Realismo periférico : fundamentos para la nueva política exterior argentina*. Buenos Aires : Editorial Planeta.
- Faulconbridge, Guy et Michael Stott. 2009. « Crisis speeds BRIC rise to power : Goldman's O'Neill », *Reuters* (9 juin). En ligne : <http://www.reuters.com/article/2009/06/09/businesspro-us-bric-oneill-interview-idUSTRE5583ZA20090609> (page consultée le 30 mars 2011).
- Finn, Peter et Anne E. Kornblut. 2011. « Guantanamo Bay: Why Obama hasn't fulfilled his promise to close the facility », *Washington Post* (23 avril). En ligne : http://www.washingtonpost.com/world/guantanamo-bay-how-the-white-house-lost-the-fight-to-close-it/2011/04/14/AFTxR5XE_story.html?nav=emailpage (page consultée le 21 mai 2011).
- Flemes, Daniel. 2007. « Emerging Middle Powers' Soft Balancing Strategy: State and Perspectives of the IBSA-Dialogue Forum », *GIGA Working Papers* no.57 (août). En ligne : <http://www.ipc-undp.org/publications/southlearning/danielflemes.pdf> (document consulté le 10 mars 2011).
- Flemes, Daniel. 2009. « Brazilian Foreign Policy in the changing world order », *South African Journal of International Affairs* 16 (août) : 161-182.
- Flemes, Daniel. 2010. « O Brasil na iniciativa BRIC : soft balancing numa ordem global em mudança? », *Revista Brasileira Política Internacional* 53 (no.1) : 141-156.
- Flemes, Daniel et Adam Habib. 2009. « Regional powers in contest and engagement: making sense of international relations in a globalised world », *South African Journal of International Affairs* 16 (no.2) : 137-42.
- Fohlen, Claude. 2008. « Doctrine de Monroe ». *Encyclopaedia Universalis*. En ligne : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/doctrine-de-monroe/#> (texte consulté le 2 octobre 2010).
- Fonds monétaire international. 2011. « World Economic Outlook Update - Global Recovery Advances but Remains Uneven » (25 janvier). En ligne : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2011/update/01/index.htm> (page consultée le 29 mars 2011).
- French, John D. 2009. *Understanding the Politics of Latin America's Plural Lefts*. En ligne : <http://kellogg.nd.edu/publications/workingpapers/WPS/355.pdf> (document consulté le 22 mars 2009).

- Gasnier, Annie. 2010. « Sommet du BRIC à Brasilia : des émergents unis pour entrer dans la cour des grands », *RFI* (18 avril). En ligne : <http://www.rfi.fr/contenu/20100418-sommet-bric-brasilia-emergents-unis-entrer-cour-grands> (page consultée le 5 avril 2011).
- Gazibo, Mamoudou et Roromme Chantal. 2011. *Un nouvel ordre mondial made in China?*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Gelb, Leslie H. 2010. « GDP Now Matters More Than Force », *Foreign Affairs* 89 (no.6) : 35-43.
- Genest, Philippe. 2009. « Le Conseil sud-américain de la défense et la nouvelle donne géostratégique en Amérique du Sud », *Centre d'études interaméricaines* (avril). En ligne : http://www.cei.ulaval.ca/fileadmin/cei/documents/Actualite_des_relations_interamericaines/Chroniques/CEI_PG_Conseil_sud-americain_defense_mars2009.pdf (document consulté le 25 juillet 2011).
- Goldman Sachs. 2003. « Dreaming with BRICs : The Path to 2050 », *Goldman Sachs – Global Economics Papers* 99 (octobre): 1-23.
- Goldman Sachs. 2009. « BRICs Lead the Global Recovery », *BRICs Monthly* (29 mai). En ligne : <http://www2.goldmansachs.com/ideas/brics/lead-global-recovery-doc-2.pdf> (document consulté le 29 mars 2009).
- Goldman Sachs. 2010. « Is this the “BRICs decade”? », *BRICs Monthly* (20 mai). En ligne : <http://www2.goldmansachs.com/ideas/brics/brics-decade-doc.pdf> (document consulté le 30 mars 2011)
- Golub, Philip S. 2001. « Rêves d'Empire de l'administration américaine », *Le monde diplomatique* (juillet) : 4-5.
- Golub, Philip S. 2004. « Imperial politics, imperial will and the crisis of US hegemony », *Review of International Political Economy* 11 (octobre):763-86.
- Golub, Philip S. 2008-09. « La fin de la Pax Americana? », *La revue internationale et stratégique* (no.72) : 141-149.
- Gratius, Susanne. 2007. « Brazil in the Americas : A Regional Peace Broker? », *FRIDE* (avril). En ligne : <http://www.fride.org/publication/223/brazil-in-the-americas:-a-regional-peace-broker> (document consulté le 2 août 2011).
- Gratius, Susanne. 2008a. « The international arena and emerging power : stabilising or destabilising forces? », *FRIDE – Comment* (avril). En ligne : www.fride.org/download/COM_emerging_powers_ENG_abr08.pdf (document consulté le 12 mars 2010).

- Gratius, Susanne. 2008b. « ¿Hacia una OTAN sudamericana? Brasil y un Consejo de Defensa Sudamericano », *FRIDE* (avril). En ligne : <http://www.fride.org/publicacion/401/hacia-una-otan-sudamericana-brasil-y-un-consejo-de-defensa-sudamericano> (document consulté le 2 août 2011).
- Guimarães, Samuel Pinheiro. 2006. « Los tres años del Gobierno del Presidente de Brasil Luiz Inácio Lula Da Silva », *La Onde Digital* (12 mai). En ligne : <http://www.laondadigital.com/laonda/laonda/201-300/277/recuadro2.htm> (page consultée le 15 février 2011)
- Hakim, Peter. 2006. « Is Washington Losing Latin America? », *Foreign Affairs* 85 (no.1) : 39-53.
- Heine, Jorge. 2010. « Will they have table manners? The G20, emerging powers and global responsibility », *South African Journal of International Affairs* 17 (avril) : 1-11.
- Hurrell, Andrew. 2000. « Some Reflections on the Role of Intermediate Powers in International Institutions ». Dans Hurrell, Cooper et al., dir., *Paths to Power: Foreign Policy Strategies of Intermediate States* (Latin American Program, Woodrow Wilson International Center, Working Papers no. 244) : 1-10.
- Hurrell, Andrew. 2005a. « Pax Americana or the Empire of Insecurity », *International Relations of the Asia-Pacific* 5 (no.2) : 153-176.
- Hurrell, Andrew. 2005b. « The United States and Brazil : Comparative Reflections ». Dans Mônica Hirst, *United States and Brazil : A long Road of Unmet Expectations* (New-York, Routledge) : 73-108.
- Hurrell, Andrew. 2006. « Hegemony, liberalism and global order : what space for would-be great powers? », *International Affairs* 82 (no.1) : 1-19.
- Hurrell, Andrew. 2010. « Brazil and the New Global Order », *Current History* 109 (février) : 60-66.
- IBAS. 2003. *India-Brazil-South Africa Dialogue Forum : Brasilia Declaration* (6 juin).
- IBAS. 2010. *India-Brazil-South Africa Dialogue Forum – Fourth Summit of Heads of State/Government : Brasilia Declaration* (15 avril).
- Iglesias, Simone. 2010a. « Lula diz há pressa em melhorar relações entre Colômbia e Venezuela », *Folha.com* (7 août). En ligne : <http://www1.folha.uol.com.br/mundo/779550-lula-diz-ha-pressa-em-melhorar-relacoes-entre-colombia-e-venezuela.shtml> (page consultée le 5 août 2011).

- Iglesias, Simone. 2010b. « "Contrariado", Lula assina decreto de sanções da ONU contra o Irã », *Folha.com* (10 août). En ligne : <http://www1.folha.uol.com.br/mundo/780712-contrariado-lula-assina-decreto-de-sancoes-da-onu-contra-o-ira.shtml> (page consultée le 13 août 2010).
- Ikenberry, John G. 2003. « Is American Multilateralism in Decline? », *Perspectives on Politics* 1 (septembre): 533-550.
- Jaguaribe, Hélio. 1979. « Autonomía periférica y hegemonía céntrica », *Estudios internacionales* (no.49) : 91-130.
- Just the Facts. 2011. *Military and Police Aid, All Programs, Entire Region, 1996-2012*. En ligne: http://justf.org/All_Grants_Country?year1=1996&year2=2012&funding=All+Programs&subregion=Entire+Region&x=68&y=11 (page consultée le 28 avril 2011).
- Karns, Margaret P. et Karen A. Mingst. 2004. *International Organizations – The Politics and Processes of Global Governance*. Bolder et Londres: Lynne Rienner Publishers.
- Kenkel, Kai Michael. 2010. « South America's Emerging Power : Brazil as Peacekeeper », *International Peacekeeping* 17 (novembre) : 644-661.
- Keohane, Robert O. 1984. *After Hegemony*. Princeton : Princeton University Press.
- Keohane, Robert O. et Joseph S. Nye. 1977. *Power and Interdependence – Third Edition*. Boston : Little Brown.
- Keyes, Charley. 2009. « Clinton warns of Iranian, Chinese gains in Latin America », *CNN* (1 mai). En ligne : http://articles.cnn.com/2009-05-01/politics/clinton.latin.america_1_gains-in-latin-america-state-hillary-clinton-iranian?s=PM:POLITICS (page consultée le 22 mai 2011).
- Kourliandsky, Jean-Jacques. 2008-09. « Quelle autonomie pour l'Amérique latine? », *La revue internationale et stratégique* no.72 (hiver) : 199-207.
- Krasner, Stephen D. 1999. *Sovereignty. Organized Hypocrisy*. Princeton : Princeton University Press.
- Kraul, Chris. 2009. « DEA presence ends in Bolivia », *Los Angeles Times* (30 janvier). En ligne : <http://articles.latimes.com/2009/jan/30/world/fg-bolivia-dea30> (page consultée le 5 mai 2011).
- Krauthammer, Charles. 1991. « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs* 70 (no.1) : 23-33.

- Kroenig, Matthew, Melissa McAdam et Steven Weber. 2010. « Taking Soft Power Seriously », *Comparative Strategy* 29 (no.5) : 412-431.
- Latin American Regional Report. 2010 « Defence deal with the US raises eyebrows », *Latin News* (avril).
- Latin American Weekly Report. Plusieurs éditions consultées en ligne : <http://www.latinnews.com/lwr/archive.asp>.
- Layne, Christopher. 1993. « The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise », *International Security* 17, (no.4) : 5–51.
- Lee, Hiro et Dominique van der Mensbrugge. 2003. « Tariff Rate Quotas on U.S. Steel Imports », *Sixième conférence annuelle - Global Economic Analysis*. La Haye : Pays-Bas. En ligne : <https://www.gtap.agecon.purdue.edu/resources/download/1529.pdf> (document consulté le 9 mars 2011).
- Lobe, Jim. 2008. « U.S. Diplomacy Sidelined by Loyalty to Uribe ». *Inter Press News Service* (5 mars). En ligne : <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=41474> (page consultée le 5 août 2011).
- Lowenthal, Abraham F. 2006. « From Regional Hegemony to Complex Bilateral Relations : The United States and Latin America in Early 21st Century », *Nueva Sociedad* 206 (novembre-décembre). Version originale en anglais, en ligne : http://www.nuso.org/upload/articulos/3395_2.pdf (document consulté le 16 septembre 2010).
- Luiz Reis da Silva, André et Bruna Kunrath. 2010. « O Brasil como mediador da paz no Oriente Médio », *Boletim Meridiano* 47 11 (no.116) : 18-20.
- Lula da Silva, Luiz Inácio. Différents discours consultés sur le site officiel de la Présidence : <http://www.imprensa.planalto.gov.br/>.
- Macleod, Alex. 2007a. « Le réalisme classique ». Dans Macleod et O'Meara, dir., *Théories des relations internationales – Contestations et résistances*. Outremont : Athéna Éditions, 35-60.
- Macleod, Alex. 2007b. « Le néoréalisme ». Dans Macleod et O'Meara, dir., *Théories des relations internationales – Contestations et résistances*. Outremont : Athéna Éditions, 61-88.
- Maison Blanche. 2001. « Statement by the Press Secretary - Announcement of Withdrawal from the ABM Treaty » (13 décembre). En ligne: <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/12/20011213-2.html> (page consultée le 6 mars 2011).

- Maison Blanche. 2002. *The National Security Strategy of the United States*. Washington, D.C.
- Maison Blanche. 2003. « President Bush Announces Major Combat Operations in Iraq Have Ended » (1 mai). En ligne : <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/05/20030501-15.html> (page consultée le 11 mars 2011).
- Maison Blanche. 2006. *The National Security Strategy of the United States*. Washington, D.C.
- Massie, Justin et Marie-ève Desrosiers. 2007. « Le néolibéralisme et la synthèse « néo-néo » ». Dans Macleod et O'Meara, dir., *Théories des relations internationales – Contestations et résistances*. Outremont : Athéna Éditions, 111-132.
- Maher, Richard. 2011. « The Paradox of American Unipolarity : Why the United States May Be Better Off in a Post-Unipolar World », *Orbis* 55 (no.1) : 53-68.
- Marquis, Christopher. 2002. « Bush Officials Met With Venezuelans Who Ousted Leader », *New York Times* (16 avril). En ligne : <http://www.nytimes.com/2002/04/16/world/bush-officials-met-with-venezuelans-who-ousted-leader.html> (page consultée le 30 mai 2011).
- Mearsheimer, John J. 2001. *The Tragedy of Great Power Politics*. New-York : W.W. Norton.
- Miller Llana, Sara and Andrew Downie. 2010. « Why Brazil signed a military agreement with the US », *The Christian Science Monitor* (13 avril). En ligne : <http://www.csmonitor.com/World/Americas/2010/0413/Why-Brazil-signed-a-military-agreement-with-the-US> (page consultée le 21 juin 2011).
- Ministério das Relações Exteriores. Différents documents consultés sur le site officiel. En ligne : <http://www.itamaraty.gov.br>.
- Moniz Bandeira, Luiz Alberto. 2006. « Brazil as a Regional Power and Its Relations with the United States », *Latin American Perspectives* 33 (mai) : 12-27.
- Morgenthau, Hans J. 1960 [1948]. *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace – Third Edition*. New York: Alfred A. Knopf Publisher.
- Muraki Junior, Wilson T. 2008. « Unasul : “uma América do Sul unida mexerá com o tabuleiro do poder no mundo”. Será? », *Boletim Meridiano* 47 12 (no.95) : 15-17.
- Muxagato, Bruno. 2010a. « Le rapprochement franco-brésilien : une relation stratégique au-delà d'un partenariat militaire? », *La chronique des Amériques* (no.7) : 1-12.

- Muxagato, Bruno. 2010b « Les relations Brésil/Iran et la question du nucléaire », *Politique étrangère* (no.2) : 399-411.
- Narayan Datta, Monti. 2009. « The Decline of America's Soft Power in the United Nations », *International Studies Perspectives* 10 (no.3) : 265-284.
- National Intelligence Council. 2008. *Global Trends 2025 : A Transformed World* (novembre). En ligne : www.dni.gov/nic/NIC_2025_project.html (document consulté le 14 mars 2011).
- Neuman, Stephanie. 1998. *International Relations Theory and the Third World*. New York : St. Martin's Press.
- Nougayrède, Natalie. 2010. « WikiLeaks : France-Brésil, le couple, le sous-marin nucléaire et le Rafale », *LeMonde.fr* (5 décembre). En ligne : <http://www.lemonde.fr/article/2010/12/05/1449194.html> (page consultée le 5 décembre 2010).
- Nye, Joseph S. 2002a. *The Paradox of American Power : Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone*. New York : Oxford University Press.
- Nye, Joseph S. 2002b. « Limits of American Power », *Political Science Quarterly* 117 (no. 4) : 545-559.
- Nye, Joseph S. 2004a. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York : PublicAffairs.
- Nye, Joseph S. 2004b. « The Decline of America's Soft Power – Why Washington Should Worry », *Foreign Affairs* 83 (no.3) : 16-20.
- Nye, Joseph S. 2008. « Smart Power and the “War on Terror” », *Asia-Pacific Review* 15 (no.1), 1-8.
- Nye, Joseph S. 2010. « The Future of American Power », *Foreign Affairs* 89 (no.6) : 2-12.
- Obama, Barack. 2008. « Renewing U.S. Leadership in the Americas – Remarks of Senator Barack Obama », *Chicago Suntimes* (23 mai). En ligne : http://blogs.suntimes.com/sweet/2008/05/obama_latin_america_speech_in.html (page consultée le 21 mai 2011).
- Oddone, Carlos N. et Leonardo Granato. 2008. « Los nuevos proyectos de integración regional vigentes en América latine : la Alternativa Bolivariana para Nuestra América y la Comunidad Sudamericana de Naciones », *Hegemonia* (no.3). En ligne : http://www.unieuro.edu.br/downloads_2005/hegemonia_03_06.pdf (document consulté le 7 août 2011).

- Oliveira Ribeiro, Cláudio. 2007. « Política africana do governo Lula: um ponto de inflexão (e reflexão) », *Boletim Meridiano* 47 8 (no.83) : 9-11.
- O'Neill, Jim. 2008-09. « Les BRIC, nouvelles grandes puissances dans le futur? », *La revue internationale et stratégique* 72 (hiver) : 231-243.
- O'Neil, Shannon K., dir. 2008. *U.S.-Latin America Relations: A New Direction for a New Reality – Independent Task Force Report No. 60*. New York : Council on Foreign Relations.
- O'Neil, Shannon K.. 2009. « Regional Diplomacy on the Honduras Crisis », *Council on Foreign Relations* (29 septembre). Ligne : <http://www.cfr.org/honduras/regional-diplomacy-honduras-crisis/p20324> (page consultée le 14 août 2011).
- Organisation des Nations unies - Département des affaires économiques et sociales. 2009. *World Population Prospects : The 2008 Revision Population Database*. En ligne : <http://esa.un.org/unpp/> (site consulté le 29 mars 2011).
- Oxford Analytica. 2010. « U.S.-Brazil Military Agreement Is A Baby Step », *Forbes.com* (28 mai). En ligne : <http://www.forbes.com/2010/05/27/brazil-defence-military-business-washington-oxford-analytica.html> (page consultée le 21 juin 2011).
- Pape, Robert A. 2005. « Soft Balancing Against the United States », *International Security* 30 (no.1) : 7-45.
- Patriota, Antonio de Aguiar. 2008. « O Brasil e a política externa dos EUA », *Política Externa* 17 (no.1) : 97-109.
- Paul, T. V. 2004. « Introduction : The Enduring Axioms of Balance of Power Theory and Their Contemporary Relevance ». Dans T. V. Paul, James J. Wirtz et Michel Formann, *Balance of Power – Theory and Practice in the 21st Century*. Stanford : Stanford University Press, 1-25.
- Paul, T. V. 2005. « Soft Balancing in the Age of U.S. Primacy », *International Security* 30 (no.1) : 46-71.
- Pautasso, Diego. 2010. « O lugar da China no comércio exterior brasileiro », *Boletim Meridiano* 47 11 (janvier) : 25-27.
- Pecequilo, Cristina Soreanu. 2008. « A Política Externa do Brasil no Século XXI : Os Eixos Combinados de Cooperação Horizontal e Vertical », *Revista Brasileira de Política Internacional* 51 (no.2) : 136-153.
- Pecequilo, Cristina Soreanu. 2010. « A New Strategic Dialogue: Brazil-US Relations in Lula's Presidency (2003-2010) », *Revista Brasileira de Política Internacional* 53 (édition spéciale) : 132-150.

- Perle, Richard. 2003. « Thank God for the Death of the UN », *The Guardian* (21 mars).
En ligne : <http://www.guardian.co.uk/politics/2003/mar/21/foreignpolicy.iraq1>
(page consultée le 7 mars 2011).
- Pinheiro, Alvaro de Souza. 2006. « Narcoterrorism in Latin America: A Brazilian Perspective », *JSOU Report 06-4*. Florida : Joint Special Operations University.
- Poggio Teixeira, Carlos G. 2011. « Brazil and United States : Fading Interdependence », *Orbis* 55 (hiver) : 147-162
- Pressman, Jeremy. 2009. « Power Without Influence – The Bush Administration’s Foreign Policy Failure in the Middle East », *International Security* 33 (no.4.) : 149-179.
- Puig, Juan Carlos. 1980. *Doctrinas internacionales y autonomía latinoamericana*. Caracas : Universidad Simon Bolivar.
- Regina Soares de Lima, Maria. 2005. « A política externa brasileira e os desafios da cooperação Sul-Sul », *Revista Brasileira de Política Internacional* 48 (no.1) : 24-59.
- Regina Soares de Lima, Maria et Mônica Hirst. 2006. « Brazil as an intermediate state and regional power : action, choice and responsibilities », *International Affairs* 82 (no.1) : 21-40.
- Reich, Otto J. 2005. « Latin America’s Terrible Two », *National Review* (11 avril).
- Reis da Silva, André Luiz. 2010. « As relações do Brasil com o Irã e a questão nuclear », *Boletim Meridiano* 47 11 (mai) : 3-5.
- Resende Mendonça, Gustavo. 2009. « Parceria em consolidação ou distância não percorrida: o relacionamento contemporâneo entre Índia e Brasil », *Boletim Meridiano* 47 10 (août) : 26-28.
- RFI. 2010. « Le groupe BRIC va devenir BRICS avec l’arrivée de l’Afrique du Sud » (25 décembre). En ligne : <http://www.rfi.fr/afrique/20101224-le-groupe-bric-va-devenir-brics-arrivee-afrique-sud> (page consultée le 5 avril 2011).
- Richburg, Keith B. 2003. « French See Iraq Crisis Imperiling Rule of Law - Concern Focuses on Future of International Order », *Washington Post* (6 mars) : A19.
- Roberto de Almeida, Paulo. 2004. « La politique internationale du Parti des travailleurs, de la fondation du Parti à la diplomatie du gouvernement Lula ». Dans Denis Rolland et Joëlle Chassin, *Pour comprendre le Brésil de Lula* (Paris : L’Harmattan) : 221-238.

- Rodríguez-Garavito, César, Patrick Barrett et Daniel Chavez, dir. 2008. *The New Latin American Left – Utopia Reborn*. London : Pluto Press.
- Roussel, Stéphane et Dan O'Meara. 2007. « Le libéralisme classique : une constellation de théories ». Dans Macleod et O'Meara, dir., *Théories des relations internationales – Contestations et résistances*. Outremont : Athéna Éditions, 89-110.
- Rudzit, Gunther et Otto Nogami. 2009. « Relação Estratégica Brasil-França: Questões a serem respondidas », *Boletim Meridiano* 47 10 (septembre) : 16-18.
- Russell, Roberto. 2006. « América Latina para Estados Unidos : ¿ especial, desdeñable, codiciada o perdida? », *Nueva Sociedad* 206 (novembre-décembre) : 48-62.
- Russell, Roberto et Fabián Calle. 2009. « Le “periferia turbulenta” como factor de la expansión de los intereses de seguridad en Estados Unidos en América Latina ». Dans Monica Hirst, *Crisis Del Estado e Intervención Internacional*. Buenos Aires : Edhasa, 29-71.
- Russell, Roberto et Juan Gabriel Tokatlian. 2003. « From Antagonistic Autonomy to Relational Autonomy : A Theoretical Reflection from the Southern Cone », *Latin American Politics and Society* 45 (no.1) : 1-24.
- Russell, Roberto et Juan Gabriel Tokatlian. 2009. « Modelos de política exterior y opciones estratégicas : El caso de América Latina frente a Estados Unidos », *Revista d'afers internacionals* 85-86 (mai) : 211-249.
- Sader, Emir. 2001. « ¿Qué Brasil es este? », *Nueva Sociedad* 173 (mai-juin) : 20-33.
- Salgado Espinoza, Raul. 2011. « Could Brazil become a world power in the 21st century without an integrated South America? ». *Conférence présentée à l'Université de São Paulo par l'IPSA* (16 février 2011). En ligne : <http://www.saopaulo2011.ipso.org/sites/default/files/papers/paper-1148.pdf> (document consulté le 7 avril 2011).
- Sánchez, Alex. 2008. « The Brazilian Military Is Back, As It Fleshes Out Its Weaponry And Strategies », *Council on Hemispheric Affairs* (9 septembre). En ligne : <http://www.coha.org/the-brazilian-military-is-back-as-it-fleshes-out-its-weaponry-and-strategies/> (page consultée le 28 mai 2011).
- Saraiva, Miriam Gomes. 2010. « Brazilian foreign policy towards South America during the Lula Administration: caught between South America and Mercosur », *Revista Brasileira de Política Internacional* 53 (édition spéciale) : 151-168.
- Santander, Sebastian. 2009a. « Ordre mondial, hégémonie et puissances émergentes. Dans Sebastian Santander, dir., *L'émergence de nouvelles puissances – Vers un système multipolaire?*. Paris : Ellipses : 9-25.

- Santander, Sebastian. 2009b. « Le Brésil et ses aspirations au statut de puissance : autoperception, capacités, reconnaissance internationale ». Dans Sebastian Santander, dir., *L'émergence de nouvelles puissances – Vers un système multipolaire?* Paris : Ellipses : 51-88.
- Serbin, Andrés. 2009. « América del Sur en un mundo multipolar: ¿es la Unasur la alternativa? », *Nueva Sociedad* (no.219) : 145-156.
- Shifter, Michael. 2002. « A Shaken Agenda : Bush and Latin America », *Current History* 101 (février) : 51-57
- Shifter, Michael. 2004. « The US and Latin America Through the Lens of Empire », *Current History* 103 (février) : 61-67.
- Shifter, Michael. 2010. « Obama and Latin America : New Beginnings, Old Frictions », *Current History* 109 (février) : 67-73.
- Simonoff, Alejandro. 2007. « Theory and Practice of Autonomy : Illia's Foreign Policy », *Relaciones internacionales* 3 (mai). Texte traduit en anglais disponible en ligne : http://socialsciences.scielo.org/scielo.php?pid=S1515-33712007000100002&script=sci_arttext (document consulté le 18 septembre 2010)
- Smith, Joseph. 2005. *The United States and Latin America – A History of American Diplomacy (1776-2000)*. New-York : Routledge.
- Smith, Steve. 2002. « The End of the Unipolar Moment? September 11 and the Future of World Order », *International Relations* 16 (no.2) : 171-183.
- Sommet Amérique du Sud/Pays arabes. 2005. *Déclaration de Brasilia* (10-11 mai). En ligne : <http://www.latinreporters.com/bresildeclarationbrasiliaamsudpaysarabes.htm> (consulté le 10 juin 2011).
- Souto Maior, Luiz. 2001. « Brasil-Estados Unidos: desafios de um relacionamento assimétrico », *Revista Brasileira de Política Internacional* 44 (no.1) : 55-68.
- Sotero, Paulo and Leslie Elliott Armijo. 2007. « Brazil : To be or not to be a BRIC? », *Asian Perspective* 31 (no. 4) : 43-70.
- Spektor, Matias. 2010. « How to Read Brazil's Stance on Iran », *Council on Foreign Relations* (4 mars). En ligne : <http://www.cfr.org/brazil/read-brazils-stance-iran/p21576> (page consultée le 13 août 2011).
- Starr, Pamela K. 2003. « Argentina : Anatomy of a Crisis Foretold », *Current History* 102 (février) : 65-71.

- Stockholm International Peace Research Institute. 2010. *SIPRI Military Expenditure Database 2010*. En ligne: <http://milexdata.sipri.org> (document consulté le 17 février 2010)
- Subacchi, Paola. 2008. « New power centres and new power brokers : are they shaping a new economic order? », *International Affairs* 84 (no.3) : 485-498.
- Sullivan, Kevin. 2005 « Chavez Casts Himself as the Anti-Bush », *The Washington Post* (15 mars).
- Sweig, Julia. 2010. « A New Global Player », *Foreign Affairs* 89 (no.6) : 173-184.
- Tardy, Thierry. 2000. *Le discrédit du « maintien de la paix » onusien*. Montréal : Chaire Téléglobe Raoul-Dandurand.
- Teixeira da Costa, Roberto. 2009. « G-20 – Um novo balanço do poder », *Política Externa* 18 (no.1) : 49-58.
- Teixeira Júnior, Augusto W. M. 2010. « Segurança Sul-Americana e a Centralidade do Conselho de Defesa Sul-Americano para a Ordem Regional », *Boletim Meridiano* 47 (avril) : 15-17.
- The Economist. 2003. « North, south or both - Crunch time for the FTAA », *The Economist* (22 mai).
- Tickner, Arlene. 2003. « Seeing IR Differently : Notes From the Third World », *Millenium – Journal of International Studies* 32 : 295-324.
- Tokatlian, Juan Gabriel et Leonardo Carvajal. 1995. « Autonomía y Política Exterior en América Latina: un debate abierto, un futuro incierto », *Revista d'afers internacionals* 28 (janvier) : 7-31.
- Trépan, Inès. 2009. « Pays émergents et nouvel équilibre des forces », *Courrier hebdomadaire* (no.1991-1992) : 6-54.
- Vanderbush, Walt. 2009. « The Bush Administration Record in Latin America : Sins of Omission and Commission », *New Political Science* 31 (septembre) : 337-359.
- Ventura, Enrique. 2010. « La diplomatie Sud-Sud du Brésil : un discours solidaire au service d'une diplomatie d'influence », *Congrès CEISAL – Panel Sud-Sud : vers l'interdépendance?*. Toulouse, France. En ligne : http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/50/43/30/PDF/Enrique_Ventura.pdf (document consulté le 5 juin 2011).

- Vianna Braga, Carlos Chagas. 2010. « MINUSTAH and the Security Environment in Haiti: Brazil and South American Cooperation in the Field », *International Peacekeeping* 17 (novembre) : 711-722.
- Vigevani, Tullo et Gabriel Cepaluni. 2009. *Brazilian Foreign Policy in Changing Times*. Plymouth : Lexington Books.
- Waltz, Kenneth. 1979. *Theory of International Politics*. New York : McGraw Hill.
- Weisbrot, Mark. 2010. « No place for Washington in Colombia-Venezuela row », *Guardian.co.uk* (28 juillet). En ligne : <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/cifamerica/2010/jul/28/colombia-venezuela-washington-south-america> (page consultée le 7 août 2011).
- Wendt, Alexander. 1999. *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- White, Lyal. 2010. « Understanding Brazil's new drive for Africa », *South African Journal of International Affairs* 17 (août) : 221-242.
- Wohlforth, William C. 1999. « The Stability of a Unipolar World », *International Security* 24 (no.1) : 5-41.
- Wright, Alan M. 2008. « Brazil-U.S. Biofuels Cooperation : One Year Later », *Brazil Institute Special Report*. Washington : Woodrow Wilson International Center for Scholars (juin).

Annexes

Tableau 1 : Produit intérieur brut des pays du BRIC, des États-Unis, du Japon et de l'UE (en milliards de dollars US courants, arrondis à l'unité)

| Années Pays | 1991 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Brésil | 407 | 553 | 504 | 552 | 663 | 882 | 1 089 | 1 333 | 1 612 | 1 573 |
| Russie | 509 | 307 | 345 | 431 | 592 | 765 | 991 | 1 290 | 1 608 | 1 232 |
| Inde | 268 | 478 | 507 | 599 | 701 | 810 | 915 | 1 177 | 1 217 | 1 310 |
| Chine | 379 | 1 325 | 1 454 | 1 641 | 2 236 | 2 658 | 2 658 | 3 382 | 4 326 | 4 985 |
| États-Unis | 5 947 | 10 076 | 10 418 | 10 908 | 11 631 | 12 376 | 13 133 | 13 751 | 14 204 | 14 119 |
| Japon | 3 451 | 4 095 | 3 918 | 4 229 | 4 606 | 4 552 | 4 376 | 4 384 | 4 909 | 5 069 |
| UE | 7 549 | 8 590 | 9 377 | 11 435 | 13 196 | 13 780 | 14 685 | 16 959 | 18 301 | 16 375 |

Source : Banque mondiale

Tableau 2 : Part du produit mondial brut des pays du BRIC, des États-Unis, du Japon et de l'UE (en %)

| Années Pays | 1991 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Brésil | 1,8 | 1,7 | 1,5 | 1,5 | 1,6 | 1,9 | 2,2 | 2,4 | 2,6 | 2,7 |
| Russie | 2,2 | 01,0 | 1,0 | 1,2 | 1,4 | 1,7 | 2,0 | 2,3 | 2,6 | 2,1 |
| Inde | 1,2 | 1,5 | 1,5 | 1,6 | 1,6 | 1,7 | 1,9 | 2,1 | 2,0 | 2,3 |
| Chine | 1,6 | 4,1 | 4,4 | 4,4 | 5,3 | 5,8 | 5,4 | 6,1 | 7,1 | 8,6 |
| États-Unis | 25,9 | 31,2 | 31,3 | 29,1 | 27,6 | 27,1 | 26,6 | 24,6 | 23,2 | 24,3 |
| Japon | 15,0 | 12,7 | 11,8 | 11,3 | 10,9 | 1,0 | 8,8 | 7,9 | 8,0 | 8,7 |
| UE | 32,8 | 26,6 | 28,2 | 30,5 | 31,3 | 30,2 | 29,7 | 30,4 | 29,8 | 28,2 |
| Total | 22 982 | 32 288 | 33 288 | 37 447 | 42 193 | 45 631 | 49 453 | 55 837 | 61 351 | 58 141 |

Source : Banque mondiale

Tableau 3 : Dépenses militaires des pays du BRIC, des États-Unis, du Japon et de quelques pays de l'UE (en milliards de dollars US constants, ajustés au taux de change de l'année 2008)

| Années Pays | 1991 | 1996 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | Rang mondial |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------------|
| Brésil | 7,2 | 16,5 | 22,5 | 22,9 | 18,3 | 19,0 | 20,6 | 21,3 | 23,0 | 23,3 | 27,1 | 12 |
| Russie | | 29,7 | 33,0 | 36,6 | 39,0 | 40,6 | 44,2 | 48,4 | 52,5 | 58,3 | 61,0 | 5 |
| Inde | 13,9 | 15,8 | 22,6 | 22,6 | 23,1 | 26,8 | 28,3 | 28,5 | 28,9 | 32,3 | 36,6 | 10 |
| Chine | 18,2 | 22,0 | 38,4 | 44,4 | 48,5 | 53,1 | 59,0 | 68,8 | 77,9 | 86,2 | 98,8 | 2 |
| États-Unis | 443,1 | 372,6 | 380,3 | 427,0 | 486,0 | 529,7 | 554,9 | 563,5 | 578,3 | 616,1 | 663,3 | 1 |
| Japon | 43,8 | 47,0 | 48,0 | 48,5 | 48,6 | 48,2 | 47,9 | 47,3 | 47,1 | 46,3 | 46,9 | 7 |
| Grande-Bretagne | 70,5 | 57,2 | 55,9 | 59,3 | 62,6 | 62,4 | 62,4 | 62,3 | 63,0 | 65,6 | 69,3 | 3 |
| France | 72,0 | 64,3 | 62,5 | 63,8 | 65,7 | 67,5 | 66,1 | 66,4 | 66,7 | 66,0 | 67,3 | 4 |
| Allemagne | 69,0 | 53,0 | 50,7 | 50,8 | 50,1 | 48,6 | 47,8 | 46,7 | 46,7 | 46,8 | 48,0 | 6 |
| Total | | 995,0 | 1 073,0 | 1 137,0 | 1 208,0 | 1 273,0 | 1 323,0 | 1 365,0 | 1 412,0 | 1 474,0 | 1 563,0 | |
| <p>Aux 8^{ième}, 9^{ième} et 11^{ième} rangs, nous avons respectivement l'Arabie Saoudite, l'Italie et la Corée du Sud. Suivent ensuite le Canada, l'Australie, l'Espagne, etc. ...</p> | | | | | | | | | | | | |
| <p>Source : SIPRI Military Expenditure Database 2010, http://milexdata.sipri.org</p> | | | | | | | | | | | | |

Tableau 4 : Importations de biens et services des pays du BRIC, des États-Unis, du Japon et de l'UE (en milliards de dollars US courants, arrondis à l'unité); et part de ces importations par rapport aux importations totales mondiales (en %)

| Années Pays | 1991 | Part des importations mondiales (im.m) | 2001 | Part des im.m | 2003 | Part des im.m | 2005 | Part des im.m | 2007 | Part des im.m | 2009 | Part des im.m |
|-------------------|---------------|----------------------------------------|-------|---------------|-------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|
| | Brésil | 32 | 0,7 | 75 | 1,0 | 67 | 0,7 | 101 | 0,8 | 159 | 1,0 | 179 |
| Russie | 66 | 1,5 | 74 | 0,9 | 103 | 1,1 | 164 | 1,3 | 277 | 1,7 | 251 | 1,9 |
| Inde | 23 | 0,5 | 65 | 0,8 | 96 | 1,0 | 177 | 1,4 | 291 | 1,8 | 331 | 2,4 |
| Chine | 54 | 1,2 | 272 | 3,5 | 450 | 4,9 | 837 | 6,8 | 1 001 | 6,3 | 1 112 | 8,2 |
| États-Unis | 624 | 14,3 | 1 380 | 17,6 | 1 516 | 16,4 | 1 993 | 16,2 | 2 324 | 14,6 | 1 963 | 14,5 |
| Japon | 286 | 6,5 | 405 | 5,2 | 440 | 4,8 | 587 | 4,8 | 697 | 4,4 | 618 | 4,6 |
| UE | 2 053 | 47,0 | 3 007 | 38,3 | 3 751 | 40,6 | 4 961 | 40,4 | 6 580 | 41,2 | 5 666 | 41,8 |
| Total | 4 367 | | 7846 | | 9 249 | | 12 275 | | 15 969 | | 13 547 | |

Données compilées et calculées à partir des indicateurs de la **Banque mondiale**.

Tableau 5 : Exportations de biens et services des pays du BRIC, des États-Unis, du Japon et de l'UE (en milliards de dollars US courants, arrondis à l'unité); et part de ces exportations par rapport aux exportations totales mondiales (en %)

| Années Pays | 1991 | Part des exportations mondiales (ex.m) | 2001 | Part des ex.m | 2003 | Part des ex.m | 2005 | Part des ex.m | 2007 | Part des ex.m | 2009 | Part des ex.m |
|-------------------|---------------|----------------------------------------|-------|---------------|-------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|
| | Brésil | 35 | 0,8 | 68 | 0,9 | 83 | 1,0 | 133 | 1,1 | 179 | 1,1 | 178 |
| Russie | 68 | 1,6 | 113 | 1,5 | 152 | 1,7 | 269 | 2,2 | 390 | 2,4 | 341 | 2,5 |
| Inde | 23 | 0,5 | 61 | 0,8 | 89 | 1,0 | 156 | 1,3 | 242 | 1,5 | 270 | 2,0 |
| Chine | 66 | 1,5 | 299 | 3,8 | 486 | 5,3 | 986 | 8,1 | 1 299 | 8,1 | 1 331 | 9,8 |
| États-Unis | 595 | 13,8 | 1 008 | 12,9 | 1 025 | 11,3 | 1 287 | 10,6 | 1 623 | 10,1 | 1 581 | 11,6 |
| Japon | 342 | 7,9 | 434 | 5,5 | 507 | 5,6 | 651 | 5,3 | 772 | 4,8 | 634 | 4,7 |
| UE | 2 023 | 46,8 | 3 075 | 39,4 | 3 911 | 43,0 | 5 085 | 41,7 | 6 682 | 41,7 | 5 830 | 42,9 |
| Total | 4 321 | | 7 814 | | 9 100 | | 12 184 | | 16 025 | | 13 605 | |

Données compilées et calculées à partir des indicateurs de la **Banque mondiale**.

Tableau 6 : Populations des pays du BRIC, des États-Unis, du Japon et de l'UE

| Années | 2003 | 2003 | 2009 | 2009 |
|-------------------|-------------------|--------------------------------------|-------------------|--------------------------------------|
| Pays | (millions) | (% de la population mondiale) | (millions) | (% de la population mondiale) |
| Brésil | 182 | 2,9 | 194 | 2,9 |
| Russie | 145 | 2,3 | 142 | 2,1 |
| Inde | 1 064 | 16,8 | 1 155 | 17,0 |
| Chine | 1 288 | 20,4 | 1 331 | 19,6 |
| États-Unis | 290 | 4,6 | 307 | 4,5 |
| Japon | 128 | 2,0 | 128 | 1,9 |
| UE | 486 | 7,7 | 497 | 7,3 |
| Total | 6 315 | 100 | 6 775 | 100 |

Source : Banque mondiale

Tableau 7 : Prédictions des populations des pays du BRIC, des États-Unis, du Japon et de l'UE

| Années | 2050 | 2050 |
|-------------------|-------------------|--------------------------------------|
| Pays | (millions) | (% de la population mondiale) |
| Brésil | 219 | 2,4 |
| Russie | 116 | 1,3 |
| Inde | 1 614 | 17,6 |
| Chine | 1 417 | 15,5 |
| États-Unis | 404 | 4,4 |
| Japon | 102 | 1,1 |
| UE | 494 | 5,4 |
| Total | 9 150 | 100 |

Source : Organisation des nations unies (*World Population Prospects*)

Tableau 8 : Investissements directs étrangers (flux nets en milliards de dollars US courants); et part de ces IDE par rapport aux IDE totaux (%)

| Années Pays | 1991 | Part des IDE totaux | 2001 | Part des IDE totaux | 2003 | Part des IDE totaux | 2005 | Part des IDE totaux | 2007 | Part des IDE totaux | 2009 | Part des IDE totaux |
|------------------------------|-------------|--------------------------------------|-------------|------------------------------------------------|-------------|------------------------------------------------|-------------|------------------------------------------------|-------------|------------------------------------------------|-------------|------------------------------------------------|
| Brésil | 1,1 | 0,6 | 22,5 | 2,5 | 10,1 | 1,6 | 15,1 | 1,3 | 34,6 | 1,5 | 25,9 | 2,4 |
| Russie | ---- | ---- | 2,7 | 0,3 | 8,0 | 1,2 | 12,9 | 1,1 | 55,1 | 2,3 | 36,8 | 3,3 |
| Inde | 0,8 | 0,5 | 5,5 | 0,6 | 4,3 | 0,7 | 7,6 | 0,7 | 25,1 | 1,1 | 34,6 | 3,1 |
| Chine | 4,4 | 2,6 | 44,2 | 5,0 | 47,1 | 7,3 | 79,1 | 6,9 | 138,4 | 5,9 | 78,2 | 7,1 |
| États-Unis | 23,2 | 13,6 | 167,0 | 19,0 | 63,8 | 9,9 | 112,6 | 9,8 | 271,2 | 11,5 | 134,7 | 12,2 |
| Japon | 1,3 | 0,8 | 6,2 | 0,7 | 6,2 | 1,0 | 3,2 | 0,3 | 22,2 | 0,9 | 11,8 | 1,1 |
| UE | 90,6 | 53,3 | 457,4 | 51,7 | 351 | 54,3 | 682,0 | 59,6 | 1 208,5 | 51,2 | 429,9 | 39,1 |
| Total | 170 | | 885 | | 647 | | 1 144 | | 2 360 | | 1 100 | |

Source : Banque mondiale

Tableau 9 : Produit intérieur brut des pays de l'UNASUL (en milliards de dollars US courants, arrondis à l'unité; et en pourcentage du total sous-continental)

| Années Pays | 2003 | % | 2005 | % | 2007 | % | 2009 | % |
|------------------------------|-------------|----------|-------------|----------|-------------|----------|-------------|----------|
| Argentine | 129,5 | 12,3 | 183,2 | 11,4 | 260,8 | 11,2 | 307,2 | 10,8 |
| Bolivie | 8,1 | 0,8 | 9,5 | 0,6 | 13,1 | 0,6 | 17,3 | 0,6 |
| Brésil | 552,5 | 52,5 | 882,2 | 54,8 | 1 366,0 | 58,6 | 1 573,4 | 55,1 |
| Chili | 73,9 | 7,0 | 118,3 | 7,3 | 164,3 | 7,0 | 163,7 | 5,7 |
| Colombie | 94,9 | 9,0 | 146,6 | 0,1 | 207,4 | 8,9 | 234,0 | 8,2 |
| Équateur | 28,6 | 2,7 | 37,2 | 2,3 | 45,8 | 2,0 | 57,2 | 2,0 |
| Guyane | 0,7 | ... | 0,8 | ... | 1,1 | ... | ... | ... |
| Paraguay | 5,6 | 0,5 | 7,5 | 0,5 | 12,2 | 0,5 | 14,2 | 0,5 |
| Pérou | 61,3 | 5,8 | 79,4 | 4,9 | 107,5 | 4,6 | 130,3 | 4,6 |
| Suriname | 1,3 | ... | 1,8 | ... | 2,4 | ... | ... | ... |
| Uruguay | 12,0 | 1,1 | 17,4 | 1,1 | 23,9 | 1,0 | 31,5 | 1,1 |
| Venezuela | 83,6 | 7,9 | 145,7 | 9,0 | 226,8 | 9,7 | 326,1 | 11,4 |
| Total | 1 052,0 | | 1 610,6 | | 2 331,3 | | 2 854,9 | |

Source : Banque mondiale

Tableau 10 : Population des pays de l'UNASUL

| Années Pays | 2003 (millions) | 2003 (% de la population de l'Amérique du Sud) | 2009 (millions) | 2009 (% de la population de l'Amérique du Sud) |
|------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
| Argentine | 38,0 | 10,5 | 40,3 | 10,3 |
| Bolivie | 8,8 | 2,4 | 9,8 | 2,5 |
| Brésil | 181,5 | 50,2 | 193,7 | 49,8 |
| Chili | 15,9 | 4,4 | 17,0 | 4,4 |
| Colombie | 41,7 | 11,5 | 45,7 | 11,8 |
| Équateur | 12,8 | 3,5 | 13,6 | 3,5 |
| Guyane | 0,8 | 0,2 | 0,8 | 0,2 |
| Paraguay | 5,7 | 1,6 | 6,3 | 1,6 |
| Pérou | 27,1 | 7,5 | 29,2 | 7,5 |
| Suriname | 0,5 | 0,1 | 0,5 | 0,1 |
| Uruguay | 3,3 | 0,9 | 3,3 | 0,8 |
| Venezuela | 25,7 | 7,1 | 28,4 | 7,3 |
| Total | 361,8 | | 388,6 | |

Source : Banque mondiale

Tableau 11 : Dépenses militaires des pays de l'UNASUR (en millions de dollars US constants, ajustés au taux de change de l'année 2008; et en pourcentage des dépenses sous-continental)

| Années Pays | 2003 | % | 2009 | % |
|------------------------------|-------------|----------|-------------|----------|
| Argentine | 1 903 | 5,3 | 2 608 | 4,9 |
| Bolivia | 270 | 0,8 | 268 | 0,5 |
| Brésil | 18 306 | 51,3 | 27 124 | 51,2 |
| Chili | 4 310 | 12,1 | 5 683 | 10,7 |
| Colombie | 6 511 | 18,2 | 10 055 | 18,9 |
| Équateur | 888 | 2,5 | 1 821 | 3,4 |
| Guyane | ... | ... | ... | ... |
| Paraguay | 98 | 0,3 | 140 | 0,3 |
| Pérou | 1 223 | 3,4 | 1 502 | 2,8 |
| Suriname | ... | ... | ... | ... |
| Uruguay | 336 | 0,9 | 496 | 0,9 |
| Venezuela | 1 853 | 5,2 | 3 254 | 6,1 |
| Total | 35 698 | | 52 951 | |

Source : SIPRI Military Expenditure Database 2010, <http://milexdata.sipri.org>

Tableau 12 : Investissements directs étrangers dans les pays de l'UNASUL (en milliards de dollars US courants, arrondis au dixième d'unité; et en pourcentage du total sous-continental)

| Années Pays | 2003 | % | 2005 | % | 2007 | % | 2009 | % |
|------------------------------|-------------|----------|-------------|----------|-------------|----------|-------------|----------|
| Argentine | 1,7 | 7,5 | 5,3 | 12,1 | 6,5 | 9,1 | 3,9 | 7,2 |
| Bolivia | 0,2 | 0,9 | ... | ... | 0,4 | 0,6 | 0,4 | 0,7 |
| Brésil | 10,1 | 44,7 | 15,0 | 34,2 | 34,6 | 48,6 | 25,9 | 48,1 |
| Chili | 4,3 | 19,0 | 7,0 | 16,0 | 12,5 | 17,6 | 12,7 | 23,6 |
| Colombie | 1,7 | 7,5 | 10,2 | 23,3 | 9,0 | 12,6 | 7,3 | 13,6 |
| Équateur | 0,9 | 4,0 | 0,5 | 1,1 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,5 |
| Guyane | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Paraguay | ... | ... | ... | ... | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,5 |
| Pérou | 1,3 | 5,8 | 2,6 | 5,9 | 5,5 | 7,7 | 4,8 | 8,9 |
| Suriname | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Uruguay | 0,4 | 1,8 | 0,8 | 1,8 | 1,3 | 1,8 | 1,3 | 2,4 |
| Venezuela | 2,0 | 8,8 | 2,6 | 5,9 | 1,0 | 1,4 | ... | ... |
| Total | 22,6 | | 43,8 | | 71,2 | | 53,8 | |

Source : Banque mondiale

